

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DES FINANCES LOCALES

1ER BUREAU

A R R E T E N - 92 - 336

PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET
DE DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES NECESSAIRE A L'ALIMENTATION
EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE BANOGNE RECOUVRANCE
ET D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION
DU Puits SITUE SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL
(Référence Code Minier 85.6.3)

* * *

LE PREFET DES ARDENNES

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR.

- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le Code Rural, article 113, sur la dérivation des eaux non domaniales ;
- VU le Code des Communes, notamment ses articles L 371-1 et R 371-1
- VU le Règlement Sanitaire Départemental ;
- VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique ;
- VU le décret n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55.1350 du 14 octobre 1955 ;
- VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961 modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre III du Titre 1er du livre 1er du Code de la Santé Publique, relatif aux eaux potables, notamment les articles 3, 4.1 et 4.2 ;
- VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ensemble l'article 5 du décret n° 73.219 du 23 février 1973, portant application de ses articles 40 et 57 et l'arrêté interministériel du 8 mars 1973, portant application de l'article 7 dudit décret ;
- VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le décret n° 90.330 du 10 avril 1990 modifiant le décret n° 89.3

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages

VU la délibération du Conseil Municipal de BANOGNE RECOUVRANCE en date du 25 Mars 1983 par laquelle il :

- SOLLICITE la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant le forage communal, la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire
- PREND l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

VU le rapport de l'Hydrogéologue agréé en date de Novembre 1986 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 25.01.1990.

VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 02.12.1991 au 23.12.1991, les lundis et Jeudis de 15H00 à 18H00 en mairie de BANOGNE RECOUVRANCE.

VU l'avis favorable du Sous-Préfet de RETHEL ;

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable ;

A R R E T E

ARTICLE 1ER

Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine et situés sur le territoire de la commune de BANOGNE RECOUVRANCE.

ARTICLE 2

La commune de BANOGNE RECOUVRANCE est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire communal.

ARTICLE 3

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la commune de BANOONE RECOUVANCE devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 4

Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 25 Mars 1983, la commune de BANOONE RECOUVANCE devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 5

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la commune de BANOONE RECOUVANCE à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 6

Conformément à l'article L 20 du Code de la Santé et en application des dispositions du décret n° 61.859 du 1er août 1961, modifié par le décret n° 67-1093 du 13 décembre 1967 et du décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 modifié par le décret n° 90.330 du 10 avril 1990, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des captages. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté qui peuvent être consultés à la Préfecture des ARDENNES - Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau des Finances Locales - 1er Bureau ou en mairie de BANOONE RECOUVANCE.

ARTICLE 7

- A l'intérieur du périmètre de protection immédiate comprenant une partie des parcelles section ZB N°24, N°26, N°27 et une partie du chemin de l'épinette.

Sont interdites : tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau

- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée : comprenant une partie des parcelles section ZB N°26, N°27, N°24, N°25, N°16, N°12, section AB N°31, N°26, N°28, N°24 et les parcelles section ZB N°13, N°28, N°29, section AB N°32, N°33, N°27.

Sont interdits :

1. Le forage du puits
2. Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales
3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières
4. L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)
5. Le remblaiement d'excavations, autre que carrières (à ciel ouvert)
6. L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux
7. L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées
8. L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux
9. Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature
10. L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau
11. L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et de matière de vidanges
12. L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges
13. Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail
14. Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures
17. L'établissement d'étables ou de stabulations libres
21. La création d'étangs
22. Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes

Sont règlementés :

15. L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols.
16. L'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures.
19. L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail.
23. La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation

L'utilisation de produits fertilisants et de produits de traitement devra être limitée aux besoins des cultures, les doses devront être conformes aux recommandations des organismes professionnels et consulaires.

Le bâtiment d'élevage, situé à 100 mètres au Sud-Ouest du captage, en bordure du Périmètre de Protection Rapproché, devra être en conformité avec la réglementation, notamment en ce qui concerne la collecte des purins.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée :

Sont règlementés : toutes les activités interdites ou règlementées dans le périmètre de protection rapprochée .

ARTICLE 8

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 7 dans un délai maximum d'un an.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution.

ARTICLE 9

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt règlementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en fournissant les pièces suivantes :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il en sera de même pour toute nouvelle installation ou dépôt règlementé.

ARTICLE 10

Les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à la diligence de la commune de BANOgne RECOUVRANCE et à ses frais.

Le périmètre de protection rapprochée sera matérialisé sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, fera dresser procès-verbal des opérations.

ARTICLE 11

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de BANOgne RECOUVRANCE.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

ARTICLE 12

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

ARTICLE 13

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 14

Le Secrétaire Général de la Préfecture des ARDENNES, le Sous-Préfet de RETHEL, le Maire de la commune de BANOGNE RECOUVRANCE, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, l'Ingénieur en Chef des Mines, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des ARDENNES. Une ampliation sera adressée au Directeur des Services Fiscaux et au Président du Conseil Général des ARDENNES.

Pour ampliation

Pour le Préfet, et par délégation,
L'Attaché Principal de Préfecture,
Chef de Bureau

Chantal CASTELNOT

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES,
le 2 JUIL 1992

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : Didier LAVAL

PERIMETRES DE PROTECTION

Répresentation et tableau des prescriptions

En application de l'article 7 de la loi n° 64 - 1245 du 16/12/1964, du décret n° 67 - 1093 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du 16/12/1968.

- 1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
- 2 - A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

DEFINITION DES ACTIVITES	$\left(\begin{array}{l} A = \text{interdites} \\ B = \text{réglementées} \end{array} \right)$ $\left(\begin{array}{l} \text{ni interdites} \\ \text{ni réglementées} \end{array} \right)$	Périmètre rapproché		Périmètre éloigné	
		activités existantes		activités existantes	
		A	B	A	B
1 - Le forage de puits		X		X	X
2 - Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales		X		X	X
3 - L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières		X		X	X
4 - L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)		X		X	X
5 - Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X		X	X
6 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux		X		X	X
7 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées		X		X	X
8 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux		X		X	X
9 - Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature		X		X	X
10 - L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X		X	X
11 - L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges		X		X	X
12 - L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges		X		X	X
13 - Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail		X		X	X
14 - Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X		X	X
15 - L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols	Cf parag. 7 réglementation particulière	X		X	X
16 - L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures	Cf parag. 7 réglementation particulière	X		X	X
17 - L'établissement d'étables ou de stabulations libres		X		X	X
18 - Le pacage des animaux			+		+
19 - L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail		X		X	X
20 - Le défrichement			+		+
21 - La création d'étangs		X		X	X
22 - Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes		X		X	X
23 - La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			X		X

La commune veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés à la D.D.A.P.S., toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

N.B : Cet inventaire des activités interdites et réglementées sera annexé au rapport détaillé.

Date : 17/11/86

B. RAMBAUD

L'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département des Ardennes

489 pour être annexé à
mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 2 JUN 1992

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
Signé : Didier LAVAL,

Pour Copie conforme

Pour le Préfet, et par délégation
L'Attaché Principal de Préfecture
Chef de Bureau
CASTEJON
CHANDAL

PÉRIMÈTRES DE PROTECTION

Réglementation et tableau des prescriptions

En application de l'article 7 de la loi n° 64 - 1245 du 16/12/1964, du décret n° 67 - 1093 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du 16/12/1968.

- 1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
- 2 - A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

DEFINITION DES ACTIVITES	X (A = interdites B = réglementées)		(ni interdites ni réglementées)		Périmètre rapproché		Périmètre éloigné	
					activités existantes	activités futures	activités existantes	activités futures
					A	B	A	B
1 - Le forage de puits					X		X	X
2 - Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales					X		X	X
3 - L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières					X		X	X
4 - L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert) ...					X		X	X
5 - Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes					X		X	X
6 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux					X		X	X
7 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées					X		X	X
8 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux					X		X	X
9 - Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature					X		X	X
10 - L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau					X		X	X
11 - L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges					X		X	X
12 - L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges					X		X	X
13 - Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail					X		X	X
14 - Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures					X		X	X
15 - L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols					Cf parag. 7 réglementation particulière			
					X		X	X
16 - L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures					Cf parag. 7 réglementation particulière			
					X		X	X
17 - L'établissement d'étables ou de stabulations libres					X		X	X
18 - Le pacage des animaux						+		+
19 - L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail						X		X
20 - Le défrichement						+		+
21 - La création d'étangs					X		X	X
22 - Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes					X		X	X
23 - La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation						X		X

La commune veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés à la D.D.A.P.S., toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

N.B. : Cet inventaire des activités interdites et réglementées sera annexé au rapport détaillé.

Date : 17/11/86

D. RAMBAUD

L'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique
pour le département des Ardennes

VU pour être annexé à
mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 20 mai 2002

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Pour Copie conforme Signé **Didier LAVALLÉ**

Pour le Préfet, et par délégation,
L'Attaché Principal de Préfecture,
Chef de Bureau



Chantal CASTELNOT

PP

CHARLEVILLE-MEZIERES

PL

17/6/91

DEPARTEMENT DES ARDENNES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE

ET DE LA FORET

CAPTAGE ALIMENTANT BANOgne-RECOUVRANCE

FORAGE COMMUNAL

NUMERO DE CODE MINIER

85-6-3

Pour Copie conforme

Pour le Préfet, et par délégation,
L'Attaché Principal de Préfecture,
Chef de Bureau

COMMUNES CONCERNEES

BANOgne-RECOUVRANCE

Vu pour être annexé à
mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 2 JUIL 1991

Chantal CASTELNOT

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : Didier LAVAL

PERIMETRES DE PROTECTION

PLAN DE SITUATION

COMMUNE DE BANOEGNE-RECOUVRANCE

PERIMETRES DE PROTECTION
DU CAPTAGE AEP.

PLAN DE SITUATION

Echelle : 1/25000



Périmètre de protection rapprochée.



Périmètre de protection éloignée.



PREFECTURE DES ARDENNES

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CULTURE

A R R E T E N° 2005/156

**Portant déclaration d'utilité publique du projet
de dérivation des eaux souterraines nécessaire à l'alimentation
en eau potable de la commune d'Ambly-Fleury et d'établissement des
périmètres de protection sur le territoire communal
(Références Code Minier 109.2.9)**

* * *

**Le préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article R 2224-34,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L 215-13 sur la dérivation des eaux domaniales, L 211-2, L 211-3, L 214-15 et L 216-6,

Vu le code de la santé publique ; et notamment ses articles L 1321-2, L 1321-10 et L 1324-3,

Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55.1350 du 14 octobre 1955,

Vu le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration,

Vu le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine,

Vu le décret du 9 janvier 2004 portant nomination de M. Adolphe Colrat en qualité de préfet des Ardennes,

Vu le décret modifié 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004/418 du 15 novembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Pierre Castoldi, secrétaire général de la préfecture des Ardennes,

Vu la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine,

Vu le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages,

Vu la délibération du conseil municipal d'Ambly-Fleury en date du 6 janvier 2004 par laquelle il :

- SOLLICITE la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant le captage communal, la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire,
- PREND l'engagement d'indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en date du 30 mai 2000,

Vu les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 17 janvier au 7 février 2005,

Considérant que l'avis du commissaire-enquêteur est favorable,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 26 mai 2005,

Sur proposition du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Sont déclarés d'utilité publique au profit de la commune d'Ambly-Fleury :

- la dérivation d'une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire communal,
- la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour de ce captage.

Article 2 :

La commune d'Ambly-Fleury est autorisée à dériver les eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire communal.

Article 3 :

Le volume à prélever par la commune d'Ambly-Fleury ne devra pas excéder 70 m³/jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la commune d'Ambly-Fleury devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'agriculture, sur le rapport du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

Article 4 :

Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 15 novembre 2004, la commune d'Ambly-Fleury devra indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5 :

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit autorisé ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la commune d'Ambly-Fleury à l'agrément du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

Article 6 :

Conformément à l'article L 1321-2 du code de la santé publique, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté, qui peuvent être consultés à la préfecture des Ardennes - Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau de l'urbanisme, de l'environnement et de la culture, ou en mairie d'Ambly-Fleury.

Article 7 :
Dans le périmètre de protection immédiate :

comprenant la parcelle section ZB N°61 sur la commune d'Ambly-Fleury

Il doit être propriété de l'exploitant, clôturé et interdit à toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien de l'ouvrage. En particulier, tout épandage d'engrais, produits chimiques ou phytosanitaires y est interdit.

L'accès du périmètre de protection immédiate est interdit aux personnes non mandatées par le propriétaire du captage. Cet accès est réservé à l'entretien du captage et de la surface du périmètre de protection immédiate.

La clôture sera mise en état et le portail verrouillé.

Est interdit dans ce périmètre le stockage de matériels et matériaux réputés inertes.

Dans le périmètre de protection rapprochée :

comprenant sur la commune d'Ambly-Fleury :

- les parcelles : section ZB N°62, 4,
- les parcelles : section AB N°172, 171, 283, 284 et AB N°173 (en partie)

Sont interdits :

- les forages et puits, sauf ceux nécessaires à l'extension du champ captant et à la surveillance de sa qualité, ainsi que le captage des sources,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou d'excavations autres que carrières,

- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes,
- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées,
- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ; pour les cuves d'hydrocarbures existantes, leur étanchéité fera l'objet d'une vérification ; une double enceinte est nécessaire,
- l'épandage des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle,
- l'épandage de sous-produits urbains et industriels (boues de station d'épuration, matières de vidanges...),
- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols et à la lutte contre les ennemis des cultures,
- l'implantation de nouveaux bâtiments d'élevage,
- la création de mares et d'étangs,
- le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes,
- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau,
- l'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures,
- la création et l'agrandissement de cimetière,
- la création de nouvelles voies de communication à grande circulation,
- le défrichement,
- le retournement des pâtures (transformation en terres labourables),
- toute activité industrielle nouvelle,
- la réalisation de fossés ou de bassins d'infiltration des eaux routières ou en provenance d'importantes surfaces imperméabilisées.

Sont soumises à réglementation particulière les activités suivantes :

- L'épandage du fumier et des engrais minéraux : limité au strict besoin des cultures dans le respect du Code de Bonnes Pratiques Agricoles. Les amendements seront apportés en tenant compte du solde resté dans le sol et provenant des amendements précédents. En cas de problèmes rencontrés, une concertation avec les représentants de la Chambre d'Agriculture, de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales et de l'Agence de l'Eau sera nécessaire.
- L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail : des nourrisseurs pour animaux pourront être implantés sur les parcelles ZB N°62 et ZB N°4 aux endroits prévus sur le plan ci-joint. Toutes mesures devront être prises de manière à éviter tout piétinement des animaux susceptibles de former des zones marécageuses aux abords des points d'abreuvement.
- L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures :
Leur utilisation est autorisée dans le respect des doses conseillées par les organismes professionnels. Si le contrôle dans le cadre de l'analyse de type CEE venait à révéler des teneurs significativement élevées dans l'eau, l'autorité sanitaire demanderait la mise en place d'un protocole de contrôle afin d'identifier l'origine de la contamination. Si cette contamination se révèle circonscrite dans le périmètre de protection et être principalement l'origine du dépassement des normes de potabilité, les dispositions seront prises pour limiter l'utilisation des produits phytosanitaires. Le réseau de surveillance sera alors à la charge des exploitants. La mise en place de ce dispositif et l'interprétation des résultats seront soumis à l'avis de l'hydrogéologue agréé.

Dans le périmètre de protection éloignée :

- L'épandage des engrais destinés à la fertilisation des sols : limité au strict besoin des cultures dans le respect du Code de Bonnes Pratiques Agricoles. Les amendements seront apportés en tenant compte du solde resté dans le sol et provenant des amendements précédents. En cas de problèmes rencontrés, une concertation avec les représentants de la Chambre d'Agriculture, de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales et de l'Agence de l'Eau sera nécessaire.
- L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures :
leur utilisation est autorisée dans le respect des doses conseillées par les organismes professionnels. Si le contrôle dans le cadre de l'analyse de type CEE venait à révéler des teneurs significativement élevées dans l'eau, l'autorité sanitaire demanderait la mise en place d'un protocole de contrôle afin d'identifier l'origine de la contamination. Si cette contamination se révèle circonscrite dans le périmètre de protection et être principalement l'origine du dépassement des normes de potabilité, les dispositions seront prises pour limiter l'utilisation des produits phytosanitaires. Le réseau de surveillance sera alors à la charge des exploitants. La mise en place de ce dispositif et l'interprétation des résultats seront soumis à l'avis de l'hydrogéologue agréé.

Article 8 :

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 7 dans un délai maximum d'un an.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L 216-8 à L 216-13 du code de l'environnement.

Article 9 :

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en fournissant les pièces suivantes :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire. L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il en sera de même pour toute nouvelle installation ou dépôt réglementé.

Article 10 :

Les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à la diligence et aux frais de la collectivité concernée.

Le périmètre de protection rapprochée sera matérialisé sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt fera dresser procès-verbal des opérations.

Article 11 :

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune d'Ambly-Fleury.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Article 12 :

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Article 13 :

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Article 14 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique. Il peut être déféré en annulation au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 15 :

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le sous-préfet de Rethel, le maire de la commune d'Ambly-Fleury, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, Madame le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes et des services déconcentrés de l'Etat. Une copie sera adressée au directeur des services fiscaux.

Charleville-Mézières, le 29 JUIN 2005

Copie certifiée conforme
L'Adjointe au chef de bureau,



Nicole Dantier
Nicole Dantier.

Pour le préfet,
Le secrétaire général

Romain Castaldi

Commune de AMBLY-FLEURY

Captage alimentant la Commune " Bourdet "

ETAT PARCELLAIRE

N° du plan	CADASTRE				IDENTITE DES PROPRIETAIRES		LOCATAIRES OU EXPLOITANTS	CONTENANCES (en m2)				OBS.
	S°	N°	Nature	Cl.	Lieudit	Inscrit à la matrice cadastrale	Après enquête parcellaire	Parcelle	Périmètre immédiat Emprise à acquérir	Périmètre rattaché Emprise à grever des servitudes	Excéd.	
1	ZB	61	Sol		Bourdet	Commune de Ambly-Fleury Mairie 08130 AMBLY-FLEURY		1600	1600	-	0	
2	ZB	62	Pré	3	Bourdet	MARCOTTE André, Paul 11, Rue Jaucourt 75012 PARIS		175040	-	175040	0	
3	ZB	4	Pré	3	Bourdet	MARCHAND Marie-Thérèse 08150 AUBIGNY LES POTHEES	MARCHAND Marie-Thérèse, épouse BRASSEUR Robert 08150 AUBIGNY LES POTHEES	12780	-	12780	0	

N° du plan	CADASTRE				IDENTITE DES PROPRIETAIRES		LOCATAIRES OU EXPLOITANTS	CONTENANCES (en m2)				OBS.
	S°	N°	Nature	Cl.	Lieudit	Inscrit à la matrice cadastrale	Après enquête parcellaire	Parcelle	Périmètre immédiat Emprise à acquérir	Périmètre rapproché Emprise à grever des servitudes	Excéd.	
4	AB	172	Taillis	2	Le Village	Usu: LORNAGE Jeanne épouse WECKER André 2, Rue Bourdet 08130 AMBLY-FLEURY Nu: WECKER Martine 2, Rue Bourdet 08130 AMBLY-FLEURY Nu: WECKER Régine 4, Rue de l'Agriculture 92700 COLOMBES Nu: WECKER Claude époux VANDERMEERSCH 2, Allée Taine 77330 OZOIR LA FERRIERE		319	-	319	0	
5	AB	171	Terre	1	Le Village	Usu: LORNAGE Jeanne épouse WECKER André 2, Rue Bourdet 08130 AMBLY-FLEURY Nu: WECKER Martine 2, Rue Bourdet 08130 AMBLY-FLEURY Nu: WECKER Régine 4, Rue de l'Agriculture 92700 COLOMBES Nu: WECKER Claude époux VANDERMEERSCH 2, Allée Taine 77330 OZOIR LA FERRIERE		1192	-	1192	0	

N° du plan	CADASTRE				IDENTITE DES PROPRIETAIRES		LOCATAIRES OU EXPLOITANTS	CONTENANCES (en m2)				OBS.
	S°	N°	Nature	Cl.	Lieudit	Inscrit à la matrice cadastrale	Après enquête parcellaire	Parcelle	Périmètre immédiat Emprise à acquérir	Périmètre rapproché Emprise à grever des servitudes	Excéd.	
6	AB	283	Pré	2	Le Village	<u>Usu:</u> LORNAGE Jeanne épouse WECKER André 2, Rue Bourdet 08130 AMBLY-FLEURY <u>Nu:</u> WECKER Martine 2, Rue Bourdet 08130 AMBLY-FLEURY <u>Nu:</u> WECKER Régine 4, Rue de l'Agriculture 92700 COLOMBES <u>Nu:</u> WECKER Claude époux VANDERMEERSCH 2, Allée Taine 77330 OZOIR LA FERRIERE Commune de Ambly-Fleury Mairie 08130 AMBLY-FLEURY		208	-	208	0	
7	AB	284	Pré	2	Le Village			37	-	37	0	

N° du plan	CADASTRE				IDENTITE DES PROPRIETAIRES		LOCATAIRES OU EXPLOITANTS	CONTENANCES (en m2)				OBS.
	S°	N°	Nature	Cl.	Lieudit	Inscrit à la matrice cadastrale	Après enquête parcellaire	Parcelle	Périmètre immédiat Emprise à acquérir	Périmètre rapproché Emprise à grever des servitudes	Excéd.	
8	AB	173	Pré	1	Le Village	<u>Usu:</u> FLEURY Pierrette, Juliette veuve PEZARD André 7, Rue de la Petite Préé 08130 AMBLY-FLEURY <u>Nu:</u> PEZARD Jany, Denis 31b, Rue de Guignicourt 51100 REIMS <u>Nu:</u> PEZARD Lydie, Marie épouse GOURLAIN Francis 10, Rue de Seuil 08300 THUGNY-TRUGNY <u>Nu:</u> PEZARD Hervé, Jean-Pierre 7, Rue de la Petite Préé 08130 AMBLY-FLEURY <u>Nu:</u> PEZARD Maryse, Simone épouse FRANCK Alain 51110 LAVANNES		2472	-	1647	825	
9	ZA	DP	Rivière		La Grande Culée	ETAT par V.N.F. Quai Malmé 08300 RETHEL		-	-	83500	-	

Vu pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour,
Charleville-Mézières, le 29 JUIN 2005

Pour le préfet,
le secrétaire général

Pierre Castoldi

Copie certifiée conforme
L'Adjointe au chef de bureau,



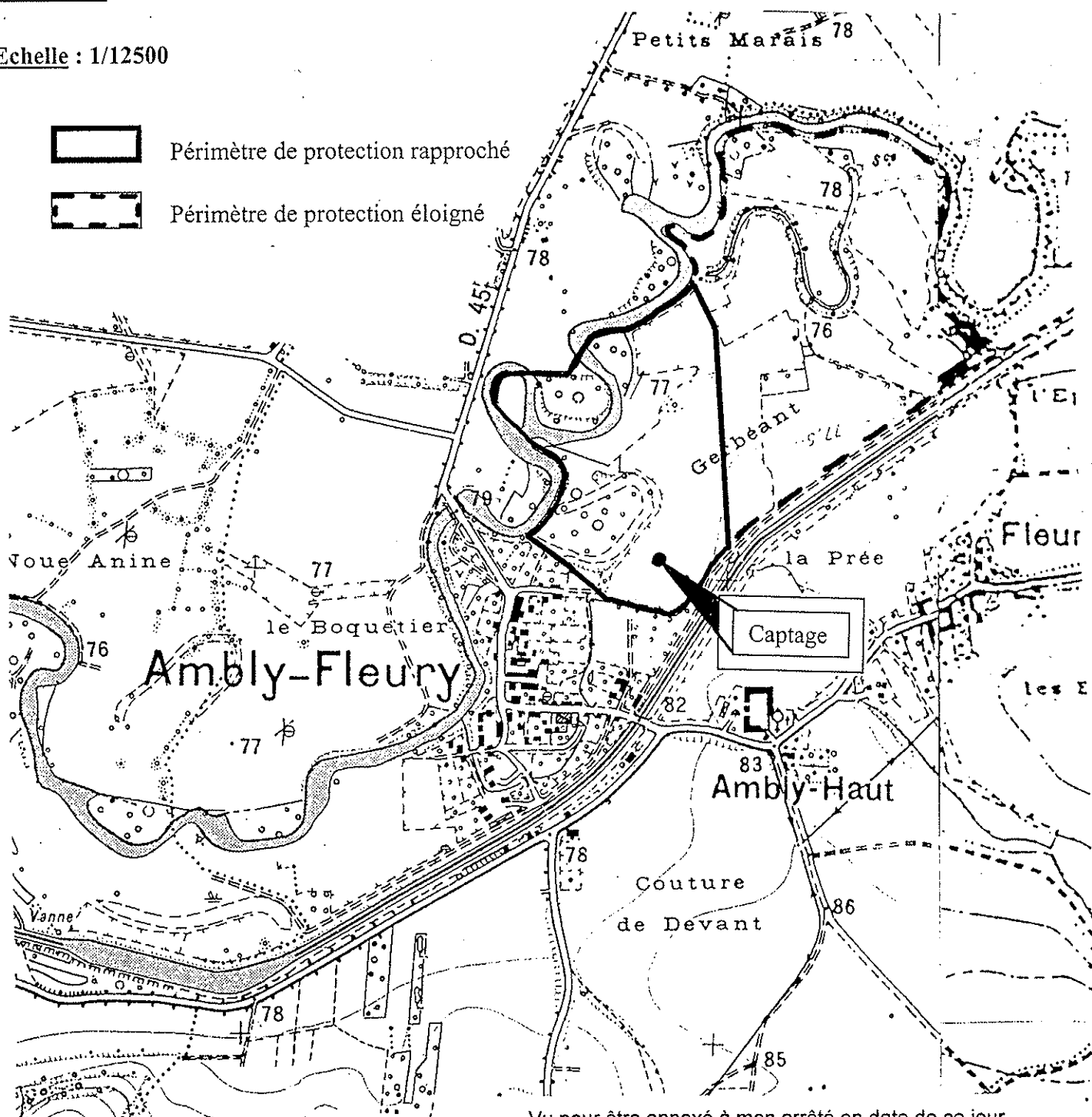
Nicole Dantier.

Commune de AMBLY-FLEURY

Périmètres de protection du captage AEP alimentant la Commune

PLAN DE SITUATION

Echelle : 1/12500



Vu pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour,
Charleville-Mézières, le 29 JUIN 2005



Copie certifiée conforme
Adjointe au chef de bureau,

Nicole Dantier.

Pour le préfet,
le secrétaire général

Pierre Gastoldi

DEPARTEMENT DES ARDENNES

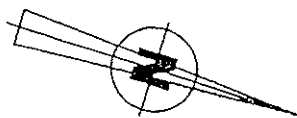
Commune de AMBLY-FLEURY

PERIMETRE DE PROTECTION
DU CAPTAGE D'EAU POTABLE

Lieu-dit "Bourdets"

PLAN PARCELLAIRE

Echelle : 1/2000



Vu pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour,
Charleville-Mézières, le 29 JUIN 2005

Pour le préfet,

le secrétaire général

Pierre Castoldi

Copie certifiée conforme
Ajointe au chef de bureau,

Nicole Dantier.

PRÉFECTURE DES ARDENNES

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CULTURE

ARRETE N° 2006/565

portant déclaration d'utilité publique du projet
de dérivation des eaux souterraines nécessaire à l'alimentation
en eau potable de la commune de Hauteville
et d'établissement des périmètres de protection sur le territoire des
communes de Son et Hauteville
(Références Code Minier 85.8.7)

* * *

La préfète des Ardennes,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article R 2224-34,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L 215-13 sur la
dérivation des eaux domaniales, L 211-2, L 211-3, L 214-15 et L 216-6,

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1321-2, L 1321-10 et
L 1324-3,

Vu la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992, partiellement intégrée au code de
l'environnement (partie législative),

Vu le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité
foncière et son décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955,

Vu le décret modifié n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la
déconcentration,

Vu le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la
consommation humaine, partiellement intégré au code de la santé publique (partie
réglementaire),

Vu le décret du 1^{er} août 2006 portant nomination de Mme Catherine Delmas-
Comolli en qualité de préfète des Ardennes,

Vu le décret modifié n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets,
à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et
départements,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006/417 du 28 août 2006 portant délégation de signature à Mme Marie-Hélène Desbazeille, secrétaire générale de la préfecture des Ardennes,

Vu la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,

Vu le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages,

Vu la délibération du conseil municipal de Hauteville en date du 15 octobre 2004 par laquelle il sollicite la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant le captage communal, la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire, et prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en date du 30 novembre 2003,

Vu les dossiers des enquêtes, préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire, auxquelles il a été procédé du 3 au 24 janvier 2006 inclus,

Considérant que l'avis du commissaire enquêteur est favorable,

Vu l'avis du Conseil Départemental Environnement Risques Sanitaires et Technologiques en date du 23 novembre 2006,

Sur proposition du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Sont déclarées d'utilité publique au profit de la commune de Hauteville :

- la dérivation d'une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de Son,
- la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour de ce captage.

Article 2 :

La commune de Hauteville est autorisée à dériver les eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de Son.

Article 3 :

Le volume à prélever par la commune de Hauteville ne devra pas excéder 16000 m³/an.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la commune de Hauteville devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'agriculture sur le rapport du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

Article 4 :

Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 15 octobre 2004, la commune de HAUTEVILLE devra indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5 :

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit autorisé ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la commune de HAUTEVILLE à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 6 :

Conformément à l'article L 1321-2 du code de la santé publique, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté, qui peuvent être consultés à la préfecture des Ardennes - Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau de l'urbanisme, de l'environnement et de la culture, en sous-préfecture de Rethel ou en mairies de Hauteville et Son.

Article 7 :**Dans le Périmètre de Protection Immédiate :**

Comprenant la parcelle section ZA N°46 sur la commune de Son

Seront interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau. Ce périmètre devra être régulièrement entretenu et en particulier à proximité immédiate du captage pour éviter la formation de "queues de renard" dans les drains.

Ce périmètre qui comprend l'intégralité de la parcelle ZA N°46 devra rester propriété de la commune de Hauteville. Il pourra être admis, compte tenu du contexte morphologique et de la situation (zone boisée) que la totalité de celui-ci ne soit pas clôturé. En revanche le périmètre qui devra être clôturé impérativement pourra être limité à un carré de 10 m de côté centré sur le captage pour interdire tout accès aux installations.

Le défrichement sera en outre interdit.

Dans le périmètre de protection rapprochée :

Comprenant les parcelles :

** section ZA N°34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 47 et 48 sur la commune de SON*

Comprenant les parties de parcelles :

** section A1 N°3 sur la commune de HAUTEVILLE*

** section ZB N°7 et 8 sur la commune de SON*

Sont interdites les activités suivantes :

- le creusement de puits et forages,

- les puits filtrants,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières,
- l'installation de dépôts d'ordures ménagères et de tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- l'épandage de lisiers, des boues de station d'épuration et des matières de vidange,
- tous stockages de matières fermentescibles, d'engrais et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures,
- l'installation d'établissements classés relevant de la loi du 19 juillet 1976,
- l'accès à la carrière située parcelles ZA N°43, 44 et 45 devra être condamné et tous dépôts de gravats y être interdits.

Sont soumises à réglementation particulière les activités suivantes :

- L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures : leur utilisation est autorisée dans le respect des doses conseillées par les organismes professionnels. Si le contrôle dans le cadre de l'analyse de type CEE venait à révéler des teneurs significativement élevées dans l'eau, l'autorité sanitaire demanderait la mise en place d'un protocole de contrôle afin d'identifier l'origine de la contamination. Si cette contamination se révélait circonscrite dans le périmètre de protection et être principalement l'origine du dépassement des normes de potabilité, les dispositions seraient prises pour limiter l'utilisation des produits phytosanitaires. Le réseau de contrôle sera à la charge des exploitants. La mise en place de ce dispositif et l'interprétation des résultats seront soumis à l'avis de l'hydrogéologue agréé.

- L'épandage de produits fertilisants se fera selon la méthode des bilans, en prenant en compte la connaissance des reliquats d'azote dans le sol en fin d'hiver, des apports naturels de toute provenance et du besoin nécessaire à la culture pour l'obtention d'un objectif de rendement réaliste. Sur céréales d'hiver, les quantités d'azote apportées seront fractionnées en 3 apports minimum.

- L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau : activité soumise à l'approbation des autorités sanitaires, et, éventuellement, à l'avis de l'hydrogéologue agréé.

Dans le périmètre de protection éloignée :

Les activités suivantes seront soumises à l'avis de l'autorité sanitaire qui, si elle le souhaite, pourra consulter un hydrogéologue agréé :

- les puits filtrants,
- le creusement de puits et forages,

- l'ouverture et l'exploitation de carrières,
- l'installation de dépôts d'ordures ménagères et de tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- l'épandage de lisiers, des boues de station d'épuration et des matières de vidange,
- tous stockages de matières fermentescibles, d'engrais et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures,
- l'installation d'établissements classés relevant de la loi du 19 juillet 1976.

Article 8 :

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L 216-8 à L 216-13 du code de l'environnement.

Article 9 :

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementés qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en fournissant les pièces suivantes :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera effectuée par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, les dispositions prévues par le pétitionnaire seront réputées admises.

Il en sera de même pour toute nouvelle installation ou dépôt réglementés.

Article 10 :

Les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à la diligence, et aux frais de la collectivité concernée, comme indiqué à l'article 7.

Le périmètre de protection rapprochée sera matérialisé sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

Article 11 :

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans les communes de Son et Hauteville.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Article 12 :

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter, ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Article 13 :

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuels, seront assurés par la direction départementale des affaires, sanitaires et sociales.

Article 14 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique. Il peut être déféré en annulation au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 15 :

La secrétaire générale de la préfecture des Ardennes, le sous-préfet de Rethel, les maires des communes de Son et Hauteville, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, Madame le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et Madame le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes et des services déconcentrés de l'Etat. Une copie en sera adressée au directeur des services fiscaux.

Charleville-Mézières, le - 7 DEC. 2006

Pour la préfète,
La secrétaire générale,

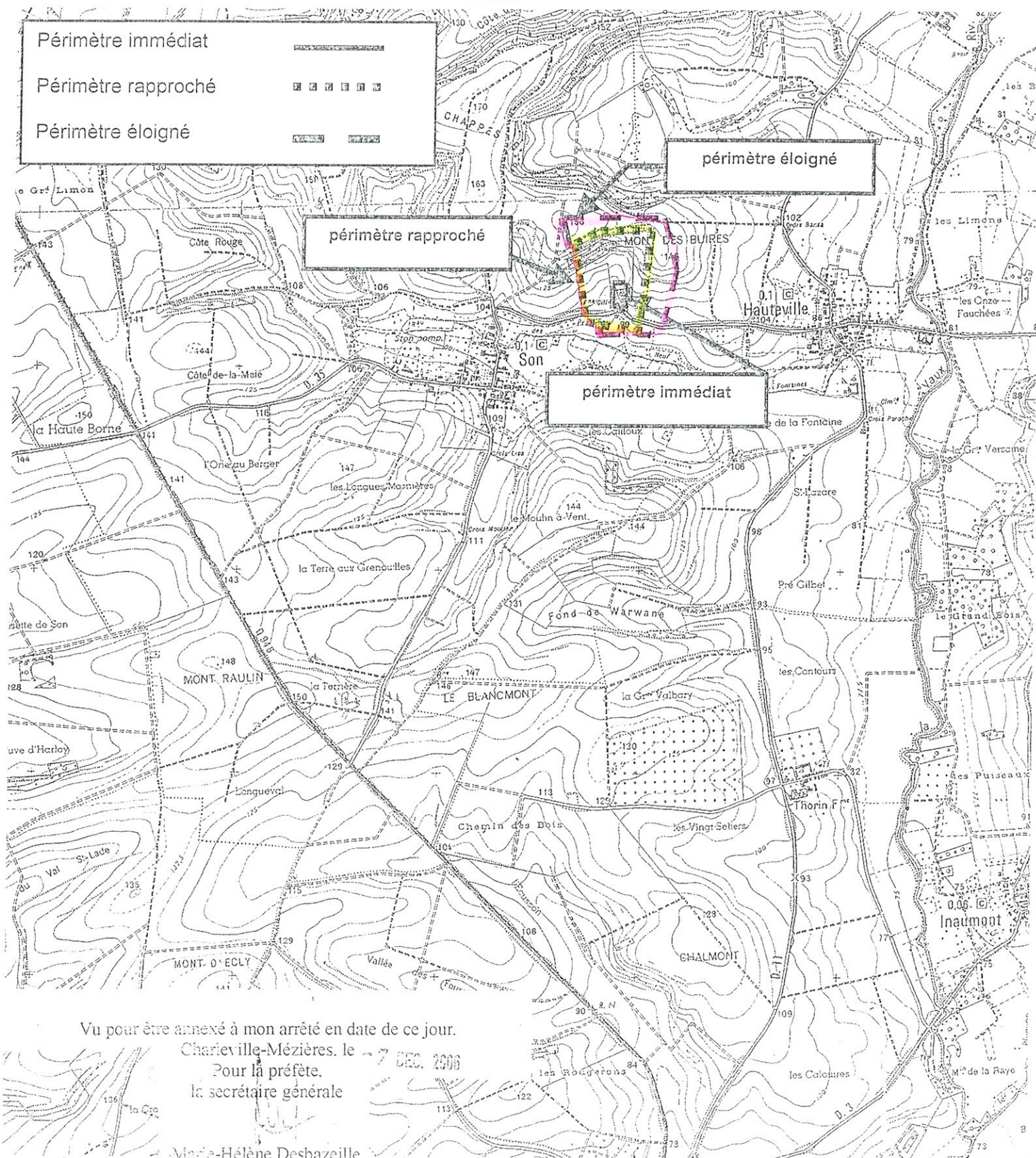

Marie-Hélène Desbazeille

Commune de SON

PERIMETRES DE PROTECTION du captage alimentant la Commune de Hauteville

PLAN DE SITUATION

Echelle : 1/12500



Communes de SON et de HAUTEVILLE

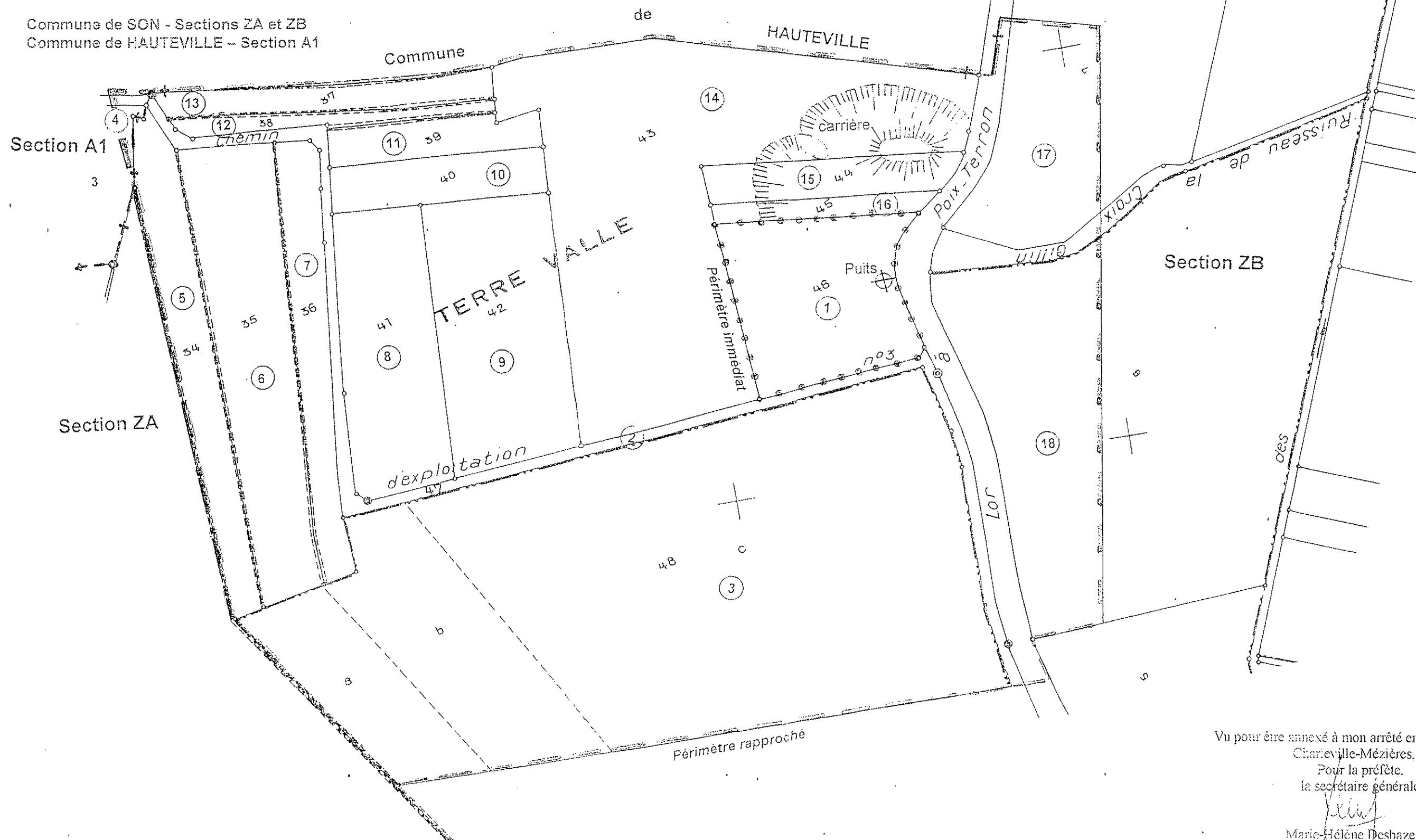
PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIAT ET RAPPROCHE

du captage en amont de la Source Fontaine Guillin, alimentant la Commune de HAUTEVILLE

PLAN PARCELLAIRE

Echelle : 1/2000

Commune de SON - Sections ZA et ZB
Commune de HAUTEVILLE - Section A1



Vu pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour.
Charleville-Mézières, le - 7 DEC. 2006
Pour la préfète.
la secrétaire générale
Marie-Hélène Deshazeille

Communes de SON et de HAUTEVILLE

Captage de HAUTEVILLE

ETAT PARCELLAIRE RELATIF AUX PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE

N° plan	DESIGNATION CADASTRALE			IDENTITE DES PROPRIETAIRES		LOCATAIRE ou EXPLOITANT	CONTENANCES en m²			Observ.
	Section	N°	Nature	Lieu-dit	Inscrit à la matrice cadastrale	Actuels ou présumés tels	Parcelle	Périmètre immédiat Emprise à acquérir	Périmètre rapproché Emprise à grever de servitude	EXCEDENT
Commune de SON										
1	ZA	46	friche	Terre Vallé	Cne de HAUTEVILLE MAIRIE 08300 HAUTEVILLE	Cne de HAUTEVILLE MAIRIE 08300 HAUTEVILLE	7140	7140		
2	ZA	47	chemin	Terre Vallé	Association Foncière de SON MAIRIE 08300 SON	Association Foncière de Remembrement de SON MAIRIE 08300 SON	4200	4200		
3	ZA	48	Terre	Terre Vallé	COUTIER Marie Thérèse 14, rue St Pierre 57000 METZ	COUTIER Marie Thérèse 8, rue des Roses 57000 RUSTROFF	50470	50470		
Commune de HAUTEVILLE										
4	A1	3	Terre	Le Mont des Buires	BAUDET Christian et Mme 08300 HAUTEVILLE	BAUDET Christian et Mme 7, rue du Pont Roc 08300 HAUTEVILLE	2610	300	2310	
5	ZA	34	Terre	Terre Vallé	HUET-CANON Serge 23 allée des Pins 08000 CHARLEVILLE	HUET-CANON Geneviève 23 allée des Pins 08000 CHARLEVILLE	5230	5230		
6	ZA	35	Terre	Terre Vallé	CARBONNEAUX Claude 08300 HAUTEVILLE	CARBONNEAUX Claude 12, rue Barsat 08300 HAUTEVILLE	9230	9230		
7	ZA	36	Terre	Terre Vallé	CARBONNEAUX Claude 08300 HAUTEVILLE	CARBONNEAUX Claude 12, rue Barsat 08300 HAUTEVILLE	4030	4030		

8	ZA	41	Terre	Terre Vallé	CARBONNEAUX Claude 08300 HAUTEVILLE	CARBONNEAUX Claude 12, rue Barsat 08300 HAUTEVILLE		6960	6960
9	ZA	42	Terre	Terre Vallé	CARBONNEAUX Alfred et Mme 08300 HAUTEVILLE	CARBONNEAUX Alfred 12, rue Barsat 08300 HAUTEVILLE	CARBONNEAUX Claude 08 HAUTEVILLE	8800	8800
10	ZA	40	Terre	Terre Vallé	CARBONNEAUX Alfred et Mme 08300 HAUTEVILLE	CARBONNEAUX Claude 12, rue Barsat 08300 HAUTEVILLE		2600	2600
11	ZA	39	Terre	Terre Vallé	CHANONIER Paul Rue Jean Jaurès 08270 WASIGNY	CHANONIER Paul 8 Rue Jean Jaurès 08270 WASIGNY	CARBONNEAUX Claude 08 HAUTEVILLE	2000	2000
12	ZA	38	Terre	Terre Vallé	CARBONNEAUX Alfred et Mme 08300 HAUTEVILLE	CARBONNEAUX Claude 12, rue Barsat 08300 HAUTEVILLE		1220	1220
13	ZA	37	Terre	Terre Vallé	CARBONNEAUX Claude 08300 HAUTEVILLE	CARBONNEAUX Claude 12, rue Barsat 08300 HAUTEVILLE		2370	2370
14	ZA	43	Terre	Terre Vallé	BAUDET Christian et Mme 08300 HAUTEVILLE	BAUDET Christian 08300 HAUTEVILLE		23760	23760
15	ZA	44	Terre	Terre Vallé	COUTIER Jean Marie 08300 HAUTEVILLE	COUTIER Jean Marie 8, rue de la Fontaine 08300 HAUTEVILLE		2450	2450
16	ZA	45	Terre	Terre Vallé	MONCLIN Jean Louis et Mme 08300 HAUTEVILLE	MONCLIN Jean Louis 6, rue du Chateau 08300 HAUTEVILLE		1090	1090
17	ZB	7	Terre	Gillin	BAUDET Christian 08300 HAUTEVILLE	BAUDET Christian 08300 HAUTEVILLE		16300	6120
18	ZB	8	Pâture	Gillin	Ind. AFFLARD Christian 08300 SON			28740	10947
									17793
									10080

Vu pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour,
Charleville-Mézières, le 27 DEC. 2006
Pour la préfète,
la secrétaire générale

Marie-Hélène Desbazeille



PREFET DES ARDENNES

Délégation territoriale
départementale des Ardennes
de l'Agence Régionale de Santé
de Champagne Ardenne

Service Santé-Environnement

ARRETE PREFECTORAL N° 2013 - 62

PORTANT

1- DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :

- DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX

- DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

2- AUTORISATION D'UTILISER DE L'EAU EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE POUR LA PRODUCTION, LA DISTRIBUTION PAR UN RESEAU PUBLIC OU PRIVE

DECLARATION DE PRELEVEMENT

CONCERNANT

La commune de Château-Porcien

Captage des Baussières (Code Minier : 00858X0012)

Commune de Château-Porcien

Le Préfet des Ardennes,

Chevalier de l'Ordre du Mérite
Chevalier des Palmes Académiques

Vu le Code de la Santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R. 1321-63 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

Vu le Code Minier et notamment l'article 131;

Vu le code de l'Expropriation ;

Vu le code de l'Urbanisme ;

Vu le Décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'Arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009/231 relatif au 4ème programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 489 du 12 novembre 1979 modifié définissant le règlement sanitaire départemental ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-203 du 26 avril 2012, portant ouverture conjointe d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire sur le projet de création des périmètres de protection du captage d'alimentation en eau de consommation humaine (indice minier 0085-8X-0012) exploité par la commune de Château-Porcien;

Vu le décret du 13 janvier 2011 nommant Monsieur Pierre N'GAHANE en qualité de Préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012/685 du 20 novembre 2012 donnant délégation de signature à Mme Eléonore LACROIX, Secrétaire Générale de la préfecture des Ardennes,

Vu la délibération du Conseil Municipal de Château-Porcien, en date du 29 janvier 2010, par laquelle la commune de Château-Porcien sollicite la déclaration d'utilité publique de l'établissement des périmètres de protection du captage situé sur le territoire communal de Château-Porcien;

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 31 janvier 2009 ;

Vus les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 14 mai au 4 juin 2012 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 12 juin 2012 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Ardennes en date du 8 novembre 2012 ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Château-Porcien, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés :

- Par l'avis sanitaire favorable de l'hydrogéologue agréé en date du 31 janvier 2009,
- Par l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur suite à l'enquête publique en date du 11 juin 2012,
- Par l'avis favorable du CODERST en date du 8 novembre 2012 ;

CONSIDERANT que le captage dit « des Baussières » fait partie de la liste des 500 captages prioritaires pour la reconquête de la qualité de l'eau, arrêtée à l'issue des travaux du Grenelle de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'environnement du captage a fait l'objet d'une étude préalable des pollutions présentes, validée par l'avis sanitaire de l'hydrogéologue agréé ;

CONSIDERANT que l'hydrogéologue agréé a signalé la vulnérabilité aux pollutions de l'aquifère concerné, qu'il a prescrit en conséquence des interdictions et réglementations en définissant trois zones de sensibilité : le Périmètre de Protection Immédiate (PPI), le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) et le Périmètre de Protection Eloignée (PPE) visant les activités générant des infiltrations polluantes, présentant des risques sanitaires, en l'occurrence certaines activités agricoles (notamment l'élevage et les épandages de fertilisants) et l'assainissement des habitations situées dans les périmètres de protection ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu en conséquence d'acquérir pour la collectivité le terrain du PPI, de grever de servitudes les terrains situés dans le PPR ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Château-Porcien ;

Sur proposition du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne,

ARRETE

Chapitre 1: Déclaration d'Utilité Publique et Prélèvement de l'eau

ARTICLE 1 – DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Château-Porcien :

- Les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du captage des Baussières, sis sur la commune de Château-Porcien ;
- La création de périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée autour des ouvrages de captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

Le précédent arrêté préfectoral n° 84/467 du 29 juin 1984, relatif au prélèvement d'eau souterraine à partir de cet ouvrage et à l'instauration de périmètres de protection, est abrogé par le présent arrêté.

ARTICLE 2 – AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE :

La commune de Château-Porcien est autorisée à prélever l'eau issue du captage des Baussières, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES, LOCALISATION ET AMENAGEMENT DU CAPTAGE :

L'ouvrage de captage (indice minier : 00858X0012) est situé sur la commune de Château-Porcien, sur la parcelle cadastrée n° AB 465.

Les coordonnées topographiques en Lambert 93 du réceptacle des sources sont :

- X = 790 206,76
- Y = 6 937 771,12
- Z = + 107 m

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE PRELEVEMENT :

Le prélèvement ne pourra excéder :

- 48 m³/h
- 460 m³/j
- 125000 m³/an.

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

ARTICLE 5 – ABANDON DE L'OUVRAGE :

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné est comblé par des matériaux permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées, ainsi que l'absence de transfert de pollution.

La déclaration de l'abandon de l'ouvrage est communiquée au Préfet de département au moins un mois avant le début des travaux et comprend :

- ◆ la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- ◆ l'aquifère précédemment surveillé ou exploité,
- ◆ une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler,
- ◆ une coupe technique précisant les équipements en place,
- ◆ des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l'ouvrage, le déclarant en informe le Préfet de département et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

ARTICLE 6 – SURVEILLANCE ET ENTRETIEN :

Les opérations de prélèvement sont contrôlées.

Les ouvrages et installations de prélèvement sont entretenus de manière à :

- ◆ éviter tout gaspillage,
- ◆ garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau souterraine, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

Tous les incidents ayant pu porter atteinte à la qualité de l'eau ou à sa gestion quantitative, ainsi que les premières mesures prises pour y remédier, sont déclarés au Préfet de département, dès que l'exploitant en a connaissance.

ARTICLE 7 – ACCESSIBILITE :

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser accès aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions, aux locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L 216-4 du code de l'environnement. Il est demandé de tenir à la disposition des agents habilités la liste des produits polluants, notamment les produits pesticides utilisés sur l'exploitation.

ARTICLE 8 – DECLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT :

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant, ou s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer, dans les meilleurs délais, au Préfet de département ou au Maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des

éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, notamment la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, la préservation de la qualité de l'eau ou de la ressource en eau, le libre écoulement des eaux, la santé, la salubrité publique, la sécurité civile et la conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet de département, les personnes mentionnées au premier alinéa prennent ou font prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DE L'OUVRAGE :

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de département qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS :

Si au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au Préfet de département, qui statue par arrêté conformément aux articles R.214-15 et R.214-39 du code de l'environnement susvisé, dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le Préfet de département peut imposer, par un arrêté, toute prescription.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DU BENEFICE DE LA DECLARATION :

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, le nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 12 – INDEMNISATIONS ET DROIT DES TIERS :

Les indemnités, qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la protection du captage des Baussières, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la commune de Château-Porcien.

ARTICLE 13 – PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE :

Des périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

ARTICLE 13.1 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX PERIMETRES DE PROTECTIONS IMMEDIATE ET RAPPROCHEE :

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementés qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention au Préfet et à l'Agence Régionale de Santé, en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau, ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés.

II. Toutes mesures devront être prises pour que la commune de Château-Porcien, la Préfecture et l'Agence Régionale de Santé soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

III. La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 13.2 – PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE :

Le périmètre de protection immédiate, situé sur la parcelle AB 465, a une superficie de 23 ares 14 centiares.

Il doit être propriété de l'exploitant.

Sur le périmètre de protection immédiate doivent s'appliquer les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des éventuelles installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.3 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE :

Le périmètre de protection rapprochée est constitué, en partie ou en totalité, des parcelles cadastrées AB 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 285, 286, 287, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 303, 307, 311, 315, 319, 326, 327, 426, 457, 459, 464, 468, 469, 470, 471, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 489, 497, 501, 546, 548, 549, 551, 592, 595, 597, 600.

Sa superficie est de 10 ha 16 a 43 ca

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.4 – PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE.

Le périmètre de protection éloignée a une superficie d'environ 106 ha.

Une réglementation renforçant la réglementation générale est proposée pour les terrains du périmètre de protection éloignée, suivant les prescriptions mentionnées en annexe III du présent arrêté.

ARTICLE 14 – TRAVAUX PRESCRITS PAR L'HYDROGEOLOGUE ET L'AUTORITE SANITAIRE :

L'ouvrage doit régulièrement faire l'objet d'un nettoyage mécanique efficace.
Les dépôts ferriques, calciques et manganiques, accumulés sur le fond et sur les parois doivent être enlevés régulièrement.

Des périmètres « satellites » devront être instaurés autour des zones d'infiltration susceptibles de se former naturellement.

ARTICLE 15 – MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS ET RESPECT DES PRESCRIPTIONS :

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 13, il doit être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres :

- ◆ à compter de la notification du présent arrêté en ce qui concerne les prescriptions applicables dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée,
- ◆ dans un délai de un an maximum à compter de la notification du présent arrêté, en ce qui concerne les travaux prescrits par l'hydrogéologue agréé et l'autorité sanitaire, s'appliquant au captage, au périmètre de protection immédiate, au périmètre de protection rapprochée et au réservoir.

Chapitre 2 : Traitement, Distribution de l'Eau et Autorisation

ARTICLE 16 – TRAITEMENT :

La commune de Château-Porcien est autorisée à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de ce captage, sous réserve que les réseaux de distribution répondent aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique.

ARTICLE 17 – QUALITE DES EAUX :

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le bénéficiaire est tenu notamment de :

- ◆ Surveiller la qualité de l'eau distribuée et celle au point de pompage ;
- ◆ Se soumettre au contrôle sanitaire ;
- ◆ Prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire ;
- ◆ Employer des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée ;
- ◆ Respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- ◆ Se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.

Chapitre 3 : Dispositions Diverses

ARTICLE 18 – RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE :

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune de Château-Porcien devra être déclaré au Préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 19 – DELAI ET DUREE DE VALIDITE :

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 20 – NOTIFICATIONS ET PUBLICITE DE L'ARRETE :

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification **sans délai** aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant **une durée d'un mois** des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective **dans un délai maximum de 3 mois** après la date de signature de Monsieur le Préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du Maire de la commune de Château-Porcien.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Agence Régionale de Santé dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée et éloignée, et l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 21 – SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES :

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

ARTICLE 22 – DROIT DE RECOURS :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51000 Châlons-en-Champagne. Tout recours est adressé en lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 23 – TRANSMISSION ET COPIE :

Une copie du présent arrêté est adressée :

- ◆ au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne-Ardenne ;
- ◆ au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne ;
- ◆ au Directeur de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie ;
- ◆ au Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières ;
- ◆ au Directeur Départemental des Territoires ;
- ◆ au Président du Conseil Général des Ardennes ;
- ◆ au Président de la Chambre d'Agriculture des Ardennes ;
- ◆ au Coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique ;
- ◆ au Maire de Château-Porcien.

ARTICLE 24 – MESURES EXECUTOIRES :

Le Préfet des Ardennes ;

Le Maire de Château-Porcien ;

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne ;

Le Directeur Départemental des Territoires ;

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

A Charleville-Mézières, le

13 FEV. 2013

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,



Eléonore LACROIX

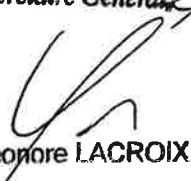
Liste des annexes :

- annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate.
- annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée.
- annexe III : réglementation et recommandations applicables au périmètre de protection éloignée.
- annexe IV : tableau et plan parcellaire.

ANNEXE I : SERVITUDES APPLICABLES AU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

- Le périmètre de protection immédiate (PPI) doit être propriété de l'exploitant et interdit à toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien et l'inspection des ouvrages.
- Le PPI doit être clôturé par un grillage d'une hauteur minimale de 2 mètres et par un portail fermant à clé.
- L'accès au PPI est interdit à toute personne non mandatée par la commune.
- A l'intérieur de ce périmètre seront interdites toutes activités y compris celles liées au transport, installations ou dépôts en dehors de celles en liaison directe avec l'exploitation du captage.
- L'entretien des surfaces enherbées doit nécessiter le recours exclusif à des moyens manuels ou mécaniques. L'utilisation de produits phytosanitaires est absolument interdite.
- L'herbe fauchée doit être évacuée régulièrement du PPI.
- Le stockage de matériels et de matériaux, même réputés inertes, y est interdit.

*Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale*


Eléonore LACROIX

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le

13 FEV. 2013

ANNEXE II : SERVITUDES APPLICABLES AU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE (PPR)

Dans ce périmètre, sont interdits :

- Les forages, puits et captages exploitant le même aquifère ;
- L'exploitation de nouvelles carrières ;
- La réalisation de plans d'eau ;
- Les dépôts de fumier, d'ordures ménagères, de détritiques, de déchets industriels et de tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- Le stockage de produits chimiques ;
- Toute nouvelle installation de stockage d'hydrocarbures et de liquides inflammables ;
- Le stockage de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers) ;
- Le stockage d'effluents industriels ;
- Le stockage d'effluents domestiques collectifs ;
- Les stations d'épuration et les lagunages ;
- Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains ;
- Les canalisations d'hydrocarbures et de produits chimiques liquides ;
- Les rejets d'eaux usées domestiques et industrielles ;
- Les rejets d'effluents agricoles ;
- Les installations autonomes de traitement d'eaux usées ;
- Les bassins d'infiltrations d'eaux pluviales ;
- Les habitations avec assainissement autonome ;
- Le camping-caravaning ;
- Les cimetières ;
- Les activités artisanales et industrielles ;

- Les bâtiments d'élevage;
- Les silos produisant des jus de fermentation ;
- Le drainage agricole ;
- Le retournement des prairies permanentes ;
- Le maraîchage, les serres, les pépinières ;
- L'épandage de lisiers et de boues de station d'épuration ;
- L'épandage de désherbants à vie longue ;
- Le défrichement ;
- Le traitement du bois stocké et le dessouchage par voie chimique.

Dans ce périmètre sont réglementés :

- Les sondages de reconnaissance (miniers, pétroliers...) pénétrant (ou traversant) le même aquifère seront soumis à autorisation et rendus étanches au droit de l'aquifère ;
- L'ouverture d'excavations de plus de 5 mètres de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.
- Le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations sera réalisé à l'aide de matériaux naturels inertes ;
- Toutes les canalisations, y compris les collecteurs d'eaux pluviales seront étanches. Les procès verbaux d'essais d'étanchéité seront réalisés avant la mise en service des conduites. Les canalisations feront l'objet par l'exploitant d'un contrôle annuel. Des vannes d'isolement seront placées aux extrémités du tronçon de canalisation traversant le périmètre de protection ;
- Les constructions produisant des eaux usées raccordables à un réseau public d'assainissement feront l'objet d'un procès verbal d'essai d'étanchéité, dressé avant la mise en service des canalisations. Celles-ci feront l'objet d'un contrôle annuel par l'exploitant.
- Les anciens puits, éventuellement présents dans le PPR, devront être rebouchés selon les techniques réglementaires.

- Les cuves à fuel, éventuellement existantes dans le PPR, devront respecter les normes de sécurité définies par l'arrêté du 01/07/2004. En conséquence, elles devront être équipées d'un bac de rétention, si elles ne sont pas à double paroi.
- Les travaux de voirie devront être réalisés à l'aide de matériaux inertes. Les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement devront être imperméabilisés. L'emploi d'herbicides sera interdit.
- Les insecticides de sol sont fortement déconseillés. Lors de contrôles de la qualité des eaux, toute apparition sous forme de traces, d'autres produits phytosanitaires entraînerait immédiatement une surveillance renforcée par rapport à la fréquence normale du contrôle sanitaire.
- Les abreuvoirs et abris d'animaux seront installés à plus de 100 m du captage.
- Les stabulations libres et les installations mobiles de traite sont interdites. Le pacage est autorisé, mais sans apport d'alimentation complémentaire.
- Les coupes à blanc seront soumises à autorisation. Elles devront au préalable, faire l'objet d'une notice d'impact qui précisera les mesures conservatoires vis-à-vis du sol, ainsi que les modalités de reboisement. Cette notice devra être soumise à la DDT et à l'ARS.
- Les aires de débardage seront implantées à plus de 200 m du captage.
- Les mangeoires pour le gibier seront implantées à plus de 300 m du captage.
- Tout projet susceptible de modifier l'écoulement des eaux superficielles par rapport à la situation de référence à la date de signature de l'arrêté fera l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service chargé de la Police de l'Eau. Les travaux visés concernent en particulier les fossés, les haies, les talus, l'imperméabilisation des sols, les drainages de terres agricoles.

Pour le Préfet,
 Le Secrétaire Général
 Éléonore LACROIX
 Vu pour être annexé
 à mon arrêté en date de ce jour
 Charleville-Mézières

13 FEV. 2013

ANNEXE III : REGLEMENTATION ET RECOMMANDATIONS APPLICABLES AU PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE (PPE)

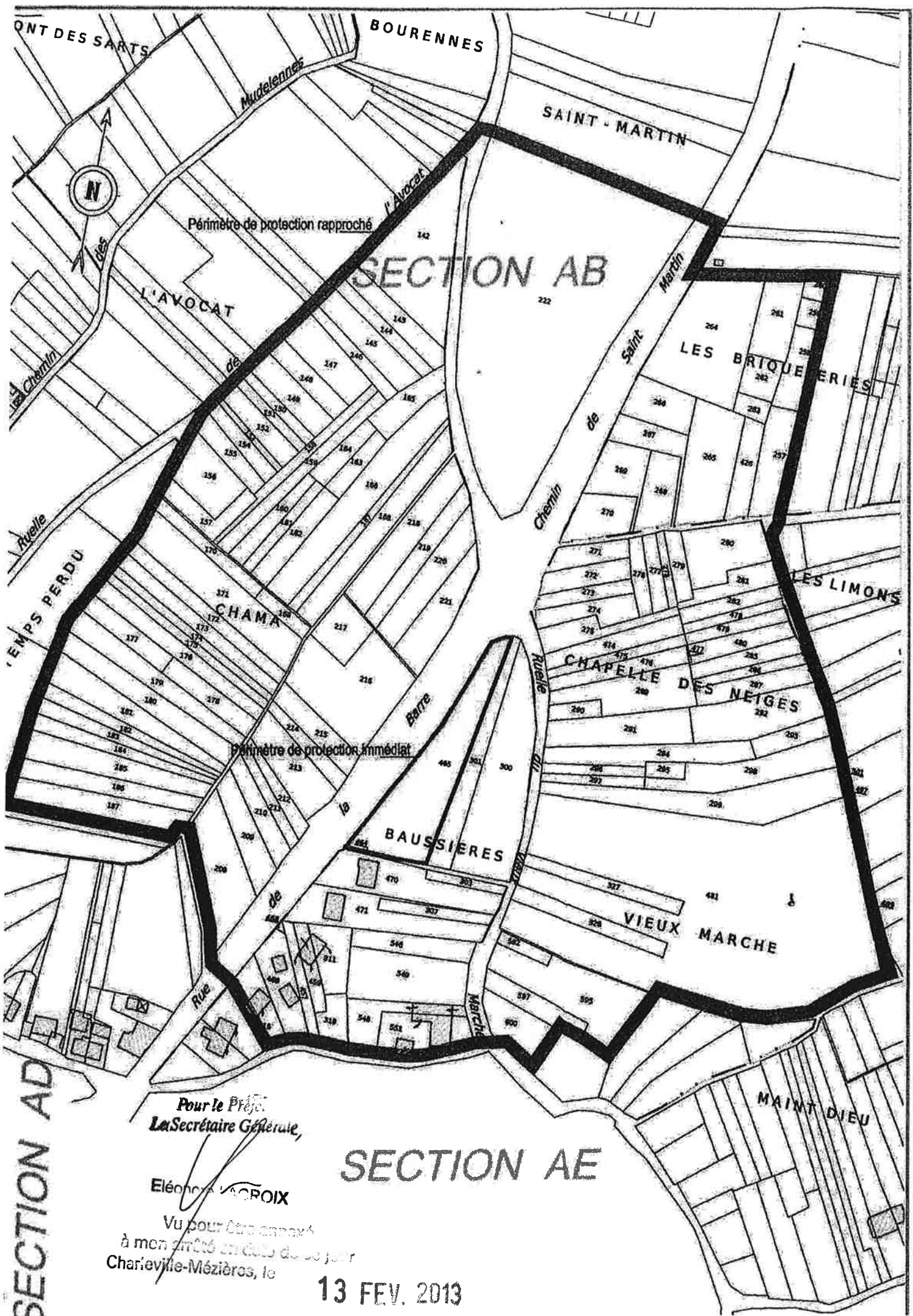
A l'intérieur de ce périmètre, la réglementation générale devra être appliquée avec la plus grande rigueur.

Une réglementation particulière pourra s'appliquer dans le cadre d'un règlement d'urbanisme :

- Les forages d'eau de tiers captant le même aquifère seront implantés et exploités de telle sorte qu'ils ne puissent, en aucun cas, modifier les écoulements actuels de la nappe au droit du point d'eau. Les ouvrages feront l'objet de protections spécifiques : cimentation dans la zone non saturée, margelle, capot de fermeture cadénassé. Si la pompe est mue par un moteur thermique, la réserve de carburant sera installée dans un bac de rétention.
- Les sondages de reconnaissance (miniers, pétroliers,...) pénétrant (ou traversant) le même aquifère seront soumis à autorisation et rendus étanches au droit de l'aquifère.
- Les carrières devront être équipées de piézomètres permettant de contrôler la qualité des eaux de la nappe.
- L'ouverture d'excavations de plus de 5 m de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.
- Les dépôts de produits polluants et de déchets solides seront réalisés sur des aires étanches. Les modalités de contrôle seront définies par le service compétent.
- Le stockage d'effluents d'élevage et de produits organiques destinés à la fertilisation des sols est déconseillé. S'il ne peut être évité, il devra répondre aux règles suivantes :
 - Les stockages de longue durée (supérieurs à 6 mois) ou toujours situés au même endroit devront reposer sur aire étanche permettant la récupération des jus.
 - Les stockages temporaires (inférieurs à 6 mois) en bout de champ devront concerner des quantités limitées aux besoins des parcelles à épandre.
 - Le stockage ne devra pas être réalisé au même endroit durant deux années consécutives.

- Les stockages d'eaux usées urbaines ou industrielles seront réalisés dans des bassins étanches. Les procès-verbaux d'essais d'étanchéité seront effectués avant la mise en service des ouvrages. L'étanchéité de l'ouvrage devra être contrôlée tous les 5 ans.
- Les stations d'épuration, lagunages, les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains devront être étanches. Le trop-plein sera acheminé par canalisations ou fossés étanches, soit en aval des périmètres, doit dans un ruisseau pérenne, en respectant les autorisations délivrées en application de la loi sur l'eau. Les modalités de contrôle seront définies par le service compétent.
- Les canalisations acheminant des eaux industrielles devront être étanches. Les procès verbaux d'essais d'étanchéité seront réalisés avant la mise en service des conduites. Les canalisations feront l'objet par l'exploitant d'un contrôle annuel. Des vannes d'isolement seront placées aux extrémités du tronçon de canalisation traversant le périmètre de protection.
- Les rejets d'eaux usées de toutes origines sont soumis à autorisation. Le service compétent précisera l'implantation du point du rejet, la filière de traitement et les modalités de contrôle.
- Les bassins d'infiltration d'eaux pluviales devront être équipés de débourbeurs-déshuileurs. Un piézomètre, situé en aval, permettra le contrôle de la qualité de l'eau de la nappe.
- Les assainissements individuels devront faire l'objet d'un contrôle très strict de leur conformité, de leur fonctionnement et de leur entretien (une fois par an). Le rejet en puisard sera interdit. Seul le rejet par épandage souterrain (bien dimensionné) sera admis.
- L'épandage de produits fertilisants : la fertilisation doit être raisonnée en fonction des besoins de la culture suivante et des reliquats azotés.
- L'utilisation de désherbants à vie longue et des insecticides de sol est fortement déconseillée.
- Le retournement des prairies permanentes est déconseillé.
- Les coupes à blanc seront soumises à autorisation. Elles devront au préalable, faire l'objet d'une notice d'impact qui précisera les mesures conservatoire vis-à-vis du sol, ainsi que les modalités de reboisement. Cette notice devra être soumise à la DDT et à l'ARS.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
 Éléonore LACROIX
 Vu pour
 à mon avis
 ce jour
 Charleville-Mézières, le



SECTION AD

Pour le Préfet
Le Secrétaire Générale,

Eléonore MACROIX

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date du jour
Charleville-Mézières, le

SECTION AE

13 FEV. 2013

ANNEXE IV : Tableau et Plan Parcellaire

Plan 1/25000^{ème}



Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le

13 FEV. 2013

Eléonore LACROIX

Section	N°	Lieu-dit	NOM et Prénom	Contenance incluse		
				T/P*	Ha	a ca
AB	142	Chama	M. GRANVALET Gérard	T	0	21 06
AB	143	Chama	M. JUMELET Jean	T	0	05 50
AB	144	Chama	M. JUMELET Jean	T	0	03 65
AB	145	Chama	M. JUMELET Jean	T	0	06 78
AB	146	Chama	Indivision LAUBLET	T	0	03 09
AB	147	Chama	Indivision DION (Mmes DION Anne-Marie, Martine, Bérengère)	T	0	07 10
AB	148	Chama	M. GOHE Georges	T	0	04 02
AB	149	Chama	M. DEVIE Patrick	T	0	05 10
AB	150	Chama	Indivision DION (Mmes DION Geneviève et Béatrice et M. DION JL)	T	0	02 24
AB	151	Chama	M. JUMELET Jean	T	0	01 97
AB	152	Chama	Indivision DION (Mmes DION Geneviève et Béatrice et M. DION JL)	T	0	04 19
AB	153	Chama	M. MARBAIX Hubert	T	0	01 26
AB	154	Chama	Indivision DION (Mmes DION Anne-Marie, Martine, Bérengère)	T	0	02 90
AB	155	Chama	Indivision LAUBLET	T	0	03 55
AB	156	Chama	Indivision DION (Mmes DION Geneviève et Béatrice et M. DION JL)	T	0	07 18
AB	157	Chama	M. TRICHET Pascal	T	0	04 17
AB	158	Chama	Indivision TRICHET - FERRON - MALVY - BUGNET	T	0	03 45
AB	159	Chama	M. LAUBLET Marc	T	0	05 80
AB	160	Chama	M. JUMELET Jean	T	0	03 40
AB	161	Chama	Indivision DION (Mmes DION Geneviève et Béatrice et M. DION JL)	T	0	02 58
AB	162	Chama	M. BONDOT Michel et Mlle DANGUILLAUME Martine	T	0	04 71
AB	163	Chama	M. JUMELET Jean	T	0	02 80
AB	164	Chama	M. JUMELET Jean	T	0	02 87
AB	165	Chama	M. BONDOT Michel et Mlle DANGUILLAUME Martine	T	0	04 73
AB	166	Chama	M. DEVAUX Charles	T	0	15 70
AB	167	Chama	M. SOHIER Gilbert	T	0	03 90
AB	168	Chama	M. SOHIER Gilbert	T	0	10 56
AB	169	Chama	M. FERRON Jean-Marie	T	0	01 85
AB	170	Chama	Commune de CHÂTEAU-PORCIEN	T	0	03 92
AB	171	Chama	M. JUMELET Jean	T	0	14 95
AB	172	Chama	M. JUMELET Jean	T	0	05 59
AB	173	Chama	M. JUMELET Jean	T	0	05 88
AB	174	Chama	M. JUMELET Jean	T	0	03 69
AB	175	Chama	M. et Mme PUSSAT Benoit	T	0	03 75
AB	176	Chama	M. et Mme PUSSAT Benoit	T	0	06 95
AB	177	Chama	M. et Mme PUSSAT Benoit	T	0	04 46
AB	178	Chama	M. et Mme PUSSAT Benoit	T	0	04 45

* T : En Totalité P : Partiellement

Pour la
Le Secrétaire Général

Eléonore LACROIX

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le

13 FEV. 2013

Section	N°	Lieu dit		NOM et Prénom	Contenance incluse			
					T/P*	Ha	a	ca
AB	179	Chama	Bien Propre	M. BERTRAND Gérard	T	0	08	88
AB	180	Chama	Bien Propre	M. BERTRAND Gérard	T	0	09	33
AB	181	Chama	Bien Propre	Commune de CHÂTEAU-PORCIEN	T	0	09	37
AB	182	Chama	Bien Indiv	M. BONDOT Michel et Mlle DANGUILLAUME Martine	T	0	04	15
AB	183	Chama	Bien Propre	M. NOIZIER Jean-Pierre	T	0	04	33
AB	184	Chama	Bien Propre	M. NOIZIER Jean-Pierre	T	0	05	02
AB	185	Chama	Bien Indiv	M. et Mme MALHERBE Christian	T	0	09	17
AB	186	Chama	Bien Propre	M. LENICE Jean-Marie	T	0	07	19
AB	187	Chama	Bien Indiv	M. BONDOT Michel et Mlle DANGUILLAUME Martine	T	0	08	43
AB	188	Chama	Bien Indiv	M. BONDOT Michel et Mlle DANGUILLAUME Martine	T	0	04	53
AB	208	Chama	Bien Indiv	M. BONDOT Michel et Mlle DANGUILLAUME Martine	T	0	13	70
AB	209	Chama	Bien Indiv	Indivision DION (Mmes DION Anne-Marie, Martine, Bérengère)	T	0	05	75
AB	210	Chama	Bien Propre	Mme TRUVELOT Suzanne	T	0	04	19
AB	211	Chama	Bien Propre	M. CROISON Laurent	T	0	02	55
AB	212	Chama	Bien Indiv	M. et Mme MURAILLE Robert	T	0	02	57
AB	213	Chama	Bien Indiv	M. BONDOT Michel et Mlle DANGUILLAUME Martine	T	0	08	02
AB	214	Chama	Bien Propre	M. HUON Jules	T	0	02	98
AB	215	Chama	Bien Indiv	M. SABLIN Robert	T	0	04	92
AB	216	Chama	Bien Propre	M. JUMELET Jean	T	0	18	21
AB	217	Chama	Bien Propre	M. JUMELET Jean	T	0	04	75
AB	218	Chama	Bien Indiv	M. CORNET Benjamin et Mlle CORNET Aïssa	T	0	09	67
AB	219	Chama	Bien Propre	M. CHEMIN Alfred	T	0	05	94
AB	220	Chama	Bien Indiv	M. DEVIE Patrick	T	0	08	30
AB	221	Chama	Bien Propre	M. DEVIE Patrick	T	0	07	87
AB	222	Saint-Martin	Bien Indiv	M. DION Laurent et M. DION Thierry	T	1	11	25
AB	257	Les Briqueteries	Bien Indiv	M. et Mme GRZEGORCZYK Alexandre	T	0	08	92
AB	258	Les Briqueteries	Bien Propre	M. LEDUC Joël	T	0	06	36
AB	259	Les Briqueteries	Bien Propre	M. PASTE Janvier	T	0	02	04
AB	260	Les Briqueteries	Bien Indiv	M. et Mme LALOI Jean-Michel	T	0	02	10
AB	261	Les Briqueteries	Bien Indiv	M. et Mme LALOI Jean-Michel	T	0	07	32
AB	262	Les Briqueteries	Bien Indiv	M. POTAUFU Lucien et SPARTE Jean	T	0	03	27
AB	263	Les Briqueteries	Bien Propre	Commune de CHÂTEAU-PORCIEN	T	0	01	54
AB	264	Les Briqueteries	Bien Propre	M. DELAFAITE Jean Marie	T	0	22	52
AB	265	Les Briqueteries	Bien Indiv	M. et Mme SOARES Antonio	T	0	12	44
AB	266	Les Briqueteries	Bien Propre	Commune de CHÂTEAU-PORCIEN	T	0	05	72
AB	267	Les Briqueteries	Bien Indiv	M. et Mme MARBAIX Hubert	T	0	04	62
AB	268	Les Briqueteries	Bien Propre	M. TRICHET Alain	T	0	05	42
AB	269	Les Briqueteries	Bien Indiv	M. et Mme MARBAIX Hubert	T	0	05	90
AB	270	Les Briqueteries	Bien Indiv	M. et Mme MARBAIX Hubert	T	0	05	56

* T : En Totalité P : Partiellement

Section	N°	Lieu-dit	NOM et Prénom	Contenance incluse		
				T/P*	Ha	a ca
AB	271	Chapelle des Neiges	M. et Mme MURAILLE Robert	T	0	03 57
AB	272	Chapelle des Neiges	Indivision DION (Mmes DION Geneviève et Béatrice et M. DION JL)	T	0	03 88
AB	273	Chapelle des Neiges	M. et Mme MARCHOIS Julien	T	0	02 92
AB	274	Chapelle des Neiges	Indivision MARCHOIS (Catherine, Colette et Michel)	T	0	04 54
AB	275	Chapelle des Neiges	Indivision MARCHOIS (Catherine, Colette et Michel)	T	0	04 68
AB	276	Chapelle des Neiges	Indivision DION (Mmes DION Geneviève et Béatrice et M. DION JL)	T	0	02 43
AB	277	Chapelle des Neiges	M. JUMELET Jean	T	0	02 49
AB	278	Chapelle des Neiges	M. et Mme MURAILLE Robert	T	0	01 40
AB	279	Chapelle des Neiges	M. et Mme MURAILLE Robert	T	0	02 48
AB	280	Chapelle des Neiges	M. et Mme SOARES Antonio	T	0	08 66
AB	281	Chapelle des Neiges	Indivision MARCHOIS (Catherine, Colette et Michel)	T	0	03 76
AB	282	Chapelle des Neiges	Indivision MARCHOIS (Catherine, Colette et Michel)	T	0	03 35
AB	285	Chapelle des Neiges	Mme LAGERBE Jeannine	T	0	03 94
AB	286	Chapelle des Neiges	Commune de CHÂTEAU-PORCIEN	T	0	02 43
AB	287	Chapelle des Neiges	M. SIMONARD Yannick	T	0	04 78
AB	289	Chapelle des Neiges	M. SIMONARD Yannick	T	0	09 37
AB	290	Chapelle des Neiges	M. SIMONARD Yannick	T	0	01 80
AB	291	Chapelle des Neiges	M. et Mme MALVY Patrick	T	0	09 58
AB	292	Chapelle des Neiges	M. et Mme MALVY Patrick	T	0	10 80
AB	293	Chapelle des Neiges	Indivision GUENARD	T	0	03 51
AB	294	Chapelle des Neiges	Indivision GUENARD	T	0	08 32
AB	295	Chapelle des Neiges	M. BRIQUET Jean-Luc	T	0	01 33
AB	296	Chapelle des Neiges	Indivision MARCHOIS (Catherine, Colette et Michel)	T	0	02 35
AB	297	Chapelle des Neiges	M. BRIQUET Jean-Luc	T	0	02 10
AB	298	Chapelle des Neiges	M. BRIQUET Jean-Luc	T	0	10 00
AB	299	Chapelle des Neiges	M. JUMELET Jean	T	0	16 57
AB	300	Baussiaires	Commune de CHÂTEAU-PORCIEN	T	0	21 87
AB	301	Baussiaires	Commune de CHÂTEAU-PORCIEN	T	0	07 81
AB	303	Baussiaires	M. et Mme CROISON Maurice	T	0	01 54
AB	307	Baussiaires	M. DOURLET Clément	T	0	02 57
AB	311	Baussiaires	M. FRANCOIS Patrice et Mlle VIET Christine	T	0	04 68
AB	315	Baussiaires	M. et Mme MALHERBE Christian	T	0	05 63
AB	319	Baussiaires	M. FRANCOIS Patrice et Mlle VIET Christine	T	0	03 19
AB	326	Vieux Marché	Mme RENAUT Colette	T	0	05 30
AB	327	Vieux Marché	Mme RENAUT Colette	T	0	04 68
AB	426	Les Briqueteries	Indivision RIHARD	T	0	04 44
AB	457	Baussiaires	M. FRANCOIS Patrice et Mlle VIET Christine	T	0	02 93
AB	459	Baussiaires	M. FRANCOIS Patrice et Mlle VIET Christine	T	0	02 58
AB	464	Baussiaires	Commune de CHÂTEAU-PORCIEN	T	0	00 60

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le

13 FEV. 2013

Section	N°	Lieu-dit	NOM et Prénom	Contenance incluse			
				T/P*	Ha	a	ca
AB	465	Bausnières	Commune de CHÂTEAU-PORCIEN	T	0	23	14
AB	468	Bausnières	M. FRANCOIS Patrice et Mlle VIET Christine	T	0	00	10
AB	469	Bausnières	M. SOARES Alexandre	T	0	06	51
AB	470	Bausnières	M. GENARD Pierre	T	0	11	18
AB	471	Bausnières	M. DOURLET Clément	T	0	11	18
AB	474	Chapelle des Neiges	Indivision MARCHOIS (Catherine, Colette et Michel)	T	0	05	70
AB	475	Chapelle des Neiges	M. SIMONARD Yannick	T	0	02	95
AB	476	Chapelle des Neiges	Mme ROBBER Josiane	T	0	04	50
AB	477	Chapelle des Neiges	Mme LAGERBE Jeannine	T	0	00	08
AB	478	Chapelle des Neiges	Indivision MARCHOIS (Catherine, Colette et Michel)	T	0	02	27
AB	479	Chapelle des Neiges	M. MERIEUX Jacques et M. MERIEUX Pierre	T	0	02	67
AB	480	Chapelle des Neiges	Mme LAGERBE Jeannine	T	0	03	98
AB	481	Vieux Marché	Mme RENAULT Colette	T	1	24	22
AB	489	Les Limons	M. PERES Roger	T	0	00	45
AB	497	Les Limons	Commune de CHÂTEAU-PORCIEN	T	0	00	16
AB	501	Les Limons	Commune de CHÂTEAU-PORCIEN	T	0	00	09
AB	546	Bausnières	M. et Mme MURAILLE Robert	T	0	05	15
AB	548	Bausnières	M. et Mme MAHUT Daniel	T	0	05	68
AB	549	Bausnières	M. et Mme MURAILLE Robert	T	0	11	90
AB	551	Bausnières	M. et Mme MAHUT Daniel	T	0	08	52
AB	592	Vieux Marché	Mlle DEGRET Edwige	T	0	01	53
AB	595	Vieux Marché	Mlle DEGRET Edwige	P	0	23	34
AB	597	Vieux Marché	Mlle DEGRET Edwige	T	0	04	70
AB	600	Vieux Marché	Mlle DEGRET Edwige	T	0	06	91



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ARDENNES

Direction de la coordination et de l'appui aux territoires
Bureau des procédures environnementales

Réf : AS/ 2019/ 513

Affaire suivie par : Ayla Saritas
Tel : 03 24 59 68 13
Fax : 03 24 59 68 18
@ : ayla.saritas@ardennes.gouv.fr

INSTANCE N°	
- 9 OCT. 2019	
Reçu le	
Traitement par service :	
Réponse à apporter avant le :	
Observations :	
Visa	Président ☐ Mairie ☐ DGS ☐
Courrier signalé ☐	
Réponse avant le :	

Charleville-Mézières, le **07 OCT. 2019**

Le préfet des Ardennes

à

Monsieur le président de la communauté de
communes du Pays Rethélois

Objet : dérivation des eaux souterraines exploitées au moyen de captage d'alimentation en eau de consommation humaine situé sur le territoire de la commune d'Herpy l'Arlésienne, au lieu-dit « Les Vignes » et d'établissement des périmètres de protection de ce captage par la communauté de communes du Pays Rethélois.

P.J. : 1 arrêté

Je vous prie de trouver sous ce pli une copie de mon arrêté n° 2019-610 déclarant d'utilité publique le projet mentionné ci-dessus.

Je vous serais obligé de notifier cet arrêté individuellement aux propriétaires intéressés. Au cas où un propriétaire ne pourrait être atteint, la notification sera faite soit au fermier, locataire, gardien de la propriété, ou à défaut au maire de la commune, par lettre recommandée avec avis de réception.

Par ailleurs, je souligne qu'un avis d'information au public dudit arrêté sera inséré, par mes soins, dans deux journaux locaux aux frais de la communauté de communes du Pays Rethélois.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Christophe HERIARD

201.110 X 8

201.110 X 8

201.110 X 8

201.110 X 8

201.110 X 8

201.110 X 8

201.110 X 8

201.110 X 8

201.110 X 8

201.110 X 8



PREFET DES ARDENNES

Délégation territoriale des Ardennes
de l'Agence Régionale de Santé
du Grand Est

Service Santé-Environnement

ARRETE PREFECTORAL N° 2019 - 610

PORTANT SUR

1- DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :

- DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX
- DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

2- AUTORISATION D'UTILISER DE L'EAU EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE POUR LA PRODUCTION, LA DISTRIBUTION PAR UN RESEAU PUBLIC

DECLARATION DE PRELEVEMENT

Concernant

La communauté de communes du Pays Rethélois

Captage d'Herpy l'Arlésienne (Codes BSS : 00857X0014- nouvel identifiant : BSS000FYLX)

Situé sur la commune de Herpy l'Arlésienne
au lieu-dit « Les Vignes »

Le Préfet des Ardennes,

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R. 1321-63 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

Vu le code minier et notamment l'article L.411-1;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 489 du 12 novembre 1979 modifié définissant le règlement sanitaire départemental ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-56, en date du 20 décembre 2017, portant constatation d'extension de compétences de la communauté de communes du Pays Rethélois et refonte des statuts ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-462 du 13 août 2018, portant ouverture conjointe d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire pour le projet de dérivation des eaux souterraines exploitées au moyen du captage d'alimentation en eau de consommation humaine situé sur le territoire de la commune d'Herpy l'Arlésienne et d'établissement des périmètres de protection de ce captage (BSS000FYLX) par la communauté de communes du Pays Rethélois ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-597, en date du 26 septembre 2019, portant délégation de signature à Monsieur Christophe Hériard, secrétaire général de la Préfecture des Ardennes ;

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à la détermination des périmètres de protection en date du 27 octobre 2012 ;

Vu la délibération du conseil syndical de l'ex-SIAEP de Condé-Herpy-l'Arlésienne, en date du 15 novembre 2016, sollicitant la déclaration d'utilité publique de l'établissement des périmètres de protection du captage situé sur le territoire communal de Herpy-l'Arlésienne et alimentant les communes de Condé-lès-Herpy et Herpy-l'Arlésienne ;

Vus les résultats des enquêtes publique et parcellaire qui se sont déroulées du 24 septembre au 13 octobre 2018 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 30 octobre 2018 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Ardennes en date du 29 janvier 2019 ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine des communes de Condé-lès-Herpy et d'Herpy l'Arlésienne énoncés à l'appui du dossier sont justifiés :

- par l'avis sanitaire favorable de l'hydrogéologue agréé en date du 27 octobre 2012,
- par l'avis favorable du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique en date du 30 octobre 2018,
- par l'avis favorable du CODERST en date du 29 janvier 2019;

CONSIDERANT que l'hydrogéologue agréé a signalé la vulnérabilité aux pollutions de l'aquifère concerné, qu'il a prescrit en conséquence des interdictions et réglementations en définissant trois zones de sensibilité : le périmètre de protection immédiate (PPI), le périmètre de protection rapprochée (PPR) et le périmètre de protection éloignée (PPE) ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, en conséquence, de grever de servitudes les terrains situés dans le PPR ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine des communes de Condé-lès-Herpy et d'Herpy l'Arlésienne;

Sur proposition du directeur général de l'agence régionale de santé du Grand Est

ARRETE

Chapitre 1: déclaration d'utilité publique et prélèvement de l'eau

ARTICLE 1 – DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE :

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la communauté de communes du Pays Rethélois:

- Les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du captage situé sur la commune d'Herpy l'Arlésienne;
- L'instauration des périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée autour de l'ouvrage de captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

ARTICLE 2 – AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE :

La communauté de communes du Pays Rethélois est autorisée à prélever l'eau issue du captage précité, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 3 – CARACTÉRISTIQUES, LOCALISATION ET AMÉNAGEMENT DES CAPTAGES :

L'ouvrage de captage (indice BSS : BSS000FYLX) est situé sur la commune d'Herpy l'Arlésienne.

Nom du captage	Code BSS	Commune d'implantation	N° de Parcelle	Section	Coordonnées Lambert 93 (mètres)		Altitude (mètres)
					X	Y	Z
Captage d'Herpy l'Arlésienne	BSS000FYLX	Herpy l'Arlésienne	51	ZD	737888	6936855	93

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE PRÉLÈVEMENT :

Le prélèvement ne pourra excéder 30 m³/h, 125 m³/j, 31750 m³/an.

L'installation doit disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs, conformément à l'article L.214-8 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

ARTICLE 5 – ABANDON D'UN OUVRAGE :

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné est comblé par des matériaux permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées, ainsi que l'absence de transfert de pollution.

La déclaration de l'abandon de l'ouvrage est communiquée au préfet de département au moins un mois avant le début des travaux et comprend :

- ◆ la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- ◆ l'aquifère précédemment surveillé ou exploité,
- ◆ une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler,
- ◆ une coupe technique précisant les équipements en place,
- ◆ des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l'ouvrage, le déclarant en informe le préfet des Ardennes et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

ARTICLE 6 – SURVEILLANCE ET ENTRETIEN :

Les opérations de prélèvement sont contrôlées.

Les ouvrages et installations de prélèvement sont entretenus de manière à :

- ◆ éviter tout gaspillage,
- ◆ garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau souterraine, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

Tous les incidents ayant pu porter atteinte à la qualité de l'eau ou à sa gestion quantitative, ainsi que les premières mesures prises pour y remédier, sont déclarés au préfet des Ardennes, dès que l'exploitant en a connaissance.

ARTICLE 7 – ACCESSIBILITÉ :

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser accès aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions, aux locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L.216-4 du code de l'environnement. Il est demandé de tenir à la disposition des agents habilités la liste des produits polluants, notamment les produits pesticides utilisés sur l'exploitation.

ARTICLE 8 – DÉCLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT :

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant, ou s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer, dans les meilleurs délais, au préfet des Ardennes ou au maire d'Herpy-l'Arlésienne, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, notamment la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, la préservation de la qualité de l'eau ou de la ressource en eau, le libre écoulement des eaux, la santé, la salubrité publique, la sécurité civile et la conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet des Ardennes, les personnes mentionnées au premier alinéa prennent ou font prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES :

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet des Ardennes qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS :

Si au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au préfet des Ardennes, qui statue par arrêté conformément aux articles R.214-15 et R.214-39 du code de l'environnement susvisé, dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet des Ardennes peut imposer, par un arrêté, toute prescription.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DU BENEFICE DE LA DECLARATION :

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet des Ardennes, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, le nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 12 – INDEMNISATIONS ET DROIT DES TIERS :

Les indemnités, qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la protection du captage d'Herpy l'Arlésienne, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la communauté de communes du Pays Rethémois.

ARTICLE 13 – PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DU CAPTAGE :

Des périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

ARTICLE 13.1 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX PÉRIMÈTRES DE PROTECTIONS IMMEDIATE ET RAPPROCHEE :

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementés qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention au préfet des Ardennes et au directeur général de l'agence régionale de santé du Grand Est, en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte

directement ou indirectement à la qualité de l'eau, ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés.

II. Toutes mesures devront être prises pour que la communauté de communes du Pays Rethélois, la préfecture des Ardennes et l'agence régionale de santé du Grand Est soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

III. La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des codes de l'environnement et de la santé publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 13.2 – PÉRIMÈTRES DE PROTECTION IMMÉDIATE :

Le périmètre de protection immédiate (PPI) est constitué de la parcelle cadastrée ZD 51.
Il doit inclure l'ouvrage de captage ainsi que le regard de raccordement.

Il représente une superficie totale de 9 ares 50 centiares.

Il doit être propriété de la communauté de communes.

Sur le périmètre de protection immédiate doivent s'appliquer les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des éventuelles installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.3 - PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE :

Le périmètre de protection rapprochée (PPR) s'étend sur le territoire d'Herpy l'Arlésienne.

Il est constitué, en partie ou en totalité, des parcelles cadastrées ZD 23, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 35, 36, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 134, 135, 136, 137, 140, 141, 149, 150

Sa superficie est de 13 ha 14 a 25 ca.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.4 - PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ÉLOIGNÉE:

Le périmètre de protection éloignée (PPE) s'étend sur le territoire d'Herpy l'Arlésienne.

Sa superficie est d'environ 28 hectares.

La réglementation générale devra y être appliquée de façon stricte. Certaines activités y font l'objet d'une réglementation particulière (voir annexe III).

ARTICLE 14 - TRAVAUX PRESCRITS PAR L'HYDROGEOLOGUE ET LES AUTORITES SANITAIRES

Le PPI devra être entouré d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres et ne sera accessible que par un portail de même hauteur fermant à clé.

Un capot amovible et étanche devra être posé sur la tête du puits.

Les matériaux divers entreposés dans la station de pompage devront être enlevés.

Un dispositif de chloration automatique devra équiper le forage en sortie de refoulement ou le réservoir.

Une barrière de sécurité devra être installée le long de la RD 926, du côté du captage, au droit des parcelles ZD 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 51, 53, 54, 55, 140, 141, à l'exception des zones d'accessibilité aux parcelles, afin de limiter les risques de pollution représentés par les éventuelles sorties de route.

ARTICLE 15 – MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS ET RESPECT DES PRESCRIPTIONS :

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 14, il doit être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres :

- ◆ à compter de la notification du présent arrêté en ce qui concerne les prescriptions applicables dans les périmètres de protections immédiate et rapprochée.
- ◆ dans un délai de un an maximum à compter de la notification du présent arrêté, en ce qui concerne les travaux prescrits par l'hydrogéologue agréé et l'autorité sanitaire, s'appliquant aux captages et au périmètre de protection immédiate.

Chapitre 2 : traitement, distribution de l'eau et autorisation

ARTICLE 16 – TRAITEMENT :

La communauté de communes du Pays Rethélois est autorisée à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de ce captage, sous réserve que les réseaux de distribution répondent aux conditions exigées par le code de la santé publique.

ARTICLE 17 – QUALITE DES EAUX :

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le bénéficiaire est tenu notamment de :

- ◆ surveiller la qualité de l'eau distribuée et celle au point de pompage ;
- ◆ se soumettre au contrôle sanitaire ;
- ◆ prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire ;

- ◆ employer des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée ;
- ◆ respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- ◆ se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.

Chapitre 3 : Dispositions Diverses

ARTICLE 18 – RESPECT DE L'APPLICATION DU PRÉSENT ARRÊTÉ :

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine des communes de Condé-lès-Herpy et d'Herpy-l'Arlésienne devra être déclaré au préfet des Ardennes, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 19 – DÉLAI ET DURÉE DE VALIDITÉ :

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 1 an, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 20 – NOTIFICATIONS ET PUBLICITÉ DE L'ARRÊTÉ :

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification **sans délai** aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant **une durée d'un mois** des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective **dans un délai maximum de 3 mois** après la date de signature du préfet des Ardennes.

Le procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par le maire de la commune d'Herpy-l'Arlésienne.

Un avis d'information au public relatif à cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'agence régionale de santé du Grand Est dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature du préfet des Ardennes, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée et éloignée, et l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 21 – SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES :

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

ARTICLE 22 – DROIT DE RECOURS :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet des Ardennes (1 place de la Préfecture – B.P. 60002 – 08005 Charleville-Mézières Cedex) ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge de la santé (14 avenue Duquesne 75350 Paris SP 07) et du ministre en charge de l'écologie (92055 Paris La-Défense Cedex), dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne (25 rue du Lycée 51000 Châlons en Champagne ou via l'application télerecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr>), dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Conformément à l'article L.214-10 du code de l'environnement susvisé, les prescriptions fixées au chapitre III sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Elles peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté lui a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de l'arrêté.

Tout recours est adressé en lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 23 – TRANSMISSION ET COPIE :

Une copie du présent arrêté est adressée :

- ◆ au directeur de l'agence de l'eau Seine-Normandie ;
- ◆ au directeur du bureau de recherches géologiques et minières du Grand est ;
- ◆ au président du conseil départemental des Ardennes ;
- ◆ au président de la chambre d'agriculture des Ardennes ;
- ◆ au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique.

ARTICLE 24 – MESURES EXÉCUTOIRES :

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;
La sous préfète de Rethel ;
Le maire d'Herpy l'Arlésienne ;
Le président de la communauté de communes du Pays Rethémois ;
Le directeur général de l'agence régionale de santé du Grand Est ;
La directrice départementale des territoires ;
Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

A Charleville-Mézières, le **07 OCT. 2019**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Christophe HERIARD

Liste des annexes :

- annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate.
- annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée.
- annexe III : servitudes instituées dans le périmètre de protection éloignée.
- annexe IV : tableau parcellaire et plans.

0 5 OCT 2012

ANNEXE I : SERVITUDES APPLICABLES AU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Tous les terrains constituant le périmètre de protection immédiate devront être acquis par la communauté de communes du Pays Rethélois, s'ils ne le sont pas encore.

A l'intérieur de ce périmètre seront interdites toutes autres activités et notamment les installations ou dépôts qui ne seraient pas directement liés à l'exploitation du captage. Seules y seront autorisées les opérations liées à l'entretien des installations de prélèvement d'eau, de la clôture et de la couverture herbacée. L'herbe devra être régulièrement fauchée et évacuée hors du périmètre. L'usage de produits phytosanitaires y est proscrit.

Vu pour être annexé
à mon arrêté de ce jour
Charleville-Mézières, le **07 OCT. 2019**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Christophe HERLIARD

ANNEXE II : SERVITUDES APPLICABLES AU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Dans ce périmètre, sont interdits :

- Les forages et puits, sauf ceux nécessaires à l'extension du champ captant et à la surveillance de sa qualité,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières, ou d'excavations autres que carrières,
- Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes,
- L'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritux, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement la qualité des eaux,
- Les nouvelles installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestiques ou industrielle,
- L'épandage de sous-produits urbains et industriels (boues de station d'épuration, matières de vidanges ...),
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols et à la lutte contre les ennemis des cultures,
- L'implantation de nouveaux bâtiments d'élevage,
- Le camping même sauvage et le stationnement de caravanes,
- La création et l'agrandissement de cimetière,
- La création de nouvelles voies de communication à grande circulation,
- Le défrichement,
- L'affourage et l'agrainage du gibier,
- La création de mares et d'étangs,

- Toute activité industrielle nouvelle,
- La réalisation de fossés ou de bassins d'infiltration des eaux routières ou en provenance d'importantes surfaces imperméabilisées.

Sont soumises à réglementation particulière les activités suivantes :

- Les cuves d'hydrocarbures existantes doivent être conformes à la réglementation : elles doivent être à double paroi ou équipées d'un bac de rétention ; leur étanchéité pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une vérification,
- Les pratiques culturales de manière à ce qu'elles soient compatibles avec le maintien de la qualité des eaux souterraines ; elles devront être conformes au code des bonnes pratiques agricoles ; les épandages d'engrais azoté et de pesticides devront être limités aux stricts besoins des cultures ; les reliquats azotés devront être pris en compte,
En cas de détection par les analyses du contrôle sanitaire, d'une molécule de phytosanitaire en concentration supérieure à la limite de qualité, des investigations devront être menées dans le périmètre de protection, afin de déterminer l'origine de cette pollution éventuelle,
- Les abreuvoirs et abris destinés au bétail devront être implantés au point le plus éloigné du captage sur une parcelle donnée,
- La modification des voies de communication existantes, ainsi que de leurs conditions d'utilisation, sera soumise à l'avis des autorités sanitaires, qui pourront solliciter un hydrogéologue agréé,
- Les coupes à blanc devront être soumises à l'avis du service forestier de la DDT,
- Le stockage de bois sera uniquement autorisé à des fins de chauffage, pour les parcelles sur lesquelles sont construites des habitations, cadastrées ZD 136 et ZD 137,
- La construction sera limitée aux éventuelles extensions d'habitations déjà existantes. Toute autre construction superficielle ou souterraine, même provisoire autre que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau, sera interdite.

Dispositions particulières :

- Les fossés longeant la route départementale 926 passant devant le captage seront maintenus en herbe au traversé du périmètre de protection rapprochée : l'entretien de ces fossés sera réalisé en veillant à toujours maintenir un couvert végétal,
- En cas d'incident routier, les services d'incendie et de secours seront mobilisés en toute urgence pour contrôler et évacuer toutes pollutions, notamment hydrocarbonées, pouvant gagner ces fossés. Le cas échéant, un hydrogéologue agréé sera consulté,

- L'exploitant de la vigne située sur la parcelle ZD 53 sera sensibilisé à l'utilisation raisonnée des produits phytosanitaires ou à la conversion de sa parcelle à la viticulture biologique,
- La communauté de communes du Pays Rethélois devra envisager la mise en œuvre d'une ressource en eau de substitution en cas d'accident provoquant une pollution de l'eau captée.

Vu pour être annexé
à mon arrêté de ce jour
Charleville-Mézières, le **07 OCT. 2019**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Christophe HERIARD

2002 100 9 0

ANNEXE III : REGLEMENTATION APPLICABLE AU PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

A l'intérieur de ce périmètre, la réglementation générale devra être appliquée avec une particulière vigilance. Les activités interdites dans le périmètre de protection rapprochée seront ici réglementées.

Les pratiques culturales devront être conformes au code des bonnes pratiques agricoles. La fertilisation devra tenir compte des reliquats azotés.

Vu pour être annexé
à mon arrêté de ce jour
Charleville-Mézières, le **07 OCT. 2019**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Christophe HERIARD

ANNEXE IV : TABLEAU PARCELLAIRE ET PLANS

SIAEP DE CONDE ET HERPY - PERIMETRE DE PROTECTION DU CAPTAGE DE CONDE LES HERPY / HERPY L'ARLESIENNE - 00857X0014

N° du plan	CADASTRE					IDENTITE DES PROPRIETAIRES		LOCALITAIRE ou EXPLOITANT après envoi des questionnaires	CONTENANCES (en m²)		
	Commune	S*	N°	Nature	Cl.	lieu-dit	Inscrits à la matrice cadastrale		Parcelle	Périmètre Immédiat	Périmètre rapproché
1	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	51	Sol		les vignes	SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADOUCTION D'EAU POTABLE DE CONDE ET HERPY PLACE DE LA MAIRIE - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	pas de réponse	950	950	
2	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	50	Terre	1	les vignes	M. Pierre HERBIN 46 RUE PARMENTIER - 95430 AUVERS SUR OISE	pas de réponse	180		160
3	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	49	Terre	1	les vignes	M. Patrick JOLY 4 RUE GERSON - 08300 BARBY	M. Patrick JOLY Mme Nathalie JOLY 4 RUE GERSON - 08300 BARBY	3290		3290
4	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	52	Chemin	1	les vignes	ASSOCIATION FONCIERE DE HERPY L'ARLESIENNE MAIRIE - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	ASSOCIATION FONCIERE DE HERPY L'ARLESIENNE MAIRIE - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	4570		4570
5	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	53	Terre	1	les vignes	M. Philippe ROUSSEAU, Usurfruitier 11 RUE DES JARDINS - 08310 LA NEUVILLE EN TOURNE A FUY M. Michel ROUSSEAU, Nu-Propriétaire 10 RUE DE BANOEGNE - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	M. Philippe ROUSSEAU, Usurfruitier 11 RUE DES JARDINS - 08310 LA NEUVILLE EN TOURNE A FUY M. Michel ROUSSEAU, Nu-Propriétaire 10 RUE DE BANOEGNE - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	1540		1540
6	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	54	Terre	1	les vignes	M. Michel ROUSSEAU Mme Mireille ROUSSEAU, née BERTHE 10 RUE DE BANOEGNE - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	pas de réponse	1540		1540
7	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	55	Terre	1	les vignes	M. Denis COLLET Mme Marie-Laure COLLET, née MERIGOT 9 RUE DES VIGNES - 08360 TAIZY	M. Denis COLLET Mme Marie-Laure COLLET, née MERIGOT 9 RUE DES VIGNES - 08360 TAIZY	230		230
8	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	141	Terre	1	les vignes	M. Denis COLLET 9 RUE DES VIGNES - 08360 TAIZY	M. Denis COLLET 9 RUE DES VIGNES - 08360 TAIZY	1180		1180
9	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	140	Terrain à balle	2	les vignes	M. Claude REGNIER Mme Dominique REGNIER, née COUTELET 20 RUE DU MONT - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	M. Claude REGNIER Mme Dominique REGNIER, née COUTELET 20 RUE DU MONT - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	1400		1400

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 07 OCT. 2019

P/Le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Christophe HERIARD

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS

10	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	137	Jardin Sol	1	20 rue du mont	LES COPROPRIETAIRES 20 RUE DU MONT - 08360 HERPY L ARLESIENNE	M. Claude REGNIER Mme Dominique REGNIER, née COUTELET 20 RUE DU MONT - 08360 HERPY L ARLESIENNE	Non renseigné	1578	1578
11	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	136	Jardin Sol	1	18 rue du mont	M. Michel EVEN Mme Stella EVEN, née GOBERT 18 RUE DU MONT - 08360 HERPY L ARLESIENNE	M. Michel EVEN Mme Stella EVEN, née GOBERT 18 RUE DU MONT - 08360 HERPY L ARLESIENNE	M. Michel EVEN Mme Stella EVEN, née GOBERT 18 RUE DU MONT - 08360 HERPY L ARLESIENNE	1237	1237
12	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	134	Sol		derriere les jardins	M. Michel EVEN Mme Stella EVEN, née GOBERT 18 RUE DU MONT - 08360 HERPY L ARLESIENNE	M. Michel EVEN Mme Stella EVEN, née GOBERT 18 RUE DU MONT - 08360 HERPY L ARLESIENNE	M. Michel EVEN Mme Stella EVEN, née GOBERT 18 RUE DU MONT - 08360 HERPY L ARLESIENNE	287	287
13	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	135	Sol		derriere les jardins	M. Jean-Pierre CUGNART Mme Roselyne GUGNART, née LOUVIEUX 16 RUE DU MONT - 08360 HERPY L ARLESIENNE	pas de réponse	pas de réponse	6	6
14	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	26	Sol		le frêne	DEPARTEMENT DES ARDENNES HOTEL DU DEPARTEMENT - PL DE LA PREFECTURE - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES	DEPARTEMENT DES ARDENNES HOTEL DU DEPARTEMENT - PL DE LA PREFECTURE - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES	non exploité (délaisé de la RD n°926)	140	140
15	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	23	Terre	1	le frêne	M. Patrice VERON 1 RUE DES AISES - 08360 HERPY L ARLESIENNE	pas de réponse	pas de réponse	450	450
16	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	27	Terre	1	le frêne	Mme Bernadette VERON, Usufruitière, née FROMENT RUE DE LA BARRE - 08360 HERPY L ARLESIENNE M. Claude VERON, Usufruitier RUE DE LA BARRE - 08360 HERPY L ARLESIENNE M. Patrice VERON, Nu-Propriétaire 1 RUE DES AISES - 08360 HERPY L ARLESIENNE	Mme Bernadette VERON, Usufruitière, née FROMENT RUE DE LA BARRE - 08360 HERPY L ARLESIENNE M. Claude VERON, Usufruitier RUE DE LA BARRE - 08360 HERPY L ARLESIENNE M. Patrice VERON, Nu-Propriétaire 1 RUE DES AISES - 08360 HERPY L ARLESIENNE	M. Patrice VERON 1 RUE DES AISES - 08360 HERPY L ARLESIENNE	37160	37160
17	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	28	Terre	1	le frêne	Mme Anne-Laure DROUET, Nu-Propriétaire, née FROMENT 177 RUE DU FG POISSONNIERE - 75009 PARIS M. Patrice FROMENT, Usufruitier 4 RUE DU MONT - 08360 HERPY L ARLESIENNE Mme Catherine FROMENT, Usufruitière, née LENOIR 4 RUE DU MONT - 08360 HERPY L ARLESIENNE	non renseigné	non renseigné	910	910

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS

18	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	29	Terre	1	le frère	Mme Anne-Laure DROUET, Nu-Propriétaire, née FROMENT 177 RUE DU FG POISSONNIERE - 75009 PARIS M. Patrice FROMENT, Usufructier 4 RUE DU MONT - 08360 HERPY L ARLESIENNE Mme Catherine FROMENT, Usufructière, née LENOIR 4 RUE DU MONT - 08360 HERPY L ARLESIENNE	non renseigné	non renseigné	5330		5330
19	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	30	Terre	1	le frère	M. Patrice VERON 1 RUE DES AISES - 08360 HERPY L ARLESIENNE	pas de réponse	pas de réponse	25		25
20	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	31	Terre	1	le frère	M. Jean Claude FROMENT 59 RUE DE SOMMEVUE - 08360 CHATEAU PORCIEN	M. Jean Claude FROMENT 59 RUE DE SOMMEVUE - 08360 CHATEAU PORCIEN	M. Patrice VERON 1 RUE DES AISES 08360 HERPY L ARLESIENNE	2830		2830
21	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	33	Terre	1	le frère	Mme Sabine WATTEAU 21 RUE PASTEUR - 02700 MENNESSIS	Mme Sabine WATTEAU 21 RUE PASTEUR - 02700 MENNESSIS	M. Patrice VERON 1 RUE DES AISES 08360 HERPY L ARLESIENNE	3670		3670
22	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	32	Terre	1	le frère	M. Jean Claude FROMENT 59 RUE DE SOMMEVUE - 08360 CHATEAU PORCIEN	M. Jean Claude FROMENT 59 RUE DE SOMMEVUE - 08360 CHATEAU PORCIEN	M. Patrice VERON 1 RUE DES AISES 08360 HERPY L ARLESIENNE	3710		3710
23	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	149	Terre	1	le frère	M. Paul HAMEL Mme Jeanne HAMEL, née DOYEN RUE BASSE - 08360 HERPY L ARLESIENNE	M. Paul HAMEL Mme Jeanne HAMEL, née DOYEN 6 RUE BASSE - 08360 HERPY L ARLESIENNE	EARL RUE BASSE Mme Caroline HAMEL 6 RUE BASSE 08360 HERPY L'ARLESIENNE	20820		20820
24	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	150	Terre	1	le frère	M. Patrick HAMEL LE COLOMBIER - 08460 CLAVY WARBY	M. Patrick HAMEL 1 Promenade du Colombier - 08460 CLAVY WARBY	M. David VILLAIN 08360 SAINT FERGEUX	26720		26720
25	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	36	Sol		le frère	SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE CONDE ET HERPY PLACE DE LA MAIRIE - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE CONDE ET HERPY PLACE DE LA MAIRIE - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE CONDE ET HERPY PLACE DE LA MAIRIE - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	600		600

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS

26	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	35	Chemin		le frêne	ASSOCIATION FONCIERE DE HERPY L'ARLESIENNE MAIRIE - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	ASSOCIATION FONCIERE DE HERPY L'ARLESIENNE MAIRIE - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	1350	1350
27	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	43	Lande Terre	1 5	les vignes	M. Michel CARRE 4 RUE BASSE - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	EARL CARRE 4 RUE BASSE - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	23070	4352
28	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	44	Terre	1	les vignes	M. Maurice FROMENT Mme Georgette FROMENT, née CLIN 21 RUE DE LA CITE - 08300 SAULT LES RETHEL	M. Maurice FROMENT Mme Georgette FROMENT, née CLIN 21 RUE DE LA CITE - 08300 SAULT LES RETHEL	70	70
29	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	45	Terre	1	les vignes	M. Maurice FROMENT 21 RUE DE LA CITE - 08300 SAULT LES RETHEL	M. Maurice FROMENT 21 RUE DE LA CITE - 08300 SAULT LES RETHEL	2080	2080
30	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	46	Terre	1	les vignes	Mme Simone LAGNEAU 2 RUE DES AISES - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	Mme Simone LAGNEAU 2 RUE DES AISES - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	540	540
31	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	47	Terre	1	les vignes	M. Jean Marie LAGNEAU, Propriétaire Indivls, 2 RUE DES AISES - 08360 HERPY L'ARLESIENNE Mme Simone LAGNEAU, Propriétaire Indivls 2 RUE DES AISES - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	M. Jean Marie LAGNEAU, Propriétaire Indivls, 2 RUE DES AISES - 08360 HERPY L'ARLESIENNE Mme Simone LAGNEAU, Propriétaire Indivls 2 RUE DES AISES - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	660	660
32	HERPY L'ARLESIENNE	ZD	48	Terre	1	les vignes	Mme Simone LAGNEAU 2 RUE DES AISES - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	Mme Simone LAGNEAU 2 RUE DES AISES - 08360 HERPY L'ARLESIENNE	2990	2990

DEPARTEMENT DES ARDENNES

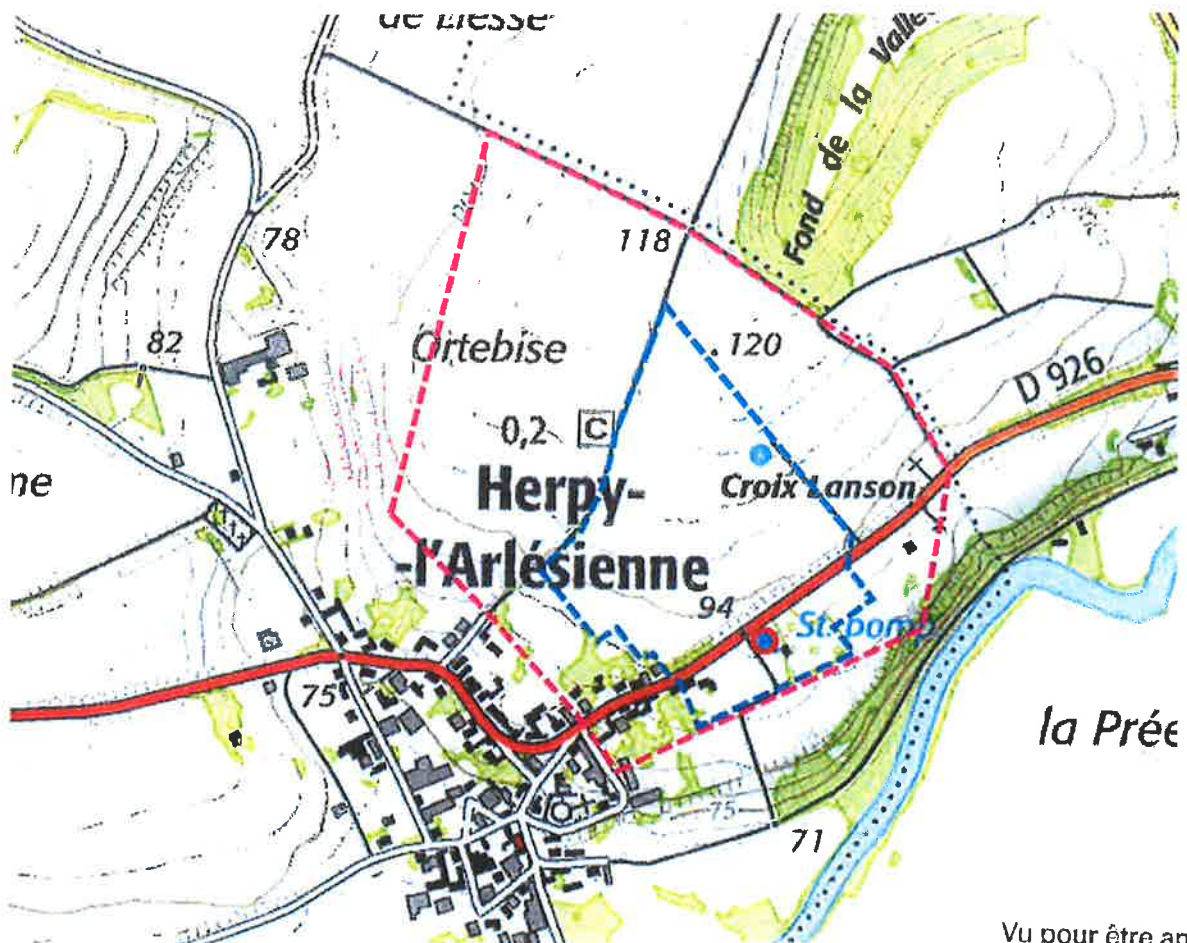
SIAEP CONDE LES HERPY - HERPY L'ARLESIENNE

N

COMMUNE DE HERPY L'ARLESIENNE

Captage situé au lieudit "Les Vignes" - BSS 00857X0014

PERIMETRES DE PROTECTION
DU CAPTAGE AEP



Périmètre de protection immédiate



Périmètre de protection rapprochée



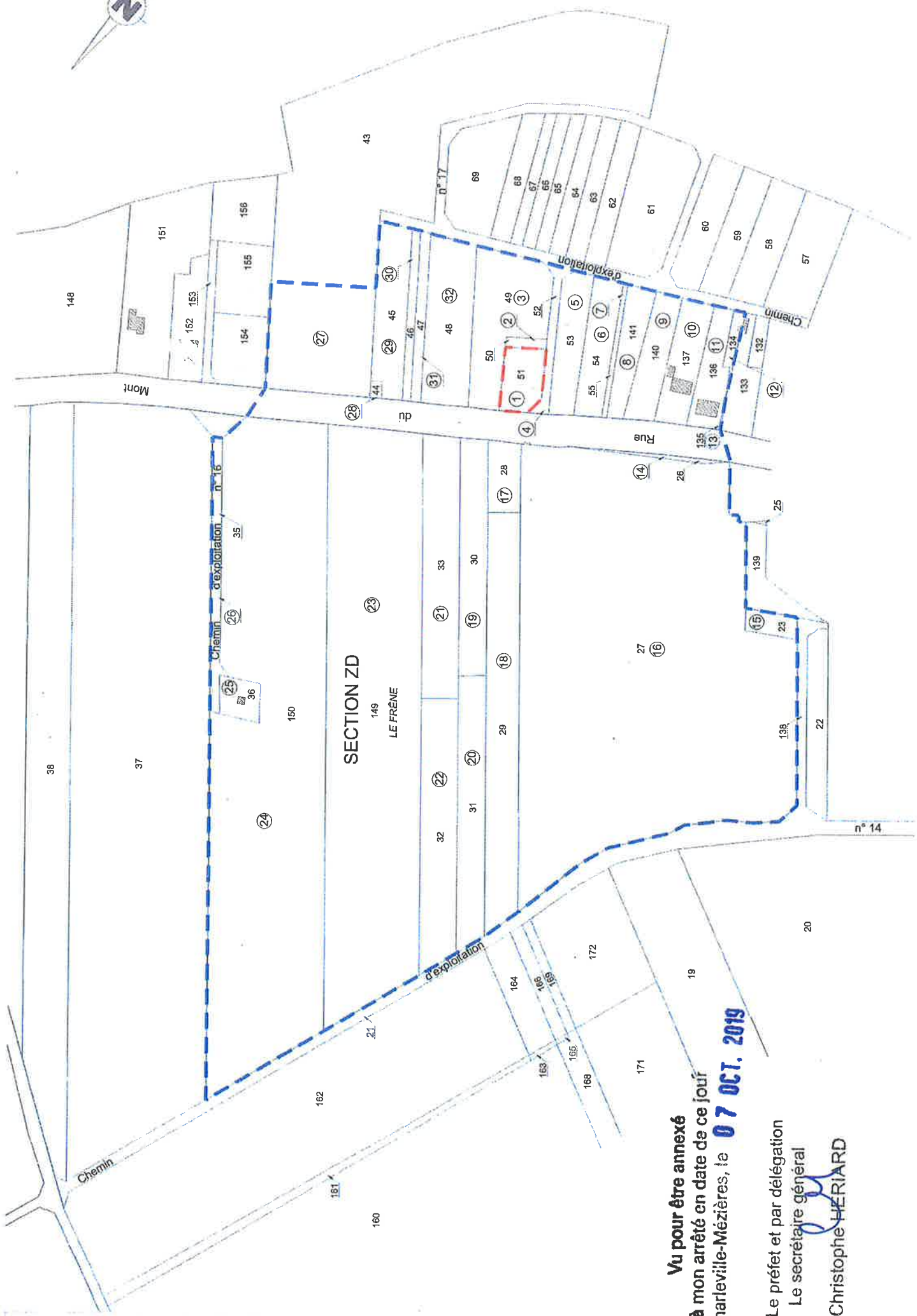
Périmètre de protection éloignée

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le

07 OCT. 2011

P/Le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Christophe HÉRIARD



Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 07 OCT. 2019

P/Le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Christophe HÉRIARD



**PRÉFET
DES ARDENNES**

Liberté
Égalité
Fraternité

32358

INSTANCE N° 15 NOV. 2021
Reçu le
Trattement par service :
Réponse à apporter avant le :
Observations :
Charleville-Mézières, le 10 NOV. 2021
Visa Président ☒ Mairie ☐ DGS ☐
Courrier signalé ☐
Réponse avant le :

Direction de la coordination et de l'appui aux
territoires

Bureau des procédures environnementales

Affaire suivie par : Ayla SARITAS

Tel : 03 24 59 68 13

@ : ayla.saritas@ardennes.gouv.fr

ref : DCAT/PE/2021- 952

Le préfet

à

Monsieur le président
de la communauté de communes du
Pays-Rethémois

Objet : dérivation des eaux souterraines exploitées au moyen du captage d'alimentation en eau de consommation humaine des communes d'Hannogne-Saint-Rémy et de Séraincourt situé sur le territoire de la commune d'Hannogne-Saint-Rémy et d'établissement des périmètres de protection de ce captage par la communauté de communes du Pays-Rethémois.

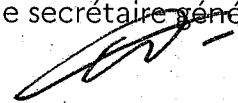
P.J. : 1 arrêté DUP

Je vous prie de trouver sous ce pli une copie de mon arrêté n° 2021- 627 déclarant d'utilité publique le projet mentionné ci-dessus.

Je vous serais obligé de notifier cet arrêté individuellement aux propriétaires intéressés. Au cas où un propriétaire ne pourrait être atteint, la notification sera faite soit au fermier, locataire, gardien de la propriété, ou à défaut au maire de la commune, par lettre recommandée avec avis de réception.

Par ailleurs, je souligne qu'un avis d'information au public dudit arrêté sera inséré, par mes soins, dans deux journaux locaux à vos frais.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général


Christian VEDELAGO

Copie pour information :
-à la sous-préfecture de Rethel
-au cabinet DELALOI

the 1990s, the number of people in the world who are illiterate has increased from 400 million to 600 million. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 700 million by the year 2015. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 800 million by the year 2020. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 900 million by the year 2025. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1 billion by the year 2030. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.1 billion by the year 2035. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.2 billion by the year 2040. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.3 billion by the year 2045. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.4 billion by the year 2050. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.5 billion by the year 2055. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.6 billion by the year 2060. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.7 billion by the year 2065. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.8 billion by the year 2070. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.9 billion by the year 2075. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2 billion by the year 2080. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2.1 billion by the year 2085. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2.2 billion by the year 2090. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2.3 billion by the year 2095. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2.4 billion by the year 2100.

1. *Chlorophyll a* and *Chlorophyll b* were determined by the method of Arar and Collins (1971) using a Shimadzu 1601 UV-Visible Spectrophotometer.

1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Délégation territoriale des Ardennes
de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est

*Pôle Environnement, Promotion de la
Santé et Sécurité*

ARRETE PREFECTORAL N° 2021 - 627

PORTANT SUR

1- DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :

- DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX
- DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

2- AUTORISATION D'UTILISER DE L'EAU EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE POUR LA PRODUCTION, LA DISTRIBUTION PAR UN RESEAU PUBLIC OU PRIVE

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

CONCERNANT

La communauté de communes du Pays Rethélois

Puits de la Côte Baudet (Codes miniers : BSS000FYEE ou 00852X0001)

Situé sur la commune d'Hannogne-Saint Rémy

Le Préfet des Ardennes,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R. 1321-63 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

Vu le code minier et notamment les articles L.411-1 à L.411-3

Vu le code de l'expropriation ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2014 établissant le programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Champagne-Ardenne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-01 du 12 janvier 2021, portant ouverture conjointe d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire sur le projet de création des périmètres de protection des captages (code minier : BSS000FYEE, 00852X0001) destinés à l'alimentation en eau de consommation humaine des communes d'Hannogne-Saint Rémy et de Seraincourt ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021/132, en date du 12 mars 2021, portant délégation de signature à Monsieur Christian VEDELAGO, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu la délibération n° 179/2018 du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays Rethélois, en date du 15 novembre 2018, par laquelle cette collectivité sollicite la déclaration d'utilité publique de l'établissement des périmètres de protection du captage situés sur le territoire communal d'Hannogne-Saint Rémy ;

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 11 mai 2017 ;

Vu les résultats des enquêtes publique et parcellaire qui se sont déroulées du 15 février au 13 mars 2021 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 13 avril 2021 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Ardennes, en date du 8 octobre 2021 par voie dématérialisée;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine des communes d'Hannogne Saint Rémy et de Seraincourt, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés :

- par l'avis sanitaire favorable de l'hydrogéologue agréé en date du 11 mai 2017,
- par l'avis favorable assorti d'une recommandation et d'une réserve du commissaire-enquêteur en date du 13 avril 2021, suite à l'enquête publique,
- par l'avis favorable du CODERST en date du 8 octobre 2021.

CONSIDERANT que l'environnement du captage a fait l'objet d'une étude préalable des pollutions présentes, validée par l'avis sanitaire de l'hydrogéologue agréé ;

CONSIDERANT que l'hydrogéologue agréé a signalé la vulnérabilité aux pollutions de l'aquifère concerné, qu'il a prescrit en conséquence des interdictions et réglementations en définissant trois zones de sensibilité : le Périmètre de Protection Immédiate (PPI), le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) et le Périmètre de Protection Eloignée (PPE), visant les activités et les constructions susceptibles de générer des infiltrations polluantes, présentant des risques sanitaires, en l'occurrence certaines activités agricoles (notamment les épandages de fertilisants et de pesticides) ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu en conséquence de grever de servitudes les terrains situés dans le PPR ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine des communes d'Hannogne-Saint Rémy et de Seraincourt ;

Sur proposition de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est

ARRETE

Chapitre 1: déclaration d'utilité publique et prélèvement de l'eau

ARTICLE 1 – DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE :

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la communauté de communes du Pays Rethélois :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du puits de la Côte Baudet (BSS000FYEE), sis sur la commune d'Hannogne-Saint Rémy ;
- la création de périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée autour de l'ouvrage de captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection de l'ouvrage et de la qualité de l'eau.

ARTICLE 2 – AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE :

La communauté de communes du Pays Rethélois est autorisée à prélever l'eau issue du puits de la Côte Baudet, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 3 – CARACTÉRISTIQUES, LOCALISATION ET AMÉNAGEMENT DU CAPTAGE :

L'ouvrage de captage de la Côte Baudet (indice minier : BSS000FYEE) est situé sur la commune d'Hannogne-Saint Rémy.

Nom du captage	Codes BSS	Commune d'implantation	N° de Parcelle	Section	Coordonnées Lambert 93 (mètres)		Altitude (mètres)
					X	Y	Z
Puits de la Côte Baudet	BSS000FYEE 00852X0001	Hannogne-Saint Rémy	13	ZO	781923	6946005	+150

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE PRÉLÈVEMENT :

Le prélèvement ne pourra excéder :

- 12 m³/h
- 100 m³/j
- 36500 m³/an.

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du code de l'environnement. L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

ARTICLE 5 – ABANDON DE L'OUVRAGE :

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné est comblé par des matériaux permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées, ainsi que l'absence de transfert de pollution.

La déclaration de l'abandon de l'ouvrage est communiquée au préfet de département au moins un mois avant le début des travaux et comprend :

- ◆ la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- ◆ l'aquifère précédemment surveillé ou exploité,
- ◆ une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler,
- ◆ une coupe technique précisant les équipements en place,
- ◆ des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l'ouvrage, le déclarant en informe le préfet de département et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

ARTICLE 6 – SURVEILLANCE ET ENTRETIEN :

Les opérations de prélèvement sont contrôlées.

Les ouvrages et installations de prélèvement sont entretenus de manière à :

- ◆ éviter tout gaspillage,
- ◆ garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau souterraine, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

Tous les incidents ayant pu porter atteinte à la qualité de l'eau ou à sa gestion quantitative, ainsi que les premières mesures prises pour y remédier, sont déclarés au préfet de département, dès que l'exploitant en a connaissance.

ARTICLE 7 – ACCESSIBILITÉ :

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser accès aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions, aux locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L 216-4 du code de l'environnement. Il est demandé de tenir à la disposition des agents habilités la liste des produits polluants, notamment les produits pesticides utilisés sur l'exploitation.

ARTICLE 8 – DÉCLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT :

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant, ou s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer, dans les meilleurs délais, au préfet de département ou au maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement,

notamment la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, la préservation de la qualité de l'eau ou de la ressource en eau, le libre écoulement des eaux, la santé, la salubrité publique, la sécurité civile et la conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet de département, les personnes mentionnées au premier alinéa prennent ou font prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DE L'OUVRAGE :

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet de département qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS :

Si au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au préfet de département, qui statue par arrêté conformément aux articles L.214-3 et R.214-39 du code de l'environnement susvisé, dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet de département peut imposer, par un arrêté, toute prescription.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DU BENEFICE DE LA DECLARATION :

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, le nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 12 – INDEMNISATIONS ET DROIT DES TIERS :

Les indemnités, qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la protection du captage de la Côte Baudet, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la communauté de communes du Pays Rethélois.

ARTICLE 13 – PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DU CAPTAGE :

Des périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

ARTICLE 13.1 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX PÉRIMÈTRES DE PROTECTIONS IMMEDIATE ET RAPPROCHEE :

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementés qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention au préfet et à l'agence régionale de santé, en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau, ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés.

II. Toutes mesures devront être prises pour que la communauté de communes du Pays Rethélois, la préfecture et l'agence régionale de santé Grand Est soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

III. La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des codes de l'environnement et de la santé publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 13.2 – PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE :

Le périmètre de protection immédiate, constitué de la parcelle ZO 13, a une superficie de 14 ares, 33 centiares.

Sur le périmètre de protection immédiate doivent s'appliquer les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des éventuelles installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.3 - PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHEE :

Le périmètre de protection rapprochée est constitué, en partie ou en totalité, des parcelles cadastrées ZO 11 et 12, ZV 1, 2, 23, ZN 6 et 8, AB 1 et 3 sur le territoire d'Hannogne-Saint Rémy.

La superficie des parcelles cadastrées est de 4 ha 77 a 38 ca.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à

autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.4 – PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE.

Le périmètre de protection éloignée a une superficie d'environ 68 ha.

Une réglementation renforçant la réglementation générale est proposée pour les terrains du périmètre de protection éloignée, suivant les prescriptions mentionnées en annexe III du présent arrêté.

ARTICLE 14 – RECOMMANDATIONS DE L'HYDROGEOLOGUE AGREE ET DES AUTORITES SANITAIRES

- Le PPI devra être entouré d'une clôture d'une hauteur de 2 mètres et accessible par un portail fermant à clé
- Le local technique et le réservoir devront faire l'objet de travaux de réfection et de sécurisation au niveau des ouvertures (porte, ouverture d'aération, trappe d'accès supérieure, fenêtre)
- Un dispositif de chloration automatique devra être installé
- Les arbres situés à moins de 10 mètres du puits devront être abattus
- L'orifice du trop-plein devra être protégé contre les intrusions animales par la pose d'un clapet anti-retour ou d'un grillage
- La propriété du PPI devra être transférée à la communauté de communes du Pays Rethélois

ARTICLE 15 – MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS ET RESPECT DES PRESCRIPTIONS :

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 13, il doit être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres :

- ◆ à compter de la notification du présent arrêté en ce qui concerne les prescriptions applicables dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée,
- ◆ dans un délai de un an maximum à compter de la notification du présent arrêté, en ce qui concerne les travaux prescrits par l'hydrogéologue agréé et l'autorité sanitaire, s'appliquant au captage, au périmètre de protection immédiate, au périmètre de protection rapprochée et au réservoir.

Chapitre 2 : Traitement, Distribution de l'Eau et Autorisation

ARTICLE 16 – TRAITEMENT :

La communauté de communes du Pays Rethélois est autorisée à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de ce captage, sous réserve que les réseaux de distribution répondent aux conditions exigées par le code de la santé publique.

ARTICLE 17 – QUALITE DES EAUX :

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le bénéficiaire est tenu notamment de :

- ◆ surveiller la qualité de l'eau distribuée et celle au point de pompage ;
- ◆ se soumettre au contrôle sanitaire ;
- ◆ prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire ;
- ◆ employer des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée ;
- ◆ respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- ◆ se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.

Chapitre 3 : Dispositions Diverses

ARTICLE 18 – ABROGATION DE L'ARRETE N° 92-548 DU 18 NOVEMBRE 1992

L'arrêté n° 92/548 du 18 novembre 1992, portant déclaration d'utilité publique du projet de dérivation des eaux souterraines nécessaires à l'alimentation en eau potable de la commune d'Hannogne Saint Rémy et d'établissement des périmètres de protection du captage situé sur le territoire communal est abrogé.

ARTICLE 19 – RESPECT DE L'APPLICATION DU PRÉSENT ARRÊTÉ :

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine des communes d'Hannogne Saint Rémy et de Seraincourt devra être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 20 – DÉLAI ET DURÉE DE VALIDITÉ :

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 21 – NOTIFICATIONS ET PUBLICITÉ DE L'ARRÊTÉ :

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification **sans délai** aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant **une durée d'un mois** des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective **dans un délai maximum de 3 mois** après la date de signature du préfet.

Le procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire de la commune d'Hannogne-Saint-rémy.

Un avis d'information au public de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'agence régionale de santé dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature du préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée et éloignée, et l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 22 – SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES :

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs

d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

ARTICLE 23 – DROIT DE RECOURS :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet des Ardennes (1 place de la Préfecture – B.P. 60002 – 08005 Charleville-Mézières Cedex) ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge des solidarités et de la santé (14 avenue Duquesne 75350 Paris) et du ministre en charge de la transition écologique (92055 Paris- La Défense Cedex), dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne (25 rue du Lycée 51000 Chalons en Champagne ou via l'application télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr>), dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Conformément à l'article L. 214-10 du code de l'environnement susvisé, les prescriptions fixées au chapitre III sont soumises à un contentieux de pleine juridiction. Elles peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté lui a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de l'arrêté.

Tout recours est adressé en lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 24 – TRANSMISSION ET COPIE :

Une copie du présent arrêté est adressée :

- ◆ à la directrice de l'agence de l'eau Seine-Normandie ;
- ◆ au directeur du bureau de recherches géologiques et minières du Grand-Est ;
- ◆ au président du conseil départemental des Ardennes ;
- ◆ au président de la chambre d'agriculture des Ardennes ;
- ◆ au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique.

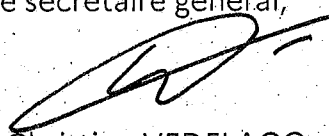
ARTICLE 25 – MESURES EXÉCUTOIRES :

- M. le secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;
- M. le sous-préfet de Rethel ;
- M. le président de la communauté de communes du Pays Rethélois ;
- M. le maire d'Hannogne Saint Rémy ;
- M. le maire de Seraincourt ;
- Mme la directrice générale de l'agence régionale de santé du Grand Est ;
- M. le directeur départemental des territoires ;
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Charleville-Mézières, le **10 NOV. 2021**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Christian VEDELAGO

Liste des annexes :

- annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate.
- annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée.
- annexe III : réglementation et recommandations applicables au périmètre de protection éloignée.
- annexe IV : tableau et plan parcellaire, tableau d'occupation au sol, plan au 1/25000^{ème}

ANNEXE I : SERVITUDES APPLICABLES AU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

A l'intérieur de ce périmètre seront interdites toutes activités, y compris celles liées au transport, installations ou dépôts en dehors de ceux en liaison directe avec l'exploitation du captage.

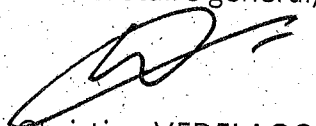
Les locaux situés dans ce périmètre ne devront contenir aucun produit dangereux ou toxique ni aucun matériel équipé de moteur thermique.

Les activités autorisées seront conçues et aménagées de manière à ne pas provoquer de pollution des captages.

Un aménagement correct et un entretien efficace des ouvrages de captage complètent ces mesures de protection.

Vu pour être annexé
à mon arrêté de ce jour
Charleville-Mézières, le **10 NOV. 2021**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Christian VEDELAGO

ANNEXE II : SERVITUDES APPLICABLES AU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Dans ce périmètre, sont interdits :

- Les forages et puits,
- Les sondages géotechniques d'une profondeur supérieure à 2 mètres,
- Les forages destinés à la géothermie,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières, ou d'excavations autres que carrières, dont la profondeur est supérieure à 2 mètres et qui ne sont pas d'intérêt général,
- L'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritits, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement la qualité des eaux,
- Les nouvelles installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ; pour les cuves d'hydrocarbures existantes, leur étanchéité fera l'objet d'une vérification ; une double enceinte est nécessaire,
- Le stockage d'effluents domestiques, industriels ou agricoles,
- L'épandage de lisier, de fientes de volailles, de boues de stations d'épuration, de matières de vidange, et de tout autre engrais organique liquide,
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols et à la lutte contre les ennemis des cultures,
- Le stockage de paille ;
- L'implantation de bâtiments d'élevage et autres bâtiments à usage agricole ;
- Le camping même sauvage et le stationnement de caravanes,

- L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, mêmes provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau,
- La création de cimetières,
- La création de plans d'eau,
- L'implantation de station d'épuration ou de lagunage,
- L'implantation de bassins de décantation,
- Les stockages souterrains de toute nature,
- Toute activité industrielle ou artisanale,
- Les rejets d'effluents de toute nature,
- L'infiltration des eaux de pluie issues de la voirie,
- Le drainage et l'irrigation,
- Le maraichage et les cultures sous serres,
- Les pépinières,
- Le retournement des pâtures,
- L'arasement des haies et talus,
- Le remplissage, la vidange et le rinçage des cuves de pulvérisateurs,
- Le défrichement,
- Les coupes à blanc,
- Le traitement du bois,
- Le traitement des cultures par voie aéroportée,
- L'affouragement et l'agrainage du gibier,
- L'implantation d'éoliennes et de centrales photovoltaïques,
- L'aménagement de terrains de sport,
- Les sports mécaniques (moto, quad, 4X4),

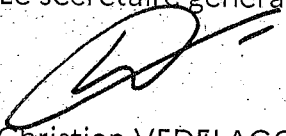
- Toute manifestation locale (fêtes, braderies,...)

Sont soumises à réglementation particulière les activités suivantes :

- Les pratiques culturales de manière à ce qu'elles soient compatibles avec le maintien de la qualité des eaux souterraines ; elles devront être conformes au code des bonnes pratiques agricoles ; les épandages d'engrais azoté devront être limités aux stricts besoins des cultures ; les reliquats azotés devront être pris en compte.
- L'utilisation de pesticides est autorisée mais tout dépassement de limite de qualité pour un produit donné sera suivi d'une surveillance renforcée au niveau du contrôle sanitaire des eaux,
- L'épandage de fumier d'origines bovine, ovine, caprine, lapine sera autorisé sous réserve qu'il ait été composté au préalable.
- La modification des voies de communication existantes devra nécessiter l'utilisation de matériaux inertes.
Les fossés destinés à l'évacuation des eaux de ruissellement devront être enherbés.
L'entretien des bas-côtés devra être réalisé sans recours aux herbicides
- Le remblaiement des excavations existantes sera réalisé uniquement à partir de matériaux naturels chimiquement inertes, issus de carrières autorisées au titre de la réglementation relative aux ICPE

Vu pour être annexé
à mon arrêté de ce jour.
Charleville-Mézières, le **10 NOV. 2021**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Christian VEDELAGO

1953 10A 501

ANNEXE III : REGLEMENTATION ET RECOMMANDATIONS APPLICABLES AU PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

A l'intérieur de ce périmètre, la réglementation générale devra être appliquée avec la plus grande rigueur.

Les activités suivantes feront l'objet d'une réglementation particulière :

- Le creusement de puits et forages sera autorisé, sous réserve que leur exploitation n'ait pas d'impact sur la ressource protégée,
- Le creusement de carrières devra faire l'objet d'une étude spécifique montrant l'absence d'impact sur la ressource protégée. Il sera soumis à l'avis d'un hydrogéologue agréé.
Pendant l'exploitation, la qualité des eaux de la nappe fera l'objet d'une surveillance au moyen de piézomètres implantés en amont et en aval de la carrière.
- La création de plans d'eau sera soumise à la réalisation d'une étude spécifique montrant l'absence d'impact sur la nappe alimentant le captage protégé,
- Les stockages d'effluents d'élevage liquides (lisier, purin) devront reposer sur aires étanches,
- Les stockages d'effluents d'élevage solides (fumier) permanents (durée sup. à 6 mois) devront reposer sur aires étanches,
- Les stockages temporaires de fumier situés en bout de champ seront autorisés, sous réserve qu'ils ne soient pas placés au même endroit durant 2 années consécutives,
- Les cuves de stockage d'engrais minéral liquide devront reposer sur des bacs de rétention ou être à double paroi,
- L'implantation de stations d'épuration, de lagunages, de bassins de décantation, de stockages souterrains, d'éoliennes sera soumise à la réalisation d'une étude d'impact spécifique.
- Toute canalisation acheminant des eaux usées ou tout autre produit potentiellement polluant devra être équipée de dispositifs de détection de fuites et de vannes d'isolement placés aux extrémités du tronçon traversant le périmètre de protection éloignée.
- Les installations d'infiltration d'eaux de ruissellement issues de la voirie devront être traitées au préalable et devront faire l'objet d'une étude spécifique montrant l'absence d'impact qualitatif sur la ressource.

Vu pour être annexé
à mon arrêté de ce jour
Charleville-Mézières, le **10 NOV. 2021**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Christian VEDELAGO

- ANNEXE IV : Tableau et Plan Parcellaire, Tableau d'occupation du sol, Plan au 1/25000^{ème}

Vu pour être annexé

à mon arrêté en date de ce jour

Charleville-Mézières, le 10 NOV. 2021

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Marchadier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

P/Le préfet et par délégation,

le secrétaire général,


Christian VEDELAGO

Communauté de communes du Pays Rethémois - CAPTAGE D'HANNOGNE-SAINT-REMY - DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE D'EAU POTABLE

N° BSS : 000FYEE

N° du plan	CADASTRE				IDENTITE DES PROPRIETAIRES		LOCATAIRE ou EXPLOITANT après envoi des questionnaires	CONTENANCES (en m²)		
	Commune	S°	N°	Nature	lieu-dit	Inscrits à la matrice cadastrale		Parcelle	Périmètre immédiat	Périmètre rayonné
1	HANNOGNE-SAINT-REMY	ZO	13	Lande	Côte Baudet	Commune de HANNOGNE-SAINT-REMY Mairie 08220 HANNOGNE-SAINT-REMY	Commune de HANNOGNE-SAINT-REMY Mairie 08220 HANNOGNE-SAINT-REMY	1433	1433	-
2	HANNOGNE-SAINT-REMY	ZO	12	Terre	Côte Baudet	Usufuitière : M. GERARD Hubert époux PLASMANS Monique 2 Grande Rue 02350 BUCY LES PIERREPONT Mme GERARD Monique née PLASMANS 2 Grande Rue 02350 BUCY-LES-PIERREPONT Nu-propriétaire : M. GERARD Gonzague 1 Grande Rue 08220 HANNOGNE-SAINT-REMY	Usufuitière : Mme GERARD Monique née PLASMANS 2 Grande Rue 02350 BUCY-LES-PIERREPONT Nu-propriétaire : M. GERARD Gonzague 1 Grande Rue 08220 HANNOGNE-SAINT-REMY	5600	-	5600
3	HANNOGNE-SAINT-REMY	ZO	11	Terre	Côte Baudet	Usufuitière : M. GERARD Hubert époux PLASMANS Monique 2 Grande Rue 02350 BUCY LES PIERREPONT Mme GERARD Monique née PLASMANS 2 Grande Rue 02350 BUCY-LES-PIERREPONT Nu-propriétaire : M. GERARD Gonzague époux DELCOURT Caroline 1 Grande Rue 08220 HANNOGNE-SAINT-REMY	Usufuitière : Mme GERARD Monique née PLASMANS 2 Grande Rue 02350 BUCY-LES-PIERREPONT Nu-propriétaire : M. GERARD Gonzague 1 Grande Rue 08220 HANNOGNE-SAINT-REMY	11062	-	11062
4	HANNOGNE-SAINT-REMY	ZV	2	Sol	Les Trois Arbres	Association Foncière de HANNOGNE-SAINT-REMY Mairie 08220 HANNOGNE-SAINT-REMY	Association Foncière de HANNOGNE-SAINT-REMY Mairie 08220 HANNOGNE-SAINT-REMY	561	-	561
5	HANNOGNE-SAINT-REMY	ZV	23	Terre	Les Trois Arbres	M. GOSSET Fabrice Derrière les Haies de Bray 08220 HANNOGNE-SAINT-REMY	Pas de réponse	18083	-	5742

6	HANNOGNE-SAINTE-REMY	ZV	1	Terre	Les Trois Arbres	Indivision : M. GUIDEZ Hervé époux LEBRUN Catherine 28 Grande Rue 08220 SAINT-QUENTIN-LE- PETIT Mme GUIDEZ Catherine née LEBRUN 28 Grande Rue 08220 SAINT-QUENTIN-LE- PETIT	Indivision : M. GUIDEZ Hervé époux LEBRUN Catherine 28 Grande Rue 08220 SAINT-QUENTIN-LE- PETIT Mme GUIDEZ Catherine née LEBRUN 28 Grande Rue 08220 SAINT-QUENTIN-LE- PETIT	SCEA du MUGUET Par Mme GUIDEZ Catherine 28 Grande Rue 08220 SAINT-QUENTIN-LE- PETIT	11901	-	11901
7	HANNOGNE-SAINTE-REMY	AB	1	Terre	Grande Rue	M. GERARD Gonzague époux DEL COURT Caroline 1 Grande Rue 08220 HANNOGNE-SAINTE- REMY	M. GERARD Gonzague époux DEL COURT Caroline 1 Grande Rue 08220 HANNOGNE-SAINTE- REMY	EARL Gérard GONZAGUE 1 Grande Rue 08220 HANNOGNE-SAINTE- REMY	10117	-	1876
8	HANNOGNE-SAINTE-REMY	AB	3	Taillis	Grande Rue	M. GERARD Gonzague époux DEL COURT Caroline 1 Grande Rue 08220 HANNOGNE-SAINTE- REMY	M. GERARD Gonzague époux DEL COURT Caroline 1 Grande Rue 08220 HANNOGNE-SAINTE- REMY	EARL Gérard GONZAGUE 1 Grande Rue 08220 HANNOGNE-SAINTE- REMY	2833	-	1285
9	HANNOGNE-SAINTE-REMY	ZN	8	Terre	Le Clou	Indivision : M. DANRE Marc époux Cuvelier 8 Grande Rue 08220 HANNOGNE-SAINTE- REMY Mme DANRE Catherine née Cuvelier 8 Grande Rue 08220 HANNOGNE-SAINTE- REMY	Pas de réponse	Pas de réponse	1124	-	1124
10	HANNOGNE-SAINTE-REMY	ZN	6	Lande Terre	Les Haches	Indivision : M. DANRE Marc époux Cuvelier 8 Grande Rue 08220 HANNOGNE-SAINTE- REMY Mme DANRE Catherine née Cuvelier 8 Grande Rue 08220 HANNOGNE-SAINTE- REMY	Pas de réponse	Pas de réponse	149732	-	8587



GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

DELAIOI
GÉOMÈTRES-EXPERTS ASSOCIÉS
22 rue Warquier
09000 CHARLEVILLE - MÉZIÈRES
Tél: 03.24.32.29.00 Fax: 03.24.33.55.09
Email: contact@delaloi.fr - Site: www.delaloi.fr
2 chemin de la Comtesse 08300 RETHEL
47 rue Bourmizel 08400 VOULZIERS

PAYS RETHELOIS

HANNOGNE-SAINT-REMY
Puits de la Côte Baudet

BSS 0085-2X-0001

PLAN PARCELLAIRE

ECHELLE 1/2000

Périmètre de protection immédiate



Périmètre de protection rapprochée



Limite de section

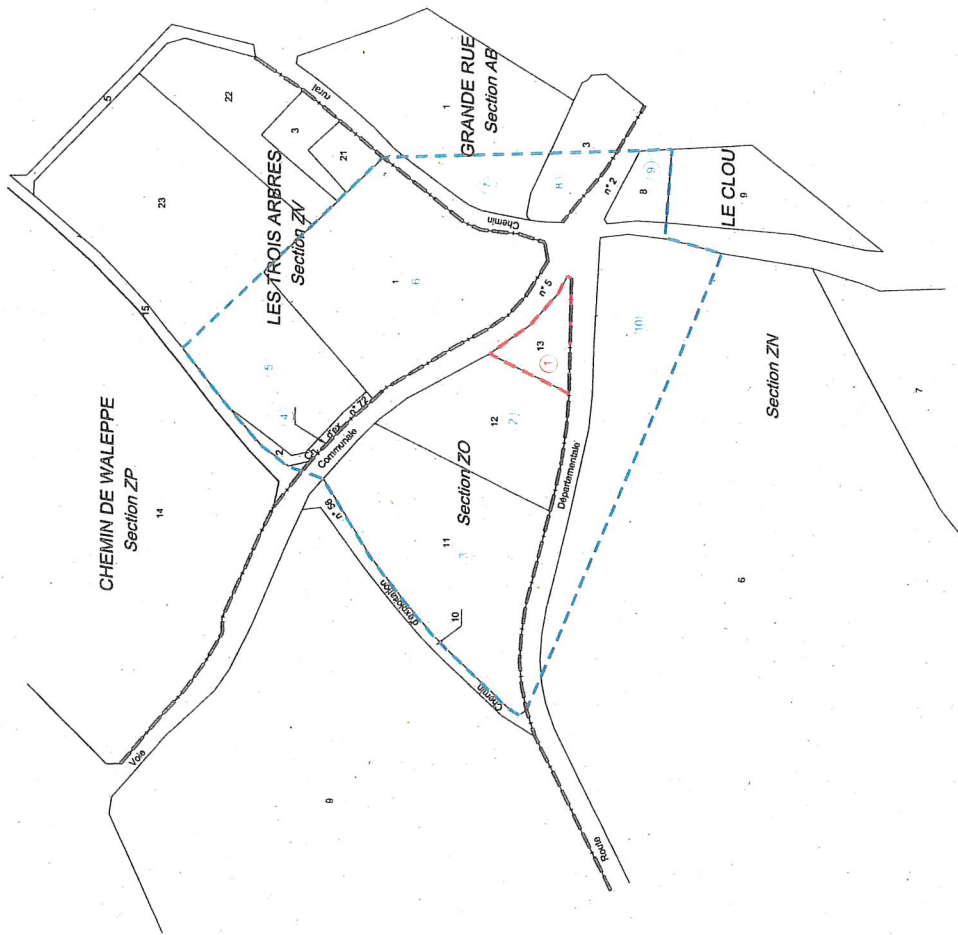


Réf: C15114

Date: Octobre 2019

Version:

S.E.L.A.R.L. au capital de 35 000 € - N° TVA Intracommunautaire: FR7042050305
IBAN: FR76 10206 00095 6272837540 53 - RCS Sedan - N° SIREN 420 950 305 - NAF 7112A



Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 10 NOV. 2021

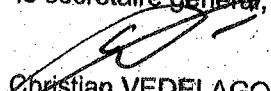
P/Le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

OCCUPATION DU SOL DANS LE PERIMETRE
DE PROTECTION RAPPROCHEE DU
CAPTAGE D'HANNOGNE SAINT REMY

Références cadastrales des parcelles	Occupation du sol
ZO 11	Champ cultivé
ZO 12	Champ cultivé
ZV 1	Champ cultivé
ZV 2	Chemin
ZV 23	Champ cultivé
AB 1	Pâture et haie
AB 3	Boisement
ZN 6	Champ cultivé
ZN 8	Hangar agricole et terrain nu

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 10 NOV. 2021

P/Le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Christian VEDELAGO

1795

Journal of Management Studies, 36(7), 809-826.

Communauté de communes du Pays Rethélois

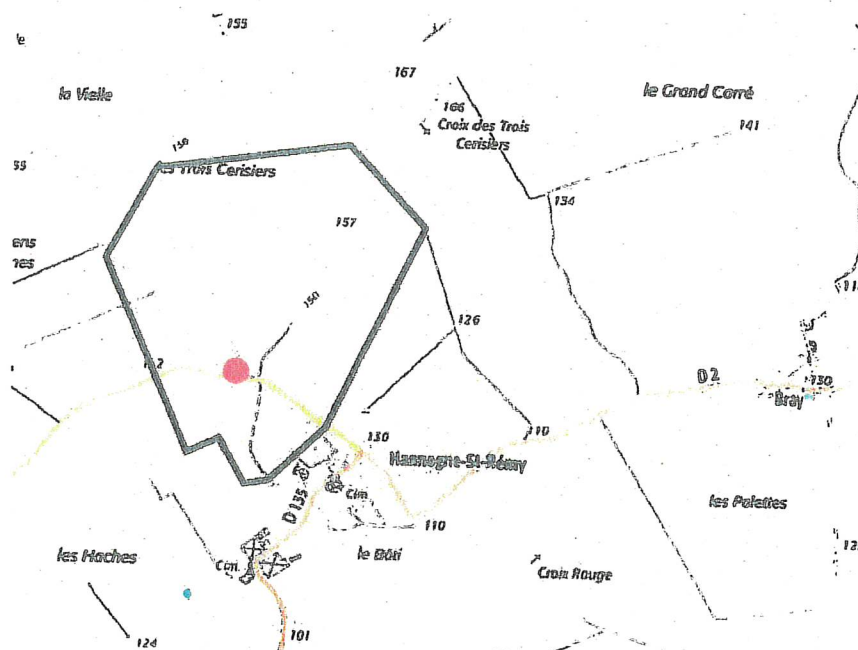
DEPARTEMENT DES ARDENNES



Captage d'HANNOGNE-SAINT-REMY

Puits de la Côte Baudet

BSS 000FYEE



Périmètre de protection immédiate



Périmètre de protection éloignée



GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 10 NOV. 2021

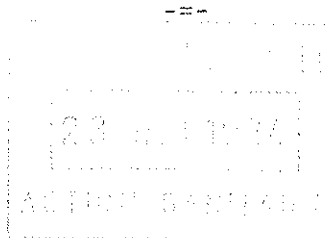
P/Le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Christian VEDELAGO

DELALOI
GEOMETRES-EXPERTS ASSOCIES

22 Rue Waroquier
08000 CHARLEVILLE - MEZIERES
Tél: 03.24.32.29.00 Fax: 03.24.33.55.09
Email : contact@delaloi.fr - Site : www.delaloi.fr
2 Chemin de la Comtesse 08300 RETHEL
47 Rue Boumizet 08400 VOUZIERES

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
540 EAST 57TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637



ARRETE N° 84/64

PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
LE PROJET DE DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES
NECESSAIRES A L'ALIMENTATION DU POINT DE PRELEVEMENT D'EAU
DE LA COMMUNE D'ACY-ROMANCE, L'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE
PROTECTION IMMEDIATE, RAPPROCHEE ET ELOIGNEE,
L'INSTITUTION DES SERVITUDES SUR LES TERRAINS

Le PREFET, COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE
du DEPARTEMENT des ARDENNES

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité
publique ;

VU le Code Rural, article 113 sur la dérivation des
eaux non domaniales ;

VU le Code des Communes ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental ;

VU les articles L 20 et L 20-1 du Code de la Santé
Publique ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant ré-
forme de la publicité foncière et son décret d'application n°
55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 61-859 du 1er août 1961 portant ré-
glement d'administration publique pour l'application du cha-
pitre III du titre 1er du Livre 1er du Code de la Santé Publi-
que, relatif aux eaux potables, notamment les articles 3, 4-1
et 4-2 ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au
régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur
pollution, ensemble l'article 5 du décret n° 73-219 du 23 fé-
vrier 1973, portant application de ses articles 40 et 57 et
l'arrêté interministériel du 8 mars 1973 portant application
de l'article 7 dudit décret ;

.../...

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU le décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et unification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés, ainsi que les textes pris pour son application ;

VU le décret 76-432 du 14 mai 1976 modifiant le décret n° 59-701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique à la détermination des parcelles à exproprier et à l'arrêté de cessibilité et portant dispositions diverses pour l'application du titre III de la loi n° 75-1328 du 31 décembre 1975 ;

VU le décret 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection du captage ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 29 octobre 1982 par laquelle il :

- sollicite la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant le captage communal du lieu-dit "La Croizette", la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;

- prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

VU le rapport du Géologue agréé en date de janvier 1979 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 15 février 1983 ;

.../...

VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 10 octobre 1983 au 26 octobre 1983 conformément à l'arrêté préfectoral en date du 23 septembre 1983 dans la Commune d'ACY-ROMANCE ;

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire enquêteur est favorable ;

SUR les propositions de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et du Secrétaire Général des Ardennes ;

ARRETE

Article 1er .

Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des captages d'eaux destinées à l'alimentation humaine situés sur le territoire de la Commune d'ACY-ROMANCE ;

Article 2 .

La Commune d'ACY-ROMANCE est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par les points de prélèvements situés sur le territoire de la Commune d'ACY-ROMANCE.

Article 3

Le volume à prélever par pompage par la Commune d'ACY-ROMANCE ne pourra excéder 10 litres par seconde, ni 250 mètres cubes par jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la Commune d'ACY-ROMANCE devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture

Article 4

Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 29 octobre 1982, la Commune d'ACY-ROMANCE devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la Commune d'ACY-ROMANCE à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture.

.../...

Article 6

Conformément à l'article L.20 du Code de la Santé et en application des dispositions du décret n° 61.859 du 1er août 1961, modifié par le décret 67.1093 du 15 décembre 1967, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcel-laires joints au présent arrêté.

Article 7

1. A l'intérieur du périmètre de protection immé-
diate, propriété de la Commune d'ACY-ROMANCE et clôturé,

SONT INTERDITES : toutes activités autres que celles nécessi-
tées par l'entretien de l'ouvrage ou liées au service des
eaux.

2. A l'intérieur du périmètre de protection rappro-
chée :

SONT INTERDITS :

- le forage de puits, la création de puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou pluviales, l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières ainsi que l'ouverture d'excavations autres que carrières (à ciel ouvert) et le remblaiement des excavations ou carrières existantes.

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

- L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées, de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature.

- l'épandage ou infiltration des lisiers ou d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges, et de même pour les eaux usées ménagères et vannes.

- le stockage des matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail.

- le stockage des fumiers, engrais organiques ou chimiques et de tous les produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures.

.../...

- l'établissement d'étables ou de stabulations libres.

- la création d'étangs.

SONT REGLEMENTES :

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

- l'épandage des fumiers, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols.

- l'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures.

- le pacage des animaux.

- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail.

- le défrichement.

- le camping même sauvage et le stationnement de caravanes.

- la construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.

3. A l'intérieur du périmètre de protection éloignée

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementées toutes les activités suivantes :

- le forage de puits.

- les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales.

- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières.

- l'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert).

- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes.

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées.

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature.

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges.

- l'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges.

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail.

- le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures.

- l'établissement d'étables ou de stabulations libres.

- la création d'étangs.

Article 8

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 7 dans un délai maximum de 6 mois.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution.

.../...

Article 9

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par le géologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 10

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 6 la propriété désignée à l'état parcellaire annexé nécessaire à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Après leur acquisition en pleine propriété par la collectivité concernée, les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à sa diligence et à ses frais.

Le périmètre de protection rapprochée sera matérialisé sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, fera dresser procès-verbal des opérations.

Article 11

Le périmètre de protection rapprochée pour lequel les servitudes feront l'objet de la publication à la Conservation des hypothèques est représenté par le tableau annexé.

Article 12

La Commune d'ACY-ROMANCE est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Article 13

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la Commune d'ACY-ROMANCE.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

La Commune d'ACY-ROMANCE est chargée d'effectuer ces formalités.

Article 14

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Article 15

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 16

Le Secrétaire Général des Ardennes, le Maire de la Commune d'ACY-ROMANCE, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture, l'Ingénieur en Chef des Mines, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Ardennes.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 19 JAN. 1984

Pour ampliation
Pour le Commissaire de la République
et par délégation
L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau

Yves FAES

POUR LE PREFET
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
le Secrétaire Général

Philippe REY

PLANNING DE PROTECTION

Réglementation et tableaux des prescriptions

En application de l'article 7 de la loi n° 64 - 1245 du 16/12/1964, du décret n° 67 - 1093 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du 16/12/1963.

- 1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdites tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
- 2 - A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

DEFINITION DES ACTIVITES	X (A = interdites B = réglementées)		+ (ni interdites ni réglementées)		Périmètre rapproché		Périmètre éloigné	
					Activités autorisées	Activités réglementées	Activités autorisées	Activités réglementées
					A	B	A	B
1 - Le forage de puits					X		X	X
2 - Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou de d'eaux pluviales					X		X	X
3 - L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières					X		X	X
4 - L'ouverture d'excavations, autres que canalisées (à ciel ouvert)					X		X	X
5 - Le remblaiement des excavations et des carrières existantes					X		X	X
6 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'ordures, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux					X		X	X
7 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées					X		X	X
8 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux					X		X	X
9 - Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature					X		X	X
10 - L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau						X	X	X
11 - L'épandage ou l'infiltration des lûtières et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges					X		X	X
12 - L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges					X		X	X
13 - Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail					X		X	X
14 - Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures					X		X	X
15 - L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols						X	X	
16 - L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures						X	X	
17 - L'établissement d'étables ou de stabulations libres					X		X	X
18 - Le passage des animaux						X	X	
19 - L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail						X	X	
20 - Le défrichage						X	X	
21 - La création d'étangs					X		X	X
22 - Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes						X	X	
23 - La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation						X	X	

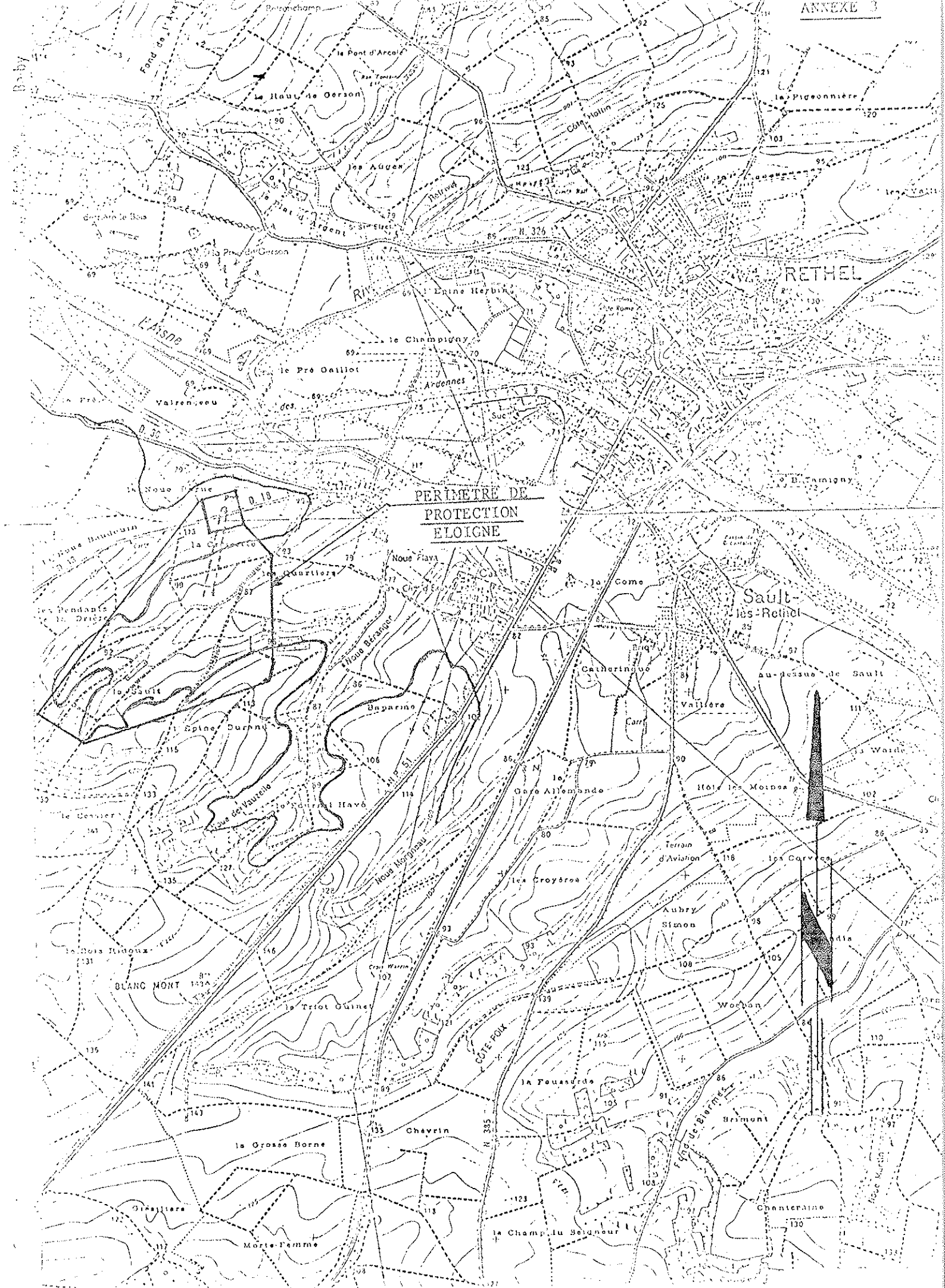
La commune veillera à l'application des prescriptions inscrites. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés à la Direction Départementale de l'Agriculture, toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

NB : Cet inventaire des activités interdites, réglementées ou autorisées sera annexé au rapport détaillé.

VU pour être annexé à
mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 19 JAN 1984

POUR LE PRÉFET,
Commissaire de la République,
Le Secrétaire Général,

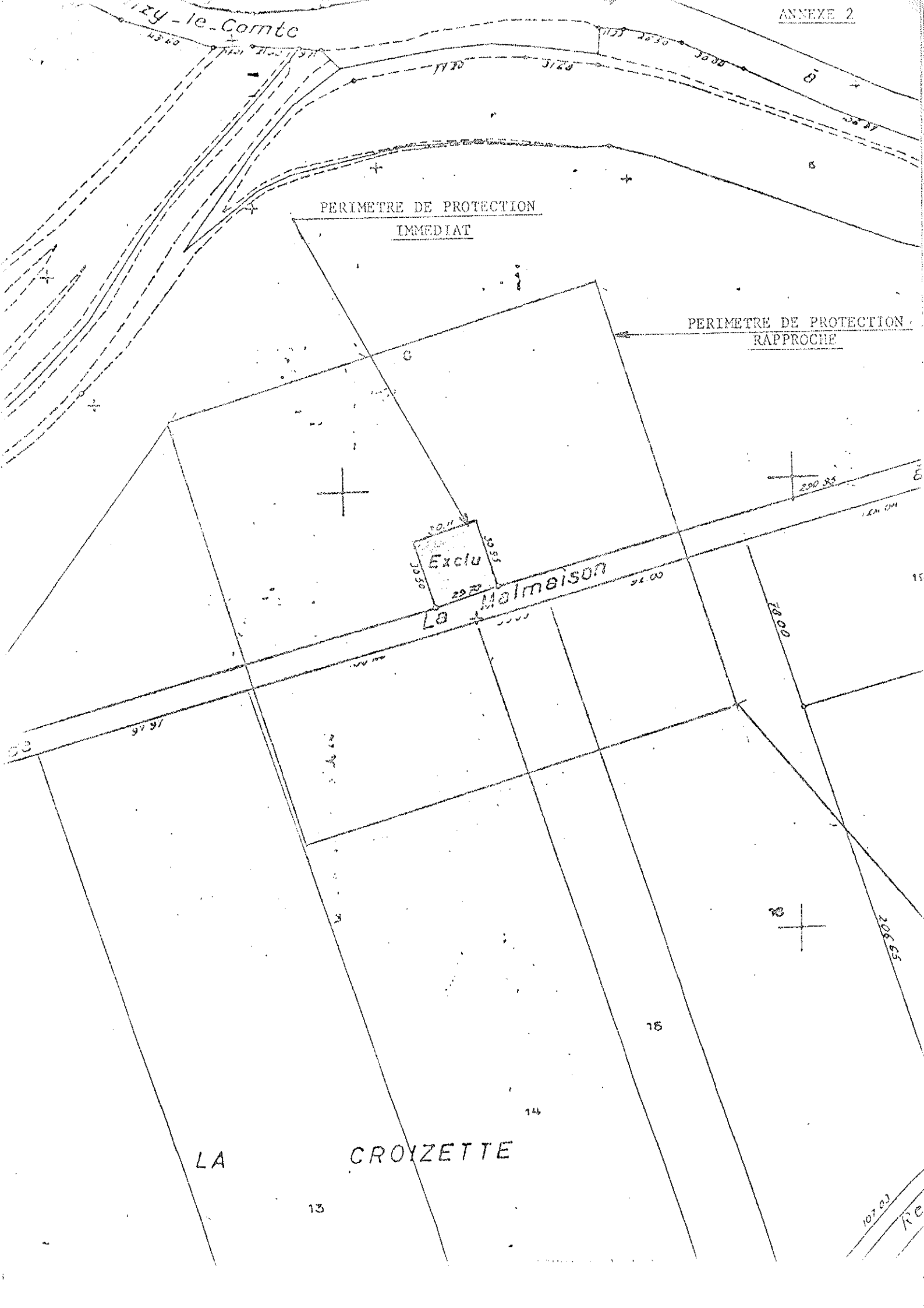
Philippe REY



VI) pour être annexé à
ce arrêté en date de ce jour
Nouville-Mézières, le 19 JAN 1984

~~POUR LE PRÉFET,
Commissaire de la République,
Le Secrétaire Général,~~

~~Philippe REY~~



VU pour être annexé à
mon arrêté en date de ce jour
Orléville-Mézières, le 19 JAN 1984

POUR LE PRÉFET,
Commissaire de la République,
Le Secrétaire Général,

Philippe REY

DEPARTEMENT DES ARDENNES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE

Forage d'Acy Romance

PERIMETRES DE PROTECTION

VU pour être annexé à
mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 19 JAN 1924

POUR LE PRÉFET,
Commissaire de la République,
Le Secrétaire Général.

Philippe REY

ETAT PARCELLAIRE

COMMUNE : ACY-ROMANCE

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastreale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	6	La Noue de Barue	Terre 1 Terre 2 Lande 2	7 05 60 2 35 20 21 40	22 836	- Mr PELLOT Georges époux LAMPSON et co-propriétaires (08) THUGNY-TRUGNY (28/02/28).	- PELLOT Georges, Fernand, né à THUGNY-TRUGNY (08) le 28 Février 1928, agriculteur, demeurant à THUGNY-TRUGNY (08) époux LAMPSON Marie Louise Georgette. - PELLOT Simone Marie Germaine née à THUGNY-TRUGNY (08) le 23 Janvier 1925, sans profession demeurant à ACY-ROMANCE (08) épouse PELLOT Pierre - PELLOT Georgette, Marie, Berthe, née à THUGNY-TRUGNY (08) le 24 Octobre 1926, sans profession, demeurant à SEMIDE (08) épouse LAMPSON Léon. - PELLOT Gérard, Jean, Adolphe né à THUGNY-TRUGNY (08) le 22 Avril 1930, agriculteur, demeurant à THUGNY-TRUGNY (08) époux LAMPSON Paule Marie.

ORIGINE DE PROPRIETE :

Remembrement : Procès verbal de clôture publié au Bureau des hypothèques de RETHEL le 03 Mars 1977 volume 1287 n° 40 lot 65.

.../...

ORIGINE DE PROPRIETE :

Remembrement : Procès verbal de clôture publié au Bureau des hypothèques de REIHEL le 03 Mars 1977 volume 1287 n° 40 lot 65.

.../...

COMMUNE : ACY-ROMANCE

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB (suite)	6						.../... - PELLOT Louise Marie Angèle, née à THIGNY-TRIGNY (08) le 16 Décembre 1932, agricultrice demeurant à SEMIDE (08) veuve LAMPSON Charles.

ORIGINE DE PROPRIETE :

COMMUNE : ACY-ROMANCE

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à prouver de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZC ZC	14 15	la Croizette	Terre 1 Terre 1	4 34 20 1 19 10	76 65 24 02	- Melle DUPONT Ghislaine Olga Alberte (Nue-pro- priétaire). - Mr DUPONT Robert Jacques époux JASPART Renée Louise Olga (usufruitier).	- DUPONT Ghislaine Olga Alberte née à ACY-ROMANCE (08) le 05 décembre 1961, propriétaire, demeurant à ACY-ROMANCE, céli- bataire majeure. <u>NUE-PROPRIETAIRE</u> - DUPONT Robert Jacques Désiré né à RETHEL (08) le 28 décem- bre 1925, agriculteur et son épouse JASPART Renée Louise Olga, née à RETHEL (08) le 27 Mars 1922, sans profession, demeurant ensemble à ACY- ROMANCE (08).

ORIGINE DE PROPRIETE :

Donation-partage : Acte reçu par Maître KALER notaire à RETHEL le 22 Mai 1978 publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 09 Juin 1978 volume 1342 n° 1
Antérieurement : Procès verbal de remembrement publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 03 Mars 1977 volume 1287 n° 40, Lot 30 pour la parcelle ZC 15 (propre à l'épouse) et lot 31 pour la parcelle ZC 14 communauté.

USUFRUITIERS

COMMUNE : ACY-ROMANCE

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastreale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZC	16	La Croizette	Terre 1	2 87 50	46 83	- Mme veuve LEBEGUE Albert née JASPART Jeanne Angèle Honorine (08) ACY-ROMANCE née le 23/06/08 - (08) ACY- ROMANCE	- JASPART Jeanne Angèle Honorine née à ACY-ROMANCE (08) le 23 Juin 1909, retraitée demeurant à ACY-ROMANCE (08) veuve LEBEGUE Albert Adrien.

ORIGINE DE PROPRIETE :

Remboursement : Procès verbal de clôture publié au Bureau des Hypothèques de
RETHIEL le 03 Mars 1977 volume 1287 n° 40 lot 47.

Direction des Relations avec les Collectivités Locales

BUREAU DES AFFAIRES COMMUNALES
ET DE L'ARRONDISSEMENT CHEF-LIEU

1er Bureau

ARRETE N° 84/402

PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
LE PROJET DE DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES
NECESSAIRES A L'ALIMENTATION DU POINT DE PRELEVEMENT D'EAU
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
DE AIRE, BALHAM, BLANZY, GOMONT
L'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION
IMMEDIATE, RAPPROCHEE ET ELOIGNEE,
L'INSTITUTION DES SERVITUDES SUR LES TERRAINS

Le PREFET, COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE
du DEPARTEMENT des ARDENNES

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité
publique ;

VU le Code Rural, article 113 sur la dérivation des
eaux non domaniales ;

VU le Code des Communes ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental ;

VU les articles L 20 et L 20-1 du Code de la Santé
Publique ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant ré-
forme de la publicité foncière et son décret d'application n°
55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 61-859 du 1er août 1961 portant ré-
glement d'administration publique pour l'application du cha-
pitre III du titre 1er du Livre 1er du Code de la Santé Publi-
que, relatif aux eaux potables, notamment les articles 3, 4-1
et 4-2 ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au
régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur
pollution, ensemble l'article 5 du décret n° 73-219 du 28 fé-
vrier 1973, portant application de ses articles 40 et 57 et
l'arrêté interministériel du 8 mars 1973 portant application
de l'article 7 dudit décret ;

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU le décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et unification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés, ainsi que les textes pris pour son application ;

VU le décret 76-432 du 14 mai 1976 modifiant le décret n° 59-701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique à la détermination des parcelles à exproprier et à l'arrêté de cessibilité et portant dispositions diverses pour l'application du titre III de la loi n° 75-1328 du 31 décembre 1975 ;

VU le décret 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection du captage ;

VU la délibération du Comité Syndical en date du 9 juillet 1982 par laquelle il :

- sollicite la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant le puits syndical (Commune de GOMONT), la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;

- prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

VU le rapport du Géologue agréé en date de septembre 1983 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 3 novembre 1983 ;

.../...

VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 27 février 1984 au 14 mars 1984 conformément à l'arrêté préfectoral en date du 8 février 1984 dans le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de AIRE, BALHAM, BLANZY, GOMONT ;

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire enquêteur est favorable ;

SUR les propositions de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et du Secrétaire Général des Ardennes,

ARRETE

Article 1er

Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des captages d'eaux destinées à l'alimentation humaine situés sur le territoire du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de AIRE, BALHAM, BLANZY, GOMONT ;

Article 2

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de AIRE, BALHAM, BLANZY, GOMONT est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par les points de prélèvements situés sur le territoire du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de AIRE, BALHAM, BLANZY, GOMONT.

Article 3

Le volume à prélever par pompage par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de AIRE, BALHAM, BLANZY, GOMONT ne pourra excéder 30 litres par seconde, ni 1500 mètres cubes par jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de AIRE, BALHAM, BLANZY, GOMONT devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture

Article 4

Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 9 juillet 1982, le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de AIRE, BALHAM, BLANZY, GOMONT devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de AIRE, BALHAM, BLANZY, GOMONT à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture.

Article 6

Conformément à l'article L.20 du Code de la Santé et en application des dispositions du décret n° 61.859 du 1er août 1961, modifié par le décret 67.1093 du 15 décembre 1967, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté.

Article 7

1. A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, propriété du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de AIRE, BALHAM, BLANZY, GOMONT et clôturé,

SONT INTERDITES : toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien de l'ouvrage ou liées au service des eaux.

2. A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée :

SONT INTERDITS :

- le forage de puits, la création de puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou pluviales, l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières ainsi que l'ouverture d'excavations autres que carrières (à ciel ouvert) et le remblaiement des excavations ou carrières existantes.

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées, de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature.

.../...

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

- l'épandage ou infiltration des lisiers ou d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges, et de même pour les eaux usées ménagères et vannes.

- le stockage des matières fermentescibles destinés à l'alimentation du bétail.

- le stockage des fumiers, engrais organiques ou chimiques et de tous les produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures.

- l'établissement d'étables ou de stabulations libres.

- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail.

- la création d'étangs.

- le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes.

SONT REGLEMENTES :

- l'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols.

- l'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures.

- le pacage des animaux.

- le défrichement.

- la construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.

3. A l'intérieur du périmètre de protection éloigné

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementées toutes les activités suivantes :

- le forage de puits.

- les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales.

- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières.

- l'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert).

- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes.

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées.

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature.

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges.

- l'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges.

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail.

- le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures.

- l'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols.

- l'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures.

- l'établissement d'étables ou de stabulations libres.

- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail.

- le défrichement.
- la création d'étangs.
- le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes.
- la construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.

Article 8

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 7 dans un délai maximum de 6 mois.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution.

Article 9

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par le géologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

.../...

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 10

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 6 la propriété désignée à l'état parcellaire annexé nécessaire à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Après leur acquisition en pleine propriété par la collectivité concernée, les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à sa diligence et à ses frais.

Le périmètre de protection rapprochée sera matérialisé sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, fera dresser procès-verbal des opérations.

Article 11

Le périmètre de protection rapprochée pour lequel les servitudes feront l'objet de la publication à la Conservation des hypothèques est représenté par le tableau annexé.

Article 12

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de AIRE, BALHAM, BLANZY, GOMONT est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Article 13

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de AIRE, BALHAM, BLANZY, GOMONT.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de AIRE, BAIHAM, BLANZY, GOMONT est chargé d'effectuer ces formalités.

Article 14

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Article 15

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique : le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 16

Le Secrétaire Général des Ardennes, le Président du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de AIRE, BALHAM, BLANZY, GOMONT, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture, l'Ingénieur en Chef des Mines, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Ardennes.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 4 JUIN 1934

Pour ampliation,

Pour le Commissaire de la République
et par délégation

L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau

Vas FAEG

POUR LE PREFET,
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
le Secrétaire Général

Philippe REY

SYNDICAT DE AIRE
PERIMETRE ELOIGNE



SECTION

LA VOYE DU

LE MONTE D'OR

Neufchâteau-sur-Aire

périmètre rapproché

D 986
glissière de sécurité à installer
LES CROTES

Chemin

périmètre immédiat
captage

Château

Voie

Chemin

LES AVERGÈRES

SYNDICAT DE AIRE
CAPTAGE DE GOMONT

PERIMETRES DE PROTECTION
IMMEDIATE ET RAPPROCHEE

ISNE

Environ 1:2000

PÉRIMÈTRES DE PROTECTION

Réglementation et tableau des prescriptions

En application de l'article 7 de la loi n° 64 - 1245 du 16/12/1964, du décret n° 67 - 1093 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du 16/12/1968.

- 1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
- 2 - A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

DEFINITION DES ACTIVITES	(A = interdites X (B = réglementées		(ni interdites + (ni réglementées		Périmètre rapproché		Périmètre éloigné	
					activités existantes	activités futures	activités existantes	activités futures
	A	B	A	B	A	B	A	B
1 - Le forage de puits	X		X					X
2 - Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales	X		X					X
3 - L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X		X					X
4 - L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)	X		X					X
5 - Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes	X		X					X
6 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de débris, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X		X					X
7 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées	X		X					X
8 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux	X		X					X
9 - Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature	X		X					X
10 - L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau	X		X					X
11 - L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges	X		X					X
12 - L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges	X		X					X
13 - Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail	X		X					X
14 - Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	X		X					X
15 - L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols		X		X				X
16 - L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures		X		X				X
17 - L'établissement d'étables ou de stabulations libres	X		X					X
18 - Le pacage des animaux		X		X				X
19 - L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail	X		X					X
20 - Le défrichement		X		X				X
21 - La création d'étangs	X		X					X
22 - Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes	X		X					X
23 - La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X		X				X

La commune veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés à la Direction Départementale de l'Agriculture, toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

N.B. : Cet inventaire des activités interdites et réglementées sera annexé au rapport d'entretien.

Date : 9/09/83

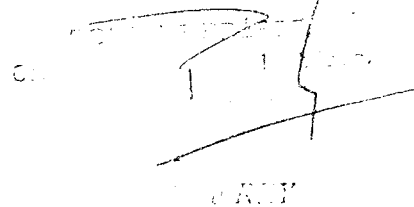
L'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène pub.

DEPARTEMENT DES ARDENNES
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE

COMMUNE DE GOMONT

PERIMETRES DE PROTECTION

VU pour être annexé à
mon arrêté en date du 20/05/1924
Charleville-Mézières, le 20/05/1924


J. RAY

ETAT PARCELLAIRE

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastre en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	42	Le Mont d'Or	T	5920	3120	LINGUET Pierre époux DUGUET 08 GOMONT né à GOMONT le 28-04-35. Mme LINGUET née DUGUET Claudine Gabrielle née à SAINT GERMAINMONT le 16-02-40.	- LINGUET Pierre, né à GOMONT (Ardennes) le 28 Avril 1935, agriculteur, et son épouse - DUGUET Claudine Gabrielle, née à SAINT GERMAINMONT (Ardennes) le 16 Février 1940, sans profession, demeurant ensemble à GOMONT (Ardennes).

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Acquisition : Acte reçu par Maître MARCHAND notaire à CHATEAU-PORCLEN le 03 Septembre 1982, Publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 14 Septembre 1982 volume 1561 n° 31.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastre en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	46	Le Mont d'Or	T	2340	2340	- M. SIMON Gilbert époux GERARD 20, rue Warnier à REIMS né le 25-12-25.	- SIMON Gilbert Marcel, né à SAINT DENIS (Seine Saint Denis) le 25 Décembre 1925, négociant, demeurant à REIMS (Marne) 20 rue Warnier, époux GERARD Odile Lucile

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Remembrement : Procès-verbal de clôture publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 1er Mars 1971 volume 1078 n° 8 lot 160.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	87	Les Croyes	BT	425	425	M. LINGUET Jean Baptiste Jules époux COTRELLE à 08 GOMONT, né à GOMONT le 09- 05-05 (succession) Mme LINGUET née COTRELLE Yvonne Ludivine née à GOMONT le 07-11-09	- COTRELLE Yvonne Ludivine née à GOMONT (Ardennes) le 07 No- vembre 1909, sans profession, demeurant à GOMONT (Ardennes) veuve en uniques noces de LIN- GUET Jean Baptiste Jules.
ZB	91	"	BT	766	766		
ZB	96	"	BT	920	548		
ZB	97	"	T	753	753		
ZB	98	"	BT	95	95		- LINGUET Henri Albert, né à GOMONT (Ardennes) le 18 Mai 1933, chauffeur, demeurant à SAULT les RETHEL (Ardennes) 17 rue Berlioz, époux FOURNEL Simone, Olivia.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Succession : Attestation de propriété dressée par Maître FERRY notaire à ASFELD
le 23 Avril 1983, publiée au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 1er Juin 1983
volume 1587 n° 13, après le décès survenu à GOMONT le 16 Août 1982 de LINGUET Jean
Baptiste Jules.

.../...

.../...

- LINGUET Pierre, né à GOMONT
(Ardennes) le 28 Avril 1935,
agriculteur, demeurant à GO-
MONT (Ardennes) époux DUGUET
Claudine, Gabrielle.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastreale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB (suite)	87						- LINGUET Nicole Jeanne, née à GOMONT (Ardennes) le 09 Janvier 1937, sans profession, demeurant à SEDAN (Ardennes) Avenue Kennedy, Bloc Solitaire, épouse FOURNEL Roger Georges. - LINGUET Louis, né à GOMONT (Ardennes) le 20 Avril 1942, programmeur, demeurant LES ULIS (Essonne) 27 avenue des Caussees époux BENIN Mâna Stéphanie. - LINGUET Lucette Yvonne, née à

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Antérieurement : Communauté LINGUET-COTRELLÉ :
- Parcelle ZB 87 : Acquisition : Acte reçu par Maître FERRY notaire susnommé le 20 Février 1979, publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 09 Mars 1979 volume 1374 n° 24.
- Parcelles ZB 91-96-97-98 :
- Partie : Procès-verbal d'adjudication sous condition suspensive dressé par Maître TRECA notaire à GOMONT le 28 Octobre 1953, transcrit au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 1er Février 1954

.../...

.../...

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB (suite)	87						- LINGUET Anne-Marie, née à GOMONT (Ardennes) le 13 Janvier 1950, infirmière, demeurant à CHELLES (Seine et Marne) 7, rue Victor Hugo, épouse CROUET Yves André Rémy.

ORIGINE DE PROPRIETE :

volume 659 n° 27.

Réalisation de la condition suspensive : Acte reçu par Maître DUBART notaire à GOMONT le 15 Juillet 1959, publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 21 Septembre 1959 volume 779 n° 47.

- Surplus : Antérieur au 1er Janvier 1956.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastreale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	43	Le Mont d'Or	VE.T	2370	1332	FROMENTIN Michel époux COURMONT - C.E.S. 51 BAZANCOURT né à SAINT LOUP en CHAMPAGNE le 07-04-32.	FROMENTIN Michel René Auguste, né à SAINT LOUP en CHAMPAGNE (Ardennes) le 07 Avril 1932, propriétaire, demeurant à BAZANCOURT (Marne) CES, époux COURMONT Jeannine, Elise, Henriette.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Remembrement : Procès-verbal de clôture publié au Bureau des Hypothèques de RETHIEL le 1er Mars 1971 volume 1073 n° 8 lot 85.
- Succession : Attestation de propriété dressée par Maître FERRY notaire à ASPIELD le 28 novembre 1975, publiée au Bureau des Hypothèques de RETHIEL le 07 Janvier 1976 volume 1238 n° 33.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastreale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	44	Le Mont d'Or	T	1070	1070	- Melle FROMENTIN Annick Suzanne, à 08 GOMONT née à RETHEL le 20-05-58.	- FROMENTIN Annick Suzanne Mariée née à RETHEL (Ardennes) le 20 Mai 1958, sans profession, demeurant à GOMONT (Ardennes) rue Culot, épouse BAUDESSON Bruno Georges.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Acquisition : Acte reçu par Maître FERRY notaire à ASFELD le 17 Février 1973, publié au bureau des Hypothèques de RETHEL le 21 Mars 1973 volume 1142 n° 3.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastreale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	45	Le Mont d'Or	T	430	430	- DEMOULIN Roland Alexandre Léon, à 08 GOMONT né à GOMONT le 29-09-22 (succession) - Mme veuve DEMOULIN née MAYER Marcelle Lucienne à 08 GOMONT née à SAINT GERMAINMONT le 14-09-26.	- MAYER Marcelle Lucienne, née à SAINT GERMAINMONT (Ardennes) le 14 Septembre 1926, sans profession, demeurant à GOMONT (Ardennes) veuve en uniques noces de DEMOULIN Roland Alexandre Léon.
							- DEMOULIN Christian Léon, né à SAINT GERMAINMONT (Ardennes) le 26 Mai 1945, gardien de la Paix, demeurant à CORMEILLES en PARISIS (Val d'Oise) 4, rue

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Succession : Attestation de propriété dressée par Maître FERRY notaire à ASFELD le 09 Mars 1979 publiée au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 04 Avril 1979 volume 1377 n° 19 après le décès de Monsieur DEMOULIN Roland Alexandre Léon survenu à REIMS le 31 Mars 1978.
- Antérieurement : communauté DEMOULIN - MAYER - Remembrement : Procès-verbal de clôture publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 1er Mars 1971 volume 1078 n° 8 compte 53.

- DEMOULIN Christian Léon, né à SAINT GERMAINMONT (Ardennes) le 26 Mai 1945, gardien de la Paix, demeurant à CORMEILLES en PARISIS (Val d'Oise) 4, rue Thibaut Chabraud, époux VITRY Suzanne Thérèse, Michèle.

- DEMOULIN Patrice Lucien, né à SAINT GERMAINMONT (Ardennes) le 13 Mars 1953, maçon, demeurant à HERPY (Ardennes) époux GOBERT Yvette Marie Marianne.

.../...

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
7B (suite)	45						- DEMOULIN Michel Denis, né à SAINT GERMAINMONT (Ardennes) le 20 Octobre 1954, ouvrier d' entretien, demeurant à BLANZY (Ardennes) époux COURTOIS Yolande. - DEMOULIN Pascal Roland, né à SAINT GERMAINMONT (Ardennes) le 13 Janvier 1959, maçon, demeu- rant à GOMONT (Ardennes) céli- bataire majeur.

ORIGINE DE PROPRIETE :

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	49	Le Mont d'Or	T	6700	3536	- M. CHARLIER Henri-époux HESTEAU - 08 GOMONT né à GOMONT le 09-02-22.	- CHARLIER Henri, né à GOMONT (Ardennes) le 09 Février 1922, Agriculteur, demeurant à GOMONT (Ardennes) époux HESTEAU Claude Renée Marie.
ZB	125	Les Croyes	T	580	580		

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Remembrement : Procès-verbal de clôture publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le
1er Mars 1971 volume 1078 n° 8 lot 36.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	50	Le Mont d'Or	P	530	530	COMMUNE DE GOMONT	- COMMUNE DE GOMONT, ayant son siège à la Mairie de GOMONT (Ardennes) représenté par son Maire.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Acquisition : Acte Administratif du 15 Avril 1976, publié au Bureau des Hypothèques de RETHIEL le 29 Juillet 1976 volume 1263 n° 19.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastreale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	51	La Voye du Bois	T	4200	2414	- M. NIVARD Charles Abel époux BLONDELLE à 08 GOMONT né à RETHEL le 01-09-35.	NIVARD Charles Abel, né à RETHEL (Ardennes) le 1er septembre 1936, propriétaire, et son épouse,
ZB	95	Les Croyes	BT	1749	1749	- Mme NIVARD née BLONDELLE Yvonne Georgette à GOMONT, née à SAINT GERMAINMONT le 28-09-47.	BLONDELLE Yvonne Georgette, née à SAINT GERMAINMONT (Ardennes) le 28 Septembre 1947, sans profession, demeurant ensemble à GOMONT (Ardennes).
ZB	126	"	BT	926	926		
ZB	127	"	BT	677	677		

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Parcelle ZB 51 : Acquisition : Acte reçu par Maître FERRY notaire à ASFELD le 15 Juillet 1976, publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 15 Septembre 1976 volume 1268 n° 13.
- Parcelle ZB 95 : Acquisition : Procès-verbal d'adjudication dressé par Maître WARIN notaire à CHATEAUPORTIEN le 23 Mars 1972, publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 18 Mai 1972 volume 1113 n° 14.

.../...

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E					LISTE DES PROPRIETAIRES		
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB (suite)	51						

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Parcelle ZB 126 : Acquisition : Acte reçu par Maître WARIN notaire susnommé le 19 Mars 1974, publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 28 Mars 1974 volume 1175 n° 48.
- Parcelle ZB 217 : Acquisition : Acte reçu par Maître FERRY notaire susnommé le 28 Mars 1973, publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 12 Septembre 1973 volume 1158 n° 4.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastre en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZR	52	La Voie du BOIS	T	16180	3196	M. NIVARD Jean Auguste Léon, époux DEQUET à 08 GOMONT né à GOMONT le 28 08-02 (succession)	- DEQUET Joséphine Marie Lucie, née à GOMONT (Ardennes) le 15 Octobre 1097, retraité, demeu- rant à GOMONT, (ardennes) veuve en uniques noces de NIVARD Jean Auguste Léon.
ZB	112	Les Croyes	BT	71	71		- NIVARD Denise Charlotte, née à GOMONT (Ardennes) le 25 Février 1929, sans profession, demeurant à GOMONT (Ardennes) épouse DELABRE Robert.
ZB	117	"	BT	21	21	Mme veuve NIVARD née DEQUET Joséphine Marie Lucie, née à GOMONT le 15- 10-07.	
ZC	116	Les Aver- gères.	P	17260	10302		

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Succession : Attestation de propriété dressée par Maître DUBART notaire à GOMONT le 20 Octobre 1979, publiée au Bureau des Hypothèques de REITHI, le 04 Décembre 1979 Volume 1407 n° 3, après le décès de Monsieur NIVARD Jean Auguste Léon survenu le 16 juin 1979..

- NIVARD Thérèse Jeanne, Augustine, née à GOMONT (Ardennes) le 02 Octobre 1933, sans profession, demeurant à GOMONT (Ardennes) épouse RICHARD Daniel Henri.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB (suite)	52						- NIVARD Charles Abel, né à RETHEL (Ardennes) le 1er Septem- bre 1936, propriétaire, demeu- rant à GOMONT (Ardennes) époux BLONDELLE Yvonne, Georgette. - NIVARD Pierre Edmond, né à RETHEL (Ardennes) le 1er Septem- bre 1936, propriétaire, demeu- rant à GOMONT (Ardennes) époux LAMBINET Colette.

ORIGINE DE PROPRIETE :

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastreale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	88	Les Croyes	BT	424	424	M. NIVARD Raymond à GOMONT né à GOMONT le 13-05-05, et Mme NIVARD née DESSAIN Germaine Fernande née à BANOONT RECOURANCE le 16-10-10. (succession)	- NIVARD Raymond Pierre Ovide né à GOMONT (Ardennes) le 13 Mai 1905, retraité, demeurant à GOMONT (Ardennes) veuf en uniques noces de DESSAIN Geneviève Fernande. - NIVARD Jean Marie, né à GOMONT (Ardennes) le 23 Mars 1935, militaire de la Gendarmerie, demeurant à REIMS (Marne) 27 boulevard Robespierre, époux MARTIN Jacqueline.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Succession : Attestation de propriété dressée par Maître FERRY notaire à ASTELD le 16 Juillet 1979, publiée au Bureau des Hypothèques de REIMEL le 06 Septembre 1979 volume 1395 n° 6. , après le décès survenu à REIMS le 16 Juin 1978 de DESSAIN Geneviève Fernande.

.../...

.../...

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB (suite)	89						- NIVARD Michèle, née à GOMONT (Ardennes) le 07 Juin 1939, sans profession, demeurant à SAULT les RETHEL (Ardennes) 3, rue de la Cité, épouse HUCHARD Yanick Clément. - NIVARD Gérard, né à BUSSY (Cher) le 30 Décembre 1940, employé EGF, demeurant à PRIX les MEZIERES (Ardennes) 6, rue Mignolet, époux GERARD Maryvonne.

ORIGINE DE PROPRIETE :

Antérieurement : Communauté NIVARD - DESSAIN :

- Acquisition : Acte reçu par Maître DANSETTE notaire à GOMONT le 14 Février 1950, transcrit au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 19 Mai 1950 volume 592 n° 48.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
2B	89	Les Croyes	BT	455	455	Mme veuve VARLET Honoré née HENNA Marguerite à 08 GOMONT (succession) propriétaire Mme RIEU Jean née SOGNIART Andrée Marie, 20 rue Gustave Lambert à GARCHES (92) née le 28-07-27.	- Propriétaire inconnu. Article 82 du décret n° 55-1350 du 14 Octobre 1955.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Antérieure au 1er Janvier 1956.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	90	Les Croyes	BT	463	463	M. FRANGVILLE Léon époux CANART (succession) 08 - HERPY	- propriétaire inconnu Application de l'article 82 du décret n° 55-1350 du 14 Octobre 1955.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Antérieure au 1er Janvier 1956.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	92	Les Croyes	BT	147	147	M. FOSSIER André Marcel époux VUILMET à 08 GOMONT né à SISSONNE le 04-12-30 Mme FOSSIER née VUILMET Lucienne Hélène Marie née à LA ROMAGNE le 17-03-35.	- FOSSIER André Marcel, né à SISSONNE (Aisne) le 04 Décembre 1930, propriétaire, et son épouse - VUILMET Lucienne Hélène Marie née à LA ROMAGNE (Ardennes) le 17 Mars 1935, sans profession, demeurant ensemble à GOMONT (Ardennes).

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Acquisition : Acte reçu par Maître EOUARD le 17 Mai 1975, publié au Bureau
des Hypothèques de RETHEL le 16 Juillet 1975 volume 1222 n°25.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZR	93	Les Croyes	BT	150	150	M.FOISSIER Jean Baptiste époux GOMONT (succession) à GOMONT	- propriétaire inconnu. Application de l'article 82 du décret n° 55-1350 du 14 Octobre 1955.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Antériorité au 1er Janvier 1956.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastreale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	94	Les Croyes	BT	793	793	-M. VILAIN Lucien Marc époux PARDONCHE - 16 rue Ruinar de Brimont à REIMS né à GOMONT le 30-01-40 N.P.	- MAQUIN Marie Louise, née à GOMONT (Ardennes) le 17 Octobre 1919, sans profession, demeu- rant à GOMONT (Ardennes) veuve en uniques nocces de VILAIN Lucien Ovide.
ZB	105	"	BT	382	382	Mme COLLIN Francis née VILLAIN Françoise Marie Antoinette 25, rue de la Clairière à CHARLEVILLE MEZIERES née à GOMONT le 11-08-47 - N.P. Par Mme veuve VILLAIN Lucien née MAQUIN Marie Louise née à GOMONT le 17-10-19 (Usuf).	- VILAIN Lucien Marc, né à GOMONT (Ardennes) le 30 Janvier 1940, menuisier-charpentier, demeurant à REIMS (Marne) 16 rue Ruinar de Brimont, époux PARDONCHE Christiane, Andrée.
ZC	90	Les Aver- gères	P	16140	9870		- VILAIN Françoise Marie Antoi- nette, née à GOMONT (Ardennes) le 11 Août 1947, sans profes- sion, demeurant à CHARLEVILLE MEZIERES (Ardennes) 25, rue Clairière, épouse COLLIN Francis Rolland.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Succession : Attestation de propriété dressée par Maître DUBART notaire à GOMONT le 21 Avril 1979, publiés au Bureau des Hypothèques de REIMEL le 15 Juin 1979 volume 1386 n° 7 après le décès survenu à REIMS le 20 Juillet 1978 de M. VILAIN Lucien Ovide.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	99	Les Groyes	BT	117	117	M. NIVARD Pierre Edmond epoux LAMBINET à 08 GOMONT né à RETHIEL le 01- 09-36	- NIVARD Pierre Edmond, né à RETHIEL (Ardennes) le 1er sep- tembre 1936, propriétaire, et son épouse,
ZB	101	"	T	2475	2475		
ZB	102	"	T	205	205		
ZB	103	"	T	14530	6597	Mme NIVARD née LAMBINET Colette Jeannine née à TAGNON le 05-06-34.	- LAMBINET Colette Jeannine, née à TAGNON (Ardennes) le 05 Juin 1934, sans profession, demeu- rant ensemble à GOMONT (Ardennes)
ZB	107	"	BT	91	91		

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Parcelles ZB 99-101-107 : Acquisition : Acte reçu par Maître FERRY notaire à ASFELD le 09 Décembre 1974, publié au Bureau des Hypothèques de RETHIEL le 18 Décembre 1974 volume 1199 n°47.
- Parcelle ZB 102 : Acquisition : Acte reçu par Maître FERRY notaire susnommé le 09 Décembre 1974, publié au Bureau des Hypothèques de RETHIEL le 18 Décembre 1974 volume 1199 n° 48.
- Parcelle ZB 103 : Acquisition : Acte reçu par Maître DUBART notaire à GOMONT le 28 Juin 1971, publié au Bureau des Hypothèques de RETHIEL le 03 Août 1971 volume 1030 n° 21.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m ²	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m ²	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	100	Les Croyes	BT	107	107	M. VILAIN Jacques Ovide René époux GOSSE à PARIGNY RESSON, né à GOMONT le 05- 03-21 et	- VILAIN Jacques Ovide Rêmi, né à GOMONT (Ardennes) le 05 Mars 1921, propriétaire, demeurant à PARIGNY-RESSON (Ardennes) époux GOSSE Thérèse Emilienne.
ZB	104	"	BT	843	843	M. VILAIN Pierre Victor Roger époux RAISON, à 21 LACANCHE, né à GOMONT le 11-06-23.	- VILAIN Pierre Victor Roger, né à GOMONT (Ardennes) le 11 Juin 1923, propriétaire, demeu- rant à LACANCHE (Côte d'Or) époux RAISON.
ZB	108	"	BT	97	97		

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Donation- Partage : Acte reçu par Maître KALER notaire à RETHEL le 21 Novembre 1972, publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 19 Décembre 1972 volume 1131 n° 21.
- Réserve d'usufruit partiel au profit de Madame ALLIAUME donatrice éteinte suite à son décès survenu depuis.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	106	Les Croyes	BT	205	205	M. BERTRAND Jean époux PAUTHIER à GOMONT. et co-proprétaire.	- propriétaire inconnu. Application de l'article 82 du décret n° 55-1350 du 14 Octobre 1955.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Antérieure au 1er Janvier 1956.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastreale en m2	Surface à grever (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	109	Les Croyes	BT	179	179	M. BREBANT Roger à OS GOMONT (succession) Mme veuve BREBANT née ALLART Mireille à OS GOMONT	- ALLART Mireille Eugénie, née à GOMONT (Ardennes) le 15 novembre 1928, sans profession, demeurant à GOMONT (Ardennes) veuve en uniques noces de BREBANT Roger François. - BREBANT Josette Irène Henriette, née à GOMONT (Ardennes) le 10 Avril 1948, sans profession demeurant à BLANZY (Ardennes) épouse LECAMP Jackie Marc.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Succession : Attestation de propriété dressée par Maître PUBART notaire à GOMONT le 20 Janvier 1968, publiée au Bureau des Hypothèques de RETHIEL le 04 Avril 1968 volume 999 n° 32, après le décès survenu à GOMONT le 14 Septembre 1966 de M. BREBANT Roger François Victor.

- BREBANT Lydie Annie, née à GOMONT (Ardennes) le 16 Février 1952, sans profession, demeurant à GOMONT (Ardennes) épouse DERVIN Joël Paul.

.../...

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E					LISTE DES PROPRIETAIRES		
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB (suite)	109						

ORIGINE DE PROPRIETE :

Antériorité - Communauté des Epoux BREBANT-ALLART :

- Acquisition : Procès-verbal d'adjudication judiciaire dressé par Maître DUBART notaire susnommé
le 18 Novembre 1961 publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL, le 29 Mai 1962 volume 851 n° 17.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	110	Les Croyes	BT	144	144	M. THOMAS Arthur époux GLATIGNY - 08 GOMONT	propriétaire inconnu Article 82 du décret n° 55-1350 du 14 Octobre 1955.

ORIGINE DE PROPRIETE :

Antérieure au 1er Janvier 1956.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastreale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	111	Les Croyes	BT	361	361	M. LACAILLE Désiré Auguste époux PAQUIS à GOMONT n° à GOMONT le 23-04-05 (succession) Mme veuve LACAILLE née PAQUIS Gisèle Raymonde née à FRESNE les REIMS le 27-04-33.	- BLONDELLE Georges Arsène, n° à BUSSY (Cher) le 16 Juin 1942, employé agricole, et son épouse -COURTOIS Agnès, Marguerite, née à RETHEL (ARDENNES) le 11 Avril 1951 sans profession, demeurant ensemble à GOMONT (Ardenes).

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Parcelle ZB 111 : Acquisition : Acte reçu par Maître VERRY notaire à ASFELD le 12 Juillet 1973, publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 05 Septembre 1973 volume 1157 n° 17.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	113	Les Croyes	BT	203	203	M. ETIENNE Léopold à OS GOMONT (succession).	- propriétaire inconnu. Application de l'article 82 du décret n° 55-1350 du 14 Octobre 1955.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Antériorité au 1er Janvier 1956.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	114	Les Croyes	BT	31	31	M. MARTIN Fernand, époux TELLIER à 08 GOMONT, et Mme née TELLIER Odette Jeanne née à GOMONT le 08-08-20.	- TELLIER Odette Jeanne, née à GOMONT (Ardennes) le 08 Août 1920, sans profession, demeu- rant à GOMONT (Ardennes) épouse MARTIN Fernand Antoine Philippe

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Antérieure au 1er Janvier 1956.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	115	Les Croyes	BT	106	106	M. RAVIN époux VARLET 34, rue Marcel Sembat 93 SAINT DENIS	- propriétaire inconnu. Application de l'article 82 du décret n° 55-1350 du 14 Octobre 1955.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Antérieure au 1er Janvier 1956.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	116	Les Croyes	BT	144	144	ROUSSEAU Edouard Alphonse époux EVRARD à OS GOMONT	- ROUSSEAU Edouard Alphonse, né à GOMONT (Ardennes) le 29 décem- bre 1920, ouvrier, demeurant à GOMONT (Ardennes) époux EVRARD Suzanne Geneviève.
ZB	118	"	BT	214	214		

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Antérieure au 1er Janvier 1956.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	119	Les Croyes	Taillis	637	637	Syndicat Intercommunal de Distribution d'Eau Potable d'AIRE - BALHAM - BLANZY - GOMONT à 09 BALHAM.	- SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE DE AIRE, BALHAM, BLANZY, ayant son siège à la Mairie de BALHAM (Ardennes) Représenté par son Président.
ZB	120	"	peu- pliers	183	183		
ZB	122	"	"	207	207		

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Antérieur au 1er Janvier 1956.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	123	Les Croyes	BT	534	534	M. BLONDELLE Georges Arsène épouse époux COURTOIS à St GERMAINMONT né à BUSSY le 16-06-42.	- BLONDELLE Georges Arsène né à BUSSY (Cher) le 16 Juin 1942, employé agricole, demeurant à GOMONT (Ardennes) époux COURTOIS Agnès Marguerite.
ZB	285	"	BT	1280	935		

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Acquisition : Procès-verbal d'adjudication dressé par Maître FERRY notaire à ASFELD le 25 Septembre 1965, publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 02 Décembre 1965 volume 936 n° 59

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastreale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	124	Les Croyes	BT	298	298	FOSSIER Henri Charles à 08 - GOMONT né à WITRY les REIMS le 11-06-10. Mme FOSSIER née THIONVILLE à GOMONT (Ardennes) veuf en uniques noces de THIONVILLE LOUP CHAMPAGNE le 07-03-06.	- FOSSIER Henri Charles, né à WITRY les REIMS (Marne) le 11 Juin 1910, retraité, demeurant à GOMONT (Ardennes) veuf en uniques noces de THIONVILLE Clara, Marthe.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Succession : Attestation de propriété dressée par Maître WARIN notaire à CHATEAU-PORCIEN le 29 Juin 1971 publiée au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 03 Août 1972 volume 1119 n° 53, après le décès survenu le 21 Septembre 1971 de Madame THIONVILLE Clara Marthe.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (Périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB	280	Le Mont d'Or	T	40	40	DEMOULIN Marcel Georges époux LA MOTTE - 08 BLANZY né le 27-02-20 (et co-proprétaire)	- DEMOULIN Marcel Georges Paul, né à GOMONT (Ardennes) le 27 Février 1920, ouvrier agricole demeurant à BLANZY (Ardennes) époux LAMOTTE Anne-Marie Claire - DEMOULIN Léone Marie Adèle née à GOMONT (Ardennes) le 16 Août 1921, sans profession, demeurant à AZINCOURT (Pas de Calais) épouse COUSIN Etienne Jules.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Du Chef de M. DEMOULIN Marcel et Mme COUSIN - DEMOULIN Léone pour 1/3 indivis chacun.
- Procès verbal de remembrement du 1er Mars 1971, publié au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 1er Mars 1971 volume 1078 n° 8.
- Du Chef de Madame veuve DEMOULIN - MAYER et Messieurs DEMOULIN Christian Patrice Michel Pascal pour 1/3 :
- Succession : Attestation de propriété dressée par Maître FERRY notaire à ASFELD le

- MAYER Marcelle Lucienne, née à SAINT GERMAINMONT (Ardennes) le 14 Septembre 1926, sans profession demeurant à GOMONT (Ardennes) veuve en uniques noces de DEMOULIN Roland Alexandre Léon.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N°	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m ²	Surface à grever de servitude (périmètre rapproché) en m ²	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZB (suite)	280						- DEMOULIN Christian Léon, né à SAINT GERMAINMONT (Ardennes) le 26 Mai 1945, gardien de la Paix demeurant à CORMELLES en PARISIS (Val d'Oise) 4, rue Thibaut Chabrant, époux VITRY Suzanne Thérèse Michèle. - DEMOULIN Patrice Lucien, né à SAINT GERMAINMONT (Ardennes) le 13 Mars 1953, maçon, demeurant à HIRPY (Ardennes) époux GOBERT Yvette, Marie, Marianne. - DEMOULIN Michel Denis, né à SAINT GERMAINMONT (Ardennes) le 20 Octobre 1954, ouvrier d'entretien, demeurant à BLANZY (Ardennes) époux COURTOIS Yolande. - DEMOULIN Pascal Roland, né à SAINT GERMAINMONT (Ardennes) le 13 Janvier 1959, maçon, demeurant à GOMONT (Ardennes) célibataire majeur.

ORIGINE DE PROPRIETE :

le 09 Mars 1979, publiée au Bureau des Hypothèques de RETHEL le 04 Avril 1979 volume 1377 n° 19 après le décès survenu à REIMS le 31 Mars 1978 de M. DEMOULIN Roland.

COMMUNE : GOMONT

C A D A S T R E						LISTE DES PROPRIETAIRES	
Section	N° Parcelle	Lieudit	Nature	Contenance Cadastrale en m2	Surface à grever de servitude (périmètre rapproché) en m2	Inscrits à la matrice cadastrale	Réels ou présumés tels
ZC	16	La Nau	P	68040	4956	Melle CHARLIER Suzanne à OS GOMONT	- CHARLIER Suzanne, née à GO- MONT (Ardennes) le 16 Août 1928 sans profession, demeurant à GOMONT (Ardennes) célibataire majeure.

ORIGINE DE PROPRIETE :

- Remembrement : Procès-verbal de clôture du 1er Mars 1971, publié au Bureau des Hypothèques
de RETHEL le 1er Mars 1971 volume 1078 n° 8 lot 40.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

*

Les Communes d'AIRE, BALHAM, BLANZY et GOMONT, regroupées en Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable, sont situées dans le canton d'ASFELD, à l'Ouest de RETHEL.

Le captage est situé sur le territoire de la Commune de GOMONT,
à la limite de la plaine alluviale de l'Aisne et en contre-bas du CD 326,
au point de coordonnées LAMBERT :

X	=	732,6
Y	=	202,0
Z	=	73,0

Son numéro de classement national est : 85-7-8

Le puits, profond de 13,60 m, capte la nappe de la craie du Coniacien supérieur et moyen ainsi que les alluvions anciennes de l'Aisne. Il peut fournir un débit de 75 m³/h et est équipé de pompes immergées donnant 28 m³/h.



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Délégation territoriale des Ardennes
de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est

*Pôle Environnement, Promotion de la
Santé et Sécurité*

ARRETE PREFECTORAL N° 2021 - 303

PORTANT SUR

1- DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :

- DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX
- DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

**2- AUTORISATION D'UTILISER DE L'EAU EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE
POUR LA PRODUCTION, LA DISTRIBUTION PAR UN RESEAU PUBLIC OU PRIVE**

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

CONCERNANT

La communauté de communes du Pays Rethélois

Captages du Petit Villain (Codes miniers : BSS000HLJP ou 01091X0017, BSS000HLJR ou 01091X0019)

Situés sur la commune d'Acy-Romance

Le Préfet des Ardennes,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R. 1321-63 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

Vu le code minier et notamment les articles L.411-1 à L.411-3

Vu le code de l'expropriation ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2014 établissant le programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Champagne-Ardenne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-533 du 31 août 2020, portant ouverture conjointe d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire sur le projet de création des périmètres de protection des captages (codes miniers : 01091X0017 - BSS000HLJP, 01091X0019-BSSHLJR) destinés à l'alimentation en eau de consommation humaine de la commune de Rethel;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021/132 du 12 mars 2021 portant délégation de signature à Monsieur Christian VEDELAGO, secrétaire général de la Préfecture des Ardennes ;

Vu le dossier de demande de régularisation au titre du code de l'environnement, déposé le 14 août 2013 sous le numéro d'enregistrement 08-2013-00043 impliquant, en application des articles L. 214-6 et R. 214-53 de ce code, l'autorisation de prélèvement pour un débit supérieur ou égal à 200000 m³/an ;

Vu la délibération n° 179/2018 du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays Rethélois, en date du 15 novembre 2018, par laquelle cette collectivité sollicite la déclaration d'utilité publique de l'établissement des périmètres de protection des captages situés sur les territoires communaux d'Acy-Romance et de Sault-lès-Rethel;

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 31 juillet 2017 ;

Vu les résultats des enquêtes publique et parcellaire qui se sont déroulées du 22 septembre au 13 octobre 2020 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur déposés le 4 novembre 2020 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Ardennes, en date du 6 avril 2021 ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Rethel, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés :

- par l'avis sanitaire favorable de l'hydrogéologue agréé en date du 31 juillet 2017,
- par l'avis favorable assorti de réserves du commissaire-enquêteur en date du 4 novembre 2020 émis à la suite de l'enquête publique,
- par l'avis favorable du CODERST en date du 6 avril 2021.

CONSIDERANT que l'environnement des captages a fait l'objet d'une étude préalable des pollutions présentes, validée par l'avis sanitaire de l'hydrogéologue agréé ;

CONSIDERANT que l'hydrogéologue agréé a signalé la vulnérabilité aux pollutions de l'aquifère concerné, qu'il a prescrit en conséquence des interdictions et réglementations en définissant trois zones de sensibilité : le Périmètre de Protection Immédiate (PPI), le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) et le Périmètre de Protection Eloignée (PPE), visant les activités et les constructions susceptibles de générer des infiltrations polluantes, présentant des risques sanitaires, en l'occurrence certaines activités agricoles (notamment les épandages de fertilisants et de pesticides) mais également la proximité d'habitations, d'un établissement recevant du public, d'une route nationale, d'une voie ferrée et d'une ancienne décharge ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu en conséquence de grever de servitudes les terrains situés dans le PPR ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Rethel ;

Sur proposition de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est

ARRETE

Chapitre 1: Déclaration d'Utilité Publique et Prélèvement de l'eau

ARTICLE 1 – DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE :

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la communauté de communes du Pays Rethémois :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du captage F3 (BSS000HLJP) du Petit Villain, sis sur la commune d'Acy-Romance ;
- la création de périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée autour de l'ouvrage de captage F3 et de l'ouvrage actuellement non exploité F1(BSS000HLJR) et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

ARTICLE 2 – AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE :

La communauté de communes du Pays Rethélois est autorisée à prélever l'eau issue du captage F3, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 3 – CARACTÉRISTIQUES, LOCALISATION ET AMÉNAGEMENT DU CAPTAGE :

L'ouvrage de captage F3 (indice minier : BSS000HLJP) est situé sur la commune d'Acy-Romance.

L'ouvrage F1 (BSS000HLJR) est un forage actuellement non exploité. Il n'est pas abandonné et pourrait être facilement opérationnel en cas de besoin. Situé non loin du forage F3, il bénéficie de la même protection réglementaire.

Nom du captage	Code BSS	Commune d'implantation	N° de Parcelle	Section	Coordonnées Lambert 93 (mètres)		Altitude (mètres)
					X	Y	Z
F1	BSS000HLJR	Acy-Romance	456	Y	797915	693359 4	83
F3	BSS000HLJP	Acy-Romance	456	Y	797955	693360 4	83

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE PRÉLEVEMENT :

Le prélèvement ne pourra excéder pour le seul forage F3

- 130 m³/h
- 3500 m³/j
- 920000 m³/an.

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

L'éventuelle remise en service du forage F1 devra faire l'objet d'une déclaration auprès du service chargé de la police de l'eau et de l'autorité sanitaire.

Cet ouvrage devra au préalable, être soumis à des essais de pompage réalisés et interprétés par un bureau d'études compétent. A l'occasion de ces essais, l'eau qui en sera issue devra être soumise à des analyses de première adduction.

En conséquence, le présent arrêté devra être révisé.

ARTICLE 5 – ABANDON DE L'OUVRAGE :

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné est comblé par des matériaux permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées, ainsi que l'absence de transfert de pollution.

La déclaration de l'abandon de l'ouvrage est communiquée au préfet de département au moins un mois avant le début des travaux et comprend :

- ◆ la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- ◆ l'aquifère précédemment surveillé ou exploité,
- ◆ une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler,
- ◆ une coupe technique précisant les équipements en place,
- ◆ des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l'ouvrage, le déclarant en informe le préfet de département et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

ARTICLE 6 – SURVEILLANCE ET ENTRETIEN :

Les opérations de prélèvement sont contrôlées.

Les ouvrages et installations de prélèvement sont entretenus de manière à :

- ◆ éviter tout gaspillage,
- ◆ garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau souterraine, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

Tous les incidents ayant pu porter atteinte à la qualité de l'eau ou à sa gestion quantitative, ainsi que les premières mesures prises pour y remédier, sont déclarés au préfet de département, dès que l'exploitant en a connaissance.

ARTICLE 7 – ACCESSIBILITÉ :

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser accès aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions, aux locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L 216-4 du code de l'environnement. Il est demandé de tenir à la disposition des agents habilités la liste des produits polluants, notamment les produits pesticides utilisés sur l'exploitation.

ARTICLE 8 – DÉCLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT :

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant, ou s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer, dans les meilleurs délais, au préfet de département ou au maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, notamment la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, la préservation de la qualité de l'eau ou de la ressource en eau, le libre écoulement des eaux, la santé, la salubrité publique, la sécurité civile et la conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet de département, les personnes mentionnées au premier alinéa prennent ou font prendre toutes les mesures possibles pour

mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DE L'OUVRAGE :

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet de département qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS :

Si au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au préfet de département, qui statue par arrêté conformément aux articles R.214-15 et R.214-39 du code de l'environnement susvisé, dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet de département peut imposer, par un arrêté, toute prescription.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DU BENEFICE DE LA DECLARATION :

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, le nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 12 – INDEMNISATIONS ET DROIT DES TIERS :

Les indemnités, qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la protection des captages du Petit Villain, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la communauté de communes du Pays Rethélois.

ARTICLE 13 – PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DU CAPTAGE :

Des périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

ARTICLE 13.1 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX PÉRIMÈTRES DE PROTECTIONS IMMEDIATE ET RAPPROCHEE :

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementés qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention au préfet et à l'agence régionale de santé, en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la

qualité de l'eau, ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés.

II. Toutes mesures devront être prises pour que la communauté de communes du Pays Rethélois, la préfecture et l'agence régionale de santé soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

III. La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des codes de l'environnement et de la santé publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 13.2 – PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE :

Le périmètre de protection immédiate, constitué des parcelles Y 455 et 456, a une superficie de 2 hectares, 33 ares, 79 centiares.

Sur le périmètre de protection immédiate doivent s'appliquer les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des éventuelles installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.3 - PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE :

Le périmètre de protection rapprochée est constitué, en partie ou en totalité, des parcelles cadastrées Y 534, ZE 27, 36, 39, 40, 44, 48, 49, 55, 56 sur le territoire d'Acy-Romance, X 4, X 13 à 31, X 34 à 41, X 49, X 52, X 60 à 63, X 65 à 70, X 96 à 118, X 194, X 195, X 198, X 199, X 221, X 222, X 249, 255, 256, 261, 284 à 287, 290, 338, 385, 386, 390, 392, 393, 405 à 409, 467 à 469

AC 66 à 68, 101, 103, 112 à 115, 124, 257, 264, 271, 273, 277, 284, 285, 287, 289 à 292, 308 à 311, 315 sur le territoire de Sault-lès-Rethel.

La superficie des parcelles cadastrées est de 160 ha 50 a 35 ca.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.4 – PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ÉLOIGNÉE.

Le périmètre de protection éloignée a une superficie d'environ 408 ha.

Une réglementation renforçant la réglementation générale est proposée pour les terrains du périmètre de protection éloignée, suivant les prescriptions mentionnées en annexe III du présent arrêté.

ARTICLE 14 – RECOMMANDATIONS DE L'HYDROGÉOLOGUE ET DES AUTORITÉS SANITAIRES

Dans le PPI, un piézomètre inutilisé est mal protégé par un capot métallique endommagé. De plus son positionnement trop proche du forage F3 ne permet pas de l'utiliser comme ouvrage permettant d'anticiper une éventuelle pollution provenant du bassin de recueil

d'eaux de ruissellement de la RN 51. Il doit être supprimé ou à minima sécurisé par la pose d'un couvercle fermé par un cadenas.

Les habitations et bâtiments situés dans le périmètre de protection rapprochée devront être impérativement raccordés au réseau d'assainissement collectif.

Le raccordement du centre de formation AFPA devra faire l'objet d'un contrôle de conformité.

Le forage alimentant le site de l'AFPA devra faire l'objet d'un diagnostic et si nécessaire, d'une mise en conformité technique.

En cas d'abandon, qui serait motivé par un raccordement au réseau communal, il devra être comblé selon les normes techniques requises.

Sur le site de l'AFPA, toute cuve d'hydrocarbures ou de produits dangereux et toxiques devra reposer sur un bac de rétention ou être à double paroi.

Le bassin de rétention des eaux de ruissellement implanté le long de la route nationale 51 et récemment rénové devra être équipé de détecteurs de fuite afin de garantir l'absence d'infiltration d'eaux pluviales.

Il devra également faire l'objet d'une étude de risques qui permettra de prévoir les dispositions à mettre en œuvre pour parer tout incident préalablement identifié.

L'ancienne décharge devra faire l'objet d'un diagnostic réactualisé permettant d'identifier avec précision les risques qu'elle représente pour la qualité des eaux de la nappe exploitée.

Le site de l'ancienne décharge devra être recouvert d'une couche d'argile d'au moins 50 cm d'épaisseur, destinée à limiter l'infiltration d'eau et la percolation d'éléments potentiellement polluants vers la nappe. Il devra être clôturé et accessible uniquement par un portail fermant à clé.

Deux piézomètres devront être forés en aval de cette décharge. Un troisième devra être implanté en amont. Ils permettront de réaliser un suivi de la qualité de l'eau, à raison d'au moins deux prélèvements par an (un en période de hautes eaux, l'autre en période de basses eaux).

La dépression topographique située à environ 200 mètres à l'est du captage est une zone de grande vulnérabilité par rapport aux infiltrations potentielles d'eaux de ruissellement. Elle devra donc faire l'objet d'une évaluation des risques, dont la finalité sera la réalisation de travaux destinés à limiter l'accumulation d'eau superficielle lors d'épisodes de fortes pluies.

Les puits et forages abandonnés situés dans les périmètres de protection devront être rebouchés et neutralisés dans le respect des normes techniques et réglementaires, afin d'éviter toute infiltration d'eau superficielle.

En raison de l'importance stratégique du captage et des facteurs de vulnérabilité qui le caractérisent, les sites et installations à risques devront faire l'objet d'une surveillance régulière.

Un plan d'alerte devra être formalisé par les autorités compétentes et la communauté de communes du Pays Rethélois.

Pour les mêmes raisons, la Communauté de Communes devra prévoir une ressource de substitution destinée à l'alimentation de la commune de Rethel, en cas de pollution installée et durable.

Compte tenu du niveau relativement élevé de la concentration en nitrates de l'eau issue de cet ouvrage, la démarche relative à la lutte contre les pollutions diffuses, concernant l'aire d'alimentation du captage, initiée en 2009, devra être poursuivie et menée à son terme.

ARTICLE 15 – MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS ET RESPECT DES PRESCRIPTIONS :

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 13, il doit être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres :

- ◆ à compter de la notification du présent arrêté en ce qui concerne les prescriptions applicables dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée,
- ◆ dans un délai de un an maximum à compter de la notification du présent arrêté, en ce qui concerne les travaux prescrits par l'hydrogéologue agréé et l'autorité sanitaire, s'appliquant au captage, au périmètre de protection immédiate, au périmètre de protection rapprochée et au réservoir.

Chapitre 2 : Traitement, Distribution de l'Eau et Autorisation

ARTICLE 16 – TRAITEMENT :

La communauté de communes du Pays Rethélois est autorisée à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de ces captages, sous réserve que les réseaux de distribution répondent aux conditions exigées par le code de la santé publique.

ARTICLE 17 – QUALITE DES EAUX :

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le bénéficiaire est tenu notamment de :

- ◆ surveiller la qualité de l'eau distribuée et celle au point de pompage ;
- ◆ se soumettre au contrôle sanitaire ;
- ◆ prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire ;
- ◆ employer des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée ;
- ◆ respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- ◆ se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.

Chapitre 3 : Dispositions Diverses

ARTICLE 18 – RESPECT DE L'APPLICATION DU PRÉSENT ARRÊTÉ :

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine de la communauté de communes du Pays Rethélois

devra être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 19 – DÉLAI ET DURÉE DE VALIDITÉ :

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 20 – NOTIFICATIONS ET PUBLICITÉ DE L'ARRÊTÉ :

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification **sans délai** aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant **une durée d'un mois** des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de l'arrêté par le préfet des Ardennes.

Le procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes d'Acy-Romance et de Sault-lès-Rethel.

Un avis d'information au public de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'agence régionale de santé Grand Est dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature par le préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée et éloignée, et l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 21 – SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES :

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

ARTICLE 22 – DROIT DE RECOURS :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet des Ardennes (1 place de la Préfecture – B.P. 60002 – 08005 Charleville-Mézières Cedex) ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge des solidarités et de la santé (14 avenue Duquesne 75350 Paris) et du ministre en charge de la transition écologique (92055 Paris-La Défense Cedex), dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne (25 rue du Lycée 51000 Châlons en Champagne

ou via l'application télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr>), dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Conformément à l'article L. 214-10 du code de l'environnement susvisé, les prescriptions fixées au chapitre III sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Elles peuvent être déférées à la juridiction administrative :

par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté lui a été notifié ;

par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de l'arrêté.

Tout recours est adressé en lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 23 – TRANSMISSION ET COPIE :

Une copie du présent arrêté est adressée :

- ◆ à la directrice de l'agence de l'eau Seine-Normandie ;
- ◆ au directeur du bureau de recherches géologiques et minières du Grand-Est ;
- ◆ au président du conseil départemental des Ardennes ;
- ◆ au président de la chambre d'agriculture des Ardennes ;
- ◆ au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique.

ARTICLE 24 – MESURES EXÉCUTOIRES :

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Le président de la communauté de communes du Pays Rethélois ;

Le maire de Rethel ;

Le maire d'Acy-Romance ;

Le maire de Sault-lès-Rethel ;

La directrice générale de l'agence régionale de santé du Grand Est ;

Le directeur départemental des territoires ;

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

A Charleville-Mézières, le **07 JUIN 2021**

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,



Christian VEDELAGO

Liste des annexes :

- annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate.
- annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée.
- annexe III : réglementation et recommandations applicables au périmètre de protection éloignée.
- annexe IV : tableau et plan parcellaire.

ANNEXE I : SERVITUDES APPLICABLES AU PERIMETRE DE PROTECTION
IMMEDIATE

A l'intérieur de ce périmètre seront interdites toutes activités, y compris celles liées au transport, installations ou dépôts en dehors de ceux en liaison directe avec l'exploitation du captage.

Les locaux situés dans ce périmètre ne devront contenir aucun produit dangereux ou toxique ni aucun matériel équipé de moteur thermique.

Les activités autorisées seront conçues et aménagées de manière à ne pas provoquer de pollution des captages.

Un aménagement correct et un entretien efficace des ouvrages de captage complètent ces mesures de protection.

Vu pour être annexé
à mon arrêté de ce jour
Charleville-Mézières, le **07 JUIN 2021**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Christian VEDELAGO

ANNEXE II : SERVITUDES APPLICABLES AU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Dans ce périmètre, sont interdits :

- Les forages, puits et captages destinés à l'irrigation ou à l'alimentation en eau domestique, agricole ou industrielle;
- Les sondages de reconnaissance ;
- L'ouverture et l'exploitation de nouvelles carrières, gravières ou autres excavations ;
- Les dépôts d'ordures ménagères, de détritiques, de déchets industriels et de tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- Le stockage de produits chimiques ;
- Le stockage de déchets solides ;
- Le stockage d'hydrocarbures et de liquides inflammables ;
- Le stockage de produits destinés à la lutte contre les ennemis des cultures;
- Le stockage d'effluents industriels ;
- Le stockage permanent ou temporaire de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tout autre produit destiné à l'amendement ou à la fertilisation des sols ;
- Le stockage d'effluents domestiques collectifs ;
- Les stations d'épuration et de lagunage ;
- Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains ;
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures et de produits chimiques liquides ;
- Les rejets d'eaux usées domestiques et industrielles ;
- Les rejets d'effluents agricoles ;
- Les installations autonomes de traitement d'eaux usées ;
- Le camping-caravaning et le stationnement de caravanes ou d'abris même temporaires ;
- La création de cimetières ;

- Les activités artisanales et industrielles ;
- L'implantation de bâtiments d'élevage (étables, stabulations) ou de toute autre installation agricole susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau ;
- Le stockage permanent ou temporaire de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail ;
- L'épandage ou l'infiltration de lisier et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, de boues de station d'épuration, de matières de vidange et de tout produit susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- Le drainage ;
- Le maraîchage, les serres, les pépinières ;
- L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du captage.
- L'épandage d'engrais ou de produits organiques, susceptibles de contenir des germes pathogènes ou des parasites, notamment fumiers, lisiers, fientes et boues de stations d'épuration...
- Le retournement des pâtures ;
- Le défrichement ;
- La création de plans d'eau (étangs, mares ...)

Sont soumises à réglementation particulière les activités suivantes :

- L'ouverture d'excavations, autres que carrières : elle sera limitée aux excavations provisoires et remblaiement avec les matériaux extraits replacés dans l'ordre de leur présence dans le sol. Pour les tranchées de réseaux divers, refermer avec au moins 30 à 50 cm de matériaux imperméables compactés (argiles, limons).
- La réalisation de fossés ou de bassins d'infiltration des eaux routières ou en provenance d'importantes surfaces imperméabilisées devra être soumise à l'avis des autorités sanitaires ;
- Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes : limité à des matériaux chimiquement insolubles et imputrescibles, matériaux inertes, et de préférence argileux.
- Toutes les canalisations, y compris les collecteurs d'eaux pluviales, seront à étanchéité renforcée. Les procès-verbaux d'essais d'étanchéité seront réalisés avant la mise en service des conduites. Les canalisations feront l'objet par l'exploitant d'un contrôle annuel.
Des vannes d'isolement seront placées aux extrémités du tronçon traversant le périmètre de protection ;

- Les bassins d'infiltration d'eaux pluviales seront soumis à autorisation. Ils devront être équipés d'un débourbeur-déshuileur, par lequel transiteront les eaux.
- La construction de nouvelles habitations, sous réserve qu'elles soient raccordées à un réseau d'assainissement collectif. Les canalisations devront faire l'objet d'un procès-verbal d'étanchéité.
- Les nouvelles voies de communication, qui seront autorisées, sous réserve d'utiliser des matériaux inertes et d'imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement. L'emploi d'herbicides sera interdit pour l'entretien des accotements ;
- Le pacage sera autorisé mais sans apport supplémentaire d'aliments ; Les abreuvoirs et abris destinés au bétail devront être installés à plus de 100 mètres du PPI ;
- Tout projet susceptible de modifier l'écoulement des eaux superficielles par rapport à la situation existante à la date de signature de l'arrêté, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service de la Police de l'eau. Les travaux visés concernent essentiellement les fossés, les haies, les talus, l'imperméabilisation des sols, le curage des cours d'eau ;
- L'épandage d'engrais chimique ou organique d'origine végétale (compost) devra être réalisé dans le strict respect de l'arrêté préfectoral relatif à la protection des eaux contre les nitrates d'origine agricole. De plus il devra être limité aux stricts besoins des cultures, conformément au plan d'actions établi dans le cadre de l'étude de l'Aire d'Alimentation de Captage ;
- L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures ne devra concerner que les substances à faible mobilité et faible rémanence dans les sols, conformément au plan d'actions établi dans le cadre de l'étude de l'Aire d'Alimentation de Captage ;
- La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation devra être précédée d'une étude d'impact pour garantir l'absence d'impact direct ou indirect sur la qualité de l'eau au captage. Cette étude traitera à minima des sujets ci-dessous :
 - * en cas de curage des fossés existants, ou en cas de création de fossés, mise en place de matériaux compactés, de perméabilité inférieure à 10^{-8} m/s sur 20 cm d'épaisseur minimum ou matériau de qualité au moins égale,
 - * en cas de déversement accidentel, prévoir intervention d'urgence pour maîtrise de la pollution, étude d'impact détaillée.

Vu pour être annexé
à mon arrêté de ce jour
Charleville-Mézières, le **07 JUIN 2021**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Christian VEDELAGO

ANNEXE III : REGLEMENTATION ET RECOMMANDATIONS APPLICABLES AU PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

A l'intérieur de ce périmètre, la réglementation générale devra être appliquée avec la plus grande rigueur.

Les activités suivantes feront l'objet d'une réglementation particulière :

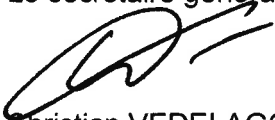
- Les forages ou captages d'eau exploitant le même aquifère seront implantés et exploités, de façon à ne pas modifier les écoulements de la nappe au droit de l'ouvrage. Ces ouvrages feront l'objet de mesures de protection spécifiques : ils devront être cimentés dans la zone non saturée, munis d'un capot de fermeture cadenassé, surmonté d'une margelle d'au moins 50 cm.
Si les pompes de ces ouvrages sont mues par un moteur thermique, la réserve de carburant devra être installée sur un bac de rétention.
- Les sondages de reconnaissance traversant cet aquifère seront soumis à autorisation et rendus étanches au droit de cet aquifère.
- L'ouverture et l'exploitation de carrières seront conditionnées par l'aménagement de piézomètres qui permettront de contrôler la qualité de l'eau de la nappe en aval.
- L'ouverture d'excavations de plus de 2 mètres de profondeur sera autorisée, sous réserve de mesures visant à assurer une protection étanche vis-à-vis des eaux souterraines et du drainage des eaux superficielles, en dehors de la zone concernée ;
- Les stockages de produits polluants et de déchets solides devront reposer sur des aires étanches.
- Les installations de stockage d'hydrocarbures ou de tout autre produit susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines, devront reposer sur un bac de rétention de volume au moins égal à celui de la cuve concernée ou celle-ci devra être constituée d'une double paroi.
Pour les stockages de plus de 2 m³, un piézomètre de contrôle devra être foré en aval de l'installation.
- L'installation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux devra faire l'objet d'une étude d'incidence par rapport au captage.
- Les stockages de longue durée (supérieure ou égale à 6 mois), d'effluents d'élevage et de produits organiques destinés à la fertilisation des sols devront reposer sur une aire étanche permettant la récupération des jus.
- Les stockages de courte durée (inférieure à 6 mois) situés en bouts de champs, devront être limités aux besoins de la parcelle concernée. Ils ne devront pas être implantés sur le même emplacement durant deux années consécutives.

- Les installations de stockage d'engrais liquide ou solide devront reposer sur un bac de rétention étanche. Elles devront être placées sous abri ou dans un bâtiment.
- Le stockage d'eaux usées d'origine urbaine ou industrielle devra être assuré par des bassins devant faire l'objet d'un procès-verbal d'étanchéité avant leur mise en service. Ces ouvrages devront être soumis à un contrôle technique tous les cinq ans. Cette disposition concerne notamment les stations d'épuration, les lagunages et les bassins de décantation. Les trop-pleins et les rejets issus de ces ouvrages devront être acheminés par des canalisations rigoureusement étanches en aval du PPE.
- Toutes les canalisations, y compris les collecteurs d'eaux pluviales, devront être faire l'objet d'un procès-verbal d'étanchéité avant leur mise en service. Des vannes d'isolement devront être installées aux extrémités des tronçons traversant le périmètre.
Cette obligation concerne toutes les constructions raccordables au réseau public d'assainissement.
- Les bassins d'infiltration d'eaux pluviales seront soumis à autorisation. Ils devront être équipés d'un débourbeur-déshuileur, par lequel transiteront les eaux.
- L'épandage de produits fertilisants d'origine organique ou minérale : la fertilisation doit être raisonnée en fonction des besoins de la culture suivante et des reliquats azotés.
- L'épandage de pesticides ne devra répondre qu'aux stricts besoins des cultures. Les produits phytosanitaires à vie longue et les insecticides de sol sont déconseillés.
La détection de toute molécule dans le cadre du contrôle sanitaire entraînerait une surveillance renforcée relative à ce paramètre.
- L'installation de toute activité agricole, artisanale ou industrielle susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau au captage devra faire l'objet d'une évaluation de l'incidence du projet sur le captage.
- L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau devra faire l'objet d'une évaluation de l'incidence du projet sur le captage.
- Les dépôts temporaires ou permanents de fumier, de lisiers, de fientes, de boues de stations d'épuration et plus généralement de produits susceptibles de contenir des germes pathogènes ou des parasites devront reposer sur aires étanches avec récupération des effluents au cours de la période comprise entre le 1^{er} Novembre et le 1^{er} Avril.
- Les dépôts temporaires ou permanents d'engrais liquides et ou de produits de traitement devront reposer sur des cuvettes de rétention, sous abri.
- L'épandage d'engrais chimiques ou organiques, ne contenant pas de déjections animales devra être limité aux stricts besoins des cultures, conformément au plan d'actions élaboré dans le cadre de la démarche d'aire d'alimentation de captage.

- Le défrichement devra faire l'objet d'une étude d'incidence montrant l'absence d'impact sur la nappe alimentant ces captages.
- La construction ou la modification de voies de communication devra faire l'objet d'une étude d'incidence montrant l'absence d'impact sur la nappe alimentant ces captages.
- L'installation d'éoliennes sera soumise à l'avis des autorités sanitaires et devra faire l'objet d'une étude d'impact montrant l'absence de risques de pollution de la nappe à partir des sites d'implantation mais aussi des excavations creusées pour le passage du réseau.

Vu pour être annexé
à mon arrêté de ce jour
Charleville-Mézières, le **07 JUIN 2021**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Christian VEDELAGO

ANNEXE IV : TABLEAU PARCELLAIRE ET PLAN S
Plan 1/25000^{ème}

Communauté de communes du Pays Rethelois - CAPTAGE D'ACY-ROMANCE - DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE D'EAU POTABLE

N° BSS : F3 : 01091x0017 exploité et F1 : 01091x0019 arrêté

N° du plan	CADASTRE				IDENTITE DES PROPRIETAIRES		LOCATAIRE ou EXPLOITANT après envoi des questionnaires	CONTENANCES (en m²)		
	Commune	S°	N°	Nature	lieu-dit	Inscrits à la matrice cadastrale		Parcelle	Périmètre immédiat	Périmètre rapproché
1	ACY-ROMANCE	Y	455	Sol	Le Petit Villain	Commune de RETHEL Mairie Place de Lattre de Tassigny 08300 RETHEL	Pas de réponse	15728	15728	-
2	ACY-ROMANCE	Y	456	Sol	La Comme	Commune de RETHEL Mairie Place de Lattre de Tassigny 08300 RETHEL	Pas de réponse	7651	7651	-
3	ACY-ROMANCE	Y	534	Sol	La Comme	ETAT Direction de l'immobilier 50 Avenue d'Arches 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES	Pas de réponse	110755	-	110755
4	ACY-ROMANCE	ZE	27	Terre	Le Moulin	Usufruitier : M. POTIER Jean époux ISMACH Sophie 12 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nue-propriétaire : Mme POTIER Catherine 10 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	68620	-	68620
5	ACY-ROMANCE	ZE	49	Terre	Le Moulin	Usufruitier : M. POTIER Jean époux ISMACH Sophie 12 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nue-propriétaire : Mme POTIER Catherine 10 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	59055	-	59055
6	ACY-ROMANCE	ZE	48	Sol	Le Moulin	Commune d'ACY-ROMANCE Mairie 40 Rue des Trois Châteaux 08300 ACY-ROMANCE	Commune d'ACY-ROMANCE Mairie 40 Rue des Trois Châteaux 08300 ACY-ROMANCE	240	-	240
7	ACY-ROMANCE	ZE	55	Sol	Le Moulin	ETAT Direction de l'immobilier 50 Avenue d'Arches 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES	Pas de réponse	339	-	339

P/Le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 7 JUN 2021

C19113 - 28 Février 2020

Christian VEDELAGO

DELAOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

8	ACY- ROMANCE	ZE	56	Terre	Le Moulin	M. POTIER Jean époux GOKELAERE Stéphanie 1 Rue des Courts 08300 ACY-ROMANCE	Pas de réponse	Pas de réponse	31266	-	31266
9	ACY- ROMANCE	ZE	36	Sol	Bapame	Mairie Place de Latre de Tassigny 08300 RETHIEL	Pas de réponse	Pas de réponse	19760	-	19760
10	ACY- ROMANCE	ZE	40	Sol	Bapame	Association Foncière d'ACY- ROMANCE Mairie 40 Rue des Trois Châteaux 08300 ACY-ROMANCE	Association Foncière d'ACY- ROMANCE Mairie 40 Rue des Trois Châteaux 08300 ACY-ROMANCE	Association Foncière d'ACY- ROMANCE Mairie 40 Rue des Trois Châteaux 08300 ACY-ROMANCE	3974	-	809
11	ACY- ROMANCE	ZE	44	Lande Terre	Bapame	Usufruitier : M. POTIER Jean époux ISMACH Sophie 12 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHIEL Nue-propriétaire : Mme POTIER Catherine 10 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHIEL	Pas de réponse	Pas de réponse	115210	-	4676
12	ACY- ROMANCE	ZE	39	Sol	Bapame	Association Foncière d'ACY- ROMANCE Mairie 40 Rue des Trois Châteaux 08300 ACY-ROMANCE	Association Foncière d'ACY- ROMANCE Mairie 40 Rue des Trois Châteaux 08300 ACY-ROMANCE	Association Foncière d'ACY- ROMANCE Mairie 40 Rue des Trois Châteaux 08300 ACY-ROMANCE	46	-	46
13	SAULT-LES- RETHIEL	X	409	Terre	La Croix Greffière	Usufruitier : M. POTIER Jean époux ISMACH Sophie 12 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHIEL Nue-propriétaire : Mme POTIER Catherine 10 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHIEL	Pas de réponse	Pas de réponse	29561	-	29561
14	SAULT-LES- RETHIEL	X	405	Terre	La Croix Greffière	M. DESIRONT Gérard 11 Rue des Eburons 08300 ACY-ROMANCE	M. DESIRONT Gérard 11 Rue des Eburons 08300 ACY-ROMANCE	SCEA des Confinis M. POTIER Jean 08300 ACY-ROMANCE	3294	-	3294
15	SAULT-LES- RETHIEL	X	406	Sol	La Croix Greffière	ETAT Direction de l'immobilier 50 Avenue d'Arches 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES	Pas de réponse	Pas de réponse	861	-	861
16	SAULT-LES- RETHIEL	X	408	Sol	La Croix Greffière	M. POTIER Jean époux ISMACH Sophie 12 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHIEL	Pas de réponse	Pas de réponse	1313	-	1313

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

17	SAULT-LES-RETHEL	X	407	Terre	La Croix Greffière	ETAT Direction de l'immobilier 50 Avenue d'Arches 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES	Pas de réponse	Pas de réponse	157	-	157
18	SAULT-LES-RETHEL	X	4	Terre	La Croix Greffière	Usufruitier : M. POTIER Jean époux ISMACH Sophie 12 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nue-propriétaire : Mme POTIER Catherine 10 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	890	-	890
19	SAULT-LES-RETHEL	X	40	Terre	La Noue Morgneaux	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	2440	-	2440
20	SAULT-LES-RETHEL	X	41	Lande	Dessous les Vignes	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	829	-	829
21	SAULT-LES-RETHEL	X	39	Lande	La Noue Morgneaux	Usufruitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 498 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nue-propriétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	248	-	248
22	SAULT-LES-RETHEL	X	38	Terre	La Noue Morgneaux	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	30162	-	30162
23	SAULT-LES-RETHEL	X	469	Terre	Dessous les Vignes	Usufruitier : M. POTIER Jean époux ISMACH Sophie 12 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nue-propriétaire : Mme POTIER Catherine 10 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	254871	-	254871

DELAUOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

24	SAULT-LES-RETHEL	X	390	Sol	Dessous les Vignes	ETAT Direction de l'immobilier 50 Avenue d'Arches 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES	Pas de réponse	Pas de réponse	973	-	973
25	SAULT-LES-RETHEL	X	392	Sol	Dessous les Vignes	ETAT Direction de l'immobilier 50 Avenue d'Arches 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES	Pas de réponse	Pas de réponse	13	-	13
26	SAULT-LES-RETHEL	X	393	Terre	Dessous les Vignes	M. DESIRONT Gérard 11 Rue des Eburons 08300 ACY-ROMANCE	M. DESIRONT Gérard 11 Rue des Eburons 08300 ACY-ROMANCE	SCEA des Confins M. POTIER Jean 08300 ACY-ROMANCE	1627	-	1627
27	SAULT-LES-RETHEL	X	338	Sol	Dessous les Vignes	MATHIEU Immobilier 811 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	1310	-	1310
28	SAULT-LES-RETHEL	X	385	Sol	Dessous les Vignes	MATHIEU Immobilier 811 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	304	-	304
29	SAULT-LES-RETHEL	X	290	Sol	Dessous les Vignes	Indivision: M. DOYEN Rémy 879 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme MARCHAND Ludvine 879 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	1570	-	1570
30	SAULT-LES-RETHEL	X	386	Sol	Dessous les Vignes	Indivision: M. DOYEN Rémy 879 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme MARCHAND Ludvine 879 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	236	-	236
31	SAULT-LES-RETHEL	X	261	Lande	Dessous les Vignes	Indivision: M. MATHIEU Lionel époux MARCHAND Françoise 791 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme MATHIEU Françoise née MARCHAND 791 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL	Indivision: M. MATHIEU Lionel époux MARCHAND Françoise 791 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme MATHIEU Françoise née MARCHAND 791 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	834	-	384
32	SAULT-LES-RETHEL	AC	315	Sol	Le Pré Saint Juvin	MATHIEU Immobilier 811 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	571	-	571
33	SAULT-LES-RETHEL	AC	257	Sol	Le Pré Saint Juvin	MATHIEU Immobilier 811 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	902	-	902
34	SAULT-LES-RETHEL	AC	277	Sol	Le Pré Saint Juvin	MATHIEU Immobilier 811 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	595	-	595

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

35	SAULT-LES-RETHEL	AC	284	Sol	Le Pré Saint Juvin	MATHIEU Immobilier 811 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL Indivision : M. MATHIEU Lionel époux MARCHAND Françoise 791 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme MATHIEU Françoise née MARCHAND 791 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	225	-	225
36	SAULT-LES-RETHEL	X	255	Sol	Dessous les Vignes	M. MATHIEU Lionel époux MARCHAND Françoise 791 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme MATHIEU Françoise née MARCHAND 791 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL	Indivision : M. MATHIEU Lionel époux MARCHAND Françoise 791 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme MATHIEU Françoise née MARCHAND 791 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL	M. RAMPINI Emmanuel 811 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL	1385	-	1385
37	SAULT-LES-RETHEL	X	256	Sol	Dessous les Vignes	M. MATHIEU Lionel époux MARCHAND Françoise 791 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme MATHIEU Françoise née MARCHAND 791 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL	Indivision : M. MATHIEU Lionel époux MARCHAND Françoise 791 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme MATHIEU Françoise née MARCHAND 791 Rue Georges Hachon 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	1115	-	1115
38	SAULT-LES-RETHEL	X	468	Terre	Dessous les Vignes	M. POTIER Jean époux ISMACH Sophie 12 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme POTIER Catherine 10 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	6800	-	6800
39	SAULT-LES-RETHEL	AC	292	Sol	Le Pré Saint Juvin	M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	83	-	83
40	SAULT-LES-RETHEL	AC	289	Pré	Le Pré Saint Juvin	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 30 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 71 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 71 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	691	-	691
41	SAULT-LES-RETHEL	AC	290	Pré	Le Pré Saint Juvin	Indivision : M. POTIER Jean époux ISMACH Sophie 12 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme POTIER Catherine 10 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. POTIER Jean époux GOKELAERE Stéphanie 1 Rue des Courtils 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	31881	-	31881

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

42	SAULT-LES-RETHEL	AC	311	Sol	Le Pré Saint Juv'n	ETAT Direction de l'immobilier 50 Avenue d'Arches 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES	DDT des Ardennes 3 Rue des Granges Moules 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES	Pas de réponse	146	-	146
43	SAULT-LES-RETHEL	AC	310	Sol	Le Pré Saint Juv'n	U SOON Chez M. Sébastien VINCENT 25 Rue de la Hayette 51110 ISLES-SUR-SUIPPE	U SOON Chez M. Sébastien VINCENT 25 Rue de la Hayette 51110 ISLES-SUR-SUIPPE	ECLAIR SECURITE 59B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	233	-	233
44	SAULT-LES-RETHEL	AC	273	Jardin Sol	Le Pré Saint Juv'n	U SOON Chez M. Sébastien VINCENT 25 Rue de la Hayette 51110 ISLES-SUR-SUIPPE	U SOON Chez M. Sébastien VINCENT 25 Rue de la Hayette 51110 ISLES-SUR-SUIPPE	ECLAIR SECURITE 59B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	1184	-	1184
45	SAULT-LES-RETHEL	AC	309	Sol	Le Pré Saint Juv'n	M. PATERNOTTE Serge 16 Rue de Seuil 08300 THUGNY TRUGNY	M. PATERNOTTE Serge 16 Rue de Seuil 08300 THUGNY TRUGNY	Pas de réponse	1	-	1
46	SAULT-LES-RETHEL	AC	308	Sol	Le Pré Saint Juv'n	ETAT Direction de l'immobilier 50 Avenue d'Arches 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES	Pas de réponse	Pas de réponse	1	-	1
47	SAULT-LES-RETHEL	AC	271	Jardin Sol	Le Pré Saint Juv'n	M. PATERNOTTE Serge 16 Rue de Seuil 08300 THUGNY TRUGNY	M. PATERNOTTE Serge 16 Rue de Seuil 08300 THUGNY TRUGNY	Pas de réponse	506	-	506
48	SAULT-LES-RETHEL	AC	66	Sol	Le Pré Saint Juv'n	Indivision : M. GENSONNIE Claude époux MARCHAND Chantal 57 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme GENSONNIE Chantal née MARCHAND 57 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Indivision : M. GENSONNIE Claude époux MARCHAND Chantal 57 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme GENSONNIE Chantal née MARCHAND 57 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Indivision : M. GENSONNIE Claude époux MARCHAND Chantal 57 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme GENSONNIE Chantal née MARCHAND 57 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	810	-	810
49	SAULT-LES-RETHEL	AC	287	Pré	Le Pré Saint Juv'n	Indivision : M. GENSONNIE Claude époux MARCHAND Chantal 57 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme GENSONNIE Chantal née MARCHAND 57 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Indivision : M. GENSONNIE Claude époux MARCHAND Chantal 57 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme GENSONNIE Chantal née MARCHAND 57 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Indivision : M. GENSONNIE Claude époux MARCHAND Chantal 57 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme GENSONNIE Chantal née MARCHAND 57 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	82	-	82

50	SAULT-LES-RETHEL	AC	112	Sol	Le Pré Saint Juvin	Usufuitiers : M. DUPONT Hervé époux BECHARD Anny Ferme de Triumont 08300 SORBON Mme DUPONT Anny née BECHARD Ferme de Triumont 08300 SORBON Nue-proprétaire : Mme DUPONT Anne-Sophie Ferme de Triumont 08300 SORBON	Usufuitiers : M. DUPONT Hervé époux BECHARD Anny Ferme de Triumont 08300 SORBON Mme DUPONT Anny née BECHARD Ferme de Triumont 08300 SORBON Nue-proprétaire : Mme DUPONT Anne-Sophie Ferme de Triumont 08300 SORBON	Pas de réponse	48	-	48
51	SAULT-LES-RETHEL	AC	113	Sol	Le Pré Saint Juvin	Usufuitiers : M. DUPONT Hervé époux BECHARD Anny Ferme de Triumont 08300 SORBON Mme DUPONT Anny née BECHARD Ferme de Triumont 08300 SORBON Nue-proprétaire : Mme DUPONT Anne-Sophie Ferme de Triumont 08300 SORBON	Usufuitiers : M. DUPONT Hervé époux BECHARD Anny Ferme de Triumont 08300 SORBON Mme DUPONT Anny née BECHARD Ferme de Triumont 08300 SORBON Nue-proprétaire : Mme DUPONT Anne-Sophie Ferme de Triumont 08300 SORBON	Pas de réponse	770	-	770
52	SAULT-LES-RETHEL	AC	114	Sol	Le Pré Saint Juvin	Indivision : M. BRICHOT Martin époux BINDER Marie-Hélène 53B Rue de Reims 08330 SAULT-LES-RETHEL Mme BRICHOT Marie-Hélène née BINDER 53B Rue de Reims 08330 RETHEL	Indivision : M. BRICHOT Martin époux BINDER Marie-Hélène 53B Rue de Reims 08330 SAULT-LES-RETHEL Mme BRICHOT Marie-Hélène née BINDER 53B Rue de Reims 08330 SAULT-LES-RETHEL	Indivision : M. BRICHOT Martin époux BINDER Marie-Hélène 53B Rue de Reims 08330 SAULT-LES-RETHEL Mme BRICHOT Marie-Hélène née BINDER 53B Rue de Reims 08330 SAULT-LES-RETHEL	51	-	51
53	SAULT-LES-RETHEL	AC	103	Sol	Le Pré Saint Juvin	Indivision : M. BRICHOT Martin époux BINDER Marie-Hélène 53B Rue de Reims 08330 SAULT-LES-RETHEL Mme BRICHOT Marie-Hélène née BINDER 28 Rue Marie-Hélène Cardot 08300 RETHEL	Indivision : M. BRICHOT Martin époux BINDER Marie-Hélène 53B Rue de Reims 08330 SAULT-LES-RETHEL Mme BRICHOT Marie-Hélène née BINDER 28 Rue Marie-Hélène Cardot 08300 RETHEL	Indivision : M. BRICHOT Martin époux BINDER Marie-Hélène 53B Rue de Reims 08330 SAULT-LES-RETHEL Mme BRICHOT Marie-Hélène née BINDER 53B Rue de Reims 08330 SAULT-LES-RETHEL	385	-	385

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

54	SAULT-LES-RETHEL	AC	116	Sol	Le Pré Saint Juvén	Indivision : M. BRICHOT Martin époux BINDER Marie-Hélène 53B Rue de Reims 08330 SAULT-LES-RETHEL Mme BRICHOT Marie-Hélène née BINDER 28 Rue Marie-Hélène Cardot 08300 RETHEL	Indivision : M. BRICHOT Martin époux BINDER Marie-Hélène 53B Rue de Reims 08330 SAULT-LES-RETHEL Mme BRICHOT Marie-Hélène née BINDER 53B Rue de Reims 08330 SAULT-LES-RETHEL	Indivision : M. BRICHOT Martin époux BINDER Marie-Hélène 53B Rue de Reims 08330 SAULT-LES-RETHEL Mme BRICHOT Marie-Hélène née BINDER 53B Rue de Reims 08330 SAULT-LES-RETHEL	12	-	12
55	SAULT-LES-RETHEL	AC	67	Sol	Le Pré Saint Juvén	M. BEAUGRAND Thierry 53 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	552	-	552
56	SAULT-LES-RETHEL	AC	124	Pré	Le Pré Saint Juvén	M. BEAUGRAND Thierry 53 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	219	-	219
57	SAULT-LES-RETHEL	AC	68	Sol	Le Pré Saint Juvén	SCI TESSAM 51 Route de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	794	-	794
58	SAULT-LES-RETHEL	AC	285	Pré	Le Pré Saint Juvén	SCI TESSAM 51 Route de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	283	-	283
59	SAULT-LES-RETHEL	AC	101	Sol	Le Pré Saint Juvén	SCI TESSAM 51 Route de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	21	-	21
60	SAULT-LES-RETHEL	AC	264	Jardin Terre	Le Pré Saint Juvén	M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	1700	-	1700
61	SAULT-LES-RETHEL	AC	291	Pré	Le Pré Saint Juvén	M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	12592	-	12592
62	SAULT-LES-RETHEL	X	284	Terre	Dessous les Vignes	Indivision : M. POTIER Jean époux ISMACH Sophie 12 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme POTIER Catherine 10 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	875	-	875
63	SAULT-LES-RETHEL	X	285	Lande	Dessous les Vignes	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 30 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 71 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 71 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	5	-	5

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

64	SAULT-LES-RETHEL	X	287	Terre	Dessous les Vignes	Indivision : M. POTIER Jean époux ISMACH Sophie 12 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme POTIER Catherine 10 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	575	575
65	SAULT-LES-RETHEL	X	286	Lande	Dessous les Vignes	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 30 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 71 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL		875	875
66	SAULT-LES-RETHEL	X	49	Terre	Dessous les Vignes	Usufruitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 498 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-propriétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	1074	1074
67	SAULT-LES-RETHEL	X	467	Terre	Catheringue	Usufruitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 498 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-propriétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	100210	1645

DELAUOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MIEZIERES

68	SAULT-LES-RETHEL	X	60	Lande	Dessus le Hôle du Puits	Usufruitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-croisétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	1014	-	1014
69	SAULT-LES-RETHEL	X	52	Chemin de fer	Dessous les Vignes	SNCF Mobilités CS 20012 9 Rue Jean-Philippe Rameau 93200 SAINT-DENIS	SNCF Mobilités CS 20012 9 Rue Jean-Philippe Rameau 93200 SAINT-DENIS	SNCF Réseau 92 Avenue de France 75013 PARIS	24010	-	23510
70	SAULT-LES-RETHEL	X	62	Terre	Dessus le Hôle du Puits	Société Agricole de SAULT-LES-RETHEL 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	27160	-	27160
71	SAULT-LES-RETHEL	X	61	Terre	Dessus le Hôle du Puits	Usufruitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-croisétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	80176	-	80176
72	SAULT-LES-RETHEL	X	63	Terre	Dessus le Hôle du Puits	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	4327	-	4327
73	SAULT-LES-RETHEL	X	70	Terre	Dessous le Hôle du Puits	Société Agricole de SAULT-LES-RETHEL 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	370	-	370

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

74	SAULT-LES-RETHEL	X	69	Terre	Dessous le Hôte du Puits	Société Agricole de SAULT-LES-RETHEL 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	32543	-	32543
75	SAULT-LES-RETHEL	X	96	Terre	Les Croyères	Mme DALES Sylvie née HEITZ 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	34393	-	34393
76	SAULT-LES-RETHEL	X	97	Terre	Les Croyères	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	36160	-	36160
77	SAULT-LES-RETHEL	X	98	Lande	Les Croyères	Usufruitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-propriétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	1215	-	1215
78	SAULT-LES-RETHEL	X	99	Terre	Les Croyères	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	5730	-	5730
79	SAULT-LES-RETHEL	X	100	Terre	Les Croyères	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	1910	-	1910
80	SAULT-LES-RETHEL	X	101	Lande	Les Croyères	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	5900	-	5900
81	SAULT-LES-RETHEL	X	68	Terre	Dessous le Hôte du Puits	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	86237	-	86237

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

82	SAULT-LES-RETHEL	X	66	Lande	Dessous le Hôle du Puits	Usultitière: Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-croitières: Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Syvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	1072	-	1072
83	SAULT-LES-RETHEL	X	65	Terre	Dessous le Hôle du Puits	M. DALES Syvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	525	-	525
84	SAULT-LES-RETHEL	X	221	Terre	Dessus le Hôle du Puits	M. DALES Syvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	4860	-	4860
85	SAULT-LES-RETHEL	X	222	Terre	Dessus le Hôle du Puits	M. DALES Syvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	59986	-	59986
86	SAULT-LES-RETHEL	X	105	Chemin de fer	Le Pommereux	SNCF Mobilités CS 20012 9 Rue Jean-Philippe Rameau 93200 SAINT-DENIS	SNCF Mobilités CS 20012 9 Rue Jean-Philippe Rameau 93200 SAINT-DENIS	SNCF Réseau 92 Avenue de France 75013 PARIS	23140	-	23140
87	SAULT-LES-RETHEL	X	102	Terre	Les Crovères	Usultitière: Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-croitières: Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Syvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	99485	-	99485

88	SAULT-LES-RETHEL	X	67	Lande	Dessous le Hôle du Puits	GFA La Servelle Ferme de la Servelle 08300 TAGNON	Pas de réponse	Pas de réponse	990	-	990
89	SAULT-LES-RETHEL	X	103	Terre	Le Pommereux	GFA La Servelle Ferme de la Servelle 08300 TAGNON	Pas de réponse	Pas de réponse	77424	-	77424
90	SAULT-LES-RETHEL	X	104	Lande	Le Pommereux	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 30 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 71 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 71 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	40	-	40
91	SAULT-LES-RETHEL	X	118	Lande	Le Pommereux	Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmay 08300 SAULT-LES-RETHEL	Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmay 08300 SAULT-LES-RETHEL	SCEA BRUNEAU 10 Quai Malmay 08300 SAULT-LES-RETHEL	175	-	175
92	SAULT-LES-RETHEL	X	117	Lande	Le Pommereux	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 30 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 71 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 71 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	96	-	96
93	SAULT-LES-RETHEL	X	116	Terre	Le Pommereux	Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmay 08300 SAULT-LES-RETHEL	Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmay 08300 SAULT-LES-RETHEL	SCEA BRUNEAU 10 Quai Malmay 08300 SAULT-LES-RETHEL	16065	-	16065
94	SAULT-LES-RETHEL	X	111	Terre	Le Pommereux	Usufuitière : Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmay 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-proprétaires : M. BRUNEAU Gautier 2 Rue Jean Neveu 10800 SAINT-JULIEN-LES-VILLAS M. BRUNEAU Maxime Bâtiment D 27D Boulevard de la Paix 51100 REIMS M. BRUNEAU Charles 10 Quai Malmay 08300 SAULT-LES-RETHEL	Usufuitière : Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmay 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-proprétaires : M. BRUNEAU Gautier 2 Rue Jean Neveu 10800 SAINT-JULIEN-LES-VILLAS M. BRUNEAU Maxime Bâtiment D 27D Boulevard de la Paix 51100 REIMS M. BRUNEAU Charles 10 Quai Malmay 08300 SAULT-LES-RETHEL	SCEA BRUNEAU 10 Quai Malmay 08300 SAULT-LES-RETHEL	18230	-	18230

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

95	SAULT-LES-RETHEL	X	110	Terre	Le Pommereux	<u>Usufruitière:</u> Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmy 08300 SAULT-LES-RETHEL <u>Nus-propriétaires:</u> M. BRUNEAU Gautier 2 Rue Jean Neveu 10800 SAINT-JULIEN-LES-VILLAS M. BRUNEAU Maxime Bâtiment D 27D Boulevard de la Paix 51100 REIMS M. BRUNEAU Charles 10 Quai Malmy 08300 SAULT-LES-RETHEL	<u>Usufruitière:</u> Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmy 08300 SAULT-LES-RETHEL <u>Nus-propriétaires:</u> M. BRUNEAU Gautier 2 Rue Jean Neveu 10800 SAINT-JULIEN-LES-VILLAS M. BRUNEAU Maxime Bâtiment D 27D Boulevard de la Paix 51100 REIMS M. BRUNEAU Charles 10 Quai Malmy 08300 SAULT-LES-RETHEL	SCEA BRUNEAU 10 Quai Malmy 08300 SAULT-LES-RETHEL	5256	-	5256
96	SAULT-LES-RETHEL	X	109	Lande	Le Pommereux	<u>Usufruitière:</u> Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL <u>Nus-propriétaires:</u> Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Syvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	4710	-	4710
97	SAULT-LES-RETHEL	X	106	Lande	Le Pommereux	<u>Usufruitière:</u> Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL <u>Nus-propriétaires:</u> Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Syvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	3190	-	3190

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

98	SAULT-LES-RETHEL	X	34	Lande	Le Haut de la Noue Morgne	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	1310	-	1310
99	SAULT-LES-RETHEL	X	199	Lande	Le Haut de la Noue Morgne	Usufruitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 498 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-propriétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	2112	-	2112
100	SAULT-LES-RETHEL	X	36	Lande	Le Haut de la Noue Morgne	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 30 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 71 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	Commune de SAULT-LES-RETHEL Mairie 71 Avenue Bourgoin 08300 SAULT-LES-RETHEL	514	-	514
101	SAULT-LES-RETHEL	X	35	Terre	Le Haut de la Noue Morgne	GFA La Servelle Ferme de la Servelle 08300 TAGNON	GFA La Servelle Ferme de la Servelle 08300 TAGNON	SCEA La Servelle Ferme de la Servelle 08300 TAGNON	2510	-	2510
102	SAULT-LES-RETHEL	X	195	Terre	Le Haut de la Noue Morgne	GFA La Servelle Ferme de la Servelle 08300 TAGNON	GFA La Servelle Ferme de la Servelle 08300 TAGNON	SCEA La Servelle Ferme de la Servelle 08300 TAGNON	1475	-	1475
103	SAULT-LES-RETHEL	X	198	Lande	Le Haut de la Noue Morgne	Mme BALTHAZARD Marie-Christine née LESAGE 10 Allée Ronsard 51470 SAINT-MEMMIE	Mme BALTHAZARD Marie-Christine née LESAGE 10 Allée Ronsard 51470 SAINT-MEMMIE	SCEA DALES Route de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	468	-	468
104	SAULT-LES-RETHEL	X	194	Terre	Le Haut de la Noue Morgne	Mme BALTHAZARD Marie-Christine née LESAGE 10 Allée Ronsard 51470 SAINT-MEMMIE	Mme BALTHAZARD Marie-Christine née LESAGE 10 Allée Ronsard 51470 SAINT-MEMMIE	SCEA DALES Route de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	1285	-	1285
105	SAULT-LES-RETHEL	X	31	Lande	Le Haut de la Noue Morgne	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	3984	-	3984
106	SAULT-LES-RETHEL	X	108	Terre	Le Pommereux	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	24640	-	24640

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

107	SAULT-LES-RETHEL	X	249	Terre	Le Pommereux	Usufuitière: Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-propriétaires: Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4ème Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	2012	-	2012
108	SAULT-LES-RETHEL	X	107	Terre	Le Pommereux	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	26460	-	26460
109	SAULT-LES-RETHEL	X	29	Lande	Le Haut de la Noue Morgnea	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Mme BALTHAZARD Marie-Christine née LESAGE 10 Allée Ronsard 51470 SAINT-MEMMIE	Pas de réponse	Pas de réponse	4006	-	4006
110	SAULT-LES-RETHEL	X	30	Lande	Le Haut de la Noue Morgnea	Mme BALTHAZARD Marie-Christine née LESAGE 10 Allée Ronsard 51470 SAINT-MEMMIE	Pas de réponse	SCEA DALES Route de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	5000	-	5000
111	SAULT-LES-RETHEL	X	112	Lande	Le Pommereux	Usufuitière: Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmy 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-propriétaires: M. BRUNEAU Gautier 2 Rue Jean Neveu 10800 SAINT-JULIEN-LES-VILLAS M. BRUNEAU Maxime Bâtiment D 27D Boulevard de la Paix 51100 REIMS M. BRUNEAU Charles 10 Quai Malmy 08300 SAULT-LES-RETHEL	Usufuitière: Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmy 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-propriétaires: M. BRUNEAU Gautier 2 Rue Jean Neveu 10800 SAINT-JULIEN-LES-VILLAS M. BRUNEAU Maxime Bâtiment D 27D Boulevard de la Paix 51100 REIMS M. BRUNEAU Charles 10 Quai Malmy 08300 SAULT-LES-RETHEL	SCEA BRUNEAU 10 Quai Malmy 08300 SAULT-LES-RETHEL	3280	-	3280

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

112	SAULT-LES-RETHEL	X	113	Terre	Le Pommereux	Usufruitière : Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmé 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-propriétaires : M. BRUNEAU Gautier 2 Rue Jean Neveu 10800 SAINT-JULIEN-LES-VILLAS M. BRUNEAU Maxime Bâtiment D 27D Boulevard de la Paix 51100 REIMS M. BRUNEAU Charles 10 Quai Malmé 08300 SAULT-LES-RETHEL	Usufruitière : Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmé 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-propriétaires : M. BRUNEAU Gautier 2 Rue Jean Neveu 10800 SAINT-JULIEN-LES-VILLAS M. BRUNEAU Maxime Bâtiment D 27D Boulevard de la Paix 51100 REIMS M. BRUNEAU Charles 10 Quai Malmé 08300 SAULT-LES-RETHEL	SCEA BRUNEAU 10 Quai Malmé 08300 SAULT-LES-RETHEL	12490	-	12490
113	SAULT-LES-RETHEL	X	115	Lande	Le Pommereux	Usufruitière : Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmé 08300 SAULT-LES-RETHEL	Usufruitière : Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmé 08300 SAULT-LES-RETHEL	SCEA BRUNEAU 10 Quai Malmé 08300 SAULT-LES-RETHEL	2076	-	2076
114	SAULT-LES-RETHEL	X	114	Terre	Le Pommereux	Usufruitière : Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmé 08300 SAULT-LES-RETHEL	Usufruitière : Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmé 08300 SAULT-LES-RETHEL	SCEA BRUNEAU 10 Quai Malmé 08300 SAULT-LES-RETHEL	3943	-	3943
115	SAULT-LES-RETHEL	X	28	Terre	Le Haut de la Noue Morgneux	Usufruitière : M. LESAGE Jean-François 38 Rue de la Grande Corvée 54600 VILLERS LES NANCY	Usufruitière : Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmé 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	8876	-	8876
116	SAULT-LES-RETHEL	X	37	Terre	La Noue Morgneux	Usufruitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-propriétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Usufruitière : Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmé 08300 SAULT-LES-RETHEL	SCEA La Servelle Ferme de la Servelle 08300 TAGNON	88975	-	88975
117	SAULT-LES-RETHEL	X	15	Lande	Les Hôles de la Noue Morgneux	Usufruitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-propriétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Usufruitière : Mme BRUNEAU Adeline née DUPONT 10 Quai Malmé 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	5877	-	5877

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

118	SAULT-LES-RETHEL	X	14	Terre	Les Hôles de la Noue Morgneaux	Usufuitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-proprétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	2269	-	2269
119	SAULT-LES-RETHEL	X	13	Terre	Les Hôles de la Noue Morgneaux	Usufuitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-proprétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	4115	-	4115
120	SAULT-LES-RETHEL	X	18	Lande	Les Hôles de la Noue Morgneaux	Usufuitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-proprétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	11280	-	11280

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

121	SAULT-LES-RETHEL	X	19	Terre	Les Hôles de la Noue Morgneaux	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	3583	-	3583
122	SAULT-LES-RETHEL	X	17	Terre	Les Hôles de la Noue Morgneaux	Usufruitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-propriétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	2868	-	2868
123	SAULT-LES-RETHEL	X	27	Lande	Les Hôles de la Noue Morgneaux	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	1882	-	1882
124	SAULT-LES-RETHEL	X	26	Lande	Les Hôles de la Noue Morgneaux	Mme DALES Sylvie née HEITZ 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	2570	-	2570
125	SAULT-LES-RETHEL	X	20	Terre	Les Hôles de la Noue Morgneaux	M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL	Pas de réponse	Pas de réponse	7452	-	7452
126	SAULT-LES-RETHEL	X	16	Terre	Les Hôles de la Noue Morgneaux	Usufruitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-propriétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	3408	-	3408

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

127	SAULT-LES-RETHEL	X	25	Lande	Le Fer à Cheval	<u>Usufruitière:</u> Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL <u>Nus-proprétaires:</u> Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	516	-	516
128	SAULT-LES-RETHEL	X	24	Lande	Le Fer à Cheval	<u>Usufruitière:</u> Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL <u>Nus-proprétaires:</u> Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	6410	-	6410
129	SAULT-LES-RETHEL	X	23	Lande	Le Fer à Cheval	<u>Usufruitière:</u> Mme DALES Jeanine née NOAILLES 49B Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL <u>Nus-proprétaires:</u> Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4 ^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	2000	-	2000

DELALOI GEOMETRES-EXPERTS - 22 Rue Waroquier - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

130	SAULT-LES-RETHEL	X	22	Lande	Le Fer à Cheval	Usufruitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 498 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-propriétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	1030	-	1030
131	SAULT-LES-RETHEL	X	21	Lande	Les Hôles de la Noue Morgneaux	Usufruitière : Mme DALES Jeanine née NOAILLES 498 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL Nus-propriétaires : Mme DALES Blandine 106 Rue de Strasbourg 51100 REIMS M. DALES Sylvain époux HEITZ Sylvie 49 Rue de Reims 08300 SAULT-LES-RETHEL M. DALES Louis 32 Rue Thiers 4^{ème} Etage droite 51100 REIMS	Pas de réponse	Pas de réponse	3164	-	3164





P/Le préfet et par délégation,
le secrétaire général.

Christian VEDELAGO

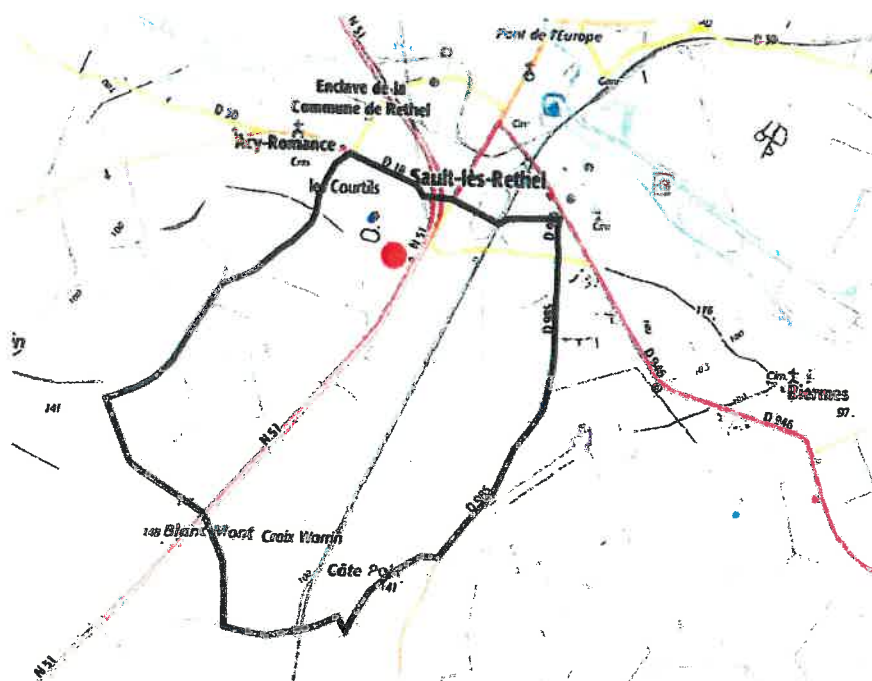
Communauté de communes du Pays Rethélois

DEPARTEMENT DES ARDENNES



Captage alimentant RETHEL, situé sur les communes de ACY-ROMANCE et SAULT-LES-RETHEL

BSS F3 : 01091x0017 exploité et F1 : 01091x0019 arrêté



Périmètre de protection immédiate



Périmètre de protection éloignée



GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 07 JUIN 2021

P/Le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Christian VEDELAGO

DELALOI
GEOMETRES-EXPERTS ASSOCIES

22 Rue Waroquier
08000 CHARLEVILLE - MEZIERES
Tél: 03.24.32.29.00 Fax: 03.24.33.55.09
Email : contact@delaloi.fr - Site : www.delaloi.fr
2 Chemin de la Comtesse 08300 RETHEL
47 Rue Bournizet 08400 VOUZIERES

PREFECTURE DES ARDENNES

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CULTURE

A R R E T E N ° 2002/524

portant déclaration d'utilité publique du projet de dérivation des eaux souterraines nécessaire à l'alimentation en eau potable des communes du SIAEP de La Basse Retourne (Brienne-sur-Aisne, Houdilcourt, Poilcourt-Sydney, Roizy, Sault-Saint-Rémy) et d'établissement des périmètres de protection sur le territoire de la commune de Houdilcourt
(Références Code Minier : 108.2.14)

* * *

LE PREFET DES ARDENNES

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 371-1 et R 371-1,

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 210-1 ; L 211-1 à 3 ; L 211-5 à L 211-11 ; L 214-1 à L 214-11 ; L 215-13 ; L 216-3 à L 216-13,

VU les articles L 1311-1 ; L 1312-1 ; L 1321-1 à 5 et L 1324-3 et 4 du Code de la Santé Publique,

VU le décret n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55.1350 du 14 octobre 1955,

VU le décret modifié n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les Départements,

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n°92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la délimitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau,

VU le décret n°93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation et déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement,

VU le décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine,

VU le Règlement Sanitaire Départemental,

VU l'arrêté préfectoral n° 2002-300 du 15 juillet 2002 donnant délégation de signature à Monsieur Marc de LA FOREST-DIVONNE, Secrétaire Général de la Préfecture,

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine,

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection du captage,

VU la délibération du Comité Syndical de la Basse Retourne en date du 16 mai 2000 par laquelle il :

- SOLLICITE la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant le captage communal, la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire,

- PREND l'engagement d'indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

VU le rapport de l'Hydrogéologue agréé de septembre 1992 modifié,

VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 25 mars au 15 avril 2002,

VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 25 septembre 2002;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

AR R E T E

ARTICLE 1ER

Sont déclarées d'utilité publique au profit du SIAEP de la BASSE RETOURNE :

- la dérivation d'une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de HOUDILCOURT
- la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour de ce captage sur le territoire de la commune de HOUDILCOURT.

ARTICLE 2

Le SIAEP de la BASSE RETOURNE est autorisé à dériver les eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de HOUDILCOURT.

ARTICLE 3

Le volume à prélever par le SIAEP de la BASSE RETOURNE ne devra pas excéder 150 m³/jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, le SIAEP de la BASSE RETOURNE devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 4

Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 16 mai 2000, le SIAEP DE LA BASSE RETOURNE devra indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 5

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit autorisé ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le SIAEP DE LA BASSE RETOURNE à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 6

Conformément à l'article L 20 du Code de la Santé Publique et en application des dispositions du décret n° 61.859 du 1er août 1961, modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 et du décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 modifié par le décret n° 90.330 du 10 avril 1990, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté qui peuvent être consultés à la Préfecture des ARDENNES - Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau de l'Urbanisme, de l'Environnement et de la Culture ou en mairie de HOUDILCOURT.

ARTICLE 7

- A l'intérieur du périmètre de protection immédiate comprenant la parcelle section ZK N°6 sur la commune de HOUDILCOURT

Sont interdits : tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.

- *- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée comprenant sur la commune de HOUDILCOURT :

- * les parcelles section ZK n°7, 8, 21, 22

- * les parties de parcelles section ZK n°2, 5, 10, 17, 18 et ZL n°9 et 13

Sont interdits :

Le forage de puits (activités futures)

Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales (activités futures)

L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières (activités futures)

L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux (activités futures)

L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées (activités futures)

L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux (activités futures)

Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature (activités futures).

L'épandage des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges

L'épandage des eaux usées ménagères et des eaux vannes (activités futures)

Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail (activités futures)

Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures

L'établissement d'étables ou de stabulations libres (activités futures)

L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (activités futures)

La création d'étangs (activités futures)

Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes (activités futures)

Sont réglementés

L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert) (activités futures)

Limité aux excavations provisoires d'une profondeur inférieure à 3 mètres. Remblaiement avec les matériaux extraits replacés dans l'ordre de leur présence initiale dans le sol ou un matériau imperméable inerte.

Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes

Limité à des matériaux chimiquement insolubles et imputrescibles

L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau. (activités futures) :

Limité aux hangars pour le stockage de matériel

L'épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols :

Limité au strict besoin des cultures classiques à cycle de végétation annuelle. Les amendements seront apportés en tenant compte du solde resté dans le sol et provenant des amendements précédents.

L'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures :

Devra être conforme aux doses d'emploi préconisées par le fabricant.

Le pacage des animaux :

Est limité à la production herbagère naturelle du sol.

La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation :

Sans terrassement : autorisé

Avec terrassement : soumis à avis de l'hydrogéologue agréé

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée sont réglementées les activités suivantes :

Le forage de puits (activités futures)

Soumis à l'avis de l'hydrogéologue agréé

Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales (activités futures)

Limités aux eaux pluviales avec bac de sécurité d'un volume égal au volume d'eau reçu sur la surface collectée lors d'un orage moyen (15 l/m²)

L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières (activités futures)

L'autorisation est liée à la réglementation départementale. L'étude d'impact du projet devra comporter une étude hydrogéologique

L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert) (activités futures)

Limitée aux excavations provisoires d'une profondeur inférieure à 3 mètres. Remblaiement avec les matériaux extraits replacés dans l'ordre de leur présence initiale dans le sol ou un matériau imperméable inerte.

Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes (activités futures)

Limité à des matériaux chimiquement insolubles et imputrescibles

L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux (activités futures)

Soumise à autorisation administrative quel qu'en soit le volume

L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées (activités futures)

Etanchéité renforcée

L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux (activités futures)

Etanchéité renforcée. Autorisée après avis de l'hydrogéologue agréé pour la conduite de gaz très volatil (gaz combustible)

Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature (activités futures)

Soumises à la réglementation générale et à l'avis de l'hydrogéologue agréé

L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau (activités futures)

Limité à des pavillons sur vide-sanitaire de 4 personnes pour 1000 m² sous réserve que les dispositions du règlement sanitaire départemental ne soient pas plus contraignantes.

L'épandage des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges (activités futures)

Soumis à autorisation préfectorale après avis hydrogéologique

L'épandage des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges (activités futures)

Limité à une charge de 4 équivalents habitant pour 1000 m²

Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail (activités futures)

Limité à 5 tonnes de matière sèche par an et par UGB présent dans l'exploitation, stocké sur aires étanches avec dispositif de récupération des jus

Le stockage du fumier et autres engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures

Limité à 40 tonnes/hectare pour les fumiers concentrés durant 5 mois maximum. Les produits concentrés seront stockés sous toiture et sur fosses de rétention de dimension appropriée

L'épandage de fumier et autres engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols

Limité au strict besoin des cultures classiques à cycle de végétation annuelle. Les amendements seront apportés en tenant compte du solde resté dans le sol et provenant des amendements précédents

L'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures

Devra être conforme aux doses d'emploi préconisées par le fabricant

L'établissement d'étables ou de stabulations libres.(activités futures)
 Limité à 30 Unité Gros Bétail (UGB) avec aires d'évolution et fosses de collecte des purins ou lisiers étanches

Le pacage des animaux (activités futures)
 Est limité à la production herbagère naturelle du sol

L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (activités futures)
 Devront en fonction du parcellaire être éloignés au maximum du périmètre de protection rapprochée

La création d'étangs (activités futures)
 Interdit à une distance inférieure à 500 mètres du puits

La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation
 Sans terrassement : autorisé
 Avec terrassement : soumis à avis de l'hydrogéologue agréé

ARTICLE 8

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 7 dans un délai maximum d'un an.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L 216-8 à L 216-13 du Code de l'Environnement

ARTICLE 9

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en fournissant les pièces suivantes :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.
Il en sera de même pour toute nouvelle installation ou dépôt réglementé.

ARTICLE 10

Le périmètre de protection rapprochée sera matérialisé sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

ARTICLE 11

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de HOUDILCOURT

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 12

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

ARTICLE 13 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique. Il peut être déféré en annulation au Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne.

Le délai du recours est de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 14

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 15

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes, le Sous-Préfet de RETHEL, le Président du SIAEP DE LA BASSE RETOURNE, le maire de la commune de HOUDILCOURT, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, l'Ingénieur en Chef des Mines, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Ardennes et des Services Déconcentrés de l'État. Une ampliation sera adressée au Directeur des Services Fiscaux et au Directeur Départemental de l'Office National des Forêts.

Charleville-Mézières, le 11 décembre 2002

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

signé : Marc de LA FOREST-DIVONNE

Pour ampliation
L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau

Paul LLANES



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES ARDENNES

Délégation territoriale
départementale des Ardennes
de l'Agence Régionale de Santé
de Champagne Ardenne

Service Santé-Environnement

ARRETE PREFECTORAL N° 2014 - 168

PORTANT SUR

1- DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :

- DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX
- DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

2- AUTORISATION D'UTILISER DE L'EAU EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE POUR LA PRODUCTION, LA DISTRIBUTION PAR UN RESEAU PUBLIC OU PRIVE

DECLARATION DE PRELEVEMENT

CONCERNANT

Le S.I.A.E.P. de Juliaucourt

Captage de Juliaucourt (Code Minier : 00857X0007)

situé sur la commune de Saint Fergeux

Le préfet des Ardennes,

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R. 1321-63 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

Vu le code minier et notamment l'article 131;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-231 relatif au 4ème programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 489 du 12 novembre 1979 modifié définissant le règlement sanitaire départemental ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-383 du 15 juillet 2013, portant ouverture conjointe d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire sur le projet de création des périmètres de protection du captage d'alimentation en eau de consommation humaine (indice minier 00857X0007) exploité par le S.I.A.E.P. de Juliaucourt ;

Vu le décret du 4 décembre 2013 nommant Monsieur Frédéric Perissat en qualité de Préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-690 en date du 23 décembre 2013 portant délégation de signature à Madame Eléonore Lacroix, secrétaire générale de la préfecture des Ardennes ;

Vu la délibération du conseil syndical de Juliaucourt, en date du 14 décembre 2009, par laquelle le S.I.A.E.P. de Juliaucourt sollicite la déclaration d'utilité publique de l'établissement des périmètres de protection du captage situé sur le territoire communal de Saint Fergeux et alimentant les communes de Saint Fergeux, Chappes, Remaucourt et Son;

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 3 mai 2006;

Vu les résultats des enquêtes publique et parcellaire qui se sont déroulées du 9 au 30 septembre 2013 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 18 octobre 2013 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Ardennes en date du 11 mars 2014 ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine des communes de Saint Fergeux, Chappes, Remaucourt et Son, énoncées à l'appui du dossier sont justifiés :

- par l'avis sanitaire favorable de l'hydrogéologue agréé en date du 3 mai 2006,
- par l'avis favorable du commissaire-enquêteur suite à l'enquête publique en date du 18 octobre 2013,
- par l'avis favorable du CODERST en date du 11 mars 2014;

CONSIDERANT que l'hydrogéologue agréé a signalé la vulnérabilité aux pollutions de l'aquifère concerné, qu'il a prescrit en conséquence des interdictions et réglementations en définissant trois zones de sensibilité : le Périmètre de Protection Immédiate (PPI), le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) et le Périmètre de Protection Eloignée (PPE) visant les activités générant des infiltrations polluantes, présentant des risques sanitaires, en l'occurrence certaines activités agricoles (notamment les épandages de produits fertilisants et de phytosanitaires) ainsi que l'assainissement de la commune de Saint Fergeux ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, en conséquence, de grever de servitudes les terrains situés dans le PPR ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation, les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine des communes citées ci-devant ;

Sur proposition du directeur général de l'agence régionale de Santé de Champagne-Ardenne,

ARRETE

Chapitre 1: Déclaration d'Utilité Publique et Prélèvement de l'eau

ARTICLE 1 – DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice du S.I.A.E.P. de Juliaucourt :

- Les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du captage de Juliaucourt, sis sur la commune de Saint Fergeux;

- La création de périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée autour de l'ouvrage de captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

ARTICLE 2 – AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE :

Le S.I.A.E.P. de Juliaucourt est autorisé à prélever l'eau issue du captage de Juliaucourt, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES, LOCALISATION ET AMENAGEMENT DU CAPTAGE :

L'ouvrage de captage (indice minier : 00857X0007) est situé sur la commune de Saint Fergeux.

Les coordonnées topographiques en Lambert II étendues du captage sont :

- X = 785481 m
- Y = 2 509 138 m
- Z = + 83 mètres

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE PRELEVEMENT :

Le prélèvement ne pourra excéder :

- 60 m³/h
- 275 m³/j
- 73000 m³/an.

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

ARTICLE 5 – ABANDON DE L'OUVRAGE :

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné est comblé par des matériaux permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées, ainsi que l'absence de transfert de pollution.

La déclaration de l'abandon de l'ouvrage est communiquée au préfet de département au moins un mois avant le début des travaux et comprend :

- la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- l'aquifère précédemment surveillé ou exploité,

- une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler,
- une coupe technique précisant les équipements en place,
- des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l'ouvrage, le déclarant en informe le Préfet de département et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

ARTICLE 6 – SURVEILLANCE ET ENTRETIEN :

Les opérations de prélèvement sont contrôlées.

Les ouvrages et installations de prélèvement sont entretenus de manière à :

- éviter tout gaspillage,
- garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau souterraine, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

Tous les incidents ayant pu porter atteinte à la qualité de l'eau ou à sa gestion quantitative, ainsi que les premières mesures prises pour y remédier, sont déclarés au Préfet de département, dès que l'exploitant en a connaissance.

ARTICLE 7 – ACCESSIBILITE :

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser accès aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions, aux locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L 216-4 du code de l'environnement. Il est demandé de tenir à la disposition des agents habilités la liste des produits polluants, notamment les produits pesticides utilisés sur l'exploitation.

ARTICLE 8 – DECLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT :

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant, ou s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer, dans les meilleurs délais, au Préfet de département ou au Maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, notamment la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, la préservation de la qualité de l'eau ou de la ressource en eau, le libre écoulement des eaux, la santé, la salubrité publique, la sécurité civile et la conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet de département, les personnes mentionnées au premier alinéa prennent ou font prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DE L'OUVRAGE :

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de département qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS :

Si au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au Préfet de département, qui statue par arrêté conformément aux articles R.214-15 et R.214-39 du code de l'environnement susvisé, dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le Préfet de département peut imposer, par un arrêté, toute prescription.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DU BENEFICE DE LA DECLARATION :

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, le nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 12 – INDEMNISATIONS ET DROIT DES TIERS :

Les indemnités, qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la protection du captage de Juliaucourt, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge du S.I.A.E.P. de Juliaucourt.

ARTICLE 13 – PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE :

Des périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

**ARTICLE 13.1 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX PERIMETRES DE PROTECTIONS
IMMEDIATE ET RAPPROCHEE :**

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementés qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention au Préfet et à l'Agence Régionale de Santé, en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau, ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés.

II. Toutes mesures devront être prises pour que le S.I.A.E.P. de Juliaucourt, la Préfecture et l'Agence Régionale de Santé soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

III. La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 13.2 – PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE :

Le périmètre de protection immédiate est constitué de la parcelle ZP 16.

Il a une superficie totale de 4 ares 40 centiares.

Il est propriété de la commune de Saint Fergeux. Il doit être acquis par le S.I.A.E.P. ou faire l'objet d'une convention d'exploitation.

Sur le périmètre de protection immédiate, doivent s'appliquer les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des éventuelles installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.3 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE :

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur le territoire de Saint Fergeux.

Il est constitué, en partie ou en totalité, des parcelles cadastrées AB 1, 2, 3, 4, 5, 6, 143, 144, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 201, 202, AC 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 11, 96, 97, ZP 14, 15, 17, 20
Sa superficie est de 14 ha 15 a 16 ca.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.4 – PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE.

Le périmètre de protection éloignée a une superficie d'environ 95 ha.
A l'intérieur de ce périmètre, la réglementation générale doit être appliquée avec rigueur.

ARTICLE 14 – RECOMMANDATIONS DE L'HYDROGEOLOGUE ET DES AUTORITES SANITAIRES

Des travaux destinés à améliorer la protection, l'accessibilité du captage et la qualité de l'eau qu'il délivre, ont été recommandés. Il s'agit de :

- du retrait du PPR des cuves de stockage d'engrais liquide non sécurisées (à simple paroi et non pourvues d'un bac de rétention) qui se trouvent en dehors des corps de ferme;
- de l'installation de bacs de rétention sous les cuves de stockage situées dans les corps de ferme du PPR, ainsi que dans le PPE.

De même, la mise en conformité des installations d'assainissement non collectif devra être prioritaire dans le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 15 – MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS ET RESPECT DES PRESCRIPTIONS :

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 13, il doit être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres :

à compter de la notification du présent arrêté en ce qui concerne les prescriptions applicables dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée,

dans un délai d'un an maximum à compter de la notification du présent arrêté, en ce qui concerne les travaux prescrits par l'hydrogéologue agréé et l'autorité sanitaire, s'appliquant au captage, au périmètre de protection immédiate, au périmètre de protection rapprochée et au réservoir.

Chapitre 2 : Traitement, Distribution de l'Eau et Autorisation

ARTICLE 16 – TRAITEMENT :

Le S.I.A.E.P. de Juliaucourt est autorisé à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de ce captage, sous réserve que les réseaux de distribution répondent aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique.
Toute modification des installations de traitement devra être soumise aux autorités sanitaires.

ARTICLE 17 – QUALITE DES EAUX :

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique.
Le bénéficiaire est tenu notamment de :

Surveiller la qualité de l'eau distribuée et celle au point de pompage ;
Se soumettre au contrôle sanitaire ;

Prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire ;
Employer des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée ;
Respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
Se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.

Chapitre 3 : Dispositions Diverses

ARTICLE 18 – RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE :

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine des communes concernées devra être déclaré au Préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 19 – DELAI ET DUREE DE VALIDITE :

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 20 – NOTIFICATIONS ET PUBLICITE DE L'ARRETE :

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification **sans délai** aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant **une durée d'un mois** des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective **dans un délai maximum de 3 mois** après la date de signature de Monsieur le Préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du Président du S.I.A.E.P. de Juliaucourt.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Agence Régionale de Santé dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée et éloignée, et l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 21 – SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES :

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

ARTICLE 22 – DROIT DE RECOURS :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Ardennes ou d'un recours hiérarchique auprès des ministres de la santé et de l'écologie, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne (25, Rue Lycée 51000 Châlons en Champagne), dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Conformément à l'article L. 214-10 du code de l'environnement susvisé, les prescriptions fixées au chapitre III sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Elles peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté lui a été notifié ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication de l'arrêté.

Tout recours est adressé en lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 23 – TRANSMISSION ET COPIE :

Une copie du présent arrêté est adressée :

au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne ;
au directeur général de l'agence régionale de santé de Champagne-Ardenne ;
au directeur de l'agence de l'eau Seine-Normandie ;
au directeur du bureau de recherches géologiques et minières ;
à la directrice départementale des territoires ;
au président du conseil général des Ardennes ;
au président de la chambre d'agriculture des Ardennes ;
au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique ;
au président du S.I.A.E.P. de Juliaucourt ;
au maire de saint Fergeux.

ARTICLE 25 – MESURES EXECUTOIRES :

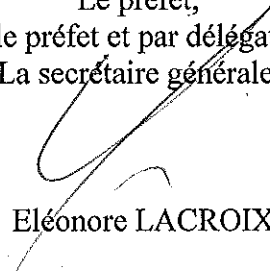
M. le préfet des Ardennes,
Mme la secrétaire générale de la préfecture des Ardennes,
M. le président du S.I.A.E.P. de Juliaucourt,
M. le maire de saint Fergeux,
M. le directeur général de l'agence régionale de santé de Champagne-Ardenne,
Mme la directrice départementale des territoires,
M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes, et dont une copie, sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

A Charleville-Mézières, le

27 MARS 2014

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Eléonore LACROIX

Liste des annexes :

- annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate.
- annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée.
- annexe III : réglementation et recommandations applicables au périmètre de protection éloignée.
- annexe IV : tableau et plan parcellaire.

**ANNEXE I : SERVITUDES APPLICABLES AU PERIMETRE
DE PROTECTION IMMEDIATE**

A l'intérieur de ce périmètre seront interdites toutes activités, y compris celles liées au transport, installations ou dépôts en dehors de ceux en liaison directe avec l'exploitation du captage.

Les activités autorisées seront conçues et aménagées de manière à ne pas provoquer de pollution des captages.

Un aménagement correct et un entretien efficace des ouvrages de captage complètent ces mesures de protection.

**ANNEXE II : SERVITUDES APPLICABLES AU PERIMETRE
DE PROTECTION RAPPROCHEE**

Sont interdites les activités futures suivantes :

- Le creusement de puits et forages ;
- Les puits filtrants et puits d'infiltration ;
- L'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- L'installation de dépôts d'ordures ménagères et de tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- L'épandage des lisiers, de boues de stations d'épuration et de matières de vidange ;
- Tout nouveau stockage de matières fermentescibles, d'engrais et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures en dehors des corps de ferme ;
- L'installation d'établissements classés relevant de la loi du 19 juillet 1976.

Sont réglementées les activités suivantes :

- Les cuves de stockage d'engrais liquide ou d'hydrocarbures.
Celles qui sont situées dans les corps de ferme devront être impérativement placées sur bassin de rétention étanche, de volume au moins équivalent à celui de la cuve.
Les autres devront être déplacées vers les corps de ferme, où elles seront équipées d'un bac de rétention.

- Les pratiques culturales :

- Les parcelles peuvent être cultivées dans la mesure où cet usage ne sera pas préjudiciable à la qualité des eaux souterraines. A cet effet, l'utilisation d'engrais minéraux se fera au minimum, sur la base du Code de bonnes pratiques agricoles. De plus l'itinéraire technique et les apports pour les cultures observeront les conditions suivantes :
 - l'usage de produits phytosanitaires homologués sera limité au strict nécessaire. De plus, il est recommandé de privilégier les produits les moins dangereux vis-à-vis de l'environnement (faibles toxicité et rémanence),
 - l'épandage de produits fertilisants se fera selon la méthode des bilans, en prenant en compte la connaissance des reliquats d'azote dans le sol en fin d'hiver, des apports naturels de toute provenance et du besoin nécessaire à la culture pour l'obtention d'un objectif de rendement réaliste.
 - Sur céréales d'hiver, les quantités d'azote apportées seront fractionnées en 3 apports minimum dont le premier ne dépassera pas 60 unités.

ANNEXE III : REGLEMENTATION ET RECOMMANDATIONS APPLICABLES AU PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

A l'intérieur de ce périmètre seront soumis à l'avis des autorités sanitaires, l'ouverture de carrières et tout dépôt d'ordures ménagères, de détritiques et de tout produit susceptible d'altérer la qualité de l'eau.

Par ailleurs, tout plan d'épandage de boues sera soumis à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé.

Toute nouvelle cuve de stockage d'engrais liquide devra reposer sur un bac de rétention, de volume au moins équivalent à celui de la cuve.

Le syndicat et la commune veilleront à l'application des prescriptions énoncées. En ce qui concerne les activités susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux de la nappe, elles devront être déclarées aux autorités sanitaires.

ANNEXE IV : Tableau et Plan Parcellaire

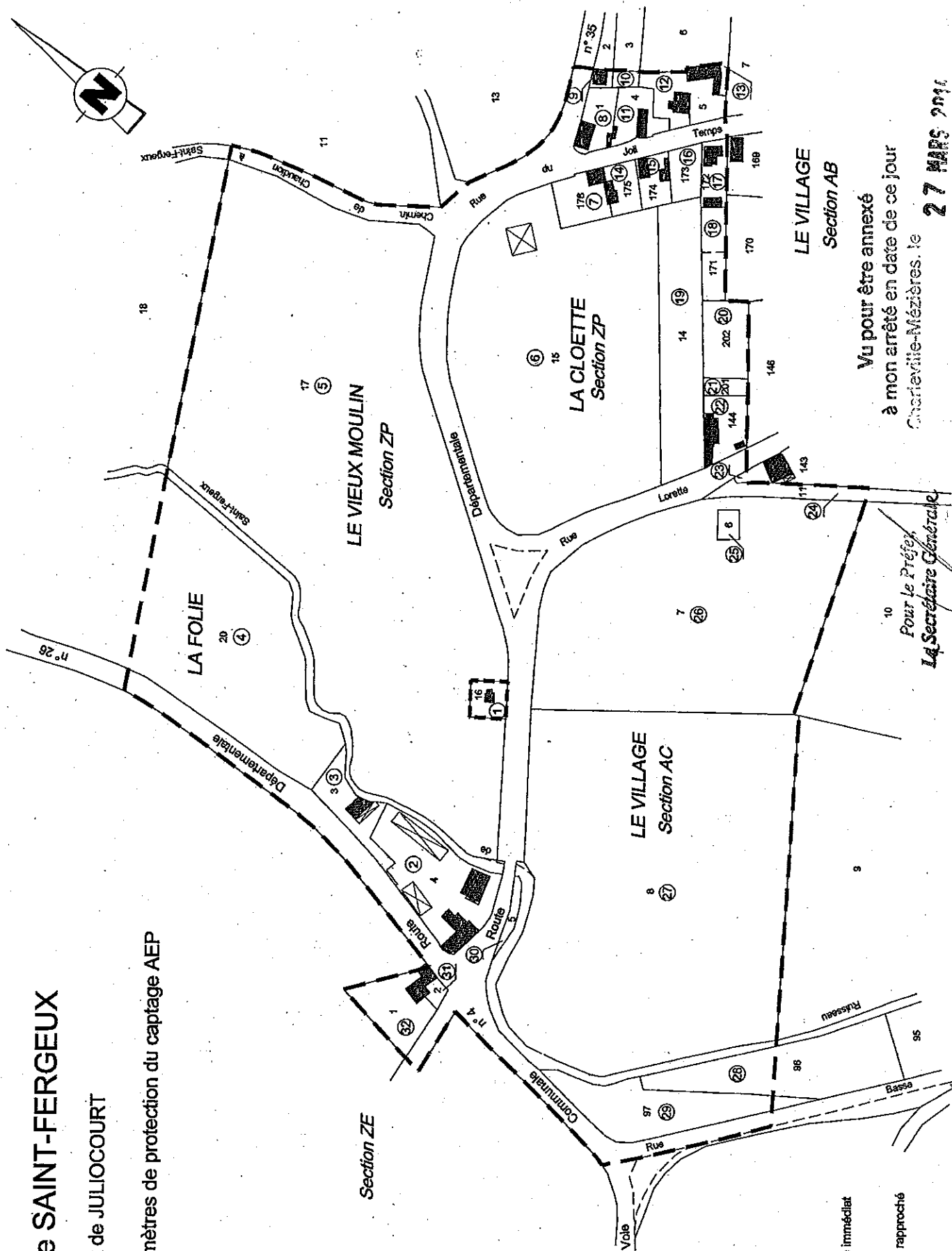
Plan 1/25000^{ème}

Commune de SAINT-FERGEUX

Syndicat des Eaux de JULIOCOURT

Définition des périmètres de protection du captage AEP

Echelle : 1/2000



Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le

27 MARS 2011

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Générale,

Eléonore LACROIX

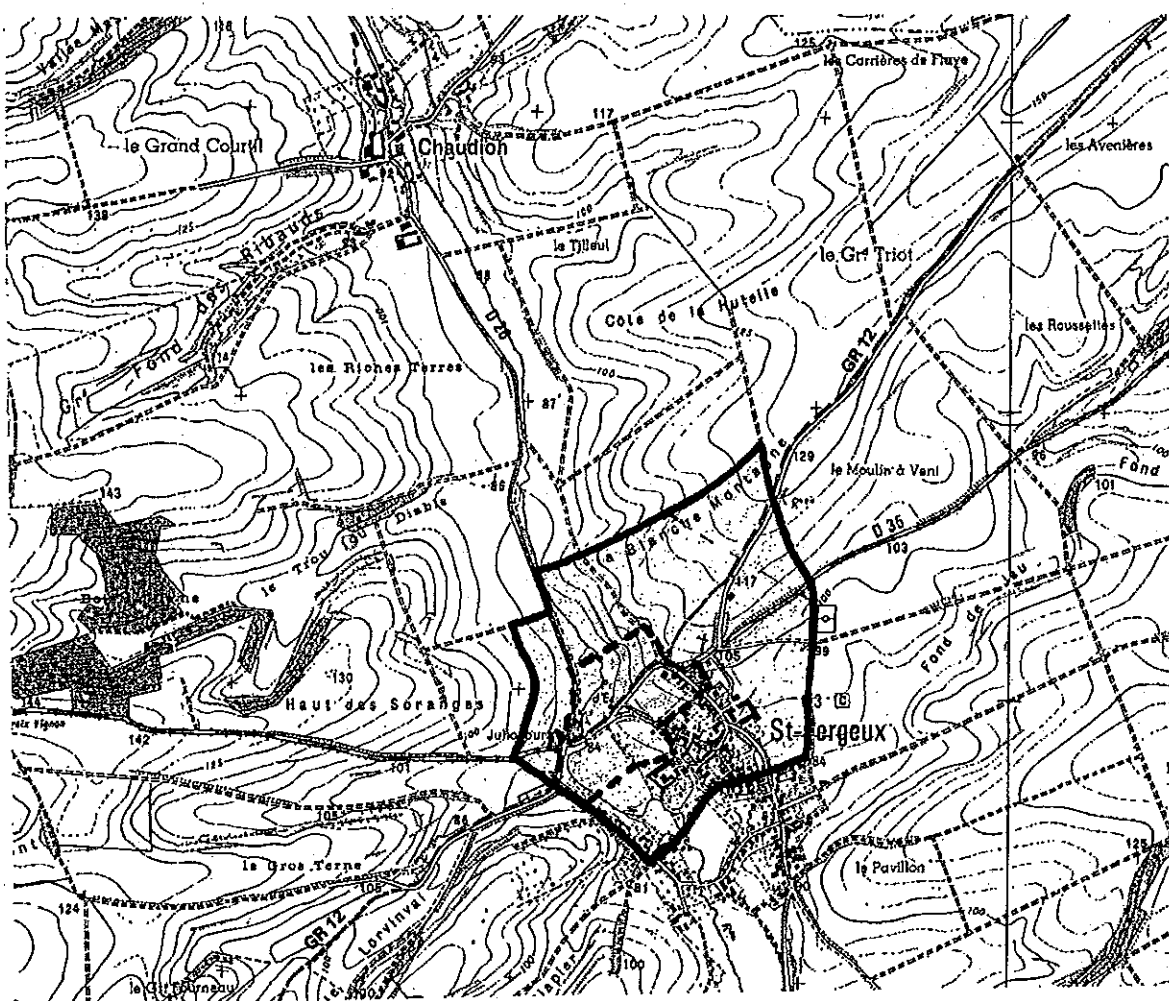
DEPARTEMENT DES ARDENNES

Commune de SAINT-FERGEUX
(Syndicat des Eaux de Julicourt)

PERIMETRES DE PROTECTION
DU CAPTAGE AEP

Echelle : 1/25000

N



Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

27 MARS 2014

Eléonore LACROIX



Périmètre rapproché



Périmètre éloigné

PREFECTURE DES ARDENNES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DES FINANCES LOCALES

IER BUREAU

A R R E T E

N - 92 - 533

PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET
DE DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES NECESSAIRE A L'ALIMENTATION
EN EAU POTABLE DES COMMUNES DU SYNDICAT DE LA REGION D'ASFELD ET SITUE SUR LE
TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'ASFELD
ET D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION

(Référence Code Minier 108.2.24)

* * *

LE PREFET DES ARDENNES

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code Rural, article 113, sur la dérivation des eaux non domaniales ;

VU le Code des Communes, notamment ses articles L 371-1 et R 371-1

VU le Règlement Sanitaire Départemental ;

VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55.1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961 modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre III du Titre 1er du livre 1er du Code de la Santé Publique, relatif aux eaux potables, notamment les articles 3, 4.1 et 4.2 ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ensemble l'article 5 du décret n° 73.219 du 23 février 1973, portant application de ses articles 40 et 57 et l'arrêté interministériel du 8 mars 1973, portant application de l'article 7 dudit décret ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution ;

VU le décret N° 89.3 du 3 Janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le décret n° 90.330 du 10 Avril 1990 modifiant le décret n° 89.3 ;

VU la circulaire du 24 Juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine ;

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages ;

VU la délibération du Comité Syndicat en date du 13 Janvier 1989 par laquelle il :

- SOLLICITE la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant le forage communal, la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;

- PREND l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en date de Juillet 1990 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 16 Septembre 1992

VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 07.10.1991 au 28.10.1991 en Mairie d'ASFELD ;

VU l'avis favorable du Sous-Préfet de RETHEL ;

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable ;

SUR la proposition de M. le Directeur Départemental de l'AGRICULTURE et de la FORET ;

A R R E T E

ARTICLE 1er

Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage d'eau destinée à l'alimentation humaine et situé sur le territoire de la Commune d'ASFELD.

ARTICLE 2

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région d'ASFELD est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire communal d'ASFELD.

ARTICLE 3

Le volume à prélever (par pompage) par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région d'ASFELD ne pourra excéder 1400 m³/jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région d'ASFELD devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 4

Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 13 Janvier 1989, le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région d'ASFELD devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 5

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région d'ASFELD à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 6

Conformément à l'article L 20 du Code de la Santé et en application des dispositions du décret n° 61.859 du 1er Août 1961, modifié par le décret n° 67.1093 du 15 Décembre 1967 et du décret n° 89.3 du 3 Janvier 1989 modifié par le décret n° 90.330 du 10 Avril 1990, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des captages. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté qui peuvent être consultés à la Préfecture des ARDENNES - Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau des Finances Locales - 1er Bureau - ou en Mairie d'ASFELD.

ARTICLE 7

- A L'intérieur du Périmètre de protection immédiate comprenant la Parcelle Section ZK N° 51 :

Sont Interdites : tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.

- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée : comprenant les parcelles section ZK N° 75, 76, 77, 78, 80, 70, 71, 72, 73, 74, 52, 39, 38, 37, 36, 66, 34, 65.

Sont interdits :

2. Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales
3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières
6. L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux
8. L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux
10. L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau. (activités futures).
11. L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et de matière de vidanges
12. L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges (activités futures)
13. Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail
14. Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures
17. L'établissement d'étables ou de stabulations libres
21. La création d'étangs

Sont règlementés :

1. Le forage de puits
4. L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)
5. Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes.
7. L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées.
9. Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature.
10. L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau (activités existantes)

12. L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidange (activités existantes)

22. Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes.

23. La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée :

Sont règlementés ou soumises à la réglementation générale : toutes les activités interdites ou règlementées dans le périmètre de protection rapprochée .

ARTICLE 8

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 7 dans un délai maximum d'un an.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution.

ARTICLE 9

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt règlementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en fournissant les pièces suivantes :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il en sera de même pour toute nouvelle installation ou dépôt règlementé.

ARTICLE I0

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la Commune d'ASFELD.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

ARTICLE II

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

ARTICLE I2

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE I3

Le Secrétaire Général de la Préfecture des ARDENNES, le Sous-Préfet de RETHEL, le Président du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région d'ASFELD, le Maire de la Commune d'ASFELD, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, l'Ingénieur en Chef des Mines, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des ARDENNES. Une ampliation sera adressée au Directeur des Services Fiscaux et au Président du Conseil Général des ARDENNES.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 27 OCT. 1992

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : Didier LAVAL,

Pour ampliation
POUR LE PRÉFET,
Le Directeur par Interim

M. STEVENIN

PREFECTURE DES ARDENNES

1

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES---
BUREAU DES FINANCES LOCALES---
1ER BUREAU

A R R E T E N ° 92-213

PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET
DE DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES NECESSAIRE A L'ALIMENTATION
EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE BARBY
ET D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION
DES PUIITS SITUES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL
(Référence Code Minier 86.5.38 et 86.5.39)

* * *

LE PREFET DES ARDENNES

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU le Code Rural, article 113, sur la dérivation des eaux non domaniales ;
VU le Code des Communes, notamment ses articles L 371-1 et R 371-1
VU le Règlement Sanitaire Départemental ;
VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique ;
VU le décret n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55.1350 du 14 octobre 1955 ;
VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961 modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre III du Titre 1er du livre 1er du Code de la Santé Publique, relatif aux eaux potables, notamment les articles 3, 4.1 et 4.2 ;
VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ensemble l'article 5 du décret n° 73.219 du 23 février 1973, portant application de ses articles 40 et 57 et l'arrêté interministériel du 8 mars 1973. portant application de l'article 7 dudit décret ;
VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le décret n° 90.330 du 10 avril 1990 modifiant le décret n° 89.3

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages

VU la délibération du Conseil Municipal de BARBY en date du 22 Mars 1990 par laquelle il :

- SOLLICITE la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant les forages syndicaux, la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire
- PREND l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

VU le rapport du Géologue agréé en date de Mai 1984 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 12.12.1991.

VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 16 Septembre 1991 au 7 Octobre 1991 inclus en mairie de BARBY.

VU l'avis favorable du Sous-Préfet de RETHEL ;

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable :

A R R E T E

ARTICLE 1ER

Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine et situés sur le territoire de la commune de BARBY.

ARTICLE 2

La commune de BARBY est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire communal.

ARTICLE_3

Le volume à prélever par la commune de BARBY ne pourra excéder 12,2 mètres cubes par heure, ni 300 mètres cubes par jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la commune de BARBY devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE_4

Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 22 Mars 1990, la commune de BARBY devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE_5

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la commune de BARBY à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE_6

Conformément à l'article L 20 du Code de la Santé et en application des dispositions du décret n° 61.859 du 1er août 1961, modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 et du décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 modifié par le décret n° 90.330 du 10 avril 1990, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des captages. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté qui peuvent être consultés à la Préfecture des ARDENNES - Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau des Finances Locales - 1er Bureau ou en mairie de BARBY.

ARTICLE_7

- A l'intérieur du périmètre de protection immédiate comprenant une partie de la parcelle ZH N° 66 :

Sont interdites : toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien des ouvrages ou liées au Service des Eaux.

- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée : comprenant les parcelles Section ZH N° 68, N° 103, N° 72, N° 75, N° 64, N° 65.

Sont interdits :

1. Le forage du puits
2. Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales
3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières
4. L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)
5. Le remblaiement d'excavations, autre que carrières (à ciel ouvert)
6. L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux
7. L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées
8. L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux
9. Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature
10. L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau
11. L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et de matière de vidanges
12. L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges
13. Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail
14. Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures
17. L'établissement d'étables ou de stabulations libres
19. L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail
21. La création d'étangs
22. Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes

Sont règlementés :

15. L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols.
16. L'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures.
18. Le pacage des animaux
20. Le défrichement
23. La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée :

Sont règlementés : toutes les activités interdites ou règlementées dans le périmètre de protection rapprochée .

ARTICLE 8

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 7 dans un délai maximum d'un an.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution.

ARTICLE 9

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt règlementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en fournissant les pièces suivantes :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il en sera de même pour toute nouvelle installation ou dépôt réglementé.

ARTICLE 10

Les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à la diligence de la commune de BARBY et à ses frais.

Le périmètre de protection rapprochée sera matérialisé sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, fera dresser procès-verbal des opérations.

ARTICLE 11

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de BARBY.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

ARTICLE 12

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

ARTICLE_13

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE_14

Le Secrétaire Général de la Préfecture des ARDENNES, le Sous-Préfet de RETHEL, le Maire de la commune de BARBY, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, l'Ingénieur en Chef des Mines, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des ARDENNES. Une ampliation sera adressée au Directeur des Services Fiscaux et au Président du Conseil Général des ARDENNES.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES,
le 5 MAI 1992

Pour ampliation

POUR LE PREFET,
Le Directeur par Interim

M. STEVENIN

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : Didier LAVAL

PREFECTURE des ARDENNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction des Affaires Financières
et des Collectivités Locales

2° Bureau

Tél. 57 22 11

Références : MH/MCO/82/2747

DIRECTION DES AFFAIRES
SANITAIRES & SOCIALES

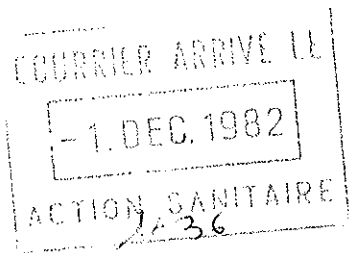
- 1.DEC.1982

ARRIVEE

08011 - Charleville-Mézières, le

29 NOV 1982

A. saulon



Le PREFET, COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE
du DEPARTEMENT des ARDENNES

à

Madame le DIRECTEUR DEPARTEMENTAL
des AFFAIRES SANITAIRES et SOCIALES
13, place Winston Churchill
08011 CHARLEVILLE-MEZIERES

OBJET : Alimentation en eau potable par le S.I.V.O.M. de JUNIVILLE
et création des périmètres de protection -
Déclaration d'utilité publique -

P. J. : 1 ampliation -

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, une am-
pliation de mon arrêté déclarant d'utilité publique le projet dont
il est fait mention ci-dessus.

Pour le Commissaire de la République
et par délégation
L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau

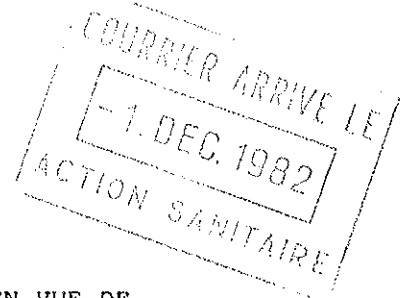
[Signature]
Yves FAES

Direction des Affaires financières
et des Collectivités Locales

2° Bureau

MH/FT

ARRETE N° 997



PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
DES TRAVAUX PROJETES PAR LE S.I.V.O.M. DE JUNIVILLE EN VUE DE
L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES COMMUNES DE JUNIVILLE, BIGNICOURT
ET VILLE-sur-RETOURNE
CREATION DES PERIMETRES DE PROTECTION AUTOUR DU Puits SYNDICAL
ET DE LA DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES

Le P R E F E T,

COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE du DEPARTEMENT des ARDENNES

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code Rural, article 113 sur la dérivation des eaux non
domaniales ;

VU le Code des Communes ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental ;

VU les articles L 20 et L 20-1 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de
la publicité foncière et son décret d'application n° 55-1350 du 14 octo-
bre 1955 ;

VU le décret n° 61-859 du 1er août 1961 portant règlement
d'administration publique pour l'application du chapitre III du titre Ier
du Livre Ier du Code de la Santé Publique, relatif aux eaux potables, no-
tamment les articles 3, 4-1 et 4-2 ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime,
à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ensemble
l'article 5 du décret n° 73-219 du 23 février 1973, portant application
de ses articles 40 et 57 et l'arrêté interministériel du 8 mars 1973 por-
tant application de l'article 7 dudit décret ;

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les
infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et
à la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration
et unification des organismes consultatifs en matière d'opérations immo-
bilières, d'architecture et d'espaces protégés, ainsi que les textes pris
pour son application ;

.../...

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection du captage ;

VU le rapport du Géologue agréé en date du 4 novembre 1980 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 20 novembre 1980 ;

VU la délibération du Comité du Syndicat Intercommunal du Canton de JUNIVILLE, en date du 27 mars 1982 par laquelle le Comité du Syndicat :

1°) demande l'ouverture de l'enquête en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux d'alimentation en eau potable,

2°) prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 1982 prescrivant l'ouverture des enquêtes réglementaires sur le projet d'alimentation en eau potable du S.I.V.O.M. de JUNIVILLE, création des périmètres de protection du puits syndical et dérivation des eaux souterraines ;

VU l'avis du Sous-Préfet, Commissaire-Adjoint de la République de l'Arrondissement de RETHEL ;

VU l'avis du Commissaire-Enquêteur à l'issue des enquêtes ;

VU la lettre du Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 17 novembre 1982 sur les résultats de l'enquête ;

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable à la réalisation des travaux envisagés ;

SUR la proposition du Secrétaire Général des Ardennes,

A R R E T E :

Article 1er. - Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le S.I.V.O.M. de JUNIVILLE en vue de l'alimentation en eau potable des communes de JUNIVILLE, BIGNICOURT et VILLE-sur-RETOURNE.

Article 2. - Le S.I.V.O.M. de JUNIVILLE est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines du puits créé au lieudit "Le Bas des Huaux" situé sur le territoire de la commune de JUNIVILLE.

Article 3. - Le prélèvement par pompage d'eau de nappe par les communes ne pourra excéder 40 m³/h, ni 350 m³ par jour.

Le S.I.V.O.M. de JUNIVILLE devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral, utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages, sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement courra à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

.../...

Article 4. - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit instantané et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le S.I.V.O.M. à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, avant leur mise en service.

Article 5. - Conformément à l'engagement pris par le Comité Syndical dans sa séance du 27 mars 1982, le S.I.V.O.M. de JUNIVILLE devra indemniser les usiniers irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 6. - Il est établi autour du puits créé au lieudit "Le Bas des Huaux" à JUNIVILLE :

- un périmètre de protection immédiat et un périmètre de protection rapproché en application des dispositions de l'article L 20 du Code de la Santé Publique et du décret n° 61-859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967, conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joints ;

- un périmètre de protection éloigné est également déterminé conformément aux indications du plan annexé.

Article 7. -

I. - A l'intérieur du périmètre de protection immédiat : sont interdites toutes activités.

II. - A l'intérieur du périmètre de protection rapproché : sont interdites ou réglementées les activités indiquées sur le tableau annexé.

III. - A l'intérieur du périmètre de protection éloigné : sont réglementées les activités indiquées sur le tableau annexé.

Article 8. - Le périmètre de protection immédiat, dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété, sera clôturé à la diligence et aux frais du S.I.V.O.M. par les soins de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture qui dressera procès-verbal de l'opération.

Les limites du périmètre de protection rapproché sont celles établies par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département des Ardennes.

Article 9. - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé publique et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 10. - Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai d'un an.

.../...

Article 11. - Le Président agissant au nom du Syndicat est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution du périmètre de protection immédiat.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 12. - Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 13. - Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Président :

- d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection ;

- d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques de RETHEL.

Article 14. - Il sera pourvu à la dépense au moyen de subventions et d'emprunts.

Article 15. - Le Secrétaire Général des Ardennes, le Sous-Préfet, Commissaire-Adjoint de la République de l'Arrondissement de RETHEL, le Président du S.I.V.O.M. de JUNIVILLE, le Directeur Départemental de l'Agriculture, les Maires de JUNIVILLE, BIGNICOURT et VILLE-sur-RETOURNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Ardennes. Une ampliation sera adressée au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, au Directeur Départemental de l'Equipement et à l'Ingénieur en Chef des Mines.

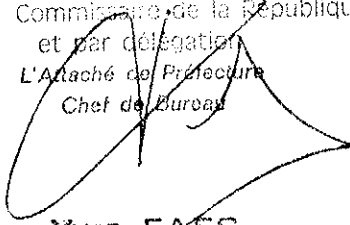
Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 25 NOVEMBRE 1982

Pour ampliation,

POUR LE PREFET,
COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE,
Le Secrétaire Général,

signé : Daniel CANEPA

Pour le Commissaire de la République
et par délégation
L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau


Yves FAES

PREFECTURE DES ARDENNES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DES FINANCES LOCALES

1ER BUREAU

*DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA FORET*
REPUBLIQUE FRANCAISE

SERVICE DE L'EAU ET DE L'ESPACE RURAL

A R R E T E N - 93 - 146

PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET
DE DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES NECESSAIRE A L'ALIMENTATION
EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE LA NEUVILLE EN TOURNE A FUY
ET D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION

(Référence Code Minier 109.5.5)

* * *

LE PREFET DES ARDENNES

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le Code Rural, article 113, sur la dérivation des eaux non domaniales ;
- VU le Code des Communes, notamment ses articles L 371-1 et R 371-1
- VU le Règlement Sanitaire Départemental ;
- VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique ;
- VU le décret n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55.1350 du 14 octobre 1955 ;
- VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961 modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre III du Titre 1er du livre 1er du Code de la Santé Publique, relatif aux eaux potables, notamment les articles 3, 4.1 et 4.2 ;
- VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ensemble l'article 5 du décret n° 73.219 du 23 février 1973, portant application de ses articles 40 et 57 et l'arrêté interministériel du 8 mars 1973, portant application de l'article 7 dudit décret ;
- VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le décret n° 90.330 du 10 avril 1990 modifiant le décret n° 89.3 ;

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine ;

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages ;

VU la délibération du comité syndical du SIVOM de JUNIVILLE en date du 16 février 1991 par laquelle il :

- sollicite la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant le forage communal, la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;

- prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

VU le rapport de l'Hydrogéologue agréé en date du mois de mars 1991 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 21 janvier 1993 ;

VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 14 septembre 1992 au 5 octobre 1992 en mairie de LA NEUVILLE-EN-TOURNE-A-FUY ;

VU la nouvelle loi sur l'eau en date du 3 janvier 1992 ;

VU l'avis favorable du Sous-Préfet de RETHEL ;

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

A R R E T E

ARTICLE 1er

Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage d'eau destinée à l'alimentation humaine et situé sur le territoire de la commune de LA NEUVILLE-EN-TOURNE-A-FUY.

ARTICLE 2

Le SIVOM de JUNIVILLE est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de LA NEUVILLE-EN-TOURNE-A-FUY.

ARTICLE 3

Le volume à prélever (par pompage) par le SIVOM de JUNIVILLE ne pourra excéder 300 m3/jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, le SIVOM de JUNIVILLE devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 4

Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 16 février 1991, le SIVOM de JUNIVILLE devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 5

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le SIVOM de JUNIVILLE à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 6

Conformément à l'article L 20 du Code de la Santé et en application des dispositions du décret n° 61.859 du 1er août 1961, modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 et du décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 modifié par le décret n° 90.330 du 10 avril 1990, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté qui peuvent être consultés à la Préfecture des ARDENNES - Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau des Finances Locales - 1er Bureau ou en mairie de LA NEUVILLE-EN-TOURNE-A-FUY.

ARTICLE 7

- A l'intérieur du périmètre de protection immédiate comprenant une partie de la parcelle Section ZY N° 15.

Sont interdits : tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.

- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée : comprenant une partie des parcelles section ZY N° 14, 13, 12, 11, 17, 16

Sont interdits :

1. Le forage de puits
2. Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales
3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières
4. L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert).
6. L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritux, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux
7. L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées.
8. L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux
9. Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature.
10. L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
11. L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et de matière de vidanges
12. L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges (activités futures)
13. Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail.
14. Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures
17. L'établissement d'étables ou de stabulations libres
19. l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (activités existantes)
22. Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes.

Sont règlementés :

- 5. Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes.
- 15. L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols.
- 16. L'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures.
- 18. Le pacage des animaux .
- 20. Le défrichement.
- 21. La création d'étangs
- 23. La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.

ARTICLE 8

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 7 dans un délai maximum d'un an.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution.

ARTICLE 9

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt règlementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en fournissant les pièces suivantes :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il en sera de même pour toute nouvelle installation ou dépôt réglementé.

ARTICLE 10

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de LA NEUVILLE-EN-TOURNE-A-FUY et de JUNIVILLE, siège du syndicat.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

ARTICLE 11

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

ARTICLE 12

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 13

Le Secrétaire Général de la Préfecture des ARDENNES, le Sous-Préfet de RETHEL, le Président du SIVOM de JUNIVILLE, le Maire de la commune de LA NEUVILLE-EN-TOURNE-A-FUY, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, l'Ingénieur en Chef des Mines, et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des ARDENNES. Une ampliation sera adressée au Directeur des Services Fiscaux et au Président du Conseil Général des ARDENNES.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le **25 MARS 1993**

Pour ampliation

Pour le PRÉFET et par délégation,
L'Attaché de Préfecture,

Chief de Bureau



Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : Didier LAVAL

Commune : ARDENNES

Adresse : La Neuville-en-Tourne-à-Fuy

Désignation du point d'eau : SIVOM DE JUNIVILLE
Indice de classement national : 0109-5X-0005

PÉRIMÈTRES DE PROTECTION

Réglementation et tableau des prescriptions

En application de l'article 7 de la loi n° 64 - 1245 du 16/12/1964, du décret n° 67 - 1093 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du 16/12/1968.

- 1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
- 2 - A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

DEFINITION DES ACTIVITES	(A = Interdites B = Réglementées)		Application de la réglementation en vigueur		Périmètre rapproché		Périmètre éloigné	
					activités existantes	activités futures	activités existantes	activités futures
					A	B	B	B
1 - Le forage de puits	X				X			
2 - Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales	X				X			
3 - L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X				X			
4 - L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)	X				X			
5 - Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes						X		X
6 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				X			
7 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées	X				X			
8 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux	X				X			
9 - Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature	X				X			
10 - L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau	X				X			
11 - L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges	X				X			
12 - L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges	X				X			
13 - Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail	X				X			
14 - Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	X				X			
15 - L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols						X		X
16 - L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures						X		X
17 - L'établissement d'étables ou de stabulations libres	X				X			
18 - Le pacage des animaux						X		X
19 - L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail	X				X			
20 - Le défrichement						X		X
21 - La création d'étangs						X		X
22 - Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes	X				X			
23 - La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation						X		X

La commune veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés à la D.D.A.S.S. toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

N.B. : Cet inventaire des activités interdites et réglementées sera annexé au rapport détaillé.

Date : 26/03/91

L'hydropologue agréé en matière d'hygiène publique

VU pour être annexé à
mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 25 MARS 1993

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : Didier LAVAL,

Pour PHOTOCOPIE-conforme

Pour le PRÉFET et par délégation,
L'Attaché de Préfecture,

Chef de Bureau,



O. SERVATRE

PREFECTURE DES ARDENNES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DES FINANCES LOCALES

1ER BUREAU

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**

REPUBLIQUE FRANCAISE

SERVICE DE L'EAU ET DE L'ESPACE RURAL

A R R E T E

N - 93-147

**PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET
DE DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES NECESSAIRE A L'ALIMENTATION
EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE MENIL ANNELLES
ET D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION**

(Référence Code Minier 109.2.3)

* * *

LE PREFET DES ARDENNES

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le Code Rural, article 113, sur la dérivation des eaux non domaniales ;
- VU le Code des Communes, notamment ses articles L 371-1 et R 371-1
- VU le Règlement Sanitaire Départemental ;
- VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique ;
- VU le décret n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55.1350 du 14 octobre 1955 ;
- VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961 modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre III du Titre 1er du livre 1er du Code de la Santé Publique, relatif aux eaux potables, notamment les articles 3, 4.1 et 4.2 ;
- VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ensemble l'article 5 du décret n° 73.219 du 23 février 1973, portant application de ses articles 40 et 57 et l'arrêté interministériel du 8 mars 1973, portant application de l'article 7 dudit décret ;
- VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le décret n° 90.330 du 10 avril 1990 modifiant le décret n° 89.3 ;

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine ;

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages ;

VU la délibération du comité syndical du SIVOM de JUNIVILLE en date du 16 février 1991 par laquelle il :

- sollicite la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant le forage communal, la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;

- prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

VU le rapport de l'Hydrogéologue agréé en date du mois de mars 1991 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 21 janvier 1993 ;

VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 26 octobre 1992 au 16 novembre 1992 en mairie de MENIL-ANNELLES

VU la nouvelle loi sur l'eau en date du 3 janvier 1992 ;

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable ;

VU l'avis favorable du Sous-Préfet de RETHEL ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

A R R E T E

ARTICLE 1er

Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage d'eau destinée à l'alimentation humaine et situé sur le territoire de la commune de MENIL-ANNELLES.

ARTICLE 2

Le SIVOM de JUNIVILLE est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de MENIL-ANNELLE.

ARTICLE 3

Le volume à prélever (par pompage) par le SIVOM de JUNIVILLE ne pourra excéder 240 m³/jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, le SIVOM de JUNIVILLE devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 4

Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 16 février 1991, le SIVOM de JUNIVILLE devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 5

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le SIVOM de JUNIVILLE à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 6

Conformément à l'article L 20 du Code de la Santé et en application des dispositions du décret n° 61.859 du 1er août 1961, modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 et du décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 modifié par le décret n° 90.330 du 10 avril 1990, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté qui peuvent être consultés à la Préfecture des ARDENNES - Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau des Finances Locales - 1er Bureau ou en mairie de MENIL-ANNELLES.

ARTICLE 7

- A l'intérieur du périmètre de protection immédiate comprenant une partie de la parcelle Section Z N° 89.

Sont interdits : tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.

- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée : comprenant une partie des parcelles section Z N° 174, 175, 90, chemin Départemental N° 946; section Y N° 43, 42, 40.

Sont interdits :

1. Le forage de puits
2. Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales
6. L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux
8. L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux
9. Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature.
10. L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
11. L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et de matière de vidanges
12. L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges (activités futures)
13. Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail.
14. Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures
17. L'établissement d'étables ou de stabulations libres
22. Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes.

Sont réglementés :

3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières.
4. L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)
5. Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes.
7. L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées.
15. L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols.
16. L'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures.

18. Le pacage des animaux .

19. L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail.

20. Le défrichement.

21. La création d'étangs

23. La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.

ARTICLE 8

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 7 dans un délai maximum d'un an.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution.

ARTICLE 9

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en fournissant les pièces suivantes :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il en sera de même pour toute nouvelle installation ou dépôt réglementé.

6

ARTICLE 10

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de MENIL-ANNELLE et de JUNIVILLE, siège du syndicat.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

ARTICLE 11

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

ARTICLE 12

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 13

Le Secrétaire Général de la Préfecture des ARDENNES, le Sous-Préfet de RETHEL, le Président du SIVOM de JUNIVILLE, le Maire de la commune de MENIL-ANNELLES, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, l'Ingénieur en Chef des Mines, et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des ARDENNES. Une ampliation sera adressée au Directeur des Services Fiscaux et au Président du Conseil Général des ARDENNES.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 25 MARS 1993

Pour ampliation

Pour le PRÉFET et par délégation,

L'Attaché de Préfecture,

Chef de Bureau,

O. SERVIRE

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé Didier LAVAL

DEPARTEMENT DES ARDENNES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA FORET

CAPTAGE ALIMENTANT : SIVOM DE JUNIVILLE

FORAGE DE MENIL-ANNELLES

NUMERO DE CODE MINIER N° 109 - 2 - 3

COMMUNES CONCERNEES :

MENIL-ANNELLES

Pour PHOTOCOPIE-conforme
Pour le PRÉFET et par délégation,
L'Attaché de Préfecture,
Chef de Bureau,

VU pour être annexé à
mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 25 MARS 1993

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Signé : Didier LAVAL,



PERIMETRES DE PROTECTION

PLAN DE SITUATION

COMMUNE DE MENIL - ANNELLES

PERIMETRES DE PROTECTION
DU CAPTAGE A.E.P.

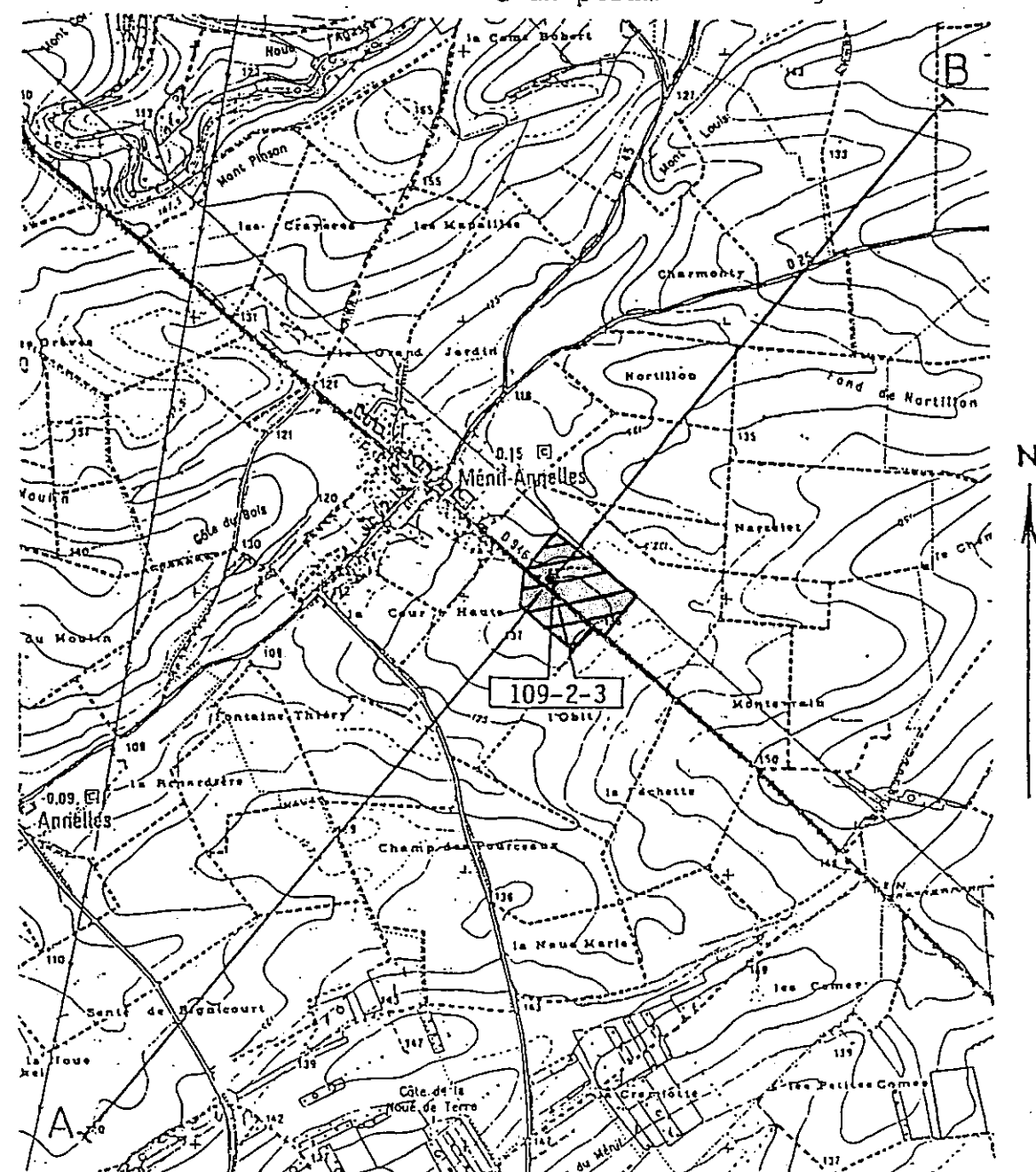
PLAN DE SITUATION

Echelle : 1/25000



Périmètre de protection rapprochée.

Note de l'hydrogéologue : la situation
des lieux rend inutile la définition
d'un périmètre éloigné.



PP CHARLEVILLE-MEZIERES PL 30/7/92

DEPARTEMENT DES ARDENNES
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA FORET

CAPTAGE ALIMENTANT: SIVOM DE JUNIVILLE

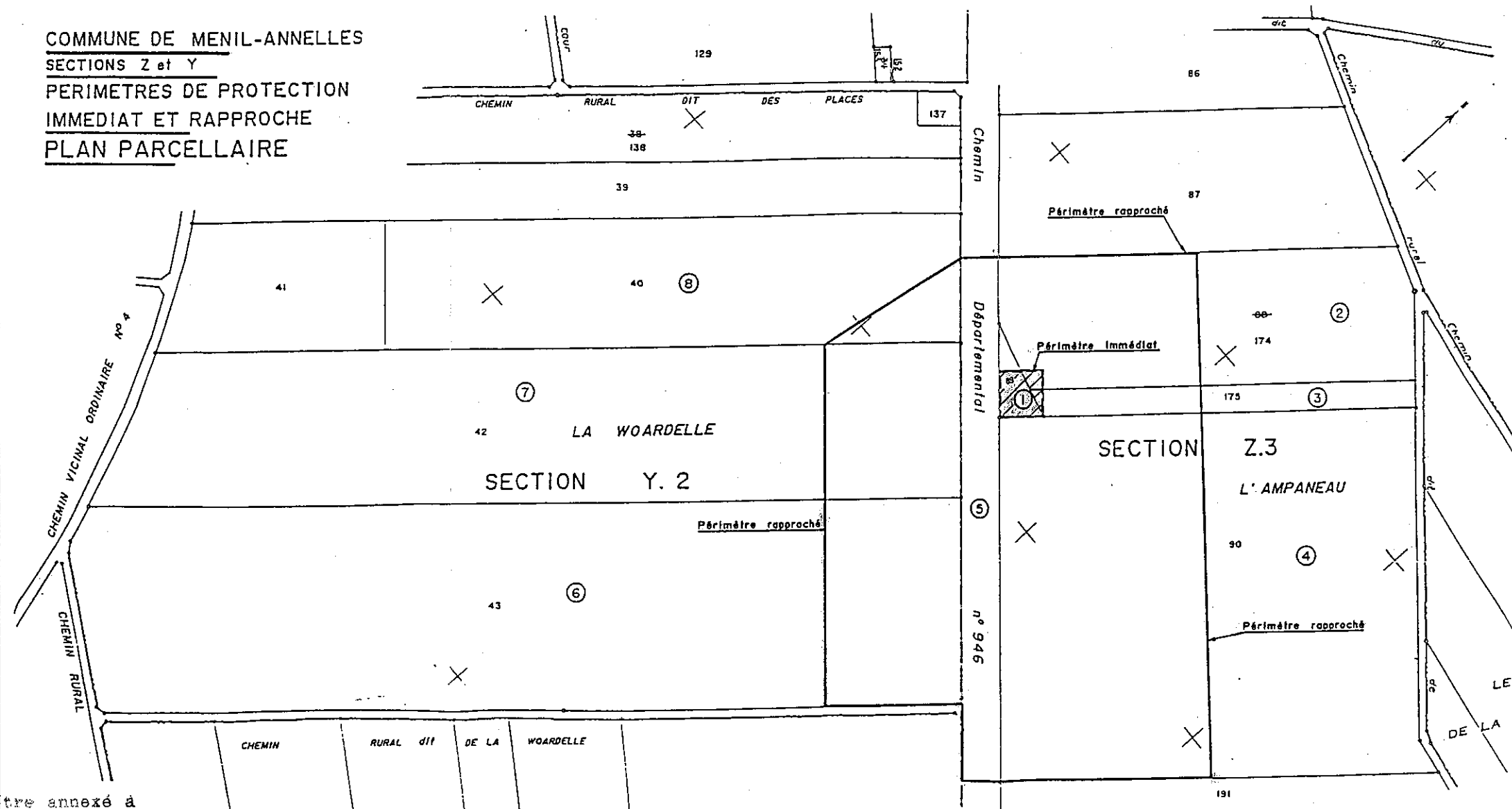
FORAGE DE MENIL-ANNELLES

NUMERO DE CODE MINIER N° 109 - 2 - 3

COMMUNES CONCERNEES :
MENIL-ANNELLES

PERIMETRES DE PROTECTION
PLAN PARCELLAIRE

COMMUNE DE MENIL-ANNELLES
SECTIONS Z et Y
PERIMETRES DE PROTECTION
IMMEDIAT ET RAPPROCHE
PLAN PARCELLAIRE



VU pour être annexé à
mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 25 MARS 1993

Pour PHOTOCOPIE conforme

Pour le PRÉFET et par délégation,
L'Attaché de Préfecture,
Chef de Bureau,

O. SERVAIRE

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Signé : Didier LAVAL,

PERIMETRES DE PROTECTION

Réglementation et tableau des prescriptions

En application de l'article 7 de la loi n° 64 - 1245 du 16/12/1964, du décret n° 67 - 1093 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du 16/12/1968.

- 1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
- 2 - A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

DEFINITION DES ACTIVITES	X (A = Interdites B = Réglementées)		Application de la réglementation en vigueur		Périmètre rapproché		Périmètre éloigné	
					activités existantes	activités futures	activités existantes	activités futures
					A	B	A	B
1 - Le forage de puits					X		X	
2 - Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales					X		X	
3 - L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières						X		X
4 - L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert) ...						X		X
5 - Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes						X		X
6 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux					X		X	
7 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées						X		X
8 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux					X		X	
9 - Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature					X		X	
10 - L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau					X		X	
11 - L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges					X		X	
12 - L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges					X		X	
13 - Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail					X		X	
14 - Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures					X		X	
15 - L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols						X		X
16 - L'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures						X		X
17 - L'établissement d'étables ou de stabulations libres					X		X	
18 - Le pacage des animaux						X		X
19 - L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail						X		X
20 - Le défrichement						X		X
21 - La création d'étangs						X		X
22 - Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes					X		X	
23 - La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation						X		X

La commune veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés à la D.D.A.S.S., toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

N.B. : Cet inventaire des activités interdites et réglementées sera annexé au rapport détaillé.

Date : 26/03/91

P. MORFAUX

L'hygrogéologue agréé en matière d'hygiène publique
pour le département des ARDENNES



PREFET DES ARDENNES

PREFECTURE

Direction des Relations
avec les Collectivités Locales
Pôle affaires générales, intercommunalité et
procédures d'utilité publique

ARRETE PREFECTORAL N° 2010 / 642

**PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE PREFECTORAL N° 2010/302 DU
9 JUILLET 2010 PORTANT :**

1° DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :

- DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX,**
- DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION,**

**2° AUTORISATION D'UTILISER DE L'EAU EN VUE DE LA
CONSOMMATION HUMAINE POUR LA PRODUCTION, LA DISTRIBUTION
PAR UN RESEAU PUBLIC OU PRIVE,**

**3° DECLARATION DE PRELEVEMENT,
CONCERNANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU JUNIVILLOIS
(Captage du Calvaire, commune de Neufelize)**

Le préfet des Ardennes,
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L. 1321-1 à L. 1321-10 et
R. 1321-1 à R. 1321-63 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 214-1 à L. 214-6, L. 214-8
et L. 215-13 ;

Vu le code minier, et notamment l'article 131 ;

Vu le code forestier, et notamment les articles R. 412-19 à R. 412-27 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret modifié n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration,

Vu le décret modifié n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à
l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 modifié relatif aux procédures
d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de
l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

Vu le décret du 27 juin 2008 portant nomination de M. Jean-François Savy en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté interministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 489 du 12 novembre 1979 modifié définissant le règlement sanitaire départemental ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009/123 du 16 avril 2009 portant ouverture conjointe d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire sur le projet de création des périmètres de protection des captages d'alimentation en eau de consommation humaine (indices miniers 0108-4X-0039 et 0108-4X-0040) exploités par la communauté de communes du Junivillois ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009/231 du 9 juillet 2009 relatif au 4ème programme d'actions 2010/2013 à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010/302 du 9 juillet 2010 portant : 1° déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux et de l'instauration des périmètres de protection, 2° autorisation d'utiliser de l'eau en vue de la consommation humaine pour la production, la distribution par un réseau public ou privé, 3° déclaration de prélèvement concernant la communauté de communes du Junivillois, pour le captage dit « du Calvaire » situé sur le territoire de la commune de Neuflize ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010/594 du 13 septembre 2010 donnant délégation de signature à M. Nicolas Honoré, secrétaire général de la préfecture des Ardennes,

Considérant qu'il convient d'ajouter à l'arrêté susvisé du 9 juillet 2010 susvisé, la mention relative à l'abrogation de l'arrêté n° 92/579 du 15 décembre 1992 portant déclaration d'utilité publique du projet de dérivation des eaux souterraines nécessaires à l'alimentation en eau potable des communes de Neuflize, Châtelet, Bergnicourt, L'Ecaille, Saint Remy le Petit, Mesnil Lepinois et Aussonce et d'établissement des périmètres de protection du captage situé sur le territoire des communes de Neuflize, Le Châtelet sur Retourne et Tagnon ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier en conséquence ledit arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} :

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 2010/302 du 9 juillet 2010, est complété par un second alinéa comme suit :

« ARTICLE 1^{ER} : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

L'arrêté n° 92/579 du 15 décembre 1992 portant déclaration d'utilité publique du projet de dérivation des eaux souterraines nécessaires à l'alimentation en eau potable des communes de Neuflize, Le-Châtelet-sur-Retourne, Bergnicourt, L'Ecaille, Saint-Rémy-le-Petit, Mesnil-Lépinois et Aussonce et d'établissement des périmètres de protection du captage situé sur le territoire des communes de Neuflize, Le-Châtelet-sur-Retourne et Tagnon est abrogé. »

(le reste sans changement).

Article 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51000 Châlons-en-Champagne. Tout recours est adressé en lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 :

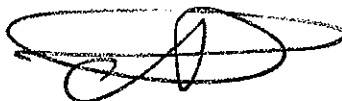
Une copie du présent arrêté sera adressée au sous-préfet de Rethel, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne, au directeur de l'agence de l'eau Seine-Normandie, au directeur du bureau de recherches géologiques et minières, au directeur départemental des territoires, au président du conseil général des Ardennes, au président de la chambre d'agriculture des Ardennes, au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique, au commissaire enquêteur, au président de la communauté de communes du Junivillois et au maire de la commune de Neuflize.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le sous-préfet de Rethel, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental des territoires et le maire de Neuflize sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes et des services déconcentrés de l'Etat, et une copie en sera tenue à la disposition du public en sous-préfecture de Rethel et en mairie de Neuflize.

Charleville-Mézières, le - 7 OCT. 2010

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Nicolas Honoré



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES ARDENNES

Délégation territoriale
départementale des Ardennes
de l'Agence Régionale de Santé
de Champagne Ardenne

Service Santé-Environnement

ARRETE PREFECTORAL N° 2015 - 814

PORTANT SUR

1- DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :

- DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX
- DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

2- AUTORISATION D'UTILISER DE L'EAU EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE POUR LA PRODUCTION, LA DISTRIBUTION PAR UN RESEAU PUBLIC OU PRIVE

DECLARATION DE PRELEVEMENT

CONCERNANT

La commune de Rethel

Captage de La Prée (Code Minier : 00858X0045)

Situé sur la commune de Nanteuil-sur-Aisne

Le Préfet des Ardennes,

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R. 1321-63 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

Vu le code minier et notamment l'article 131;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2014 établissant le programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Champagne-Ardenne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 489 du 12 novembre 1979 modifié définissant le règlement sanitaire départemental ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-172 du 30 mars 2015, portant ouverture conjointe d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire sur le projet de création des périmètres de protection du captage d'alimentation en eau de consommation humaine (indice minier 0085-8X-0045) exploité par la commune de Rethel ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-686 en date du 5 novembre 2015 portant délégation de signature à Monsieur Olivier Tainturier, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-19 en date du 16 janvier 2008 portant autorisation au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement, concernant la création du forage de la ville de Rethel, situé sur la commune de Nanteuil-sur-Aisne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-20 en date du 16 janvier 2008 portant autorisation sanitaire de distribuer de l'eau sur la commune de Rethel à partir du captage identifié 00858X0045 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Rethel, en date du 2 mars 2010, par laquelle la commune de Rethel sollicite la déclaration d'utilité publique de l'établissement des périmètres de protection du captage situé sur le territoire communal de Nanteuil-sur-Aisne ;

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 6 septembre 2008 ;

Vus les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 5 mai au 25 mai 2015 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur déposés le 17 juin 2015 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Ardennes en date du 23 novembre 2015 ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Rethel, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés :

- par l'avis sanitaire favorable de l'hydrogéologue agréé en date du 6 septembre 2008,
- par l'avis favorable du commissaire-enquêteur suite à l'enquête publique en date du 17 juin 2015,
- par l'avis favorable du CODERST en date du 23 novembre 2015 ;

CONSIDERANT que l'environnement du captage a fait l'objet d'une étude préalable des pollutions présentes, validée par l'avis sanitaire de l'hydrogéologue agréé ;

CONSIDERANT que l'hydrogéologue agréé a signalé la vulnérabilité aux pollutions de l'aquifère concerné, qu'il a prescrit en conséquence des interdictions et réglementations en définissant trois zones de sensibilité : le Périmètre de Protection Immédiate (PPI), le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) et le Périmètre de Protection Eloignée (PPE) visant les activités générant des infiltrations polluantes, présentant des risques sanitaires, en l'occurrence certaines activités agricoles (notamment l'élevage et les épandages de fertilisants) ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu en conséquence de grever de servitudes les terrains situés dans le PPR ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Rethel ;

Sur proposition du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne,

ARRETE

Chapitre 1: Déclaration d'Utilité Publique et Prélèvement de l'eau

ARTICLE 1 – DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Rethel :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du captage de la Prée, sis sur la commune de Nanteuil-sur-Aisne ;
- la création de périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée autour de l'ouvrage de captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

ARTICLE 2 – AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE :

La commune de Rethel est autorisée à prélever l'eau issue du captage de la Prée, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES, LOCALISATION ET AMENAGEMENT DU CAPTAGE :

L'ouvrage de captage (indice minier : 00858X0045) est situé sur la commune de Nanteuil-sur-Aisne, dans le domaine fluvial.

Les coordonnées topographiques en Lambert 93 du captage sont :

- X = 795 019 km
- Y = 6 935 728 km
- Z = + 68 m

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE PRELEVEMENT :

Le prélèvement ne pourra excéder :

- 120 m³/h
- 2500 m³/j
- 920000 m³/an.

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

ARTICLE 5 – ABANDON DE L'OUVRAGE :

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné est comblé par des matériaux permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines

contenues dans les formations géologiques aquifères traversées, ainsi que l'absence de transfert de pollution.

La déclaration de l'abandon de l'ouvrage est communiquée au préfet de département au moins un mois avant le début des travaux et comprend :

- ◆ la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- ◆ l'aquifère précédemment surveillé ou exploité,
- ◆ une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler,
- ◆ une coupe technique précisant les équipements en place,
- ◆ des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l'ouvrage, le déclarant en informe le préfet de département et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

ARTICLE 6 – SURVEILLANCE ET ENTRETIEN :

Les opérations de prélèvement sont contrôlées.

Les ouvrages et installations de prélèvement sont entretenus de manière à :

- ◆ éviter tout gaspillage,
- ◆ garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau souterraine, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

Tous les incidents ayant pu porter atteinte à la qualité de l'eau ou à sa gestion quantitative, ainsi que les premières mesures prises pour y remédier, sont déclarés au préfet de département, dès que l'exploitant en a connaissance.

ARTICLE 7 – ACCESSIBILITE :

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser accès aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions, aux locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L 216-4 du code de l'environnement. Il est demandé de tenir à la disposition des agents habilités la liste des produits polluants, notamment les produits pesticides utilisés sur l'exploitation.

ARTICLE 8 – DECLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT :

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant, ou s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer, dans les meilleurs délais, au préfet de département ou au maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, notamment la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, la préservation de la qualité de l'eau ou de la ressource en eau, le libre écoulement des eaux, la santé, la salubrité publique, la sécurité civile et la conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet de département, les personnes mentionnées au premier alinéa prennent ou font prendre toutes les mesures possibles pour

mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DE L'OUVRAGE :

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet de département qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS :

Si au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au Préfet de département, qui statue par arrêté conformément aux articles R.214-15 et R.214-39 du code de l'environnement susvisé, dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet de département peut imposer, par un arrêté, toute prescription.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DU BENEFICE DE LA DECLARATION :

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, le nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 12 – INDEMNISATIONS ET DROIT DES TIERS :

Les indemnités, qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la protection du captage de la Prée, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la commune de Rethel.

ARTICLE 13 – PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE :

Des périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

ARTICLE 13.1 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX PERIMETRES DE PROTECTIONS IMMEDIATE ET RAPPROCHEE :

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementés qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention au préfet et à l'Agence Régionale de Santé, en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau, ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés.

II. Toutes mesures devront être prises pour que la commune de Rethel, la préfecture et l'agence régionale de santé soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

III. La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des codes de l'environnement et de la santé publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 13.2 – PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE :

Le périmètre de protection immédiate, situé en zone inondable, dans le domaine fluvial, a une superficie de 9 ares.

Sur le périmètre de protection immédiate doivent s'appliquer les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des éventuelles installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.3 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE :

Le périmètre de protection rapprochée est constitué, en partie ou en totalité, des parcelles cadastrées AB 88, AC 9, 10, 11, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 45, 46, 47, 48, 49, 55, 57, 64, 65, ZH 66, 67, 68, 116, ZI 40, 42, 43, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 131, 137, 138, 139.

Il intègre également les terrains domaniaux non cadastrés, situés au bord de l'Aisne.

La superficie des parcelles cadastrées est de 29 ha 92 a 69 ca.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.4 – PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE :

Le périmètre de protection éloignée a une superficie d'environ 156 ha.

Une réglementation renforçant la réglementation générale est proposée pour les terrains du périmètre de protection éloignée, suivant les prescriptions mentionnées en annexe III du présent arrêté.

ARTICLE 14 – RECOMMANDATIONS DE L'HYDROGEOLOGUE :

La commune de Rethel pourra acquérir des parcelles cultivées du PPR et les reconvertir en pâtures ou en boisements. Cette recommandation se justifie par la vulnérabilité consécutive aux relations entre la rivière et la nappe exploitée.

L'évolution du lit de l'Aisne doit faire l'objet d'une surveillance particulière. Il importe de maintenir la distance séparant la berge du captage, en maintenant et en entretenant la végétation arbustive existante.

Les piézomètres créés lors des opérations de recherche en eau doivent être sécurisés, s'ils sont conservés pour le suivi de la nappe exploitée. Sinon ils doivent être rebouchés.

Afin de parer aux risques de pollutions en provenance de la rivière ou du canal, un plan d'intervention doit être formalisé par les autorités compétentes.

ARTICLE 15 – MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS ET RESPECT DES PRESCRIPTIONS :

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 13, il doit être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres :

- ◆ à compter de la notification du présent arrêté en ce qui concerne les prescriptions applicables dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée,
- ◆ dans un délai de un an maximum à compter de la notification du présent arrêté, en ce qui concerne les travaux prescrits par l'hydrogéologue agréé et l'autorité sanitaire, s'appliquant au captage, au périmètre de protection immédiate, au périmètre de protection rapprochée et au réservoir.

Chapitre 2 : Traitement, Distribution de l'Eau et Autorisation

ARTICLE 16 – TRAITEMENT :

La commune de Rethel est autorisée à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de ce captage, sous réserve que les réseaux de distribution répondent aux conditions exigées par le code de la santé publique.

ARTICLE 17 – QUALITE DES EAUX :

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le bénéficiaire est tenu notamment de :

- ◆ surveiller la qualité de l'eau distribuée et celle au point de pompage ;
- ◆ se soumettre au contrôle sanitaire ;
- ◆ prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire ;
- ◆ employer des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée ;
- ◆ respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- ◆ se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.

Chapitre 3 : Dispositions Diverses

ARTICLE 18 – RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE :

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune de Rethel devra être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 19 – DELAI ET DUREE DE VALIDITE :

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 20 – NOTIFICATIONS ET PUBLICITE DE L'ARRETE :

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification **sans délai** aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant **une durée d'un mois** des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective **dans un délai maximum de 3 mois** après la date de signature de monsieur le préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire de la commune de Rethel.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'agence régionale de santé dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature de monsieur le préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée et éloignée, et l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 21 – SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES :

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

ARTICLE 22 – DROIT DE RECOURS :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51000 Châlons-en-Champagne. Tout recours est adressé en lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 23 – TRANSMISSION ET COPIE :

Une copie du présent arrêté est adressée :

- ◆ au directeur de l'agence de l'eau Seine-Normandie ;
- ◆ au directeur du bureau de recherches géologiques et minières ;
- ◆ au président du conseil départemental des Ardennes ;
- ◆ au président de la chambre d'agriculture des Ardennes ;
- ◆ au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique.

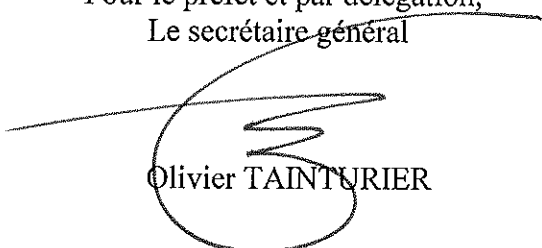
ARTICLE 24 – MESURES EXECUTOIRES :

M. le secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;
M. le maire de Rethel ;
M. le maire de Nanteuil-sur-Aisne ;
M. le maire de Barby ;
M. le directeur général par intérim de l'agence régionale de santé de Champagne-Ardenne ;
M. le directeur du service de la navigation de la Seine ;
M. le directeur de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;
Mme la directrice départementale des territoires ;
M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

A Charleville-Mézières, le **14 DEC. 2015**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Olivier TAINURIER

Liste des annexes :

- annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate.
- annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée.
- annexe III : réglementation et recommandations applicables au périmètre de protection éloignée.
- annexe IV : tableau et plan parcellaire.

Direction des Relations avec les
Collectivités Locales

08011 - Charleville-Mézières, le

Bureau des Finances Locales

1er Bureau

Tél. : 24 37 22 11

Références : MH/FT/86/ 686

Le PREFET, COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE
du DEPARTEMENT des ARDENNES

à

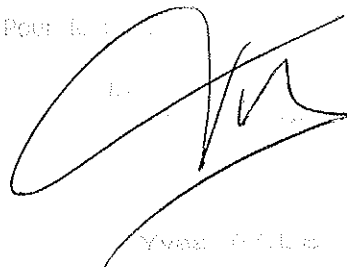
Monsieur le DIRECTEUR DEPARTEMENTAL
des AFFAIRES SANITAIRES et SOCIALES
13, place Winston Churchill
CHARLEVILLE-MEZIERES

OBJET : Alimentation en eau potable de la commune de SAINT-GERMAINMONT -
Création des périmètres de protection du captage -
Déclaration d'utilité publique -

P. J. : 1 ampliation -

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, une ampliation
de mon arrêté déclarant d'utilité publique le projet dont il est fait men
tion ci-dessus.

Pour le :



Yves L. L. L.

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITES LOCALES

Bureau des Finances Locales

1er Bureau

A R R E T E N° 86/340

PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET
DE DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES NECESSAIRE A L'ALIMENTATION
EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE SAINT GERMAINMONT ET D'ETABLISSEMENT
DES PERIMETRES DE PROTECTION
(Référence Code Minier 85-6-10)

* * *

Le PREFET, COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE
du DEPARTEMENT DES ARDENNES

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le Code Rural, article 113 sur la dérivation des eaux non domaniales ;
- VU le Code des Communes, notamment ses articles L 371.1 et R 371.1 ;
- VU le Règlement Sanitaire Départemental ;
- VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique ;
- VU le décret n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55.1350 du 14 octobre 1955 ;
- VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961 modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre III du titre 1er du livre 1er du Code de la Santé Publique, relatif aux eaux potables, notamment les articles 3, 4.1 et 4.2 ;
- VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ensemble l'article 5 du décret n° 73.219 du 23 février 1973, portant application de ses articles 40 et 57 et l'arrêté interministériel du 8 mars 1973 portant application de l'article 7 dudit décret ;
- VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution ;
- VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU le décret n° 69.825 du 28 août 1969 portant déconcentration et unification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés, ainsi que les textes pris pour son application ;

VU le décret n° 76.432 du 14 mai 1976 modifiant le décret n° 59.701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquêtes préalable à la déclaration d'utilité publique à la détermination des parcelles à exproprier et à l'arrêté de cessibilité et portant dispositions diverses pour l'application du titre III de la loi n° 75.1328 du 31 décembre 1975 ;

VU le décret n° 77.392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 77.393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages ;

VU la délibération du Conseil Municipal de SAINT GERMAINMONT en date du 23 mai 1984 et du 16 janvier 1986 par laquelle il :

- sollicite la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant les forages syndicaux, la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;
- prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

VU le rapport du Géologue agréé en date de février 1981 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 21 mai 1985 ;

VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 14 avril 1986 au 30 avril 1986 en mairie de SAINT GERMAINMONT ;

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable ;

SUR les propositions de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et du Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes,

A R R E T E :

Article 1er :

Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage d'eau destinée à l'alimentation humaine et situés sur le territoire de la commune de SAINT GERMAINMONT.

Article 2 :

La commune de SAINT GERMAINMONT est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situés sur le territoire de la commune de SAINT GERMAINMONT.

Article 3 :

Le volume à prélever (par pompage) par la commune de SAINT GERMAINMONT ne pourra excéder 50 mètres cubes par heure, ni 500 mètres cubes par jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la commune de SAINT GERMAINMONT devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 4 :

Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 16 janvier 1986, la commune de SAINT GERMAINMONT devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5 :

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la commune de SAINT GERMAINMONT à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 6 :

Conformément à l'article L 20 du Code de la Santé et en application des dispositions du décret n° 61-859 du 1er août 1961, modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des captages. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté qui peuvent être consultés à la Préfecture des Ardennes - Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau des Finances Locales 1er Bureau ou à la mairie de SAINT GERMAINMONT.

Article 7 :

- A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, constitué de la parcelle 201 section ZH, propriété de la commune de SAINT GERMAINMONT et qui doit être clôturée

Sont interdites : toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien des ouvrages ou liées au service des eaux.

- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée : comprenant les parcelles section ZH 55 à 58, 64 à 75, 190 à 193, 196 à 200 et les parties de parcelles section ZH 8, 10 à 15, 22, 63, 59, 188, 189, 194, 202 à 207, 257, 264 et 265.

Sont interdits :

- Le forage de puits
- Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales
- L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières
- L'ouverture d'excavations, autre que carrières (à ciel ouvert
- Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes
- L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritits, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux
- L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux
- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature
- L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau
- L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et de matière de vidanges
- L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail
- Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures
- L'établissement d'étables ou de stabulations libres
- L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail
- La création d'étangs

Sont tolérés : dans la mesure où ils sont limités aux strict besoins des cultures selon les doses préconisées par l'I.N.R.A. :

- L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols
- L'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures

Sont règlementés :

- Le pacage des animaux
- Le défrichement
- Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes
- La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation
- A l'intérieur du périmètre de protection éloigné :

Sont règlementés : toutes les activités interdites, tolérées ou règlementées dans le périmètre de protection rapprochée.

Sont règlementés d'autre part tous faits susceptibles de polluer les eaux.

Article 8 :

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 7 dans un délai maximum d'un an.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution.

Article 9 :

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt règlementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en fournissant les pièces suivantes :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par le géologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il en sera de même pour toute nouvelle installation ou dépôt règlementé.

Article 10 :

Les terrains des périmètres de protection immédiate seront clôturés par la commune de SAINT GERMAINMONT de façon efficace à sa diligence et à ses frais.

Le périmètre de protection rapprochée sera matérialisé sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, fera dresser procès verbal des opérations.

Article 11 :

Les servitudes instituées dans les périmètres de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de SAINT GERMAINMONT.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

Article 12 :

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Article 13 :

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 14 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes, le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement de RETHEL, le Maire de la commune de SAINT GERMAINMONT, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, l'Ingénieur en Chef des Mines, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Ardennes. Une ampliation sera adressée au Directeur des Services Fiscaux.

Pour ampliation,
L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau,

Yves FAES

Fait à CHARLEVILLE MEZIERES, le 2 JUILLET 1986

Pour le Préfet,
Commissaire de la République
Le Secrétaire Général,

signé : François D'HUART

Direction des Relations avec les
Collectivités Locales

Bureau des Finances Locales

1er Bureau

Tél. : 24 37 22 11

Références :

A R R E T E N° 88/136

PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
DU PROJET DE DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES NECESSAIRE
A L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE
SAINT-LOUP-CHAMPAGNE ET D'ETABLISSEMENT
DES PERIMETRES DE PROTECTION
TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUP-CHAMPAGNE

(Référence Code Minier 108.3.6)

Le PREFET des ARDENNES,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code Rural, article 113 sur la dérivation des eaux non
domaniales ;

VU le Code des Communes, notamment ses articles L 371.1 et
R 371.1 ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental ;

VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la
publicité foncière et son décret d'application n° 55.1350 du 14 octobre
1955 ;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961 modifié par le décret
n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration
publique pour l'application du chapitre III du titre 1er du livre 1er du
Code de la Santé Publique, relatif aux eaux potables, notamment les
articles 3, 4.1 et 4.2 ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime,
à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ensemble
l'article 5 du décret n° 73.219 du 23 février 1973, portant application
de ses articles 40 et 57 et l'arrêté interministériel du 8 mars 1973
portant application de l'article 7 dudit décret ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages ;

VU la délibération du Conseil Municipal de SAINT-LOUP-CHAMPAGNE, en date du 31 mars 1983 par laquelle il :

- sollicite la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant le forage communal, la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;

- prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

VU le rapport du Géologue agréé en date de novembre 1985 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 14 avril 1987 ;

VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du lundi 11 janvier 1988 au lundi 1er février 1988 en mairie de SAINT-LOUP-CHAMPAGNE ;

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable ;

A R R E T E :

Article 1er. - Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage d'eau destinée à l'alimentation humaine et situés sur le territoire de la commune de SAINT-LOUP-CHAMPAGNE (Forage de la Concie).

Article 2. - La Commune de SAINT-LOUP-CHAMPAGNE est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de SAINT-LOUP-CHAMPAGNE.

Article 3. - Le volume à prélever (par pompage) par la commune de SAINT-LOUP-CHAMPAGNE ne pourra excéder 40 mètres cubes par heure, ni 960 mètres cubes par jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la commune de SAINT-LOUP-CHAMPAGNE devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 4. - Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 31 mars 1983, la commune de SAINT-LOUP-CHAMPAGNE devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5. - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la commune de SAINT-LOUP-CHAMPAGNE à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 6. - Conformément à l'article L 20 du Code de la Santé et en application des dispositions du décret n° 61-859 du 1er août 1961, modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des captages. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté qui peuvent être consultés à la Préfecture des Ardennes - Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau des Finances Locales - 1er Bureau - ou à la mairie de SAINT-LOUP-CHAMPAGNE.

Article 7. -

- **A l'intérieur du périmètre de protection immédiate,**
parcelle ZE n° 1 propriété de la commune de SAINT-LOUP-CHAMPAGNE.

Sont interdites : toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien des ouvrages ou liées au service des eaux.

- **A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée :**
comprenant les parcelles section ZL n° 13 et 14 et les parties de parcelles Section ZE n° 3 et 35 ; Section ZH n° 1.

Sont interdits :

- le forage de puits,
- les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et de matière de vidanges,
- l'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges,

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail,

- le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures,

- l'établissement d'étables ou de stabulations libres,

- la création d'étangs,

- le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes.

Sont réglementés :

- l'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert),

- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes,

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées,

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau,

- l'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols,

- l'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures,

- le pacage des animaux qui est en fait limité à la seule production fourragère de la parcelle,

- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail,

- le défrichement,

- la construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.

- A l'intérieur du périmètre de protection éloigné :

Sont réglementés : toutes les activités interdites ou réglementées dans le périmètre de protection rapprochée à l'exception des points n° 18 - 19 - 20 et 22.

Sont réglementés d'autre part tous faits susceptibles de polluer les eaux.

Article 8. - Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 7 dans un délai maximum d'un an.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du

présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution.

Article 9. - Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en fournissant les pièces suivantes :

- Les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par le géologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il en sera de même pour toute nouvelle installation ou dépôt réglementé.

Article 10. - Les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à la diligence de la collectivité concernée et aux frais de la commune de SAINT-LOUP-CHAMPAGNE.

Le périmètre de protection rapprochée sera matérialisé sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, fera dresser procès-verbal des opérations.

Article 11. - Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de SAINT-LOUP-CHAMPAGNE.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Article 12. - Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou

d'établissements publics.

Article 13. - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

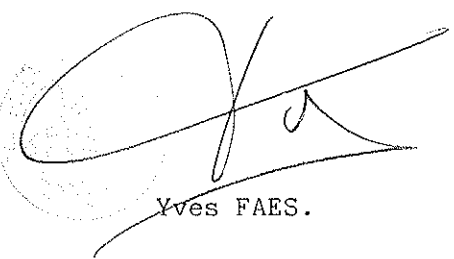
En cas d'accident entraînant un déversement de produits polluants (hydrocarbures, produits chimiques, etc...) le pompage devra être immédiatement arrêté et des mesures devront être prises pour la récupération des produits par décapage des terrains imbibés et mise en décharge agréée des terres polluées. Un hydrogéologue devra être consulté pour la poursuite de l'exploitation du forage.

Article 14. - Le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes, le Sous-Préfet de RETHEL, le Maire de la commune de SAINT-LOUP-CHAMPAGNE, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, l'Ingénieur en Chef des Mines, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Ardennes. Une ampliation sera adressée au Directeur des Services Fiscaux et au Président du Conseil Général des Ardennes.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 21 avril 1988

Pour ampliation,

L'Attache Principal de Préfecture,
Chef de Bureau,



Yves FAES.

POUR LE PREFET,
LE SECRETAIRE GENERAL,

Claude-Pierre BALAND

PÉRIMÈTRES DE PROTECTION

Réglementation et tableau des prescriptions

En application de l'article 7 de la loi n° 64 - 1245 du 16/12/1964, du décret n° 67 - 1093 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du 16/12/1968.

- 1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
- 2 - A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

DEFINITION DES ACTIVITES	(A = interdites (ni interdites X) B = réglementées. +) ni réglementées		Périmètre rapproché		Périmètre éloigné	
			activités existantes	activités futures	activités existantes	activités futures
			A	B	B	B
1 - Le forage de puits			X		X	X
2 - Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales			X		X	X
3 - L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières			X		X	X
4 - L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)				X	X	X
5 - Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes				X	X	X
6 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de débris, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux			X		X	X
7 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées				X	X	X
8 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux			X		X	X
9 - Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature			X		X	X
10 - L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau				X	X	X
11 - L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges			X		X	X
12 - L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges			X		X	X
13 - Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail			X		X	X
14 - Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures			X		X	X
15 - L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols			Cf paragraphe 7			
16 - L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures			Cf paragraphe 7			
17 - L'établissement d'étables ou de stabulations libres			X		X	X
18 - Le pacage des animaux limité à la seule production fourragère de la parcelle				X	X	+
19 - L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail				X	X	+
20 - Le défrichement				X	X	+
21 - La création d'étangs			X		X	X
22 - Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes			X		X	+
23 - La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation				X	X	X

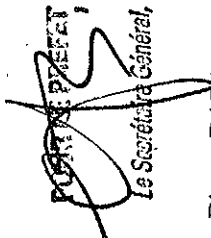
La commune veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de fait, être déclarés à la D.D.A.S.S des Ardennes toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

N.B : Cet inventaire des activités interdites et réglementées sera annexé au rapport détaillé.

Date : 18 novembre 1985

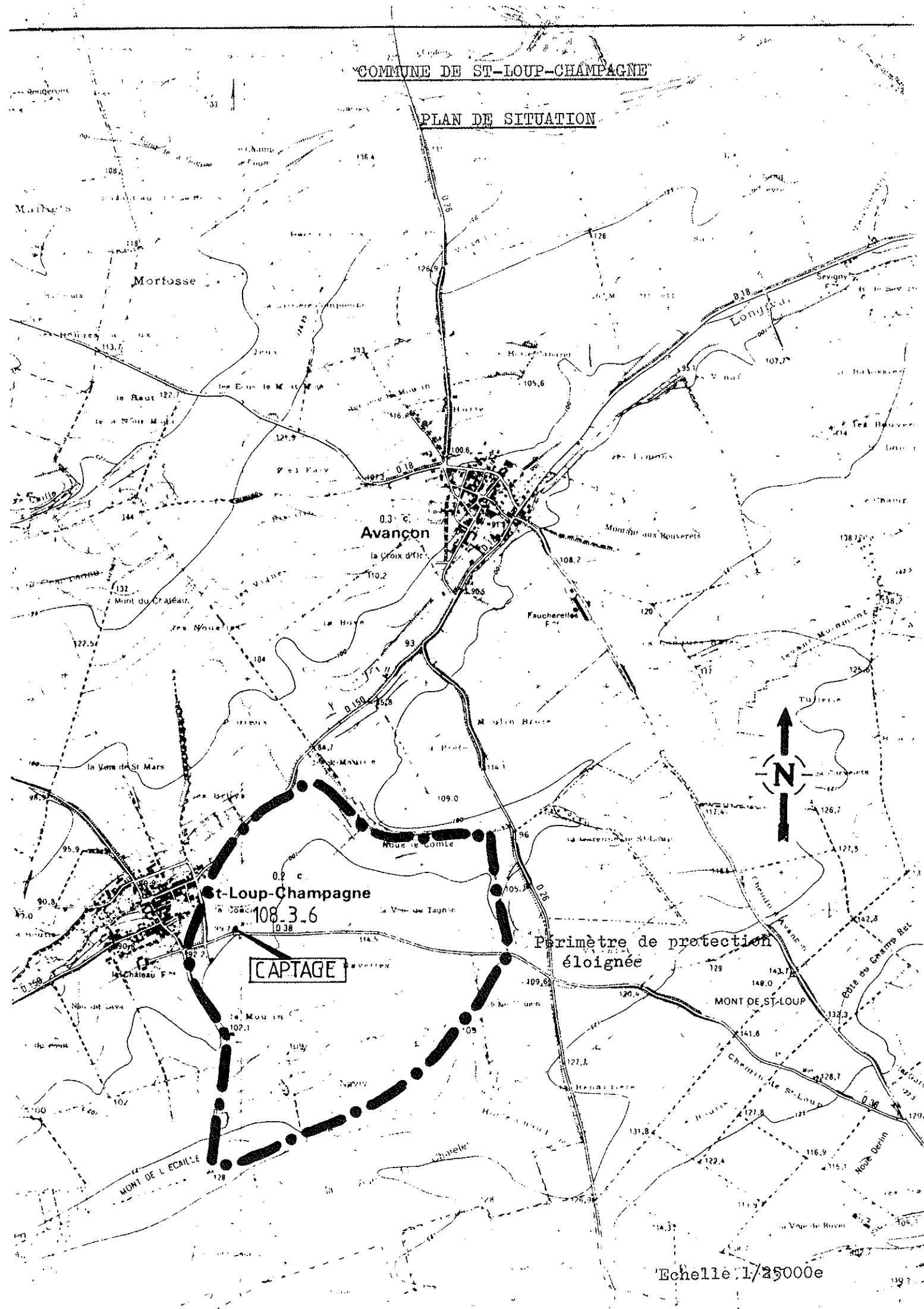
L'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publi
pour le département de S Ardennes

vu pour être annexé à
mon arrêté en date de ce jour, 21 AVR. 1988
Charleville-Mézières, le

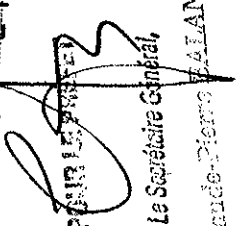

Le Secrétaire Général,

Claude-Pierre BALAND

PLAN DE SITUATION



VO pour être univ. à
mon arrivé on date de ce jour
Charleville-Mézières, le 21 AVR. 1988


CLAUDE-PIERRE VALAND

Le Secrétaire Général,

Claude-Pierre VALAND

C O M M U N E D E : ST LOUP EN CHAMPAGNE

NOM et ADRESSE du propriétaire	Section	N°	Lieux - dits	Contenance		Nature de culture.
COMMUNE de ST LOUP EN CHAMPAGNE (08)	ZE	1	La Couture	8.50		S
Mu-propriétaire Mr FROMENTIN Michel René Auguste époux COURMONT (08 GOMONT) né le 15/04/1923	ZE	35	La Couture	8.61.10	4.66.40 (*)	T.1
Usufruitier Mr FROMENTIN Jean Baptiste Théodore André époux OUDIN (51 BAZANCOURT) né le 16/05/1901						
Mr GOUVERNEUR Raoul François Désiré époux MESSIEUX (08 ST LOUP EN CHAMPAGNE)	ZE	3	La Couture	2.80.50		T.2
Mu-propriétaire Mme PIERROT Daniel née TATON Odile Marie André (le Radois 08 FRAILLICOURT) née à 06 Rehei le 02/02/1953	ZL	14	le Chemin du moulin	4.48.70		T.1
Usufruitier Mr TATON Jean René époux QUEUILLON (08 ST LOUP EN CHAMPAGNE) né à 08 Masigny le 27/03/1912						
Usufruitier Mme TATON Jean née QUEUILLON Marie Louise Emilie (08 ST LOUP EN CHAMPAGNE) née le 13/07/1917						
Mu-propriétaire Mme SIMON Gilles née PASTE Odile Paule Jeanne (08 ST LOUP EN CHAMPAGNE) née à 03 St Loup en Champagne le 08/11/1938	ZL	13	Le Chemin du Moulin	4.50.30		S-T.1
Usufruitier Mme Veuve PASTE Eugène née GOUVERNEUR Marie Thérédorine Irène (08 ST LOUP EN CHAMPAGNE) née à 08 St Loup en Champagne le 19/11/1913						
Mu-propriétaire Jean Henri époux DONGE (08 ST LOUP EN CHAMPAGNE) né à 08 St Loup en Champagne le 17/07/1933	ZH	1	Les Navettes	5.29.50		T.1-T.2
Mu-propriétaire Jean née DONGE Marthe Clotilde Justine (08 ST LOUP EN CHAMPAGNE) née à 08 Bazancourt le 29/05/1931						

(*) partie comprise dans le périmètre rapproché.

VOIR POUR
MON
CHATELAIN-RECHERCHER, 21 AVR. 1988

Claude-Tierce BILAND
Le Secrétaire Général,
POUR LE PRÉSIDENT

Direction des Relations avec les
Collectivités Locales

Bureau des Finances Locales

1er Bureau

Tél. : 24 37 22 11

Références :

A R R E T E N° 91-406.

PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
DU PROJET DE DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES NECESSAIRE
A L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE SAINT-QUENTIN-LE-PETIT
ET D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION
(Référence Code Minier 85.6.1)

LE PREFET des ARDENNES,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le Code Rural, article 113 sur la dérivation des eaux non domaniales ;
- VU le Code des Communes, notamment ses articles L 371.1 et R 371.1 ;
- VU le Règlement Sanitaire Départemental ;
- VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique ;
- VU le décret n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55.1350 du 14 octobre 1955 ;
- VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961 modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre III du titre 1er du livre 1er du Code de la Santé Publique, relatif aux eaux potables, notamment les articles 3, 4.1 et 4.2 ;
- VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ensemble l'article 5 du décret n° 73.219 du 23 février 1973, portant application de ses articles 40 et 57 et l'arrêté interministériel du 8 mars 1973 portant application de l'article 7 dudit décret ;
- VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le décret n° 90.330 du 10 avril 1990 modifiant le décret n° 89.3 ;

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine ;

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages

VU la délibération du Conseil Municipal de SAINT-QUENTIN-LE-PETIT en date du 7 avril 1983 par laquelle il :

- sollicite la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant le captage communal, la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;

- prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

VU le rapport du Géologue agréé en date de novembre 1986 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 27 juin 1991

VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 2 avril 1991 au 23 avril 1991 inclus en Mairie de SAINT-QUENTIN-LE-PETIT ;

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable ;

A R R E T E :

Article 1er. - Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage d'eau destinée à l'alimentation humaine et situés sur le territoire de la commune de SAINT-QUENTIN-LE-PETIT.

Article 2. - La commune de SAINT-QUENTIN-LE-PETIT est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire communal.

Article 3. - Le volume à prélever par pompage par la commune de SAINT-QUENTIN-LE-PETIT ne pourra excéder 7 mètres cubes par heure, ni 70 mètres cubes par jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la commune devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 4. - Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 7 avril 1983, la commune de SAINT-QUENTIN-LE-PETIT devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5. - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la commune de SAINT-QUENTIN-LE-PETIT à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 6. - Conformément à l'article L 20 du Code de la Santé et en application des dispositions du décret n° 61-859 du 1er août 1961, modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des captages. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté qui peuvent être consultés à la Préfecture des Ardennes - Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau des Finances Locales - 1er Bureau - ou à la mairie de SAINT-QUENTIN-LE-PETIT.

Article 7. -

- A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, correspondant à la parcelle Section ZD n° 13 ;

Sont interdites : toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien des ouvrages ou liées au service des eaux.

- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée : comprenant les parties de parcelles Section ZD n° 12 et 14 ainsi qu'une portion du chemin départemental n° 30 et du chemin rural n° 26 (Section ZD).

Sont interdits :

- 1) le forage de puits,
- 2) les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales,
- 3) l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- 4) l'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert),
- 5) le remblaiement des excavations ou des carrières existantes,
- 6) l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- 7) l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées,
- 8) l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- 9) les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,

- 10) l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau,
- 11) l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et de matière de vidanges,
- 12) l'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges,
- 13) le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail,
- 14) le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures,
- 17) l'établissement d'étables ou de stabulations libres,
- 21) la création d'étangs,
- 22) le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes.

Sont réglementés :

- 15) l'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols,
- 16) l'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures,
- 19) l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail,
- 23) la construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.

- A l'intérieur du périmètre de protection éloigné :

Sont réglementés : toutes les activités à l'exception des rubriques n° 18 et n° 20.

Sont réglementés d'autre part tous faits susceptibles de polluer les eaux.

Article 8. - Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 7 dans un délai maximum d'un an.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution.

Article 9. - Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en fournissant les pièces suivantes :

- Les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il en sera de même pour toute nouvelle installation ou dépôt réglementé.

Article 10. - Les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à la diligence de la collectivité concernée et à ses frais.

Le périmètre de protection rapprochée sera matérialisé sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, fera dresser procès-verbal des opérations.

Article 11. - Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de SAINT-QUENTIN-LE-PETIT.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Article 12. - Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

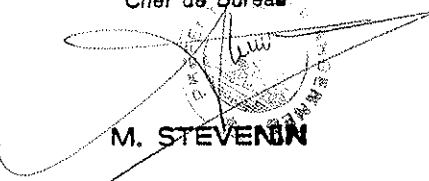
Article 13. - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 14. - Le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes, le Sous-Préfet de RETHEL, le Maire de la commune de SAINT-QUENTIN-LE-PETIT, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, l'Ingénieur en Chef des Mines, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Ardennes. Une ampliation sera adressée au Directeur des Services Fiscaux et au Président du Conseil Général des Ardennes.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le **27 SEP. 1991**

Pour ampliation

Pour le Préfet et par délégation
l'Attaché Principal de Préfecture
Chef de Bureau


M. STEVENON

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : **Didier LAVAL**,

PERIMETRES DE PROTECTION

Réglementation et tableau des prescriptions

En application de l'article 7 de la loi n° 64 - 1245 du 16/12/1964, du décret n° 67 - 1093 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du 16/12/1968.

- 1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
- 2 - A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

DEFINITION DES ACTIVITES	X $\left\{ \begin{array}{l} A = \text{interdites} \\ B = \text{réglementées} \end{array} \right.$ $\left\{ \begin{array}{l} \text{ni interdites} \\ \text{ni réglementées} \end{array} \right.$	Périmètre rapproché		Périmètre éloigné	
		activités existantes	activités futures	activités existantes	activités futures
		A	B	A	B
1 - Le forage de puits		X		X	X
2 - Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales		X		X	X
3 - L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières		X		X	X
4 - L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)		X		X	X
5 - Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X		X	X
6 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'inondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux		X		X	X
7 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées		X		X	X
8 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux		X		X	X
9 - Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature		X		X	X
10 - L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X		X	X
11 - L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges		X		X	X
12 - L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges		X		X	X
13 - Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail		X		X	X
14 - Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X		X	X
15 - L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols		Cf parag.7 réglementation particulière			
		X		X	X
16 - L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures		Cf parag.7 réglementation particulière			
		X		X	X
17 - L'établissement d'étables ou de stabulations libres		X		X	X
18 - Le pacage des animaux			+		+
19 - L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X		X
20 - Le défrichement			+		+
21 - La création d'étangs		X		X	X
22 - Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes		X		X	X
23 - La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			X		X

La commune veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés à la D.D.A.S.S., toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

N.B : Cet inventaire des activités interdites et réglementées sera annexé au rapport détaillé.

Date : 17/11/86

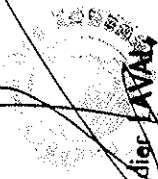
D. RAMBAUD

L'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département des Ardennes

VU pour être annexé à
mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 27 SEP. 1991

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général,



Didier-AVAL



PREFET DES ARDENNES

Délégation territoriale
départementale des Ardennes
de l'Agence Régionale de Santé
de Champagne Ardenne

Service Santé-Environnement

ARRETE PREFECTORAL N° 2013 - 61

PORTANT

1- DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :

- DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX
- DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

2- AUTORISATION D'UTILISER DE L'EAU EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE POUR LA PRODUCTION, LA DISTRIBUTION PAR UN RESEAU PUBLIC OU PRIVE

DECLARATION DE PRELEVEMENT

CONCERNANT

Le S.I.A.E.P. de Biermes-Sault-lès-Rethel

Captage de Sault-lès-Rethel (Code Minier : 0109-1X-0011)

Lieu-dit : « Hôle des Moines »

Le Préfet des Ardennes,

Chevalier de l'Ordre du Mérite
Chevalier des Palmes Académiques

Vu le Code de la Santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R. 1321-63 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

CONSIDERANT

Que les besoins en eau destinée à la consommation humaine des communes de Biermes et de Sault-lès-Rethel, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés :

- Par l'avis sanitaire favorable de l'hydrogéologue agréé en date du 30 mai 2000,
- Par l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur suite à l'enquête publique en date du 12 juillet 2012,
- Par l'avis favorable du CODERST en date du 8 novembre 2012

Que l'environnement du captage a fait l'objet d'une étude préalable des pollutions présentes, validée par l'avis sanitaire de l'hydrogéologue agréé,

Que l'hydrogéologue agréé a signalé la vulnérabilité aux pollutions de l'aquifère concerné, qu'il a prescrit en conséquence des interdictions et réglementations en définissant trois zones de sensibilité : le Périmètre de Protection Immédiate (PPI), le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR), le Périmètre de Protection Eloignée (PPE), visant les activités générant des infiltrations polluantes présentant des risques sanitaires, en l'occurrence certaines activités agricoles (notamment les épandages de fertilisants) ainsi que le stockage d'hydrocarbures d'un aérodrome de tourisme,

Qu'il y a lieu en conséquence d'acquérir, pour la collectivité, le terrain du PPI, de grever de servitudes les terrains situés dans le PPR;

Qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine du S.I.A.E.P. de Biermes-Sault-lès-Rethel

Sur proposition du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne,

A R R E T E

Chapitre 1: Déclaration d'Utilité Publique et Prélèvement de l'eau

ARTICLE 1 – DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice du S.I.A.E.P. de Biermes-Sault-lès-Rethel :

- Les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du captage exploité par le S.I.A.E.P. de Biermes-Sault-lès-Rethel, sis sur la commune de Sault-lès-Rethel
- La création de périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée, autour de l'ouvrage de captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

ARTICLE 2 – AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE :

Le S.I.A.E.P. de Biermes-Sault-lès-Rethel est autorisé à prélever l'eau issue du captage de Sault-lès-Rethel, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES, LOCALISATION ET AMENAGEMENT DU CAPTAGE :

L'ouvrage de captage (indice minier : 0109-1X-0011) est situé sur la commune de Sault-lès-Rethel, sur la parcelle cadastrée n° YA 8.

Les coordonnées topographiques en Lambert II étendue du réceptacle des sources sont :

- X = 747,775 km
- Y = 2500,728 km
- Z = + 107 m

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE PRELEVEMENT :

Le prélèvement ne pourra excéder :

- 59 m³/h
- 590 m³/j
- 182500 m³/an.

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

ARTICLE 5 – ABANDON DE L'OUVRAGE :

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné est comblé par des matériaux permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées, ainsi que l'absence de transfert de pollution.

La déclaration de l'abandon de l'ouvrage est communiquée au Préfet de département au moins un mois avant le début des travaux et comprend :

- ◆ la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- ◆ l'aquifère précédemment surveillé ou exploité,
- ◆ une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler,
- ◆ une coupe technique précisant les équipements en place,
- ◆ des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l'ouvrage, le déclarant en informe le Préfet de département et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

ARTICLE 6 – SURVEILLANCE ET ENTRETIEN :

Les opérations de prélèvement sont contrôlées.

Les ouvrages et installations de prélèvement sont entretenus de manière à :

- ◆ éviter tout gaspillage,
- ◆ garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau souterraine, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

Tous les incidents ayant pu porter atteinte à la qualité de l'eau ou à sa gestion quantitative, ainsi que les premières mesures prises pour y remédier, sont déclarés au Préfet de département, dès que l'exploitant en a connaissance.

ARTICLE 7 – ACCESSIBILITE :

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser accès aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions, aux locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L 216-4 du code de l'environnement. Il est demandé de tenir à la disposition des agents habilités la liste des produits polluants, notamment les produits pesticides utilisés sur l'exploitation.

ARTICLE 8 – DECLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT :

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant, ou s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer, dans les meilleurs délais, au Préfet de département ou au Maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, notamment la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, la préservation de la qualité de l'eau ou de la ressource en eau, le libre écoulement des eaux, la santé, la salubrité publique, la sécurité

civile et la conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet de département, les personnes mentionnées au premier alinéa prennent ou font prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DE L'OUVRAGE :

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de département qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS :

Si au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au Préfet de département, qui statue par arrêté conformément aux articles R.214-15 et R.214-39 du code de l'environnement susvisé, dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le Préfet de département peut imposer, par un arrêté, toute prescription.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DU BENEFICE DE LA DECLARATION :

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, le nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 12 – INDEMNISATIONS ET DROIT DES TIERS :

Les indemnités, qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la protection du captage du Hôle des Moines, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge du S.I.A.E.P. de Biermes-Sault-lès-Rethel.

ARTICLE 13 – PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE :

Des périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

ARTICLE 13.1 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX PERIMETRES DE PROTECTIONS IMMEDIATE ET RAPPROCHEE :

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementés qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention au Préfet et à l'Agence Régionale de Santé, en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau, ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés.

II. Toutes mesures devront être prises pour que le S.I.A.E.P. de Biermes-Sault-lès-Rethel, la Préfecture et l'Agence Régionale de Santé soient avisés sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

III. La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 13.2 – PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE :

Le périmètre de protection immédiate, situé sur les parcelles YA 8 et 9, a une superficie de 16 ares 60 centiares.

Il doit être propriété de l'exploitant.

Sur le périmètre de protection immédiate doivent s'appliquer les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des éventuelles installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.3 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE :

Le périmètre de protection rapprochée est constitué, en partie ou en totalité :

- Sur le territoire communal de Sault-lès-Rethel, des parcelles cadastrées Y 7, 75, 81, 101, 102, YA 1, 2, 3, 4, 5, 7, 11, 12, 13, 17, 20, 21,
- Sur le territoire communal de Biermes, des parcelles cadastrées ZE 3, 4, 5, 11, 13, 53, ZH 13, 14, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 54.

Sa superficie est de 107 ha 46 a 44 ca.

Les servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 13.4- PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE :

Le périmètre de protection éloignée a une superficie d'environ 63 hectares.

Une réglementation renforçant la réglementation générale est proposée pour les terrains du périmètre de protection éloignée, suivant les prescriptions mentionnées en annexe III du présent arrêté.

ARTICLE 14 – TRAVAUX ET ACTIONS PRESCRITS PAR L'HYDROGEOLOGUE ET L'AUTORITE SANITAIRE :

- Le périmètre de protection immédiate devra être clôturé en totalité par un grillage d'une hauteur minimale de 2 mètres.
- Si la concentration en nitrates devait montrer une augmentation notable au cours des prochaines années, le S.I.A.E.P. de Biermes-Sault-lès-Rethel devra mettre en œuvre, en concertation avec les propriétaires des parcelles du PPR et du PPE, ainsi qu'avec les partenaires institutionnels, un plan d'actions visant à réduire les fertilisations azotées.

ARTICLE 15 – MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS ET RESPECT DES PRESCRIPTIONS :

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 13, il doit être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres :

- ◆ à compter de la notification du présent arrêté en ce qui concerne les prescriptions applicables dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée,
- ◆ dans un délai de un an maximum à compter de la notification du présent arrêté, en ce qui concerne les travaux prescrits par l'hydrogéologue agréé et l'autorité sanitaire, s'appliquant au captage, au périmètre de protection immédiate, au périmètre de protection rapprochée et au réservoir.

Chapitre 2 : Traitement, Distribution de l'Eau et Autorisation

ARTICLE 16 – TRAITEMENT :

La S.I.A.E.P. de Biermes-Sault-lès-Rethel est autorisé à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de ce captage, sous réserve que les réseaux de distribution répondent aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique.

ARTICLE 17 – QUALITE DES EAUX :

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le bénéficiaire est tenu notamment de :

- ◆ Surveiller la qualité de l'eau distribuée et celle au point de pompage ;
- ◆ Se soumettre au contrôle sanitaire ;
- ◆ Prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire ;
- ◆ Employer des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée ;
- ◆ Respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- ◆ Se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.

Chapitre 3 : Dispositions Diverses

ARTICLE 18 – RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE :

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine du S.I.A.E.P. de Biermes-Sault-lès-Rethel devra être déclaré au Préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 19 – DELAI ET DUREE DE VALIDITE :

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 20 – NOTIFICATIONS ET PUBLICITE DE L'ARRETE :

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification **sans délai** aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant **une durée d'un mois**, des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective **dans un délai maximum de 3 mois** après la date de signature de Monsieur le Préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du Président du S.I.A.E.P. de Biermes-Sault-lès-Rethel.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Agence Régionale de Santé dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée et éloignée, et l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 21 – SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES :

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

ARTICLE 22 – DROIT DE RECOURS :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51000 Châlons-en-Champagne. Tout recours est adressé en lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 23 – TRANSMISSION ET COPIE :

Une copie du présent arrêté est adressée :

- ◆ au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne-Ardenne ;
- ◆ au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Champagne-Ardenne ;
- ◆ au Directeur de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie ;
- ◆ au Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières ;
- ◆ au Directeur Départemental des Territoires ;
- ◆ au Président du Conseil Général des Ardennes ;
- ◆ au Président de la Chambre d'Agriculture des Ardennes ;
- ◆ au Coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique ;
- ◆ au Président du S.I.A.E.P. de Biermes-Sault-lès-Rethel.
- ◆ au Maire de Biermes ;
- ◆ au Maire de Sault-lès-Rethel.

ARTICLE 24 – MESURES EXECUTOIRES :

Le Préfet des Ardennes,
Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
Le Directeur Départemental des Territoires,
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Le Président du S.I.A.E.P. de Biermes-Sault-lès-Rethel,
Le Maire de Biermes,
Le Maire de Sault-lès-Rethel,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

A Charleville-Mézières, le

13 FEV, 2013

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Eléonore LACROIX

Liste des annexes :

- annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate.
- annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée.
- annexe III : réglementation applicable au périmètre de protection éloignée
- annexe IV : tableau et plan parcellaires.

ANNEXE I : SERVITUDES APPLICABLES AU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE (PPI)

Le périmètre de protection immédiate (PPI) doit être propriété de l'exploitant et interdit à toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien et l'inspection des ouvrages.

Le PPI doit être clôturé par un grillage d'une hauteur minimale de 2 mètres et par un portail fermant à clé.

L'accès au PPI est interdit à toute personne non mandatée par la commune.

A l'intérieur de ce périmètre seront interdites toutes activités y compris celles liées au transport, installations ou dépôts en dehors de celles en liaison directe avec l'exploitation du captage.

L'entretien des surfaces enherbées doit nécessiter le recours exclusif à des moyens manuels ou mécaniques. L'utilisation de produits phytosanitaires est absolument interdite.

L'herbe fauchée doit être évacuée régulièrement du PPI.

Le stockage de matériels et de matériaux, même réputés inertes, y est interdit.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Générale

Eléonore LACROIX

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le

13 FEV. 2013

ANNEXE II : SERVITUDES APPLICABLES AU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE (PPR)

Dans ce périmètre, sont interdits :

- Le creusement de puits et forages, à l'exception de ceux qui seraient destinés à compléter la ressource en eau actuellement exploitée ;
- L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières ;
- L'ouverture d'excavations autres que les carrières ;
- Le remblaiement des excavations éventuellement existantes ;
- La création de plans d'eau ;
- L'installation de dépôts d'ordures ménagères, de déchets ou de substances susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau du captage ;
- L'installation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux, susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- L'installation d'ouvrages de transport d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées ;
- Les nouvelles installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ;
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail ;
- Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous autres produits destinés à la fertilisation des sols et à la lutte contre les ennemis des cultures ;
- L'épandage des lisiers, de boues de stations d'épuration et de matières de vidange ;
- L'installation de bâtiments d'élevage ;
- Le camping et le stationnement de caravanes ;
- L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau ;
- La création et l'agrandissement de cimetières ;
- La création de nouvelles voies de communication ;
- Le défrichement ;
- Le retournement des prairies permanentes ;
- Les activités industrielles ;
- La réalisation de fossés ou de bassins d'infiltration des eaux de ruissellement provenant des routes ou des surfaces imperméabilisées ;

Dans ce périmètre sont réglementées :

- Les installations de stockage d'hydrocarbures déjà existantes qui devront être conformes à la réglementation (cuves à double paroi ou avec bac de rétention, système d'alarme en cas de fuite).
Le système d'alarme devra faire l'objet de contrôles réguliers, selon une fréquence qui sera au moins mensuelle.

*Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,*

Eléonore LACROIX

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le

13 FEV. 2013

ANNEXE III : REGLEMENTATION APPLICABLE AU PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE (PPE)

Sur le territoire délimité par ce périmètre, la réglementation générale devra être appliquée avec la plus grande rigueur.

L'épandage d'engrais minéraux et organiques devra être limité aux stricts besoins des cultures, selon le Code des Bonnes Pratiques Agricoles.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Eléonore LACROIX

Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le

13 FEV. 2013

DÉPARTEMENT DES ARDENNES

Communes de BIERMES et SAULT-LES-RETHEL

Périmètres de Protection

Captage d'alimentation en eau potable

du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'eau de Biermes et Sault-les-Rethel

PLAN PARCELLAIRE

1 / 5000

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Eléonore LACROIX

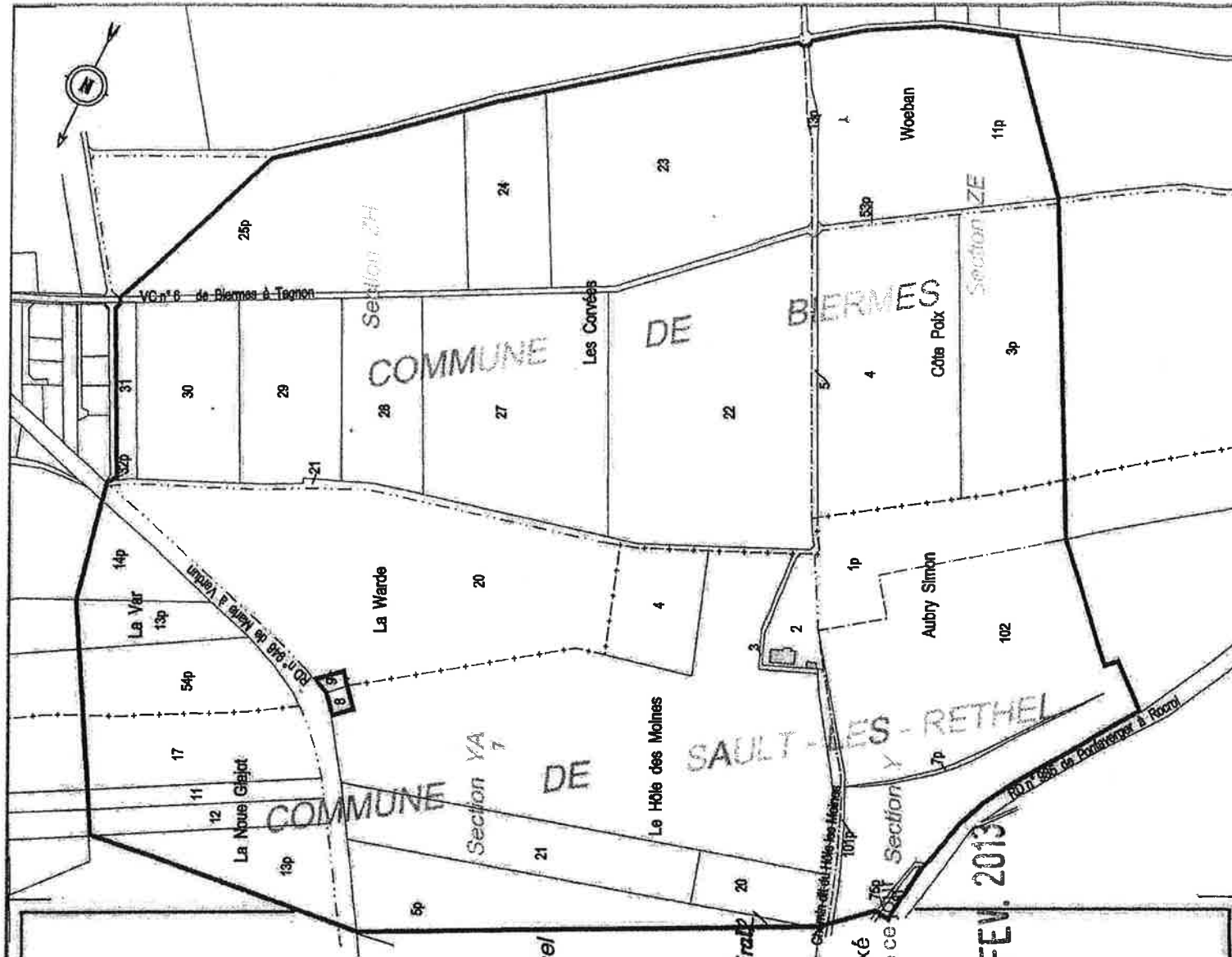
Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le

13 FEV. 2013

Présentation du dossier effectuée par:

Sébastien MICHEL BARTHELEMY - Géomètre - Expert DPLG
8, rue Etienne Durand - 08300 RETHEL

Tel : 03 24 38 41 78 Fax : 03 24 38 07 71



ANNEXE IV : TABLEAU ET PLANS PARCELLAIRES

à mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le

13 Avril 2013



Direction des Affaires Financières
et de la Tutelle Communale

2ème Bureau

ACTION SANITAIRE
COURRIER ARRIVE LE

22 JAN. 1981

ARRÊTÉ N° 41

PORANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

DE TRAVAUX PROJETES PAR LE SYNDICAT D'ALIMENTATION
EN EAU POTABLE DE SEUIL - THUGNY-TRUGNY EN VUE DE LA
DERIVATION PAR POMPAGE D'EAUX SOUTERRAINES POUR L'ALIMENTATION
EN EAU POTABLE DES COMMUNES DE SEUIL ET THUGNY-TRUGNY

-:-:-:-

Le PRÉFET des ARDENNES

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU les délibérations concordantes des communes de SEUIL et THUGNY-TRUGNY décidant la constitution d'un syndicat en vue de l'exécution de travaux destinés à assurer l'alimentation en eau potable ;

VU l'avant-projet de travaux d'alimentation en eau potable à entreprendre par le Syndicat d'alimentation en eau potable de SEUIL-THUGNY-TRUGNY ;

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages ;

VU la délibération du Comité syndical adoptant le projet créant les ressources nécessaires à l'exécution des travaux et portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 4 mars 1980 ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral en date du 15 juillet 1980 dans les communes de SEUIL et THUGNY-TRUGNY en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU l'avis du Commissaire-Enquêteur ;

VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 15 décembre 1980 sur les résultats de l'enquête ;

VU l'article 113 du Code Rural sur la dérivation des eaux non domaniales ;

VU le décret du 8 août 1935 sur la protection des eaux

.../...

souterraines et les textes qui l'ont complété ou modifié ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et réunification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés, et les textes pris pour son application ;

VU les articles L 20 et L 20-1 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 61-859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968, relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36-2°) et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

CONSIDERANT que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par le décret n° 72-194 du 29 février 1972 ;

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable ;

SUR la proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture ;

A R R E T E :

Article 1er. - Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le Syndicat d'alimentation en eau potable de SEUIL THUGNY-TRUGNY en vue de son alimentation en eau potable.

Article 2. - Le Syndicat est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par un forage exécuté sur le territoire de la commune de THUGNY-TRUGNY, dans la parcelle n° 19, section ZA du plan cadastral.

Article 3. - Le volume à prélever par pompage par le Syndicat ne pourra excéder 5,6 litres par seconde, ni 220 m³ par jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ses travaux, le Syndicat d'alimentation en eau potable de SEUIL - TRUGNY-TRUGNY devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture.

Article 4. - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le Syndicat à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture.

Article 5. - Conformément à l'engagement pris par le Comité syndical dans sa séance du 3 novembre 1978 le Syndicat devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 6. - Il est établi autour du forage :

- un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée en application des dispositions de l'article L 20 du Code de la Santé Publique et du décret n° 61-859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 conformément aux indications du plan et de l'état parcellaires joints,

- un périmètre de protection éloignée est également déterminé conformément aux indications du plan annexé.

Article 7. -

I. - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate :

Sont interdites toutes activités.

II. - A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée :

Sont interdites ou réglementées les activités indiquées dans le tableau annexé. En particulier, tous les forages agricoles devront être supprimés.

III. - A l'intérieur du périmètre de protection éloignée :

Sont réglementées les activités indiquées sur le tableau annexé.

Article 8. - Le périmètre de protection immédiate, dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété, sera clôturé à la diligence et aux frais du Syndicat par les soins de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, qui dressera procès-verbal de l'opération.

Les périmètres de protection rapprochée et éloignée sont définis sur le plan annexé.

Article 9. - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle de la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 10. - Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de 8 mois.

Article 11. - Le Président agissant au nom du Syndicat d'Alimentation en Eau potable de SEUIL - THUGNY-TRUGNY est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 12. - Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 13. - Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Président du Syndicat d'alimentation en eau potable de SEUIL THUGNY-TRUGNY :

- d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection,

- d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques de RETHEL et au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Article 14. - Il sera pourvu à la dépense au moyen de subventions du Ministère de l'Agriculture et du Département et d'emprunts.

Article 15. - Le Secrétaire Général des Ardennes, le Sous-Préfet de RETHEL, le Directeur Départemental de l'Agriculture, le Président du Syndicat d'alimentation en eau potable de SEUIL - THUGNY-TRUGNY, les Maires des communes de SEUIL et THUGNY-TRUGNY sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 20 Janvier 1981

Pour ampliation

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Signé: Jean-Pierre DUPOUY

Pour le Président par délégation
Maire de SEUIL
Général de SEUIL

Gérard CIROTTE



PÉRIMÈTRES DE PROTECTION

Réglementation et tableau des prescriptions

La Paireme

1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate

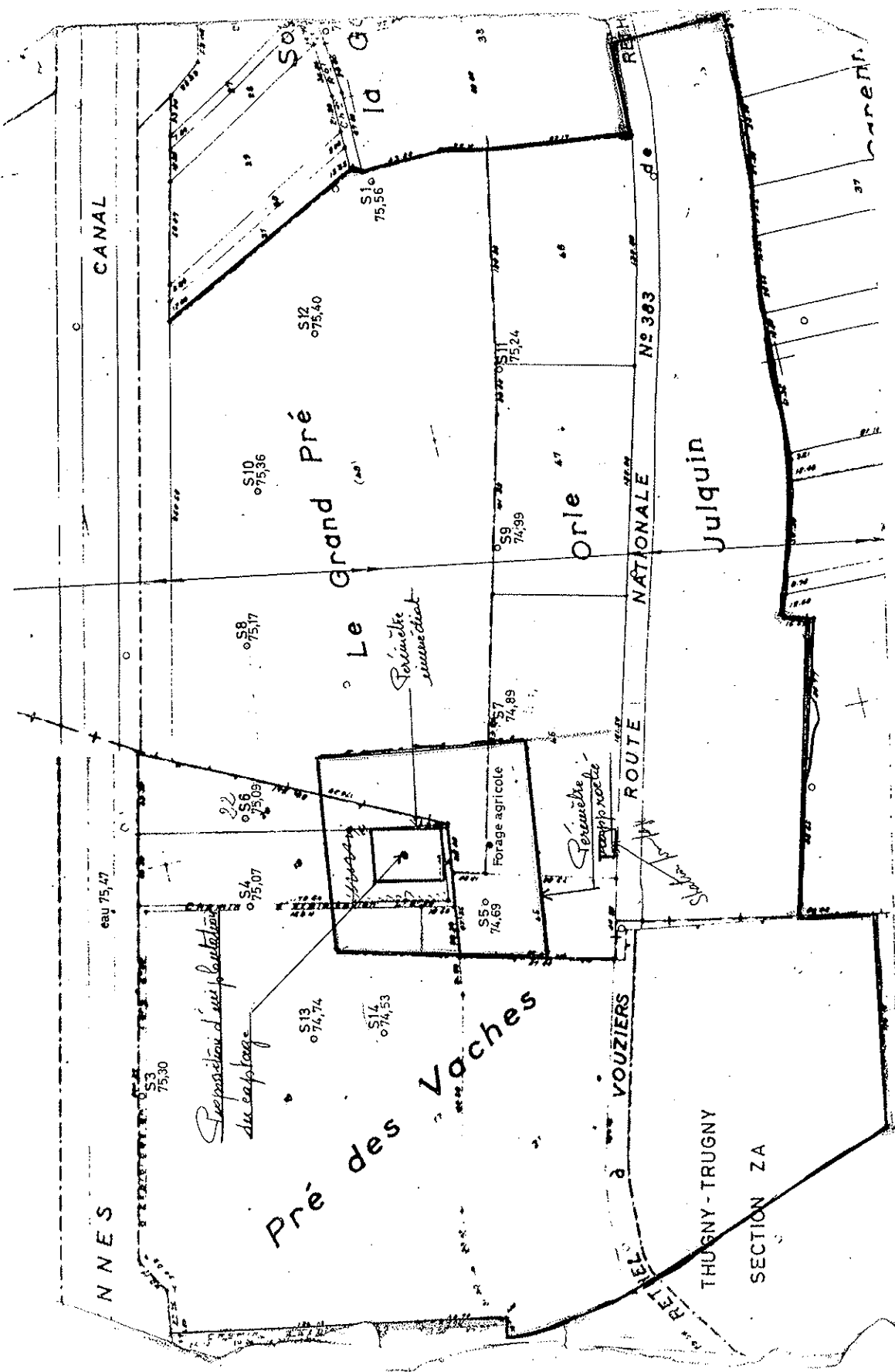
Sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

2 - A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée

Sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

DÉFINITION des ACTIVITÉS	Protection rapprochée			Protection éloignée		
	Interdite	réglementée	autorisée	Interdite	réglementée	autorisée
orage de puits	+				+	
ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	+				+	
ouverture d'excavations, autres que carrières	+				+	
aménagement des excavations ou des carrières existantes	+				+	
installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	+				+	
plantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées	+				+	
plantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux	+				+	
installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature	+				+	
cloisonnement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau	+				+	
stockage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle	+				+	
stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail	+				+	
stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	+				+	
stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols		+			+	
stockage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures		+			+	
cloisonnement d'étables ou de stabulations libres	+				+	
logement léger des animaux	+					+
installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail	+					+
cloisonnement		+			+	
création d'étangs	+				+	
camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes		+				+
construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs aménagements d'utilisation		+				+
Contrôler les épandages de nitrates sur l'ensemble des périmètres.						

La commune veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés à la Direction Départementale de l'Agriculture, toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau. Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les différents périmètres de protection, il devra être constaté par la Direction Départementale de l'Agriculture que ces installations sont conformes aux prescriptions dans un délai de 12 mois et dans les conditions définies dans le présent rapport.



N N E S

CANAL

Pré des Vaches

Le Grand Pré

Orle

Julquin

THUGNY-TRUGNY

SECTION ZA

ROUTE

ROUTE NATIONALE

N° 363

Forage agricole

Perimètre d'irrigation

Perimètre surveillé

Perimètre d'irrigation

eau 75,47

S3 75,30

S2 75,09

S8 75,17

S10 75,36

S13 74,74

S14 74,53

S12 75,40

S1 75,56

S5 74,63

S9 74,99

S11 75,24

S3 75,30

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

PREFECTURE DES ARDENNES

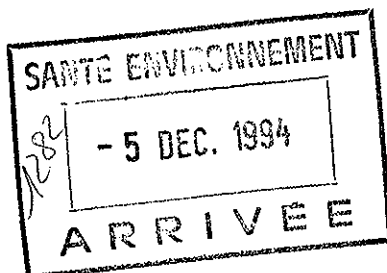
DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CULTURE

REF: AL/VB/94/4669

AFFAIRE SUIVIE PAR:
Mme LEGEE

TEL. 24.59.67.86



CHARLEVILLE-MEZIERES, LE 29 NOV. 1994

Le Préfet des Ardennes

à

Monsieur le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales
Place Winston Churchill

08000 Charleville-Mézières

Objet : - Création des périmètres de protection
de captage sur le territoire de la
commune de Sévigny-Waleppe
- Déclaration d'utilité publique

P. J. : 1 ampliation.

Je vous prie de bien vouloir trouver,
sous ce pli, une ampliation de l'arrêté déclarant
d'utilité publique le projet mentionné en objet.

Le Préfet,

Pour le Préfet
L'Attaché *[Signature]* Préfecture
Chef de Bureau

Catherine VALLANT

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Égalité Fraternité

PREFECTURE DES ARDENNES

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CULTURE

A R R E T E N° 94/523

PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
DU PROJET DE DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES
NECESSAIRE A L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
DE LA COMMUNE DE SEVIGNY WALEPPE ET
D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION SUR
LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SEVIGNY WALEPPE
(Références Code Minier 85.2.4)

Le Préfet des Ardennes

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de l'Expropriation pour cause
d'utilité publique,

Vu le Code Rural, article 113, sur la
dérivation des eaux non domaniales,

Vu le Code des Communes, notamment ses
articles L 371.1 et R 371.1,

Vu les articles L 20 et L 20.1 du Code de
la Santé Publique,

Vu la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964
relative au régime, à la répartition des eaux et
à la lutte contre leur pollution,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Vu la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment les articles 8, 9, 13, 14 et 22 et ses décrets d'application,

Vu le décret n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55.1350 du 14 octobre 1955,

Vu le décret n° 61.859 du 1er août 1961 modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre III du Titre Ier du livre 1er du Code de la Santé Publique, relatif aux eaux potables, notamment les articles 3, 4.1 et 4.2,

Vu le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 6 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution,

Vu le décret modifié n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine,

Vu le décret n° 90.330 du 10 avril 1990 modifiant le décret n° 89.3,

Vu le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration,

Vu le règlement sanitaire départemental,

Vu la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine,

Vu le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 avril 1992 par laquelle il :

- sollicite la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant le captage communal, la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire,

- prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en date du mois d'avril 1991,

Vu les dossiers d'enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 2 mai 1994 au 24 mai 1994 en mairie de Sévigny-Waleppe,

Considérant que l'avis du commissaire-enquêteur est favorable,

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 15 septembre 1994,

Sur proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

Article 1er : Sont déclarés d'utilité publique au profit de la commune de Sévigny-Waleppe :

- la dérivation d'une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de Sévigny-Waleppe,

- la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée autour de ce captage.

Article 2 : La commune de Sévigny-Waleppe est autorisée à dériver les eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de Sévigny-Waleppe.

Article 3 : Le volume à prélever (par pompage) par la commune de Sévigny-Waleppe ne pourra excéder 200 m³/jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la commune de Sévigny-Waleppe devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 4 : Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 3 avril 1992, la commune de Sévigny-Waleppe devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5 : Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la commune de Sévigny-Waleppe à l'agrément de l'Ingénieur du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 6 : Conformément à l'article L 20 du Code de la Santé Publique et en application des dispositions du décret n° 61.859 du 1er août 1961, modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 et du décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 modifié par le décret n° 890.330 du 10 avril 1990, des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour du captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté qui peuvent être consultés à la Préfecture des Ardennes - Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau de l'Urbanisme, de l'Environnement et de la Culture ou en mairie de Sévigny-Waleppe.

Article 7 :

- A l'intérieur du périmètre de protection immédiate comprenant la parcelle section ZT N 6

Sont interdits : tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.

- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée comprenant :

- . la parcelle : section ZV N 28
- . les parties de parcelles : section ZV N 27, ZT N 7

Sont interdits :

1. Le forage de puits
2. Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales
3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières (activités futures)
6. L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux (activités futures)
7. L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées (activités futures)
8. L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux (activités futures)
9. Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature (activités futures)
10. L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau (activités futures)

11. L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges

12. L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges.

13. Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail

14. Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures

17. L'établissement d'étables ou de stabulations libres (activités futures)

21. La création d'étangs (activités futures)

22. Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes (activités futures).

Sont réglementés :

4. L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert) (activités futures)

5. Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes

15. L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols

16. L'épandage de tous produits ou substances destinées à la lutte contre les ennemis des cultures

18. Le pacage des animaux (activités futures)

19. L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (activités futures)

20. Le défrichement (activités futures)

23. La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation (activités futures).

L'hydrogéologue agréé n'a pas déterminé de périmètre de protection éloignée.

Article 8 : Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 7 dans un délai maximum d'un an.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution.

Article 9 : Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en fournissant les pièces suivantes :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il en sera de même pour toute nouvelle installation ou dépôt réglementé.

Article 10 : Les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à sa diligence et à ses frais.

Le périmètre de protection rapprochée sera matérialisé sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, fera dresser procès-verbal des opérations.

Article 11 : Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de Sévigny-Waleppe.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

Article 12 : Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Article 13 : Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 14 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes, le Sous-Préfet de Rethel, le Maire de la commune de Sévigny-Waleppe, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, l'Ingénieur Subdivisionnaire de l'Industrie et des Mines, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Ardennes. Une ampliation sera adressée au Directeur des Services Fiscaux et au Président du Conseil Général des Ardennes.

Pour ampliation

Charleville-Mézières, le **29 NOV. 1994**

Pour le Préfet
L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau


Catherine VAILLANT



Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé: Jean-Luc NEVACHE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau de l'Urbanisme, de l'Environnement
et du Logement

Tél. : 24.59.66.00

A R R E T E N° 94/113

PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET
DE DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES NECESSAIRE A L'ALIMENTATION
EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE TAGNON
ET D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE TAGNON
(Références Code Minier 108.4.18)

Le Préfet des Ardennes,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le décret modifié 82-389 du 10 mai 1982 relatif
aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et
organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte
de la déconcentration,

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité
publique,

VU le Code Rural, article 113, sur la dérivation des
eaux non domaniales,

VU le Code des Communes, notamment ses articles
L 371-1 et R 371-1,

VU le Règlement Sanitaire Départemental,

VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé
Publique,

VU le décret n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant
réforme de la publicité foncière et son décret d'application n°
55.1350 du 14 octobre 1955,

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961 modifié par le
décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement
d'administration publique pour l'application du chapitre III du
Titre 1er du livre 1er du Code de la Santé Publique, relatif
aux eaux potables, notamment les articles 3, 4.1 et 4.2,

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et
notamment les articles 8, 9, 13, 14 et 22 et ses décrets
d'application,

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine,

VU le décret n° 90.330 du 10 avril 1990 modifiant le décret n° 89.3,

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine,

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages,

VU la délibération du Comité Syndical du SIVOM de Juniville en date du 3 mars 1988 par laquelle il :

- Sollicite la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant les captages syndicaux, la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;

- Prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en date du mois de décembre 1986,

VU les avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 30 septembre 1993 et du 3 février 1994,

VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 15 mars 1993 au 5 avril 1993 en mairie de Tagnon,

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable,

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E :

Article 1er - Sont déclarés d'utilité publique au profit du SIVOM de JUNIVILLE :

- la dérivation d'une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de Tagnon.

- la création des Périmètres de Protection Immédiate, Rapprochée et Eloignée autour de ce captage.

Article 2 - Le volume à prélever (par pompage) pour le SIVOM de JUNIVILLE ne pourra excéder 100 m3/heures.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, le SIVOM de JUNIVILLE devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 3 - Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 3 mars 1988, le Comité Syndical du SIVOM du Canton de Juniville devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 4 - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la commune de Tagnon à l'agrément de l'Ingénieur du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 5 - Conformément à l'article L 20 du Code de la Santé Publique et en application des dispositions du décret n° 61.859 du 1er août 1961, modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 et du décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 modifié par le décret n° 90.330 du 10 avril 1990, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des captages. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires joints au présent arrêté qui peuvent être consultés à la Préfecture des Ardennes - Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau de l'Urbanisme, de l'Environnement et du Logement ou en mairie de Tagnon.

Article 6 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate comprenant la parcelle section ZT N° 13

Sont interdits : tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.

- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée :
comprenant

les parcelles : Section ZT N° 22, 24, 25

les parties de parcelles : Section ZT N° 12, 11, 14, 15, 16, 17, 20, 23, 27, 26

Le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 3 février 1994 a décidé, conformément à l'avis du commissaire-enquêteur, d'exclure du Périmètre de Protection Rapprochée la parcelle section ZT n° 51.

.../...

Sont interdits :

2. Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales
3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières
6. L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux
8. L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.
9. Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature .
11. L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges
13. Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail
14. Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures
17. L'établissement d'étables ou de stabulations libres.
21. La création d'étangs
22. Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes.

Sont réglementés :

1. Le forage de puits
4. L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert) .
5. Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes.
7. L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées.
10. L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
12. L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges.
19. L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail.
23. La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée :

Sont réglementées :

1. Le forage de puits
2. Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales.
3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières.
4. L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert) .
5. Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes .
6. L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
7. L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées.
8. L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.
9. Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature.
10. L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
11. L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges .
12. L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges.
13. Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail
14. Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures.
17. L'établissement d'étables ou de stabulations libres.
21. La création d'étangs.
22. Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes.

Article 7 - Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai maximum d'un an.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article 22 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

Article 8 - Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en fournissant les pièces suivantes :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il en sera de même pour toute nouvelle installation ou dépôt réglementé.

Article 9 - Les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à sa diligence et à ses frais.

Le périmètre de protection rapprochée sera matérialisé sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, fera dresser procès-verbal des opérations.

.../...

Article 10 - Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de Tagnon et au siège du SIVOM de Juniville.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

Article 11 - Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Article 12 - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 13 - Le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes, le Sous-Préfet de Rethel, le maire de la commune de Tagnon, le Président du SIVOM du Canton de Juniville, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, l'Ingénieur Subdivisionnaire de l'Industrie et des Mines, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Ardennes. Une ampliation sera adressée au Directeur des Services Fiscaux et au Président du Conseil Général des Ardennes.

Charleville-Mézières, le 18 FEV. 1994

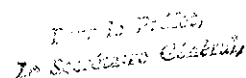
Pour ampliation

Pour le PRÉFET
et par délégation
Le Directeur,


Daniel SIGHI



Le Préfet


Le Secrétaire Général

Signé : Jean-Luc NEVACHE

ARRETE N° 84/82

PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
LE PROJET DE DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES
NECESSAIRES A L'ALIMENTATION DU POINT DE PRELEVEMENT D'EAU
DE LA COMMUNE DE VILLERS-DEVANT-LE THOUR, L'ETABLISSEMENT DES
PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE, RAPPROCHEE ET ELOIGNEE,
L'INSTITUTION DES SERVITUDES SUR LES TERRAINS

Le PREFET, COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE
du DEPARTEMENT des ARDENNES

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité
publique ;

VU le Code Rural, article 113 sur la dérivation des
eaux non domaniales ;

VU le Code des Communes ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental ;

VU les articles L 20 et L 20-1 du Code de la Santé
Publique ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant ré-
forme de la publicité foncière et son décret d'application n°
55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 61-859 du 1er août 1961 portant ré-
glement d'administration publique pour l'application du cha-
pitre III du titre 1er du Livre 1er du Code de la Santé Publi-
que, relatif aux eaux potables, notamment les articles 3, 4-1
et 4-2 ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au
régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur
pollution, ensemble l'article 5 du décret n° 73-219 du 23 fé-
vrier 1973, portant application de ses articles 40 et 57 et
l'arrêté interministériel du 8 mars 1973 portant application
de l'article 7 dudit décret ;

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU le décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et unification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés, ainsi que les textes pris pour son application ;

VU le décret 76-432 du 14 mai 1976 modifiant le décret n° 59-701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique à la détermination des parcelles à exproprier et à l'arrêté de cessibilité et portant dispositions diverses pour l'application du titre III de la loi n° 75-1328 du 31 décembre 1975 ;

VU le décret 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection du captage ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 24 mai 1982 par laquelle il :

- sollicite la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines alimentant le captage communal du lieu-dit "Voie Brimont", la déclaration d'utilité publique de création des périmètres de protection et l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;

- prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

VU le rapport du Géologue agréé en date d'Août 1982 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 15 février 1983 ;

.../...

- VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 14 novembre 1983 au 14 décembre 1983 conformément à l'arrêté préfectoral en date du 23 septembre 1983 dans la Commune de VILLERS-DEVANT-LE THOUR ;

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire enquêteur est favorable ;

SUR les propositions de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et du Secrétaire Général des Ardennes,

ARRETE

Article 1er

Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des captages d'eaux destinées à l'alimentation humaine situés sur le territoire de la Commune de VILLERS-DEVANT-LE THOUR ;

Article 2

La Commune de VILLERS-DEVANT-LE THOUR est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par les points de prélèvements situés sur le territoire de la Commune de VILLERS-DEVANT-LE THOUR.

Article 3

Le volume à prélever par pompage par la Commune de VILLERS-DEVANT-LE THOUR ne pourra excéder 10 litres par seconde, ni 200 mètres cubes par jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la Commune de VILLERS-DEVANT-LE THOUR devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture

Article 4

Conformément à l'engagement pris par délibération en date du 24 mai 1982, la Commune de VILLERS-DEVANT-LE THOUR devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la Commune de VILLERS-DEVANT-LE THOUR à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture.

.../...

Article 6

Conformément à l'article L.20 du Code de la Santé et en application des dispositions du décret n° 61.859 du 1er août 1961, modifié par le décret 67.1093 du 15 décembre 1967, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcel-laires joints au présent arrêté.

Article 7

1. A l'intérieur du périmètre de protection immé-
diante, propriété de la Commune de VILLERS-DEVANT-LE THOUR et
clôturé,

SONT INTERDITES : toutes activités autres que celles nécessi-
tées par l'entretien de l'ouvrage ou liées au service des
eaux.

2. A l'intérieur du périmètre de protection rappro-
chée :

SONT INTERDITS :

- le forage de puits, la création de puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou pluviales, l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières ainsi que l'ouverture d'excavations autres que carrières (à ciel ouvert) et le remblaiement des excavations ou carrières existantes.

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritux, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

- L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées, de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature.

- l'épandage ou infiltration des lisiers ou d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges, et de même pour les eaux usées ménagères et vannes.

- le stockage des matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail.

- le stockage des fumiers, engrais organiques ou chimiques et de tous les produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures.

.../...

- le camping même sauvage et le stationnement de caravanes.

- la création d'étangs.

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

SONT REGLEMENTES :

- l'établissement d'étables ou de stabulations libres.

- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail.

- le défrichement.

- la construction ou la modification des voies de communication : ainsi que leurs conditions d'utilisation.

3. A l'intérieur du périmètre de protection éloigné

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementées toutes les activités suivantes :

- le forage de puits.

- les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales.

- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières.

- l'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert).

- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes.

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées.

.../...

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature.

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges.

- l'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges.

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail.

- le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures.

- la construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.

Article 8

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 7 dans un délai maximum de 6 mois.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution.

Article 9

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration concernée :

.../...

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par le géologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 10

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 6 la propriété désignée à l'état parcellaire annexé nécessaire à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Après leur acquisition en pleine propriété par la collectivité concernée, les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à sa diligence et à ses frais.

Le périmètre de protection rapprochée sera matérialisé sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, fera dresser procès-verbal des opérations.

Article 11

Le périmètre de protection rapprochée pour lequel les servitudes feront l'objet de la publication à la Conservation des hypothèques est représenté par le tableau annexé.

Article 12

La Commune de VILLERS-DEVANT-LE THOUR est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Article 13

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la Commune de VILLERS-DEVANT-LE THOUR.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

La Commune de VILLERS-DEVANT-LE THOUR est chargée d'effectuer ces formalités.

Article 14

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Article 15

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique ; le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 16

Le Secrétaire Général des Ardennes, le Maire de la Commune de VILLERS-DEVANT-LE THOUR, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture, l'Ingénieur en Chef des Mines, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Ardennes.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 30 JANVIER 1984

Pour ampliation,

POUR LE PREFET,
COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE,
Le Secrétaire Général,

Pour le Commissaire de la République

et par délégation
L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau

signé : Philippe REY

Yves FAES

PERIMETRES DE PROTECTION

Règlementation et tableau des prescriptions

Amédée I

En application de l'article 7 de la loi n° 64 - 1243 du 16/12/1964, du décret n° 67 - 1093 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du 16/12/1968.

- 1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
- 2 - A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

DEFINITION DES ACTIVITES () éventuellement	X A = interdites B = réglementées	+ ni interdites ni réglementées	Périmètre rapproché		Périmètre éloigné	
			activités existantes	activités futures	activités existantes	activités futures
			A	B	A	B
1 - Le forage de puits				X		X
2 - Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales				X		X
3 - L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières				X		
4 - L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)				X		X
5 - Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes				X		X
6 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de déchets, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X			X	X	X
7 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées				X		X
8 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux				X		X
9 - Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature				X		X
10 - L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau				X		X
11 - L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges				X		X
12 - L'épandage ou l'infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges				X		X
13 - Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail				X		X
14 - Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures				X		X
15 - L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols			Toléré		+	+
16 - L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures			Toléré		+	+
17 - L'établissement d'étables ou de stabulations libres			X	X	X	
18 - Le pacage des animaux			X		+	+
19 - L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X	X	+	+
20 - Le défrichement	X			X	+	+
21 - La création d'étangs	X				+	+
22 - Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes	X		X		+	+
23 - La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			X	X		X

La commune veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre, peuvent être interdites ou réglementées et doivent, de ce fait, être déclarées à la Direction Départementale de l'Agriculture, toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

N.B. : Cet inventaire des activités interdites et réglementées sera annexé au rapport détaillé.

DATE 14 AOUT 1982

Le Géologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique pour le département des Ardennes

VU pour être annexé à
mon arrêté en date de ce jour
Charleville-Mézières, le 30 JAN. 1984

B. CLEMENT

POUR LE PRÉFET,
Commissaire de la République,
Le Secrétaire Général,

Philippe REY

B. Clement